

**CAHIERS**  
**DES AMÉRIQUES**  
**LATINES** 60-61

2009 / 1-2



# SOMMAIRE



<b>CHRONIQUE</b>	<b>5</b>
• Au-delà de Zelaya : les enjeux du coup d'État pour la démocratie hondurienne Par Karen Bähr Caballero	<b>7</b>
<b>DOSSIER</b>	
<b>L'AMÉRIQUE CENTRALE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE</b>	<b>13</b>
• Nouvelles dynamiques sociales en Amérique centrale Par Carine Chavarochette et Anne Philippe	<b>15</b>
• Identidades y culturas en mutación. La inmigración centroamericana en Canadá y Estados Unidos Par Hugo Rangel Torrijo	<b>21</b>
• La movilización maya en Guatemala : exigeando derechos y construyendo multiculturalidad en un contexto de postconflicto Par Santiago Bastos	<b>41</b>
• La reconversion militante des acteurs politico-militaires : une remobilisation ambiguë au lendemain des guerres internes (Nicaragua, Salvador) Par Benjamin Moallic	<b>59</b>
• De la politique sociale à la lutte contre la pauvreté au Honduras : rétrécissement des concepts de « développement » et de « démocratie » dans un contexte de globalisation Par Karen Bähr Caballero	<b>77</b>
<b>ÉTUDES</b>	<b>93</b>
• L'immigration polonaise et la colonisation du sud du Brésil Par Márcio de Oliveira	<b>95</b>

• <b>Éducation physique et culture sportive au Brésil à l'époque contemporaine : entre utilité sociale et reconnaissance identitaire</b> Par Jean-Pierre Blay	115
• <b>La chute de l'Unité populaire au Chili : une offensive conservatrice modèle</b> Par Rodrigo Contreras Osorio	135
• <b>De minas, mineros, territorios y protestas sociales en México : los nuevos retos de la globalización</b> Par Juan Luís Sariego Rodríguez	173
• <b>El café en Nicaragua. Experiencias de producción y exportación en « comercio justo »</b> Par Vicent Ortells Chabrera et Pascual Ortells Chabrera	193
• <b><i>Pollera y vestido</i>, le langage socioethnique du vêtement : migration, génération, profession et instruction</b> Par Véronique Marchand	221
<b>INFORMATIONS SCIENTIFIQUES</b>	241
• Lectures	243
<b>AUTEURS</b>	261

# CHRONIQUE



Karen Bähr Caballero\*

## Au-delà de Zelaya : les enjeux du coup d'État pour la démocratie hondurienne

**L**e Honduras vit la crise politique la plus longue de son histoire. Et ce depuis le 28 juin 2009, jour où les Honduriens apprenaient, incrédules, que les militaires avaient expulsé Manuel Zelaya du pays, offrant au monde le spectacle tragicomique d'un président en pyjama dénonçant le coup d'État dont il était victime.

Le détonateur de cette crise fut l'intention de Zelaya d'organiser un référendum sur la réforme de la Constitution. Le président avait été dépossédé de son investiture de façon illégale certes, mais en réponse à son intention, également illégitime, de se perpétuer dans le pouvoir. C'est du moins l'interprétation qui fit alors le tour du monde. On pouvait, une fois de plus, se moquer de cette république bananière où les matchs de football peuvent provoquer des guerres.

Hélas, la réalité est, comme d'habitude, beaucoup plus compliquée que les stéréotypes dans lesquels se complaisent trop souvent les citoyens du monde développé quand il s'agit des pays pauvres. L'essor de la résistance que le mouvement populaire mène sans arrêt depuis juin dernier exigeant la restauration de l'institutionnalité démocratique témoigne de cette complexité.

Cette réaction des secteurs populaires est d'autant plus inattendue qu'au moment où Zelaya appelait à réformer la Constitution il était peu soutenu par le mouvement populaire. Si quelques dirigeants s'étaient rangés à ses côtés, plu-

\* Institut d'études du développement.

sieurs observateurs s'accordent à dire que Zelaya ne pouvait s'appuyer que sur les réseaux de clientélisme qu'il avait tissés depuis 1998, alors qu'il était ministre du Fonds d'investissement social du gouvernement de Flores Facussé (1998-2002).

Certes, le processus de réforme constitutionnelle trouvait un écho auprès d'une partie de la gauche qui voulait y voir l'occasion d'en finir avec le bipartisme qui gangrène le système politique hondurien. Mais la plupart des organisations populaires voyaient avec méfiance les propositions de ce membre de l'élite agraire du pays qui avait occupé en 1987 la présidence du COHEP, Conseil hondurien de l'entreprise privée. Le fait est qu'avant le 28 juin, le processus de Constituante était plus un projet de Zelaya auquel se joignait, sans belligérance, une partie du mouvement social.

Comment comprendre cette proposition de Zelaya? Au moment de son investiture en tant que candidat du parti libéral en 2004, sa faction est en franche confrontation avec celle dirigée par Flores Facussé, membre de l'élite financière – qui a le plus bénéficié de la globalisation – et auteur intellectuel du coup d'État du 28 juin. Facussé voyait d'un mauvais œil ce riche propriétaire terrien qui ne partageait pas ses intérêts économiques. Mais les sondages donnant gagnant Zelaya face au candidat du parti national, «Pepe» Lobo, l'emportaient.

Les deux premières années du gouvernement Zelaya ont été marquées par les tentatives de gagner la confiance de l'élite de son parti et de l'élite tout court. C'est ce qui explique la mise en œuvre du Traité de libre échange avec les États-Unis (signés par le gouvernement précédent); la signature d'accords similaires avec le Panama, Taïwan et la Colombie, et les facilités accordées aux zones franches, ces entreprises manufacturières qui font de la main-d'œuvre bon marché un avantage. Dans le même temps, le mouvement populaire dénonçait, d'une part, l'effet négatif de l'internationalisation de l'économie hondurienne sur la plupart de la population et, d'autre part, les pratiques abusives des entreprises transnationales, en particulier les exploitations des mines et de bois.

Mais son style franchement populiste et sa gestion des affaires publiques, bénéficiant en premier lieu à sa propre clientèle, contribuaient à augmenter l'isolement de Zelaya vis-à-vis d'une partie de l'élite qui voyait faiblir son emprise sur l'État. L'isolement interne augmentait et, avec lui, la tentation de renforcer les alliances externes.

Dans la quête d'appui international, Patricia Rodas joue un rôle crucial. P. Rodas est la fille de Modesto Rodas, un cacique libéral qui en 1963 avait vu s'envoler ses projets présidentiels à cause d'un coup d'État. Rodas estime que son père fut trahi par la faction du parti dirigée alors par le père de Flores Facussé. Dès sa jeunesse, P. Rodas s'était rapprochée de la minoritaire faction «de gauche» de son parti et avait tissé des liens avec le Nicaraguayen Daniel Ortega et le Vénézuélien Hugo Chávez, tout en restant libérale.



Lettre de démission de Manuel Zelaya, utilisée par le Congrès hondurien pour justifier sa destitution, mais que le président élu nia avoir écrite.

C'est ainsi que ce qui était d'abord un rapprochement pragmatique avec le Venezuela est devenu une alliance politique. La hausse mondiale des prix, associée à la crise énergétique héritée du gouvernement précédent, obligea Zelaya à décréter l'état d'urgence seulement quatre jours après son investiture. Rationaliser l'accès du Honduras au marché du pétrole devint crucial et l'espace pour le faire était le front international. Ainsi, Zelaya mit en œuvre une série de

mesures telles que l'importation du pétrole via un système d'appels d'offres international; la négociation avec le Brésil d'une assistance technique pour la production d'éthanol et, finalement, le début de négociations avec le Venezuela pour acheter des produits dérivés du pétrole à des prix avantageux: c'est l'initiative *Petrocaribe*. Ce rapprochement avec le Venezuela et la politique sociale impulsée par Zelaya ont vite été considérés comme un «virage à gauche».

En réalité, Zelaya ne s'est pas attaqué aux privilèges structurels de l'élite hondurienne. Ses mesures sociales étaient un mélange hétéroclite de programmes ciblés de «soulagement» de la pauvreté – promus par la Banque mondiale dans tous les pays pauvres du tiers-monde pour légitimer les mesures économiques néolibérales – et des mesures populistes. Il ne s'agissait pas de programmes visant à produire une citoyenneté sociale, ni s'attaquant aux causes structurelles de la pauvreté et de l'inégalité. De plus, le passage du discours à la pratique restait teinté d'ambiguïté. Le jour de l'investiture de Daniel Ortega à la présidence du Nicaragua, alors que Zelaya faisait un discours enflammé contre l'impérialisme, la police réprimait sous ses ordres une manifestation paysanne exigeant une régulation juridique des activités minières. Par ailleurs, le président accordait une dérogation du salaire minimal aux entreprises *maquiladoras* ayant des activités dans les départements les plus pauvres du pays.

Mais l'intégration du Honduras à l'ALBA – initialement appuyé par les entrepreneurs honduriens qui profitaient de conditions avantageuses – fut le début d'une escalade de méfiance, de soupçons et d'accusations de rapprochement du Honduras au projet socialiste de Chávez. Cette escalade a été relayée par la presque totalité des médias, propriétés des riches entrepreneurs honduriens avec lesquels le Président entretenait une relation tortueuse.

C'est dans ce contexte que s'est produit un coup d'État en juin 2009 qui a complètement changé la donne. Au moins pour deux raisons: la première est que, en destituant Zelaya, l'alliance économique, médiatique et militaire qui a promu le coup d'État, a ouvert la boîte de Pandore; c'est le secteur le plus rétrograde de la droite hondurienne qui a pris le pouvoir. Il est évident que le pouvoir s'attaque également aux avancées démocratiques des dernières décennies. La tentative de restaurer le service militaire obligatoire, la participation des groupes religieux fondamentalistes (évangélistes et catholiques) dans la sphère politique, la diabolisation de la gauche ne sont que quelques exemples. Mais le plus frappant est la réaction violente et disproportionnée des putschistes pour réprimer le mouvement de résistance. L'armée, que les Honduriens pensaient désormais moderne et soumise au pouvoir civil, apparaît comme un corps répressif, dont les pratiques rappellent un peu trop les moments les plus honteux de la Guerre froide.

La deuxième raison est que, ce qui était au début un rassemblement d'organisations dispersées et désarticulées, s'est transformé au fil du temps et de la répression, en un mouvement social consolidé. Aussi, la résistance est-elle deve-



Manuel Zelaya, réfugié à l'ambassade du Brésil, profite de la protection de Lula sous l'œil conspirateur de son successeur Roberto Micheletti Baín.

Droits réservés - © Nicodemus Espinosa ([www.nicoespinosa.wordpress.com](http://www.nicoespinosa.wordpress.com)).

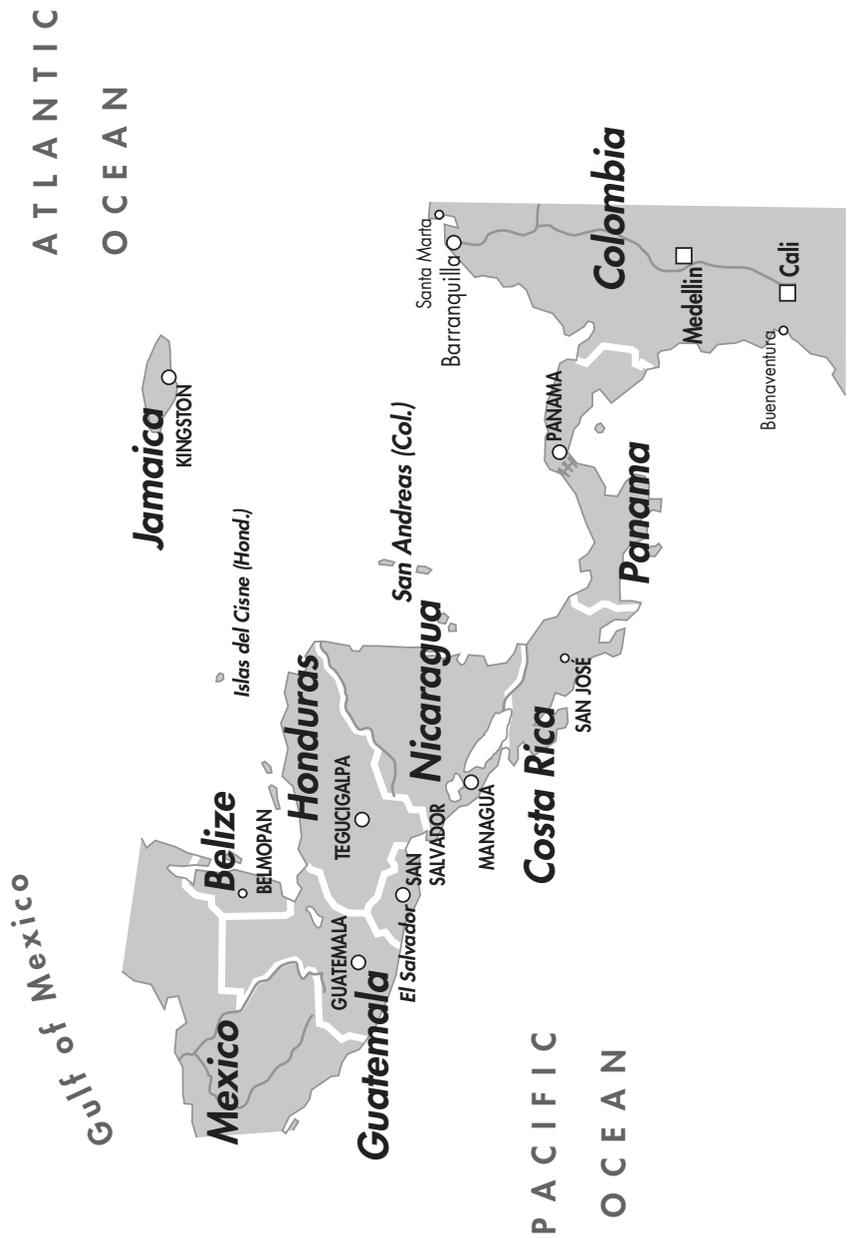
nue un acteur incontournable de la solution de la crise mais aussi du devenir démocratique du pays. Le scénario de la réforme constituante est donc tout à fait différent. Le projet de réforme est maintenant un projet viable et légitime, dans la mesure où le secteur populaire organisé a acquis la capacité de parler de sa propre voix. La participation populaire dans la construction de la démocratie n'est plus un concept vide mais l'espoir d'une refondation de la société hondurienne, pour qu'elle soit plus juste et plus libre.

Au moment d'écrire ces lignes, la crise s'est confirmée malgré les élections et le rétablissement formel des institutions. Le régime continue à donner sa version de la démocratie : meurtres, détentions illégales, tortures, violations de domicile, attaques à la liberté d'expression. Loin des réflecteurs médiatiques, ce qui est encore en jeu au Honduras est la mise en place d'une véritable démocratie ou alors la continuité d'une démocratie de façade, permettant aux élites, nationales et étrangères, de pouvoir continuer à imposer leurs intérêts et de favoriser un projet de société essentiellement anti-démocratique.

# **DOSSIER**

## **L'Amérique centrale au XXI<sup>e</sup> siècle**

Dossier coordonné par Carine Chavarochette et Anne Philippe



Carte La Souris.

Carine Chavarochette\* et Anne Philippe\*\*

## Nouvelles dynamiques sociales en Amérique centrale

Constitué de sept pays (Belize, Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panama), l'isthme centraméricain est composé d'une mosaïque ethnique (populations amérindiennes mayas, kuna, miskito, bribri mais aussi métisses, afrocaribéennes, garifunas, etc.). Entre Amérique du Nord et Amérique latine, ces différents pays ont souvent expérimenté les mêmes événements politiques. Durant la colonisation espagnole, l'Audience du Guatemala a exercé son influence sur les actuels Salvador, Honduras et dans une moindre mesure sur le Nicaragua et le Costa Rica. Le Belize a, quant à lui, toujours fait figure de pays à part (sous tutelle britannique jusqu'en 1981), même si, depuis quelques années, il a renforcé ses liens avec les six autres pays à travers des accords commerciaux. Enfin, le Panama, sous contrôle de la Vice-royauté du Pérou puis de la Vice-royauté de Nouvelle-Grenade à l'époque coloniale, conserve toujours de nombreux liens avec la Colombie actuelle et l'Amérique du Sud.

Au moment des Indépendances, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ces pays ont tenté de se regrouper politiquement en 1823, au sein de la Fédération centraméricaine, avant de se séparer à la fin des années 1830. Devenus des États souverains, ils ont valorisé le développement de l'agriculture d'exportation de fruits et de café notamment, essor soutenu par les entreprises agro-exportatrices étasuniennes. Cette influence nord-américaine ne s'est pas limitée à l'aspect économique, les gouvernements successifs américains ont joué divers rôles dans les coups d'État militaires et le maintien des gouvernements autoritaires au XX<sup>e</sup> siècle.

\* Chercheure associée au MASCIPO-EHESS.

\*\* CREDA-IHEAL.

Dans la seconde moitié du <sup>xx</sup> siècle, Guatemala, Salvador, Honduras et Nicaragua ont partagé l'expérience des dictatures, des guerres civiles et des affrontements entre armée régulière et guérillas. Puis dans le contexte de la fin de la Guerre froide et sous les auspices du Costa Rica, seul gouvernement démocratique stable depuis 1948, ces différents pays ont amorcé un retour vers la paix et la démocratisation de leurs institutions.

Ce dossier thématique qui renferme quatre articles sur l'Amérique centrale dresse un portrait de cette région de la fin des guerres civiles des années 1990 à aujourd'hui, selon deux axes : l'un socio-anthropologique, l'autre politique. Le premier axe s'articule autour de deux articles traitant de manière différente la question des identités. Le texte de Hugo Rangel s'intéresse à la question des identités promues par les gouvernements d'Amérique du Nord bénéficiaires de main-d'œuvre étrangère, mais aussi aux identités activées aux États-Unis par les migrants centraméricains qui, tour à tour, promeuvent une identité religieuse, une identité régionale, américaine ou latina par l'usage de l'espagnol. Santiago Bastos, en s'attachant à la genèse et aux transformations du mouvement maya au Guatemala, interroge, quant à lui, la question d'une identité ethnique maya.

Par l'étude du phénomène migratoire des Centraméricains aux États-Unis et au Canada, Hugo Rangel présente les nouveaux enjeux transnationaux rencontrés par les populations centraméricaines. L'importance des flux migratoires en Amérique du Nord, notamment aux États-Unis, mais aussi au Canada, ne bouleverse pas seulement les pays centraméricains, ce phénomène influe aussi sur les politiques intérieures des pays récepteurs. L'auteur présente la communauté centraméricaine aux États-Unis et au Canada, en s'intéressant plus particulièrement aux Salvadoriens (représentant plus de 2,5 millions de personnes aujourd'hui en Amérique du Nord, soit un habitant salvadorien sur trois). Cette migration amorcée au moment de la guerre civile dans les années 1980 a fait place depuis à une migration d'ordre économique. L'absence de débouchés économiques et les bas salaires entraînent de plus en plus d'hommes et de femmes à quitter leur pays d'origine. Hugo Rangel explique comment le phénomène migratoire est perçu différemment par les politiques conservatrices étasuniennes, d'une part, et les politiques publiques multiculturalistes canadiennes d'autre part, plus flexibles. Il montre dans une première partie comment les discours politiques conservateurs, opposés aux migrants et désignant le fait migratoire comme un danger pour une supposée identité commune, sont activés aux États-Unis et, dans une moindre mesure, au Canada. Il signale les particularismes de la migration centraméricaine : des populations jeunes, peu diplômées et maîtrisant mal la langue anglaise. De nombreux Nicaraguayens, Salvadoriens et Guatémaltèques arrivés avant 1997 ont été régularisés par l'administration Clinton mais les migrants plus récents ne bénéficient pas de documents migratoires.

Cet article ne se limite pas à présenter la migration dans le contexte des pays



récepteurs, il va au-delà en nous précisant l'impact de ce phénomène sur la vie quotidienne des familles demeurées en Amérique centrale. En effet, l'auteur s'intéresse également aux conséquences de la migration sur les pays de l'isthme, au rôle des *remesas* dans les économies centraméricaines, palliatifs qui n'ont pas conduit à un développement économique et social durable. Il signale comment la migration induit des comportements culturels spécifiques et transforme autant les sociétés d'origine que les sociétés nord-américaines.

Le second article de ce dossier, celui de Santiago Bastos, s'intéresse plus particulièrement au mouvement maya au Guatemala, pays le plus indien de l'isthme. Les civils guatémaltèques ont subi trente-six années de guerre civile entre 1960 et 1996. Dès les années 1960-1970, dans la mouvance des contestations politiques et culturelles du continent, des groupes indiens s'organisent, mais les régimes militaires en place assimilent les contestations de la société civile aux troupes révolutionnaires. Les populations indigènes, majoritairement rurales, souvent prises entre « deux feux », entre les affrontements de la guérilla et de l'armée, deviennent les victimes d'une répression orchestrée. Plusieurs générations connaissent alors les massacres, les déplacements internes, les regroupements dans des villages « modèles », d'autres se réfugient au Mexique voisin. À côté des mouvements révolutionnaires et des modèles de développement proposés par une Église proche de la théologie de la libération, des groupes indigènes s'organisent autour d'une identité commune revendiquée : l'identification maya. Ces associations, en revendiquant le droit à la diversité culturelle, amènent le pays à se penser multiethnique, pluriculturel et multilingue.

L'échec du référendum de 1999 pour modifier la Constitution dans ce sens souligne toutefois les limites des changements possibles et les réticences d'une partie de la société à admettre la particularité culturelle de sa population indienne. S. Bastos qualifie alors de « multiculturalisme de façade » les politiques des gouvernements successifs des années 2000 à l'égard des indigènes. En effet, les décisions se limitent à la reconnaissance d'une différence culturelle au sein de la société guatémaltèque sans prendre en compte les dimensions économiques et sociales, expliquant l'exclusion des Mayas. Une partie des acteurs du mouvement maya passe de l'activisme à la participation politique au sein du gouvernement en place. Néanmoins, les décisions étatiques se limitent à la sphère culturelle, l'État n'engageant pas de réforme pour améliorer la vie quotidienne des populations indigènes. S. Bastos montre comment les différents groupes cherchent finalement, dès les années 1990, en revendiquant une différence culturelle, à investir l'espace public national. Il souligne les limites de ces mobilisations, notamment dans les politiques de réduction de la pauvreté et de la marginalité, maux endémiques de nombreux indigènes guatémaltèques. La ségrégation persiste entre Indiens et non-Indiens et la violence sociale (assassinats frappant les femmes, bandes armées comme les *maras*, etc.) s'accroît. L'État n'arrive pas à juguler l'aug-

mentation de l'insécurité, de la violence, l'instabilité de l'économie conjuguée aux politiques néolibérales et la migration croissante vers l'Amérique du Nord.

Dans un contexte international de reconnaissance du multiculturalisme et des droits des populations autochtones, des associations civiles se sont mobilisées pendant la guerre civile puis après la signature des Accords de paix, en décembre 1996, pour faire valoir leurs droits spécifiques au sein de l'État guatémaltèque. Toutefois, la candidature aux élections présidentielles en 2007 de Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix en 1992, et sa défaite, ont montré les limites de la mobilisation politique ethnique ainsi que les tensions existant entre les différents mouvements s'autonommant mayas. Le choix d'un candidat indigène emblématique comme les appuis internationaux ne peuvent dissimuler l'absence de mobilisation sociale. Le Guatemala d'aujourd'hui n'est pas la Bolivie qui a élu Evo Morales.

Le second axe construit autour de la difficile démocratisation compte deux articles. Au cours des années 1980, l'Amérique centrale est entrée dans un processus de démocratisation conduisant dans la plupart des pays de l'isthme à l'élection d'un président appartenant au champ civil, et au dialogue entre acteurs armés. Au Guatemala et au Salvador, ces élections mettent un terme à plusieurs décennies de dictature militaire et légitiment l'amorce des pourparlers avec la guérilla.

La réinsertion politique des guérillas se traduit par une redéfinition de l'espace politique: le FMLN (Farabundo Martí de Liberación Nacional) et l'URNG (Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca) rompent avec leur passé clandestin et adoptent une nouvelle structure interne. Au Nicaragua, le FSLN (Frente Sandinista de Liberación Nacional) mute pour reconquérir le pouvoir.

La signature des accords de paix au Guatemala et au Salvador est suivie de l'abandon de la lutte armée par les guérillas et d'une restructuration en parti politique. L'abandon de la lutte armée constitue alors une étape essentielle dans l'institutionnalisation. Au Salvador, au lendemain de la signature des accords de paix en 1992, les anciennes guérillas qui forment le FMLN se scindent, conduisant à la formation de deux partis politiques: la nouvelle structure FMLN devient hégémonique dans l'espace électoral, la RN (Resistencia Nacional) disparaît rapidement faute d'appuis et de réseaux solides. Les réseaux sociaux et politiques du FMLN permettent d'affronter l'ARENA, parti d'extrême droite formé par le général d'Aubuisson au début des années 1980. On assiste alors à un affrontement démocratique se substituant au conflit armé qui opposait la guérilla à l'extrême droite anticomuniste; à l'inverse, l'URNG au Guatemala reste longtemps réduite à un statut pré-politique sans réelle perspective électorale.

En revanche, le FSLN opère une transformation interne depuis sa déroute électorale en 1990, une transformation qui, dans le cadre des élections de 2006, porte au pouvoir Daniel Ortega. Le FSLN est dominé de 1979 à 1990 par neuf personnes. L'échec électoral conduit à une crise interne et à l'éviction de certains



leaders. La création d'un nouveau statut et le leadership de Daniel Ortega contribuent à forger une identité forte.

La conquête du pouvoir devient l'objectif pour ces organisations en mutation. Dans le cas du FMLN, les élections de 1994 assurent une représentation nationale et locale : les réseaux sociaux lui permettent de développer une stratégie de conquête de pouvoir et de parvenir à se positionner comme parti majoritaire aux élections législatives et présidentielles.

La réinsertion politique des guérillas conduit à la démobilisation des acteurs armés et à leur réinsertion au sein de la société civile. Au Guatemala et au Salvador, les accords de paix facilitent la réinsertion sociale des guérilleros : au Guatemala, l'accord sur la réinsertion des anciens membres de la guérilla prévoit une série de mesures relevant de leur sécurité et de leur réadaptation au niveau socio-économique. Au Salvador, le retour à la vie civile des guérilleros s'inscrit dans le cadre de l'aide développée par le PNUD.

Benjamin Moallic analyse le processus de réinsertion de ces acteurs dans les organisations humanitaires et les mouvements indigènes. Il utilise la notion de réseau pour expliquer la transition et la mobilisation des ressources avec l'exemple d'un micro-musée précolombien. Cet investissement s'inscrit dans le cadre du développement du tourisme solidaire. Il mobilise les réseaux transnationaux des anciens sandinistes pour appuyer ce projet et il est destiné à assurer la continuité des luttes indigènes. Par ailleurs, la reconnaissance des droits de l'homme a permis à d'anciens guérilleros de se reconverter. Benjamin Moallic montre ainsi la naissance d'une nouvelle identité civile, empreinte de revendications anciennes et adaptée à la doctrine des droits de l'homme.

Ce tour de l'Amérique centrale se termine au Honduras, frappé par l'instabilité politique. La démocratisation politique s'est amorcée dans les années 1980 avec l'élection d'un président civil. Cependant, l'incapacité de résorber la pauvreté s'est accompagnée d'une violence sociale engendrée par la multiplication des groupes *maras* et d'une précarité institutionnelle marquée par un coup d'État militaire inattendu au cours de l'année 2009. Karen Bähr analyse le processus mis en place pour réduire la pauvreté : cette réduction s'appuie sur des aides financières internationales et sur le respect de principes liés à la participation politique des citoyens. Cependant, l'importance accordée à la croissance économique n'a pas permis la modernisation de l'État. De surcroît, la démocratisation s'est uniquement traduite par une alternance politique formelle.

La précarité de l'État favorise les jeux internes des différents groupes oligarchiques du pays ; le coup d'État récent rend visible leur mainmise sur l'État et l'armée ; celle-ci a été utilisée pour rétablir un ordre jugé menacé par le président en place. Ce dernier avait décidé de modifier la constitution pour pérenniser le pouvoir. Cet auto-coup d'État civil s'est soldé par un coup d'État militaire et la tenue de nouvelles élections tout en provoquant de nouveaux départs vers le nord du continent...



Hugo Rangel Torrijo\*

# Identidades y culturas en mutación. La inmigración centroamericana en Canadá y Estados Unidos

Este artículo examina las repercusiones de los flujos migratorios de Centroamérica en Canadá y los Estados Unidos; este análisis se realiza a la luz de información estadística reciente y de conceptos propuestos por Charles Taylor, Will Kymlicka y Robert Reich entre otros, quienes han estudiado las mutaciones identitarias de grupos minoritarios y migrantes en Norteamérica. Asimismo Stephen Castles, quien ha examinado las repercusiones de los flujos migratorios en el ámbito internacional.

El texto presenta dos vertientes, la primera analiza la comunidad centroamericana en Estados Unidos y Canadá y, principalmente, la salvadoreña. Para lo cual se presenta el contexto en el que los Estados Unidos define su política migratoria y los grupos conservadores se oponen a las migraciones latinoamericanas<sup>1</sup>. Mientras que Canadá conduce una política multicultural con

\* Universidad de Guadalajara-CUCI.

1. Me refiero a los grupos conservadores (como se les denomina en español) pero sobretodo como se les conoce en los Estados Unidos, en oposición a los liberales. Es decir, se designa a los grupos no solamente de derecha política y proclives a la continuidad [Academia Española, 2001], sino reaccionarios en términos sociales (*social conservatives*) y de valores retrógrados [Apple, 2001]. En este sentido estos grupos se han opuesto a las migraciones. Hedges [2006] ha subrayado el carácter religioso de estos grupos y los ha caracterizado como fascistas.

cuestionamientos recientes sobre todo en Quebec. En este contexto tiene que entenderse la migración centroamericana.

Una segunda vertiente analiza el impacto de dichas migraciones sobre la identidad y la vida cotidiana de las naciones centroamericanas, (particularmente la salvadoreña) y sus expresiones culturales. De esta manera se observa no solamente el impacto económico (como las remesas), sino el impacto cultural y político-discursivo que conllevan las migraciones y su interacción con los países de origen. Ambas vertientes contribuyen por una parte al estudio de las identidades, sus mutaciones e intersecciones. Por otra parte, éstas permiten estudiar los nuevos escenarios y fenómenos sociales y culturales transnacionales experimentados por las poblaciones migrantes centroamericanas.

## **Introducción**

Las migraciones en los países desarrollados es un fenómeno capital tanto para estos países “huéspedes” como para aquellos países que experimentan migraciones. De esta manera las continuas y crecientes migraciones han transformado la conformación de las sociedades industrializadas, como la sociedad norteamericana. En este contexto las expresiones culturales de estas migraciones adquieren gran importancia.

La definición de las naciones se realiza en función de conceptos y nociones tradicionales y convencionales. La nación es definida por esos grupos hegemónicos como unidades uniformes de lengua y religión. Esta concepción se opone a la deliberación política y democrática de lo nacional. En efecto, la nación es definida como un proyecto político como lo propuso Hobsbawm [1990]. Esta práctica ciudadana de participación es negada para imponer una visión según la cual una raza, su cultura y su historia definen lo que equivocadamente llaman identidad. Benedict Anderson [1991] define la nación como una comunidad imaginaria. Sin embargo Anderson señala que el nacionalismo en los Estados Unidos fue un éxito porque conjugó factores tecnológicos y el lenguaje impreso a partir de la novela. Anderson apunta sus argumentos anteponiendo este “exitoso” modelo con Latinoamérica, que según él fracasa por no reunir los elementos esenciales del modelo de nacionalismo de los Estados Unidos. Paradójicamente, existe una convergencia entre diferentes medios académicos y políticos y los grupos conservadores para interpretar el “éxito” del nacionalismo en Estados Unidos y “el fracaso” de los latinoamericanos. Las implicaciones son evidentemente políticas e ideológicas. Justamente las migraciones centroamericanas en Norteamérica muestran que de la exclusión se deriva fácilmente en racismo hacia dichos grupos.

En este contexto, la expresión cultural de las migraciones, principalmente su religión y su lengua es de capital importancia ya que la definición de la nación y el nacionalismo se han querido apoyar en estas expresiones culturales. Sin



embargo así se oculta los factores políticos e ideológicos del nacionalismo. Por ejemplo Gellner [1983] define el nacionalismo como legitimación de un grupo hegemónico. El nacionalismo es entendido como la imposición de la “alta cultura” sobre otras culturas adoptadas por la mayoría. Esta noción de nación puede ofrecer elementos explicativos, sin embargo asumirla significa adoptar la hegemonía que no contribuye a la comprensión de una sociedad que recibe migraciones o que contiene minorías que no son parte de la cultura dominante. ¿Las migraciones estarían condenadas a aceptar una “alta cultura” en beneficio de un grupo que enarbola la nación? Esta visión tampoco puede contribuir a la cohesión social de una sociedad culturalmente diversa porque subyace sobre un principio hegemónico.

En este sentido, una sociedad diversa que recibe migraciones requiere integrarlas y reconocerlas al mismo tiempo. No reconocerlas implica rechazarlas. Por esta circunstancia radica la trascendencia de Charles Taylor [1991] al insistir sobre la necesidad de adoptar una política de reconocimiento hacia las minorías de una nación. Más que “comunitarismo” se trata del reconocimiento, es un acto esencial para el respeto y la dignidad de personas que no pertenecen a una cultura estándar o de la mayoría de la población. El respeto a culturas minoritarias se lleva a cabo bajo la observancia de los valores liberales [Taylor, 1991; Kymlicka, 1995; Reich, 2002]. Este principio es fundamental toda vez que asegura que no se viole la ley en nombre de valores de las minorías. Una de las razones para asegurar el reconocimiento de minorías estriba en el hecho que las poblaciones inmigrantes o minoritarias tienen condiciones económicas y laborales precarias. No solamente cuentan con ingresos menores, sino que a menudo no gozan de un reconocimiento social. Tal es caso de las migraciones de Latinoamericanos y centroamericanos en Norteamérica; ya que constituyen un grupo social por lo general marginado.

El concepto de identidad se ha convertido omnipresente en las ciencias sociales. Por lo que al abordar esta temática se deberá definir conceptualmente y así evitar superficialidad o confusión. La identidad se construye con base al diálogo [Taylor, 1991], son las culturas diferentes que construyen la identidad de los grupos minoritarios como los inmigrantes. No es extraño que desde los años 1970 los estudios sobre la identidad se plantearon para entender los fenómenos de discriminación [Tajfel, 1974]. En este sentido el de identidad es utilizado aquí con una connotación política de afirmación pero también de exclusión. A menudo se habla de identidades sin referentes políticos, siendo que justamente su construcción es definida por tensiones y conflictos políticos como la inclusión de un grupo en una nación. Los migrantes se confrontan a esta dinámica.

En este sentido resulta de gran importancia tener en cuenta las percepciones de grupos conservadores sobre las migraciones y las nuevas identidades han influenciado la definición de las políticas migratorias. Esta relación es un aspecto

poco estudiado en el marco de las políticas y el debate migratorio sobretodo en los Estados Unidos. Los grupos anti-migración han logrado imponer una visión negativa de las migraciones (concebidas incluso como meras invasiones). De esta manera hay una imposición identitaria de los grupos conservadores. Justamente Taylor llama la atención en la importancia que los grupos dominantes impongan una imagen negativa a los dominados o minoritarios. Como lo señaló Fanon [1961], la arma esencial de los colonizadores es la imposición de la imagen de colonizados sobre los pueblos dominados.

Los discursos de derecha excluyen no solamente a las migraciones, sino a las minorías en general y otras formas de reivindicar identidades o pertenencias. De esta manera la evidencia de nuevas identidades cuestiona y desmiente a los discursos erigidos por grupos conservadores tanto en los Estados Unidos como en Canadá y en Québec sobre naciones uniformes. Pero como observamos, las sociedades “uniformes” no existen. Las nuevas identidades se contraponen a fundamentalismos y esencialismos que han proliferado tanto en América del Norte como en Europa. En este sentido radica la pertinencia política de la afirmación de identidades de migraciones como la centroamericana. Su estudio ofrece evidencias de mutaciones e interacciones culturales y políticas que han tenido lugar en América del Norte, entre ellos evidentemente la exclusión de las migraciones y su “integración” a Estados Unidos y Canadá. En este sentido la migración centroamericana muestra las transformaciones de la sociedad norteamericana así como las de las sociedades de origen.

## **Identidades y exclusión**

Las identidades son definidas en un contexto de hegemonía política. ¿Quién representa las identidades, las naciones? Los grupos hegemónicos se han erigido como los representantes de las naciones o de lo nacional. Una condición *sine qua non* de dicha representación ilegítima es presentar una nación homogénea, con una identidad fija a la imagen de esos grupos. No es extraño que apelen a su religión, su origen étnico y su lengua como originales y únicos. Evidentemente no se niega el rol de cierta religión y lengua en la “fundación” de un país. Sin embargo estos grupos con su cultura detentan el monopolio de la nación.

Las migraciones, sobre todo las centroamericanas y mexicanas en Estados Unidos, son percibidas como contaminadoras de identidades supuestamente puras. El resultado de este proceso ha sido la exclusión de los miembros de las comunidades latinoamericanas y los centroamericanos en particular. En este contexto se explica que los migrantes centroamericanos y mexicanos se hayan convertido en los chivos expiatorios en los medios de comunicación tan poderosos como CNN [Lou Dobbs]. Además son numerosos los grupos que adoptaron y promovieron el discurso; desde agrupaciones religiosas conservadoras hasta



organizaciones tradicionalmente racistas como el KKK y neonazis así como “think tanks” pseudo-académicos y abiertamente anti-inmigrantes, todos ellos tienen gran difusión y auspician cientos de sitios Internet. Para estos medios, el déficit gubernamental de Estados Unidos no se debía a las políticas de la administración Bush ni al financiamiento de la guerra que éste declaró a Irak; sino a los migrantes latinoamericanos ilegales. Este discurso fue articulado desde un punto de vista “académico” por Huntington [2004] quien expuso esta visión conservadora que excluye a la comunidad latinoamericana de la noción de nación y de facto de la sociedad de los Estados Unidos.

Esta percepción negativa que se ha impuesto sobre la opinión pública ha influido evidentemente los medios políticos que a su vez ha bloqueado iniciativas de legislaciones migratorias en los Estados Unidos, como la formulada por McCain-Kennedy en 2007<sup>2</sup>. No es extraño que en este contexto cualquier iniciativa sea percibida como una amnistía escandalosamente inmerecida a migrantes que supuestamente están haciendo un mal a la nación (entendida como una homogénea esfera de cristal).

Por su parte, este esquema conservador contra las migraciones ha tenido un impacto en Canadá, país que había oficialmente adoptado una política multicultural. Sería extenso exponer la teoría del multiculturalismo y caracterizar sus concepciones. Baste decir que Canadá fraguó su política sobre necesidades históricas; por ejemplo para permitir a las minorías francófonas conservar su cultura, su lengua y religión en el seno de la federación canadiense en el siglo XIX<sup>3</sup>. En términos de política, esta se articuló bajo las premisas del respeto a los principios democráticos y tolerancia de la diversidad. Cabe entonces aclarar que como lo señala Kymlicka [1998], que el multiculturalismo no confiere ningún poder jurídico a los miembros de un grupo étnico o cultural ni tolera las prácticas que violan los derechos humanos; ni legitima prácticas opresivas. Estas aclaraciones son pertinentes por las críticas formuladas por la derecha en Norteamérica que pretende una “balkanización” de las naciones con las políticas del multiculturalismo. Asimismo sirve para aclarar que las expresiones intolerantes u opresivas de grupos fundamentalistas no son admitidas en un sistema multicultural como el canadiense<sup>4</sup>. Como Kymlicka lo señala, Canadá no

2. La iniciativa de ley bipartidiana “Comprehensive Immigration Reform Act” de 2007 fue introducida por los senadores McCain y Kennedy al senado, en donde se rechazó dos veces por votación.

3. En el siglo XIX, por ejemplo, el primer ministro Wilfried Laurier luchó por la preservación de la enseñanza del francés en la provincia de Manitoba. En ese entonces los políticos leales al imperio británico insistían que Canadá fuera un país únicamente anglófono.

4. Algunos filósofos franceses (y europeos) como André Glucksmann, Alain Finkielkraut y Pascal Bruckner han criticado con virulencia al multiculturalismo juzgándolo demasiado permisivo de grupos intolerantes y terroristas (musulmanes); nocivo para la cohesión nacional; promotor de guetos e incluso pone en peligro “el futuro de los judíos”. Sin embargo no existen evidencias de los peligros mencionados en el contexto canadiense. El culto musulmán no producido más terrorismo que en Europa; no existen guetos y numerosas comunidades judías gozan de libertades y foros de expresión.

muestra signos de “guetoización” ni fragmentación y la integración de los inmigrantes se lleva a cabo de forma pacífica, con relativo éxito. Tampoco en Canadá ha proliferado el terrorismo como lo sugirió Fukuyama [2006] como consecuencia de políticas multiculturales.

En efecto, los cuestionamientos al multiculturalismo provenientes del conservadurismo en Estados Unidos son insistentes ante diversas corrientes liberales que lo defienden en varias áreas como la educación. Es necesario considerar este debate sobre las nociones de nación y las migraciones en Estados Unidos. Por lo que respecta a Quebec, los grupos conservadores como el partido ADQ han enarbolado un discurso anti-inmigración similar al que se mencionó en los Estados Unidos. Además, en un período de calma sobre el debate de soberanía de Quebec, los grupos nacionalistas han adoptado también un discurso excluyente para ganar el apoyo de la población. Así han esgrimido el peligro de la migración que atenta contra la identidad, la lengua y los “valores” de Quebec<sup>5</sup>. Paradójicamente la oposición creciente de la población quebequense al multiculturalismo no toma en cuenta que esta política se originó en Canadá para permitir la expresión y preservación de la lengua francesa y la enseñanza del culto católico de las poblaciones de origen francés.

Una noción de nación moderna rompe la connotación limitada que los grupos conservadores quieren imprimir a la nación que dicen representar. Huntington [2004], por ejemplo, hace alusión a la religión y la lengua como fuentes fundamentales de la nación “americana”. Sin embargo desde el siglo XIX podemos encontrar definiciones que cuestionaron esta noción de nación. En efecto, Ernest Renan [1881] definió a la nación desde una perspectiva moderna que trasciende del territorio, la lengua, la religión, la etnia o raza e incluso los intereses económicos.

En las diferentes aproximaciones contemporáneas de nación pueden ofrecer elementos para comprender la nación en la actualidad en un contexto de migraciones diversas y en la que se definen y reivindican identidades que hacen referencia a una o varias naciones o lenguas.

La reivindicación de identidades de manera progresista, como reivindicación de los movimientos afroamericanos en los años 1960 y 1970 imprimió un avance de los derechos cívicos de los grupos minoritarios. Esta noción de las identidades contrasta con la visión conservadora que adopta “identidades retrógradas” [Apple, 2001]. Precisamente la afirmación de esta identidad de una manera retrógrada es la que se ha desplegado por los grupos de derecha que justifica su sentimiento anti-inmigrante.

5. El proyecto de ley 195 “Loi sur l’identité québécoise” presentado a la Asamblea Nacional por el Partido Quebequense en 2007, pretende negar la ciudadanía y el derecho a participar en la Asamblea Nacional a los ciudadanos que no hablen “bien francés”.



Esa situación justifica la necesidad de establecer una política del reconocimiento de la diversidad cultural, [Taylor, 1991] que es esencial en las sociedades contemporáneas. En América del Norte es fundamental la afirmación de una ciudadanía que integre la diversidad como lo propone Robert Reich [2002]. Estas contribuciones teóricas sobre la diversidad tanto en los Estados Unidos y Canadá en el ámbito académico son centrales para comprender las identidades en sus nuevas manifestaciones y las implicaciones sociopolíticas de los fenómenos migratorios como el de los centroamericanos que a continuación se aborda. Esta contribución teórica no es menor si se considera que el debate internacional sobre la diversidad y la migración en Europa y en los países industrializados en general.

## Inmigración centroamericana en los Estados Unidos

La migración centroamericana en los Estados Unidos es cada vez más importante. Ciertamente no es reciente, pero en los últimos 15 años ha crecido exponencialmente. Existen un poco más de 2 millones (2000), 40% de los cuales provienen del Salvador y 23,7% de Guatemala<sup>6</sup>. Las migraciones centroamericanas han obedecido principalmente a conflictos armados en la región así como desastres naturales [Davy, 2006]. Esta migración es clasificada en las estadísticas y estudios en los Estados Unidos en el marco de las migraciones de origen latinoamericano. Sin embargo la centroamericana presenta ciertas diferencias con el resto de las migraciones latinoamericanas.

Cabe mencionar que entre los nuevos grupos inmigrantes de Latinoamérica se encuentran los dominicanos y los salvadoreños, quienes se duplicaron en la década de los 1990 y han alcanzado 1,1 millón, mientras que los guatemaltecos son más de 600 000. De la población Centroamérica casi la mitad (48,2%) fue una migración reciente. Es importante destacar que 22,3% se encuentra por abajo del nivel de pobreza. Además oficialmente 6,4% eran desempleados y 2,4% recurrían al seguro social. Estas cifras contradicen las versiones de los grupos anti-inmigrantes en el sentido que los hispanos o latinos utilizan en exceso los seguros sociales.

La edad media de la población hispana o latinos es de 24,7 años, es decir, se trata de una población muy joven. Entre éstos los salvadoreños tienen un promedio de edad de 27,1 años. Los jóvenes son una población apta para trabajar y requiere satisfacer necesidades de estudio para su desarrollo. La existencia de una extensa población joven se vincula muchas veces a la violencia en este tipo de comunidades. Existe una imagen de violencia propiciada por las bandas

6. El US Census Bureau y la división de Población de Naciones Unidas consideran a México como parte de Centroamérica. Sin embargo US Office of Immigration Statistics no lo considera de esta manera.

juveniles y grupos internacionales como las *maras*. A pesar de que existe ese problema, cabe mencionar que la tasa de encarcelación de salvadoreños y guatemaltecos en Estados Unidos entre 18 y 35 años, es muy baja: 0,68% [Martínez y Valenzuela, 2006]. Este dato desmiente el supuesto conservador que pretende que los latinoamericanos “llenen” las prisiones de los Estados Unidos.

La baja escolaridad es un elemento distintivo de los migrantes centroamericanos. En efecto, es el grupo latinoamericano inmigrante con menor escolaridad, solamente 19,5% poseía el nivel de educación secundaria en 2000. Entre los centroamericanos mayores de 25 años, 34,8% tenía menos de 9 años de estudios y 19,5% con estudios de secundaria. Solamente 5,3% poseía un diploma universitario<sup>7</sup>. Las estadísticas indican que los centroamericanos cuentan con un bajo nivel de formación profesional. Esta característica constituye un obstáculo para el desempeño de actividades económicas y la integración a la sociedad en Norteamérica.

En general los centroamericanos forman familias numerosas en los Estados Unidos. Por ejemplo los salvadoreños tienen en promedio 4,01 miembros por familia. Es decir, las familias son más numerosas que el promedio en los Estados Unidos y mayor incluso que otros latinoamericanos. Además 63,40% de las parejas estaba casadas<sup>8</sup>. Esto explica además la existencia de un gran porcentaje de menores de edad entre la comunidad latina (36,27%)<sup>9</sup>.

En el censo del 2000, 46% de salvadoreños y 39% de guatemaltecos afirmaron que no hablaban inglés o muy poco. Respecto a la población latinoamericana, 23% señalaron no dominar el idioma. El dominio del idioma es un aspecto importante de exclusión, toda vez que limita a estos inmigrantes el desempeño de trabajos con escasa calificación, que no requiere superficialmente el uso idioma y por lo tanto son precarios. Por otra parte, este aspecto ha sido explotado por los grupos conservadores para señalar que los inmigrantes latinoamericanos no pueden y no quieren usar el inglés. Los latinos no quieren integrarse a la “nación americana”, insistió Huntington [2004] porque hablan español. Sin embargo esta es una vieja estrategia para excluir a los migrantes. Como señala Todorov [2008], el dominio limitado del idioma ha sido históricamente utilizado para calificar a los extranjeros como bárbaros, carentes de cultura. Ante el discurso esencialista, incluso el acento distinto al local es percibido como negativo. El idioma es utilizado para excluir a los no nativos o en general a los latinos. En efecto, a pesar de que existen millones de latinoamericanos con dominio del inglés, sobretudo aquellos con estudios en

7. Educational Attainment of the Central American Foreign Born Population Age 25 and Older, 2000.

8. Selected Characteristics of Families, Total Population and Selected Latino Groups, 2000.

9. Median Age, Total Population and Selected Latino Groups, 2000. U.S. Census Bureau, 2000 Census SF4.



Estados Unidos o con largos periodos de haber vivido o nacido en ese país; los grupos conservadores muestran a los inmigrantes centroamericanos para señalar a los latinoamericanos en general como renuentes a integrarse.

Respecto al estatus migratorio, varios estudios muestran que constituye un impedimento para desarrollar un trabajo conveniente para una proporción de inmigrantes centroamericanos. Si bien para los centroamericanos existen programas para poder obtener permiso de trabajo o residencia, este continua siendo un problema para los nuevos inmigrantes y particularmente para los centroamericanos.

Cabe mencionar que, en 1997, durante la administración Clinton, el gobierno de los Estados Unidos ofreció varias opciones para el establecimiento al menos para evitar la deportación en ese país de centroamericanos como nicaragüenses, salvadoreños y guatemaltecos<sup>10</sup>. Existe una cantidad importante de migrantes (aproximadamente 374 000 personas) que se beneficiaron del asilo político otorgado por dicha ley<sup>11</sup>. Sin embargo los migrantes más recientes de Centroamérica no cuentan con la documentación migratoria requerida por las autoridades.

La calidad migratoria de los nuevos inmigrantes ha sido un aspecto capital para justificar su rechazo. Los grupos conservadores han insistido en la ilegalidad de los migrantes centroamericanos y mexicanos. Cabe señalar que existe una ruta de los migrantes ilegales que cruzan por vía terrestre por México para ingresar a los Estados Unidos por la frontera que los separa. Cientos de migrantes mueren anualmente perdidos en el desierto. El discurso de la derecha insistió sobre la necesidad y la urgencia de detener esta migración ilegal y tratarla como un peligro para la seguridad nacional. Como resultado de esta presión de los grupos conservadores, el gobierno de los Estados Unidos accedió a construir un muro fronterizo de alrededor de 1 123 km<sup>12</sup>. La construcción de este muro indica que las políticas migratorias han fracasado para prevenir la migración irregular o ilegal en la frontera México-Estados Unidos [Castles, 2007].

El discurso insistente de la derecha creó el concepto de «Illegal Aliens» para describir y excluir a estos migrantes, para descalificarlos y perseguirlos. Los grupos conservadores presionaron para la adopción de la ley The Border Protection, Anti-terrorism, and Illegal Immigration Control Act en 2005<sup>13</sup>;

10. En 1997, el President Clinton firmó la Nicaraguan Adjustment y la Central American Relief Act (NACARA).

11. De acuerdo al Congressional Research Service (CRS) se estima que 290 000 Salvadoreños, 80 000 Hondureños y 4 000 Nicaraguenses han beneficiado de Temporary Protected Status (TPS) en 2004.

12. La resolución 6061, *Secure Fence Act of 2006*, fue aprobada por el Congreso de Estados Unidos en 2006.

13. La ley H.R. 4437 fue votada en la Cámara de Diputados el 16 de diciembre de 2005 y aprobada con 239 votos a favor y 182 en contra (apoyada por 92% de republicanos y rechazada por 82% de demócratas).

misma que convirtió el estatuto de inmigrante indocumentado y quien le otorgara servicio o ayuda, en un serio infractor de la ley. En voz de los grupos anti-inmigrantes, los indocumentados (con referencia directa a los latinoamericanos) son criminales.

Esta actitud intransigente de la derecha anti-inmigrante se opone a la concreción de una reforma migratoria que reclaman la industria local (principalmente la agrícola, manufacturera y de servicios). Sin embargo este bloqueo afecta particularmente a miles de centroamericanos (y otros Latinoamericanos) que se encuentran en una situación desventajosa, misma que acentúa su exclusión y explotación laboral. Es pertinente insistir que la derecha anti-inmigrante se ha opuesto a la legalización de migrantes que se han integrado en varios aspectos a la sociedad de Estados Unidos, ya que la mayoría de ellos trabaja.

## **Migración centroamericana en Canadá**

Por lo que respecta a la migración centroamericana en Canadá, es evidentemente de menores proporciones que la de los Estados Unidos, sin embargo representa un grupo importante. Los salvadoreños son el mayor grupo latino en Canadá. Entre las razones para emigrar se encuentran los conflictos armados pero el interés por emigrar a Canadá recientemente lo constituye la falta de empleo, la pobreza, la falta de oportunidades de desarrollo y la criminalidad. El censo 2001 indicó que había 39200 inmigrantes salvadoreños, 14095 guatemaltecos y 9535 nicaragüenses. En total de 157000 inmigrantes centroamericanos vivían en Canadá.

Las asociaciones que trabajan en el campo de la migración afirman que la legislación y la política canadiense toman en cuenta la situación de las personas, a diferencia de los Estados Unidos. Canadá, que tiene una política migratoria más flexible y abierta, recibe una cantidad importante de inmigrantes: en 2007 acogió 236758 personas. Distintos estudios señalan que prevalece un criterio humanitario de la política gubernamental<sup>14</sup>. Si se observan las estadísticas recientes, Canadá mantiene un equilibrio entre inmigrantes por motivos económicos, reagrupación familiar, refugiados y otro tipo de inmigrantes<sup>15</sup>.

Respecto a los refugiados, como consecuencia del endurecimiento de la ley en Estados Unidos para aceptar refugiados (y autorizar trabajo a quien esperaba una respuesta de las autoridades), muchos centroamericanos, principalmente salvadoreños se desplazaron a la frontera canadiense para solicitar refugio en

14. Ver, por ejemplo, la ley Immigration and Refugee Protection Act, 2001, c. 27, Department of Justice, Ottawa, 2002.

15. Citoyenneté et Immigration Canada, *Faits et chiffres*, 2007 – Aperçu de l'immigration.



Canadá, [Helton, 1987]. Además, cabe mencionar que un porcentaje importante de los centroamericanos que demandan asilo en Canadá vivieron por un tiempo en los Estados Unidos o en México.

En general Canadá acepta anualmente entre 10000 y 12000 refugiados de aproximadamente 70 nacionalidades diferentes. Es decir, uno de cada 10 refugiados que se instalan en el mundo lo hacen en Canadá (Citoyenneté et Immigration Canada, 2009). Además del total de demandas de refugio que reciben las autoridades, Canadá acepta un porcentaje considerable (aproximadamente 40%). Cabe mencionar que los refugiados de Centroamérica aprecian el clima pacífico de Canadá ya que la tasa de criminalidad es baja y ha disminuido gradualmente en los últimos cuarenta años.

Debido a que en Canadá no han existido grupos conservadores tan poderosos que hayan influenciado la política migratoria, la política de asilo es mucho más laxa y su política migratoria es más abierta y de apertura hacia los inmigrantes. Esta contrasta con la política de los Estados Unidos que como se señaló, cada vez más esta regida por un conservadurismo que supone la existencia los Estados Unidos como una nación uniforme.

Varios estudios muestran que a pesar de que los inmigrantes en Canadá tienen un perfil similar a aquellos que migran hacia los Estados Unidos, existen algunas diferencias notables de su integración. Cuando existen las condiciones propicias y la apertura a su reconocimiento, los migrantes “funcionan” o si se quiere se integran de manera positiva. Por ejemplo como lo señala Bowen [1999], las mujeres y en general las personas del Salvador no continúan tradiciones salvo que tengan una utilidad en su vida diaria. Lo que hacen en Canadá es utilizar los servicios, por ejemplo adoptan las prácticas de salud de manera adecuada y son mujeres asertivas y prácticas.

## Identidades en mutación

Es importante destacar que la identidad de los migrantes se transforma en su estadía en Norteamérica. Estas nuevas identidades revisten gran importancia para los migrantes como para los habitantes de los países receptores de migración, como lo son Estados Unidos y Canadá. Estas nuevas identidades trastocan nociones tradicionales de grupos mayoritarios y minoritarios y exigen reconocimiento a las nuevas formas de diversidad.

De esta manera los ciudadanos ejercen y reivindican diversas identidades sin menoscabo de su ciudadanía y sin detrimento de la nación en la que viven. Contrario a los afirman la derecha anti-inmigrante, los centroamericanos se identifican con diversas identidades, nacionales, regionales y simultáneamente adoptan la “americana”. Esto sucede sin mermar de su lealtad nacional o traicionar a una de ellas.

Cabe mencionar que la vida religiosa de los grupos salvadoreños y de los centroamericanos en general es muy importante, las congregaciones e iglesias protestantes son numerosas y dinámicas. A menudo esta pertenencia religiosa es una de las identidades que adoptan los ciudadanos centroamericanos. Contrariamente al supuesto de Huntington, quien afirmó que la religión católica de los latinoamericanos les impide integrarse a la “nación americana” (protestante), los centroamericanos, como otros latinos, ejercen con dinamicidad una diversidad religiosa que no se circunscribe a la católica. De hecho es común encontrar iglesias protestantes o evangélicas con numerosos centroamericanos o exclusivamente hispanoparlantes en Norteamérica.

La formación de identidades no son neutras o producidas en el vacío. Son políticas porque denotan exclusión en los Estados Unidos y en menor medida en Canadá. Por otra parte se trata de una afirmación a una pertenencia múltiple. Asimismo en los Estados Unidos, debido a la exclusión de la que son objeto, los centroamericanos toman conciencia de una identidad latinoamericana en la que la lengua española contribuye a tener esta percepción.

Por otra parte numerosos migrantes sienten una natural pertenencia a los Estados Unidos. Esta afirmación es, bajo las condiciones precarias que viven, profundamente política, como lo mostraron las manifestaciones en 2006. “We are America” fue la afirmación de cientos de miles al ser desplazados por las campañas conservadoras con carácter racista dirigidas contra los Latinoamericanos indocumentados, principalmente centroamericanos.

En efecto, en respuesta a la aprobación a la ley HR4437 en 2005 que hacía de los indocumentados criminales, se organizaron numerosas manifestaciones en cientos de ciudades de Estados Unidos en la primavera de 2006. En estas manifestaciones, quizá las más concurridas y de mayor envergadura en la historia de Estados Unidos, participaron millones de personas para protestar contra la campaña conservadora dirigida a los indocumentados centroamericanos y mexicanos pero cuya talante fue extensiva a los latinoamericanos en general. Es importante notar que las manifestaciones contaron con el apoyo de comunidades establecidas, lo que significó en cierto sentido el reconocimiento de estas comunidades y su negativa a la campaña conservadora. A pesar que el Senado no aprobó la mencionada ley, no se logró revertir la tendencia legislativa que adoptaron no pocos estados y ciudades. En efecto, muchos de ellos sancionan a quien contrate u ofrezca un servicio a un indocumentado.

Sin embargo las manifestaciones constituyeron una forma de afirmación de miles de Latinoamericanos y centroamericanos que no tienen otras opciones de expresión y que en virtud de su condición migratoria (ilegal) permanecen en la obscuridad. Este anonimato es parte de su exclusión, ya que de facto trabajan y contribuyen a la economía de los Estados Unidos. Este movimiento social hizo posible una afirmación identitaria: “Somos trabajadores, no somos criminales”.



Los manifestantes se mostraron en defensa de los derechos de los inmigrantes en los Estados Unidos<sup>16</sup>. Es importante mencionar que para desacreditar el movimiento los grupos conservadores y algunos medios de comunicación destacaron que los manifestantes utilizaban banderas centroamericanas y mexicanas; sin siquiera mencionar las reivindicaciones de los participantes. Esto muestra una vez más que los grupos conservadores usan la apropiación de la nación y sus símbolos para legitimarse.

Por otra parte, algunos analistas como Oppenheimer [2007] señalaron que paradójicamente la campaña conservadora contra los inmigrantes latinoamericanos produjo un efecto inesperado: el movimiento unificó (aunque fuera de manera coyuntural) diversos organismos centroamericanos y latinoamericanos que anteriormente se encontraban divididos. De esta manera grupos e individuos se identificaron con condiciones y demandas similares, percibiéndose así como un bloque.

Sin embargo, una de las consecuencias más tristes de la campaña conservadora descrita continúa vigente. De acuerdo a cifras oficiales del FBI, en 2007 los hispanos o latinos constituyeron 61,7% de las víctimas de ataques que se cometieron por motivos de etnicidad o nacionalidad. Las policías locales reportaron 595 incidentes que ocasionaron sobre 830 “latinos” en 2007<sup>17</sup>. El informe señala que desde 2003 el número de crímenes de esta naturaleza perpetrados contra “latinos” se ha incrementado casi 40%. Como señalamos previamente el discurso anti-inmigrante que argumenta el estatuto legal de los centroamericanos es, en última instancia, un ataque racial. Así lo muestran los ataques contra personas de apariencia “latina” que frecuentemente cuentan con un estatuto de estancia legal o incluso la ciudadanía estadounidense<sup>18</sup>.

Por otra parte, para estudiar las migraciones como la centroamericana es preciso entender la manera en que los procesos de transformación migratoria actúan en los niveles regionales nacionales y globales. Sobre la región centroamericana pueden señalarse los diferentes aspectos.

Países como el Salvador adoptaron el dólar de Estados Unidos como moneda oficial y en el resto de Centroamérica es una moneda corriente muy importante. Esta dolarización y la marcada “americanización” de la vida cotidiana son notables en Centroamérica y en El Salvador en particular. La construcción de los

16. De febrero a mayo de 2006 se organizaron cientos de manifestaciones en numerosas ciudades tanto grandes, como medias y pequeñas en prácticamente todas las regiones del país. Entre las más concurridas: Los Angeles (500 000 participantes), Dallas (350 000), Chicago (700 000).

17. Informe anual del Federal Bureau of Investigation (FBI) “Hate Crimes Statistics Report” publicado el 27 de octubre de 2008.

18. Por ejemplo, un hombre fue atacado con un bate de beisbol por agresores que le profririeron sentencias racistas y exigieron que se vaya a su país. Sin embargo la víctima era un ciudadano estadounidense y además un militar veterano de este país. “Dan O’Brien Hate crime investigated in Rever”, *The Daily Item*, 15 de marzo 2009.

centros comerciales que culturalmente son adoptados como lugares de esparcimiento y son portadores de una imagen (ficticia) de modernidad del país. Los centros comerciales son entidades más que comerciales; ya que juegan un papel importante en la creación de una nueva cultura urbana que expresa valores de consumo y además son lugares al abrigo de la violencia que vive la ciudad.

Se podría preguntar si hay una identidad centroamericana y si ésta cambia con la migración. Históricamente, en efecto ha existido esta identidad regional, desde el siglo XIX e incluso la formación de la República Federal de Centroamérica (1824-1839). Posteriormente esta región fue un espacio geopolítico bajo la influencia de los Estados Unidos. Por otra parte los gobiernos centroamericanos promueven oficialmente una cultura y una identidad de la región. Así se han manifestado las autoridades de diversos países e iniciativas tales como la Coordinación de Educación y Cultura de Centroamérica<sup>19</sup>.

Más allá de una voluntad oficial o un ideal político de unificación, la identidad centroamericana se renueva en el encuentro de individuos y comunidades de la región en su estancia en Norteamérica. Ciertamente la cultura puede ser una referencia que unifique como los poemas de Rubén Darío. Sin embargo las pertenencias a facciones en las muchas guerras y rebeliones de la región pueden ser causa de divisiones más que de cohesión.

## **Impacto de la migración en Centroamérica**

La migración centroamericana ha tenido un impacto económico y social importante. Las remesas (el dinero que los migrantes ganan en el exterior y que envían a sus familias y comunidades) tiene un impacto económico (y discursivo) muy importante para los países centroamericanos. Por ejemplo las remesas para el Salvador en el año 2006 ascendieron 3 470,90 millones dólares mientras que en 2007 fueron 3 695,30<sup>20</sup>.

Sin analizar al detalle el impacto del flujo de las remesas hacia los países de Centro América, subrayemos su peso que tienen sobre las economías locales. En algunos casos, como en Nicaragua, las remesas representan un cuarto del ingreso nacional del país. Las remesas de hecho han adquirido tanta importancia como las exportaciones, las cuales han sido consideradas como el rubro más importante del Producto Interno Bruto. Las remesas a El Salvador en algunos años sobrepasaron el total de las exportaciones, y en República Dominicana y Nicaragua representan más de la mitad de las exportaciones. El Salvador depende bastante económicamente de las remesas, por lo que el gobierno ha implementado políticas nacionales para promoverlas. Sin embargo, autores como

19. La Coordinación de Educación y Cultura de Centroamérica (CECC) está integrada por Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua y Panamá, y es promovida por la UNESCO.

20. Banco Central de Reserva del Salvador.



Stephan Castles [2007] señalan que las remesas no necesariamente conducen al desarrollo económico de los países receptores. Estos hacen dependientes en gran medida a los países receptores, y luego de las crisis económicas, estas remesas disminuyen. Este fenómeno sucede en la actualidad, profundizando la crisis en países receptores. De esta manera, las remesas han aportado ingresos a hogares de migrantes, sin embargo, como se puede observar en el Salvador, no ha significado un desarrollo de las comunidades que envían migrantes y reciben remesas.

Cabe señalar que incluso el envío de remesas es concebido por los grupos de derecha como un “robo” de recursos. En efecto, para los grupos anti-inmigrantes el salario que ganan los migrantes son ilegítimos, por lo que argumentan que las remesas es un “saqueo” de millones de dólares. Esta aseveración refuerza el odio contra los migrantes indocumentados de origen centroamericano.

Independientemente del envío del dinero, se han creado redes y contactos con familias y comunidades en el exterior. A su vez, las conexiones que se establecen entre diferentes remitentes de similares lugares de origen propiciaron la formación de organizaciones con el objetivo de apoyar comunidades o proyectos. Existe entonces un aspecto novedoso, la creación de redes al interior de la comunidad centroamericana para cooperar con sus comunidades de origen. Estas organizaciones a menudo trabajan en torno a iglesias locales y desarrollan trabajo comunitario y establecen vínculos sociales. De esta manera las asociaciones comunitarias en Estados Unidos desempeñan varias funciones, intercambios, participación política y apoyo a proyectos en las comunidades de origen. En Canadá también existe una participación importante de los migrantes centroamericanos en las asociaciones civiles. La participación de migrantes en estas organizaciones (que es a veces una primera vez) contribuye a su integración y participación ciudadana. Estos nuevos actores representan nuevas formas de conectividad global y tienen una presencia política en Centroamérica.

## Consideraciones finales

La migración centroamericana en Norteamérica ilustra cómo las estrategias de inmigración se articulan a partir de diversos factores, actores y discursos políticos. En efecto, las migraciones centroamericanas en los Estados Unidos y en Canadá muestran cómo los migrantes pueden integrarse a pesar de limitaciones de idioma y bajo nivel educativo. Sin embargo en los Estados Unidos han sido objeto de discriminación y exclusión debido a discursos de exclusión de los grupos anti-inmigrantes. Por su parte, en Canadá han logrado integrarse bajo principios y políticas que fomentan su reconocimiento.

La información estadística disponible indica que existe una similitud en el perfil de la migración centroamericana en Estados Unidos y Canadá (baja

escolaridad, escaso dominio del idioma, mayoría de jóvenes, vínculos estrechos con familias numerosas, etc.) Sin embargo, estas características no han constituido barreras insuperables para adaptarse (o integrarse) a la sociedad canadiense. Sin embargo, en Estados Unidos el discurso utiliza esas características de los centroamericanos como pretexto para negar su integración. Estos factores son utilizados de forma real o discursiva como impedimento para la adaptación de estos inmigrantes. Por ejemplo el estatuto migratorio (ilegal) dificulta el trabajo e impide el acceso a servicios de salud que los inmigrantes necesitan. Esta situación afecta la condición económica y determina la marginación de numerosos centroamericanos. Si se observa el endurecimiento de la política migratoria, ésta obedece a un movimiento conservador de extrema derecha que ha rechazado no solamente la integración de los migrantes indocumentados sino en general los de origen latinoamericano. Esta política y los principios que persiguen corresponden a la afirmación de una identidad retrograda, inflexible e impermeable a la incorporación de nuevos migrantes centroamericanos.

Las identidades de los centroamericanos experimentan mutaciones que están circunscritas a una situación de exclusión social y a situaciones precarias de vivienda, empleo y por consiguiente bajos salarios y pobreza. Abordar la definición identitaria de manera idealista y apolítica negaría los problemas en los que esta definición se construye. En efecto, las tensiones y el estrés que viven muchos migrantes, se añan a las barreras y a la falta de oportunidades y servicios médicos y comunitarios. Esta población vulnerable es a menudo víctima de racismo y de exclusión social.

La definición identitaria de los migrantes centroamericanos se construye a partir de imágenes de su país de origen y una nueva identidad, la de Latinos o Hispanos. Por otra parte esta identidad es “impuesta” por el grupo dominante que impone una imagen negativa de lo latino. Esta situación confina a los individuos con esta etiqueta e imagen negativa y una exclusión social y económica. Incluso al interior del grupo de latinoamericanos, estos nuevos inmigrantes centroamericanos cuentan con bajos niveles de escolaridad y formación para el trabajo que acentúan su exclusión.

Los movimientos migratorios de centroamericanos deben ser observados en términos de sus relaciones multiniveles con otras formas de conectividad global. En efecto, tendencias y fenómenos económicos, culturales y políticos redefinen el movimiento de migrantes latinoamericanos y centroamericanos en particular.

En la actualidad varios autores señalan la falta de análisis de las consecuencias sociales [Castles, 2007] de las relaciones transnacionales o transfronterizas. El estudio de las migraciones centroamericanas muestra varios aspectos de las relaciones transnacionales de Estados Unidos con la región. Estas relaciones experimentan una compleja interacción ejemplificada por la “americanización” de



Centroamérica, pero este fenómeno no es lineal, sino simultáneo con las transformaciones de identidades en Estados Unidos.

Prevalece una visión basada en la economía de países de la región implementa políticas para la adquisición de divisas y alientan así el envío de remesas. Tanto los gobiernos como buena parte de los estudios se interesan en el impacto económico. Sin embargo a pesar de que el ingreso de las divisas a la economía centroamericana es significativo e incluso enorme, esto no ha significado un desarrollo económico sustentable para la región ni siquiera para las comunidades que más dinero reciben. Por el contrario, se percibe una dependencia más para estos países. En la época de crisis, la dependencia acentúa los problemas económicos.

Contrariamente al discurso conservador, los centroamericanos adoptan múltiples identidades en el proceso migratorio sin que ello represente una falta de compromiso o lealtad hacia los Estados Unidos. A su pertenencia nacional, religiosa, urbana o rural, se redefine la pertenencia a la “latinidad” o hispanidad. El diálogo cultural es necesario para erigir una identidad colectiva. Por lo tanto un reconocimiento previo entre la cultura mayoritaria y las minorías migrantes es indispensable. Esta política de reconocimiento que Taylor llama multiculturalismo es una base para facilitar el diálogo. Su articulación como política pública en Canadá muestra logros en las estrategias de migración e integración de los migrantes, aún con las características y desventajas que presentan los centroamericanos. Más que un “exceso de tolerancia” o “fragmentación nacional”, las políticas públicas canadienses posibilitan una apertura hacia estos migrantes asimismo se articulan con servicios de asistencia social y comunitaria.

En contrapartida, en Estados Unidos la posición de los grupos anti-inmigrantes y antilatinos impide un reconocimiento y por lo tanto impide también una integración a la nación americana que supuestamente reclaman dichos grupos. La definición de nación aludida insistentemente por los grupos de derecha debe ser cuestionada y combatida porque no corresponde a la realidad de las migraciones que han conformado históricamente en los Estados Unidos. Además esta posición niega la calidad de ciudadanos aún a aquellos que han inmigrado legalmente.

Por su parte, los migrantes buscan mejorar su calidad de vida, huir del desempleo y la alta criminalidad que se vive en Centroamérica. La migración a Norteamérica es un punto de encuentro de las diversas nacionalidades de esta región. Su problemática común como migrantes ha propiciado, en momentos adversos, una cohesión en la que se identifican los centroamericanos. Es decir, contribuir a formar una identidad centroamericana o latinoamericana. Asimismo en su vida cotidiana, su compromiso con comunidades y su acción ciudadana ayudan a su integración. En efecto, al involucrarse en asociaciones civiles constituye un proceso de aprendizaje y de politización.

Al imprimir miedo basado en los migrantes centroamericanos y latinos se deriva inevitablemente en una grave espiral de odio que se ha desatado en los Estados Unidos y cuyos alcances son ya catastróficos. Los grupos centroamericanos y latinoamericanos no solamente son excluidos sino que su dignidad y derechos fundamentales son violados. Este fenómeno no corresponde con el proyecto de fundación de los Estados Unidos ni con el de una democracia liberal moderna.

## BIBLIOGRAFÍA

- **ANDERSON Benedict**, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, rev. Ed., London, Verso, 1991.
- **APPLE Michael**, *Educating the "right" way: Markets, standards, God, and inequality*, New York and London, Routledge/Falmer, 2001.
- **BOWEN Sarah J.**, *Resilience and health: Salvadoran Refugee Women in Manitoba*, University of Manitoba, 1999.
- **CASTILLO Manuel Ángel**, *Mexico Caught Between the United States and Central America*, Migration Policy Institute, 2006.
- **CASTLES Stephen**, "Migration and Social Transformation Inaugural Lecture for the Migration Studies Unit (MSU) LSE", 15 novembre 2007.
- **DAVY Megan**, "The Central American Foreign Born in the United States Migration Policy Institute", 2006.
- **FUKUYAMA Francis**, "Identity, Immigration & Democracy", *Journal of Democracy*, vol. 17, Number 2 April 2006.
- **GARCÍA María Cristina**, "Canada: A Northern Refuge for Central Americans", Migration Policy Institute, 2006.
- **HEDGES Chris**, "American Fascists, The Christian Right and the War on America", Free Press, 2007.
- **HELTON Arthur C.**, "Asylum in North America: Crisis. Displaced Salvadorans in New York", *Refuge*, vol. 7, n° 1, september 1987.
- **HERNÁNDEZ Margarita Silva**, "El nombre de Centroamérica y la invención de la Identidad regional", Coloquio Internacional Creando la Nación, México, 2006.
- **HUNTINGTON Samuel**, "Who Are We? Simon & Schuster", 2004.
- **KYMLICKA Will**, "Foreword", in **JAMES BANKS (ed.)**, *Diversity and Citizenship Education. Global Perspectives*, San Francisco, Jossey Bass, 2004, p. XV.
- **LOGAN John R.**, "The New Latinos: Who They Are, Where They Are", Center for Comparative Urban and Regional Research University at Albany, sept. 10, 2001.
- **OPPENHEIMER Andres**, "It's time to hit back against anti-latino bigotry", *Miami Herald*, 22 de julio, 2007.
- **POTTIE Kevin, BROWN Judith Belle, DUNN Samuel**, "The Resettlement of Central American Men in Canada: From Emotional Distress to Successful Integration", *Refuge*, Number 2, vol. 22, 2005.
- **REICH Rob**, "Bridging Liberalism and Multiculturalism in American Education", University Chicago Press, 2002.
- **RENAN Ernest**, « Qu'est-ce qu'une nation ? » (conferencia del 11 de marzo 1882 en la Sorbonne).
- **TAJFEL Henri**, "Social identity and intergroup behaviour", *Social Science Information*, 13, p. 65-93, 1974.
- **TAYLOR Charles**, "Multiculturalism and the politics of recognition", Princeton University Press, 1991.
- **TODOROV Tzvetan**, *La Peur des barbares. Au-delà du choc des civilisations*, Robert Laffont, 2008.
- **ZAKARIA Fareed**, "Reagan's lessons for the GOP on Immigration", *Newsweek*, may 28, 2007.



## RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article examine les répercussions des migrations au Canada et aux États-Unis, s'appuyant sur des données statistiques et les théories de Charles Taylor, Will Kymlicka et Robert Reich quant aux droits des minorités et aux identités collectives, ainsi que sur les études de Stephen Castles sur la migration. Souhaitant replacer la migration de l'Amérique centrale dans un contexte sociopolitique large afin de mieux l'analyser, l'auteur expose en premier la politique de migration des États-Unis et l'opposition des groupes conservateurs à l'immigration, notamment l'immigration latino-américaine, pour ensuite étudier l'impact de la migration sur l'économie, l'identité et la vie quotidienne dans les pays d'Amérique centrale et sur les immigrants eux-mêmes. En somme, cette étude rend compte de l'impact culturel de la migration et des implications politiques du discours conservateur contre l'immigration.

Este artículo examina las repercusiones de los flujos migratorios de Centroamérica en Canadá y los Estados Unidos; este análisis se realiza a la luz de información estadística reciente y de conceptos propuestos por Charles Taylor, Will Kymlicka y Robert Reich, sobre las mutaciones identitarias de grupos minoritarios y migrantes en Norteamérica, asimismo Stephen Castles, quien ha examinado los flujos migratorios en el ámbito internacional. El texto analiza la comunidad centroamericana en Estados Unidos y

Canadá. Se esbozan las políticas migratorias y la oposición de los grupos conservadores a las migraciones latinoamericanas. En este contexto tiene que entenderse la migración centroamericana. Una segunda vertiente analiza el impacto de dichas migraciones sobre la identidad y la vida cotidiana de las naciones centroamericanas. De esta manera se observa no solamente el impacto económico, sino el impacto cultural y político-discursivo que conllevan las migraciones y su interacción con los países de origen.

This article examines the repercussions of migration in Canada and United States, based on statistical data and conceptual frame by Charles Taylor, Will Kymlicka, Robert Reich regarding minorities rights and collective identities as well as Stephen Castles studies on migrations. I argue that the Central American migration should be understood in a broad socio-political context. A first part of the article I expose the migration policy of the United States, and the opposition held by conservative groups against migration, particularly migrants from Latin American origin. Meanwhile Canada developed a multicultural policy questioned recently, particularly in Quebec. A second part of this text analyzes the impact of migration on the economy, the identity and the every day life of Central American countries and the immigrants themselves. Thus, this article examines the cultural impact of migration and the political implications of conservative discourses against immigration.

### MOTS CLÉS

- Amérique centrale
- identité
- immigration
- Canada
- États-Unis
- politique migratoire
- conservatisme
- anti-immigration

### PALABRAS CLAVES

- Centroamérica
- identidad
- inmigración
- Canadá
- Estados Unidos
- política migratoria
- conservadurismo
- anti-inmigración

### KEYWORDS

- Central America
- identity
- immigration
- Canada
- United States
- migration Policy
- conservatism
- anti-immigration



Santiago Bastos\*

# La movilización maya en Guatemala : exigiendo derechos y construyendo multiculturalidad en un contexto de postconflicto

La Guatemala de cambio de milenio ha sido testigo de la lucha llevada a cabo por los indígenas por ser reconocidos por parte de la sociedad y el Estado de Guatemala. Este proceso político ha estado basado en la recreación y reforzamiento de la identidad como Pueblo Maya. Esto es parte de un proceso que se ha dado en toda América Latina, pero que toma especiales características por el contexto centroamericano en el que se da. Así es, no se puede entender la situación actual de los derechos de los pueblos indígenas en Guatemala, si no se la ubica en el contexto de un país que está saliendo de un conflicto armado que dejó más de 200 000 muertos – casi todos mayas – y se está insertando en la economía global desde esquemas neoliberales.

## De la organización al genocidio

La movilización de los indígenas guatemaltecos en busca de una participación política a nivel nacional comenzó a consolidarse, como en toda América Latina, en los años 1960 y 1970 del siglo XX, en el contexto del Estado que pasaba de anticomunista a contrainsurgente [Jonas, 1994]. En estas décadas aparecen y toman forma entre los indígenas toda una serie de iniciativas muy

\* CIESAS – Occidente.

diferentes entre sí que cuestionan las diversas caras de la exclusión que viven y buscan una inserción ciudadana como tales indígenas [Falla, 1978; Arias, 1985; Cojtí, 1997; Fisher y Brown, 1999; Esquit, 2003; Bastos y Camus, 2003; MacLeod, 2008]. Esta movilización se fue politizando como parte de todo un proceso de cuestionamiento al régimen militar que gobernaba el país, y en la segunda mitad de los setenta, la insurgencia guerrillera hegemonizaba la contestación. El Estado respondió de tal forma que cualquier actividad cultural, educativa, política o social, de las muchas en que los indígenas estaban insertos en esos años, fue considerada como subversiva, y cualquier activista, un enemigo. Entre 1976 y 1982 catequistas, alcaldes, miembros de comités pro desarrollo, maestros, estudiantes fueron muertos, desaparecidos o torturados.

En este entorno de revolución y represión, algunas de estas iniciativas fueron acercándose a las organizaciones guerrilleras; y en algunos lugares, se dio una “rebelión campesina” [Vela, 2006] que tomó forma gracias a la presencia guerrillera, llegando a un nivel insurreccional [Stoll, 1993; Le Bot, 1995, Bastos y Camus, 2003; Hale, 2007]. Pero hubo quienes buscaron una acción autónoma como indígenas, desarrollando las formulaciones del *colonialismo interno* [MacLeod, 2008], que maduraron en la formulación de una identidad como “Pueblo Maya” que superaba y concretaba bastante de las propuestas culturales y políticas que se habían ido forjando en esos años.

Las políticas represivas del Estado dieron un salto cualitativo cuando, a finales del año 1981, se pusieron en marcha las campañas de tierra arrasada en el altiplano occidental contra la población indígena, dejando casi 150 000 muertos en menos de un año [Ball *et al.*, 1999]. Estas acciones fueron calificadas de *genocidio* por la Comisión de Esclarecimiento Histórico [CEH, 1999], paralizaron este ciclo de movilización a base de un terror y una impunidad que quedaron implantados en las comunidades, que de esta manera vieron respondidos sus intentos de inclusión en la nación.

## **La rearticulación en el proceso de paz y el Acuerdo de Identidad**

Tras la victoria militar, el Ejército preparó una transición política en la que pronto aparecieron una serie de organizaciones que, formadas mayoritariamente por indígenas y vinculadas a la URNG, reunían a las víctimas de la violencia desatada por el Ejército. Como parte del “bloque popular” [Jonas, 1994] fueron uno de los actores que se opusieron de una forma más abierta al modelo de “transición” dirigida por el Ejército. Mientras, quienes se agrupaban alrededor de la propuesta del Pueblo Maya desarrollaron una serie de reclamos culturales – la lengua y la educación, sobre todo – y elaboraron las justificaciones políticas de sus demandas al autogobierno [COMG, 1991].



A principios de los noventa, estas dos líneas de acción política maya convergen en un contexto nacional que caminaba hacia una solución negociada del conflicto [Jonas, 2000]; y en uno internacional en que las luchas indígenas avanzaban en toda América Latina alrededor de los “500 Años de Resistencia” [Burguete, 2007]. Estos procesos reforzaron la capacidad de presión y presencia de los actores que reclamaban ser oídos como tales mayas; y fomentaron la convergencia alrededor del discurso de los derechos del Pueblo Maya [Brett, 2006], que cristalizó en la formación de la Coordinadora de Organizaciones del Pueblo Maya – COPMAGUA – en 1994. De esta manera, se logró que en su proceso de negociación, la URNG y el gobierno firmaran en marzo de 1995 el Acuerdo de Identidad y Derechos de los Pueblos Indígenas – AIDPI, en que por primera vez se reconoce a Guatemala como “la nación multiétnica, pluricultural y multilingüe” en que habitan tres “Pueblos Indígenas” que tienen una serie de derechos por serlo<sup>1</sup>.

Prácticamente nadie esperaba el salto cualitativo que supuso el que tanto URNG como Gobierno y, sobre todo, Ejército hablaran de “Pueblos Indígenas”, “reconocimiento” y “derechos indígenas”, utilizando un lenguaje hasta entonces casi sólo manejado por las organizaciones mayas: el lenguaje de la *multiculturalidad*. Así es, el AIDPI sustituye el planteamiento nacional homogéneo por la idea de que la diversidad cultural debe ser reconocida políticamente y conllevar una serie de derechos que se disfrutaban por el hecho de ser diferentes. Desde ese momento, la forma en que *supuestamente* se concibe y gestiona la diferencia étnica en Guatemala, es a partir de este principio. Pero se hizo a costa de una considerable contracción respecto a lo que solicitaban los mayas organizados: es un texto que se centra en asuntos *culturales* como idiomas, educación bilingüe, espiritualidad, trajes, nombres, etc. Los derechos políticos quedan en el reconocimiento constitucional y una vaga “participación a todo nivel”, pero no se tiene en cuenta la demanda de autonomía, muy desarrollada por los mayas [Bastos, 2008]. El tema del desigual acceso a la tierra se traslada al Acuerdo de Situación Socioeconómica – ASESA – que se negociará después. Pero lo étnico apenas apareció en el resto de los Acuerdos, y lo étnico quedó casi reducido a la diferencia cultural.

El Acuerdo reconoció a los actores mayas unificados en COPMAGUA el carácter de interlocutores directos del Estado para llevar a cabo las reformas más importantes que el Acuerdo proponía, a través de una serie de Comisiones Paritarias y Específicas. De 1996 a 1999 prácticamente todo el movimiento maya

1. Los pueblos indígenas son el mayoritario Maya (39,26% del total de la población), el Xinka (0,14%) – de lengua no maya – y los afroamericanos Garífunas de la costa atlántica (0,04%). En el Acuerdo no se menciona al ahora llamado “Pueblo Ladino”, que agrupando a todos los guatemaltecos que no se consideran indígenas (60,56%) sería desde esta óptica el “cuarto pueblo” que formaría Guatemala, a pesar de la dificultad de darle ese apelativo [Bastos, 2007]. Los porcentajes provienen del Censo de 2002 [INE, 2004], por lo que sólo son indicativos.

se volcó en el esfuerzo de sacar el máximo rédito político a esta oportunidad. Al núcleo de líderes y activistas que habían estado haciendo política maya a nivel nacional desde mediados de 1980, se unió otra serie de mayas provenientes de la clandestinidad recién terminada, y sobre todo, de organizaciones regionales y locales. El resultado ganó en calidad, pero dejó descabezadas muchas iniciativas por la salida de los líderes más preparados y, sobre todo, se centralizó más aún en la práctica y en su concepción. Pese a este esfuerzo, casi todas las negociaciones se estancaron o quedaron por debajo de las expectativas [Bastos y Camus, 2003]. Esta fase terminó cuando la Consulta Popular de 1999 – en que se debían ratificar los cambios constitucionales que resultaron de los Acuerdos de Paz – sólo votó el 12% de los empadronados, y de ellos, el 55% lo hizo en contra de las reformas. Buen parte de la campaña por el no se basó en el miedo a unos “derechos indígenas” que iban a “dividir el país” o “dar la vuelta a la tortilla”<sup>2</sup>. Después de esto, las organizaciones mayas, como otras muchas que fueron protagonistas de esta década entre 1986 y 1996, van a ser víctimas de su propia acción, al dar paso a una nueva forma de hacer política en que ya no tienen lugar como tales actores de presión [Bastos, 2006].

## **El multiculturalismo post paz**

A finales de 1999 se dio el triunfo del Frente Republicano Guatemalteco, FRG – liderado por el general Ríos Montt, acusado de genocidio –, terminando así el ciclo político que giró en torno a la paz, y comienza lo que podemos llamar la “normalización post conflicto” del país. La mayoría de las acciones tomadas explícitamente sobre la diferencia étnica se basan en el uso de un discurso multicultural políticamente correcto – “pueblos indígenas”, “educación bilingüe intercultural”, “lugares sagrados”, “cosmovisión” – acompañado de gestos que muestran ese nuevo talante. Sin embargo, en estos mismos años, el AIDPI es el Acuerdo en que menos se avanza. Se promueve la entrada de figuras públicas mayas a puestos del Gobierno relativamente altos – Ministerio de Cultura, Secretaría de la Paz, Dirección General de Educación Bilingüe –; y se crean espacios específicos para gestión de políticas para los mayas, manejadas por mayas<sup>3</sup>. Esta presencia se da sobre todo en el Ejecutivo, pero en el Poder Judicial

2. Warren [2003] y otros autores han hecho notar que en los departamentos de población indígena, el “sí” obtuvo en general más votos que el “no”. Esto es cierto en casi todos los casos – no lo es en Quetzaltenango, por ejemplo –, pero no invalida que en todos ellos, el porcentaje de votantes fuera igual de bajo.
3. La Academia de Lenguas Mayas, la Dirección General de Educación Bilingüe y el Fondo de Desarrollo Indígena de Guatemala se crearon durante los años 90. Tras los Acuerdos de Paz surgieron la Defensoría de la Mujer Indígena, la Unidad de Lugares Sagrados del Ministerio de Cultura, la Comisión Presidencial contra la Discriminación y el Racismo, el Consejo Asesor Indígena de la Presidencia, y una cantidad de pequeñas dependencias en diferentes Ministerios y Secretarías, hasta llegar a unas 30 dependencias en 2007 [Bastos, 2007].



también hay todo un proceso de presencia y sensibilización, sobre todo alrededor de la “articulación” entre el derecho indígena y el derecho positivo [Sieder, 2008]. En el Legislativo, en cambio, la presencia institucional es tan débil como lo es la de mayas en las bancadas, quedando reducida a una Comisión de Comunidades Indígenas bastante inoperante y que no ha entrado en la lógica multicultural, como su nombre indica.

La mayoría de estos espacios son producto de la lucha maya, por lo que su mera existencia es todo un triunfo en el contexto y la historia de Guatemala. Las escasas propuestas y políticas públicas que tienen en cuenta a los pueblos indígenas se han llevado a cabo desde ellas; y algunos de sus gestores tienen bien claro que el objetivo de su acción va más allá de los que consiguen ahora. Su mera existencia supone una base para avanzar en pro de los derechos indígenas [Sieder, 2008]. Sin embargo, lo que caracteriza el actuar de todas ellas es la ausencia de presupuestos para llevar cabo su labor y la falta de voluntad política desde el Gobierno para apoyarla.

“... la carencia específica de estas dependencias indígenas es que, aunque tengan un mandato claro, no tienen apoyo político de la autoridad y por ende, no tienen capacidad operativa. Son *incrustaciones institucionales*, aisladas y abandonadas a su suerte... dependencias que terminan por depender de la cooperación externa, y que desarrollan programas que no siempre coinciden con las prioridades de la institución alojante: ésta piensa y actúa monoétnicamente, mientras que la otra multiétnicamente...” [Cojtí, 2005, p. 32, cursivas mías].

Evidencias como este texto hacen poner en duda que la política étnica del estado coincida con el discurso multicultural que utiliza. Más bien pareciera que se está lavando la cara a un sistema político que piensa y actúa de acuerdo a la ideología nacional liberal impregnada de segregacionismo en el que el racismo aún es evidente. La orientación general es acalla política neoliberal que aseguran una inserción en la economía global mientras amplían aún más las brechas sociales heredadas de la historia y del conflicto armado. Estaríamos ante un “multiculturalismo cosmético” [Bastos y Camus, 2003] que sólo maquilla y con el que se cumple con los deberes del Estado guatemalteco hacia su población indígena y hacia los donantes internacionales. El Estado se apropia de la capacidad de definición de lo que es o no es “maya” e incluso lo usa para su beneficio. En el resto de sus actuaciones, no aplican el concepto de “pueblos indígenas” ni los derechos que de ello se derivan. De hecho, la pertenencia étnica de los ciudadanos y las ciudadanas apenas se tiene en cuenta, y esto se combina con la *criminalización* de toda actitud que cuestione el modelo de inserción económica o de participación política.

Así, en el contexto de inserción global post conflicto, los sucesivos gestores del Estado guatemalteco están sacando provecho a la firma del AIDPI,

utilizando un discurso multicultural políticamente correcto y creando unos espacios en que “lo maya” está claramente acotado y delimitado. Están forjando una forma de manejar la diversidad étnica del país en que “lo maya” queda vinculado de forma casi exclusiva a la diferencia cultural, mientras que el resto de las dimensiones de exclusión que viven los mayas y las mayas de a pié apenas son tenidas en cuenta. En esta situación, lo peligroso es que para muchos actores, este “multiculturalismo cosmético” no es considerado como una versión cercenada de los derechos reclamados por los indígenas, sino que se ha ido convirtiendo en “la” versión posible y aceptada de la inserción política indígena.

### **La acción mayanista : posibilismo político y maximalismo discursivo**

En este contexto, el movimiento maya se adapta intentando sacar el máximo provecho posible a esta nueva situación. Si nos centramos en ese sector de líderes, activistas y profesionales que crearon “lo maya” como actor político y se consolidaron como interlocutores del Estado y la cooperación internacional a través de COPMAGUA, podemos ver que su actuación en estos años se basa en la combinación de un discurso abiertamente maximalista en cuanto a la diferencia cultural y una actuación muy posibilista en cuanto la ocupación de espacios [Bastos, 2007].

Por el lado del discurso, en este periodo toma dimensiones cualitativamente nuevas el reforzamiento ideológico del movimiento a través de la búsqueda, codificación y afianzamiento de “lo maya”, entendido como Pueblo Indígena. Como en toda América Latina [Burguete, 2007; Alcántara y Marengi, 2007], hay una construcción del “nosotros” que refuerza los elementos considerados como “propios”, “no contaminados” frente a aquellos que provienen de la historia colonial o republicana. En este proceso ha sido fundamental el papel que han ido tomando la *cosmovisión* y la espiritualidad como elementos nucleares de definición de “lo maya”, produciéndose una “sacralización de la política y una politización de lo sagrado” [Bastos y Camus, 2003, p. 246; Morales Sic, 2007]. La búsqueda de la diferencia da otro salto cualitativo cuando pasa del ámbito estatal nacional al “civilizatorio”: como “pueblo originario”, enfrente a lo maya ya no está “lo ladino”, sino algo mucho más amplio que queda nominado de forma general como “lo occidental”.

Esta visión cultural está bastante generalizada entre los activistas mayas, con grados y matices según tradiciones políticas, generaciones y otras pertenencias. En otros lugares este cambio va asociado a una fuerte crítica al neoliberalismo, pero en Guatemala, al coincidir con el final del enfrentamiento y con el proceso de paz que acaba suponiendo el derrumbe de la izquierda; se produce más bien una *sustitución de discursos*: la izquierda indígena va abandonando los discursos de



clase y los étnico-culturales se hacen hegemónicos. La idea civilizatoria lleva a una visión “soberanista” de los planteamientos, que se corresponde con debilitamiento de la calidad del “ser guatemaltecos” y la política guatemalteca. Al centrarse en los derechos basados en *la diferencia*, apenas pelean también por *la igualdad*, por los derechos universales como guatemaltecos<sup>4</sup>. Esto repercute en las relaciones con otros actores políticos, que se resenten de lo que entienden como una suerte de “egoísmo político” basado en un apoyo internacional que “no comparten”.

Por el otro lado, la actuación política de estos actores en estos años hace difícil hablar de “un movimiento maya” como antes. La política ya no la hacen organizaciones sino personas, esos líderes y activistas que se consolidaron en COPMAGUA y ahora se ubican de forma individual en la escena. Lo que ha caracterizado su actuar ha sido la ocupación de espacios en el Estado, la cooperación etc., por lo que la “política maya” deja de hacerse en buena parte en las organizaciones y empieza a hacerse *desde* el Estado guatemalteco, en forma de “políticas públicas” y ya no la hacen “activistas” mayas, sino “gestores mayas”. Este tipo de acción ha sido considerada como una forma de *cooptación* por parte del Estado guatemalteco [Ba Tiul, 2008, p. 108-110; Ukux Be, 2005, p. 10] y la figura del “indio permitido” [Hale, 2004] se basa en buena parte en esta situación; pero no hay duda de que estamos frente a un cambio de estrategia – en parte similar a lo que está ocurriendo en otras partes de Latinoamérica – en que los actores indígenas entran a “gobernar la diversidad” [Leyva *et al.*, coords, 2008].

En Guatemala esta experiencia toma una serie de características que están relacionadas con el proceso que venimos describiendo. En primer lugar, entre 2000 y 2005 la “gestión” eclipsó al “activismo”: se llegó a un momento en que la acción política *frente* al Estado prácticamente desapareció, confundida con la hecha *desde* él [Bastos y Brett, coords, en prensa]. No es que no existan en estos años iniciativas, organizaciones y personas que practican ese tipo de acción pero son políticamente mucho menos visibles que las que se realizan desde el Estado.

Por otro lado, estos “gestores” mayanistas insertos en el aparato estatal son quienes *desde* sus espacios estatales difunden y dan legitimidad al discurso maximalista de la diferencia civilizatoria. Desde las estructuras estatales pareciera que se permite este manejo discursivo como un de los “satisfactores simbólicos” con que maneja la política de reconocimiento étnico: si apenas hay posibilidad de cambiar nada, que por lo menos sí que puedan expresar su diferencia. El elemento cultural define las escasas acciones políticas planteadas *desde* el Estado por ellos. Se trabaja en la educación bilingüe, la oficialización y desarrollo de los

4. Esto es una simplificación que hace referencia a las tendencias hegemónicas y más comunes. Dentro de los actores políticos autoidentificados como Mayas existen algunos que sí que luchan abiertamente por la igualdad y mantienen un discurso como guatemaltecos y como pobres.

idiomas mayas, la protección de lugares sagrados, la recreación del juego de pelota. Incluso las políticas “contra la exclusión” dejan de lado otras formas de injusticias vividas por los indígenas: la política maya se hace sin cuestionar las estructuras políticas vigentes que fomentan esa exclusión.

Con todo esto se abre una propuesta de transformación inédita entre los mayas: no se trataría de cambiar de forma de Estado, sino de transformarlo desde dentro, infiltrarse en él a través de los espacios cedidos o conquistados. Desde esta visión – que sustituye la aprobación popular por el apoyo internacional – se entiende la renuncia a la vía electoral en estos como forma de acceder al poder enfrentándose a los esquemas establecidos<sup>5</sup>. Se trata de una concepción de la participación política que es bastante *elitista*, al pensar que la acción de unos pocos profesionales que están en capacidad de transformar la secular exclusión de todo un pueblo.

Pero la capacidad de acción de estos mayanistas *dentro* del Estado es bastante escasa. Trabajan desde “incrustaciones” que apenas cuentan con apoyo y este acceso se ha hecho *a costa de* abandonar la relación con las bases. Con el proceso de paz, la legitimación multicultural y el apoyo de la cooperación internacional se fue consolidando una forma de actuar que no tenía ni necesitaba el apoyo de las bases (sino de las financieras). Además, el proceso de negociación que comenzó con las Comisiones Paritarias separó a un número considerable de líderes de la lucha reivindicativa y de la acción con las bases. Al definir lo maya como una condición sobre todo cultural, no se dio cauce a muchas de las preocupaciones cotidianas de la gente. Así, por efecto de diversos procesos, la otra cara de las opciones discursivas y estratégicas tomadas para la política maya, ha sido el abandono de esos millones de mayas y otros indígenas que habitan Guatemala, y que en buen parte no conocen el trabajo que se hace en su nombre.

## Las acciones políticas de los mayas

Además de lo que acabamos de ver, los mayas participan en la política de Guatemala de muy diferentes maneras, como tales mayas, como indígenas o simplemente como guatemaltecos y guatemaltecas. Como resultado de una tendencia que comenzó en los años 1970 del siglo XX y se recuperó en los 90, la mayoría de las municipalidades de localidades indígenas son gobernadas por corporaciones y alcaldes indígenas [Bastos y Camus, 2003; Rull, 2006]. Pero esto no asegura que compartan la visión mayanista de las relaciones étnicas. De hecho, aparte de casos como Xel Ju en Quetzaltenango, en general estos alcaldes

5. Después de la experiencia de Nukuj Ajpop en el FDNG, en estos años hay un par de conatos de participación electoral, a través de la creación del partido político Pop Wá y de la presencia de Rigoberto Quemé en las elecciones presidenciales de 2003, pero ninguna fructifica [Bastos y Camus, 2003; Ba Tiul, 2007].



llegan al poder a través de los partidos políticos. En esta misma época, las movilizaciones sociales en que participan los mayas decaen, como decae todo el movimiento popular tras la firma de la paz [Yagenova, 2006]. En unos primeros años es el movimiento campesino el que se muestra más activo, a través de ocupaciones de fincas, pero el papel de intermediarias en el mercado estatal de tierras acaba pasando factura a la capacidad movilizadora de las organizaciones.

A nivel local, en San Marcos y Huehuetenango, se han realizado veintiuno consultas comunitarias contra las explotaciones mineras a cielo abierto entre 2005 y 2008 [Castillo, en prensa]. En los municipios en que se realizaron, la gente respondió de forma importante a esta nueva forma de participación que se les proponía. No se han hecho explícitamente desde “lo maya” tal y como se ha descrito acá y no hay apenas presencia del liderazgo nacional mayanista en ellas, pero la mayoría de los participantes son mayas y han incorporado el discurso multicultural como elemento de la legitimación de la lucha: se habla de “la madre tierra”, las consultas se basan en el Convenio 169 y el “derecho a decidir”; los llamados a la diferencia cultural como la cosmovisión se usan para dar base a unas demandas que tienen que ver con las necesidades cotidianas de la gente. Estas protestas contra el expolio de recursos naturales locales se extienden a numerosos proyectos hidroeléctricos y a una gran planta de cemento que se pretende en el municipio de San Juan Sacatepéquez.

Algunas de estas acciones han sido respaldadas o convocadas por instituciones locales indígenas de origen tradicional que, asumiendo como propio el discurso multicultural y las demandas mayas, utilizan su legitimidad histórica y el poder que puedan mantener para dar vía a estas reivindicaciones. En estos años ha habido varios casos de recreación o renovación de las Alcaldías Indígenas desde esta perspectiva en lugares bien diferentes. El caso más conocido es el “Comité de los 48 Cantones” de Totonicapán, que históricamente se dedicaba al manejo y cuidado de los recursos de agua y bosque que aseguraban la autonomía respecto al poder ladino local. Desde los años 1990, una serie de profesionales y activistas mayas fueron entrando en esta estructura, que ahora se define como “el verdadero poder del pueblo maya k'iche' de Chwimekená” [Tzaquital et al, 2002] y les han convocado exitosamente para protestar contra leyes que nos les benefician. Ante la desmovilización de las organizaciones populares, la irresponsabilidad de los partidos políticos y la incapacidad del Estado, en algunos lugares están resurgiendo o recreándose las antiguas estructuras locales desde el nuevo paradigma, ahora como “representantes del pueblo maya”<sup>6</sup>.

6. Es una tendencia que puede tener futuro, pero que tampoco hay que romantizar. Los mismos maya k'iches de Totonicapán o Chichicastenango votan mayoritariamente a unos diputados ladinos del FRG. En Santiago Atitlán las figuras renovadas de la Cabecera y del Consejo de Principales no han podido evitar que la violencia se apoderase de ese municipio.

## Las tensiones hacia la redefinición de la política maya

Esta diferenciación de fines y formas de acción entre los “gestores” de la política maya y los mayas que hacen política en sus comunidades, hace que a partir de 2005-2006, un sector de los primeros empiece a cuestionar la actitud estatalista y busca retomar el contacto con esas bases que cada vez se mueven más. No se cuestiona el discurso cultural ni la importancia de la cosmovisión, sino para qué se usa y a quién beneficia, pues la alianza con el Estado no está sirviendo para resolver la situación de la mayoría de los mayas [ver Bastos, Hernández y Méndez, 2008]. De esta manera, en estos años toma forma una *nueva diferenciación* entre los actores mayanistas. Los puntos de discordia son la actitud ante el Estado y los organismos de cooperación internacional, y las formas de entender cómo se hace política maya: a base cuadros o con organizaciones de base. No se puede hablar de ruptura, pues se sigue trabajando de forma conjunta y las líneas no siempre son nítidas, pero sí se va abriendo una brecha que los años anteriores no se apreciaba.

Fueron varios los elementos que indujeron a esta toma de postura por parte de este sector. Por un lado, el mismo éxito de las movilizaciones alrededor del tema de la minería recordó la capacidad de unas bases hasta entonces olvidadas. Por otro lado, la evaluación que estos activistas hicieron de su misma experiencia en las instancias del Estado y la cooperación internacional mostró sus límites. Finalmente, el triunfo electoral de Evo Morales en Bolivia para este sector crítico supuso contar con reforzados aliados a nivel continental, y quedó la idea de que si bien un triunfo electoral era posible, debía ser a base de una relación con “los movimientos sociales” y no con la actuación desde el Estado.

La preparación de la IIIª Cumbre Continental de Pueblos Indígenas, que debía llevarse a cabo en marzo de 2007 en Guatemala sirvió para precipitar las tensiones. Apoyándose en la presencia mayoritaria de la izquierda indígena entre las delegaciones del continente, los críticos “desbancaron” a quienes hasta entonces dirigían la Coordinadora Nacional Maya Waqib K’ej, encargada de la representación guatemalteca. En esta situación, Rigoberta Menchú anunció públicamente su intención de aspirar a la Presidencia de la República en las elecciones de fin de ese año apoyada por el grupo Winaq, conformado sobre todo por los profesionales que estaban en el Estado. Lo que podría haber sido un factor de cohesión del movimiento maya se convirtió en mayor división cuando Winaq no se apoyó en la fórmula URNG-MAIZ, en que estaban insertos bastantes líderes mayas de izquierda, sino por Encuentro por Guatemala – EG –, en que desde su formación no ha habido presencia maya. La IIIª Cumbre fue un éxito en cuanto a la convocatoria y los avances en acuerdos continentales. El lema “de la resistencia al poder” muestra muy bien el clima de euforia que lo presidió [Burguete, 2007]. Sin embargo, para la política



doméstica, sirvió para que se mostraran las tensiones entre los dos sectores aglutinados alrededor de Waqib K'ej y de Winaq<sup>7</sup>.

## Epílogo: el destino electoral de Rigoberta Menchú como resultado y síntoma de la política maya

La irrupción de Rigoberta Menchú sirvió para sacar a flote el tema de la situación de los pueblos indígenas y su exclusión política, pero la contienda se centró en la inseguridad que vivía la mayoría de la población. Ni EG-Winaq ni URNG-MAIZ obtuvieron el apoyo de los mayas de los guatemaltecos: la candidatura presidencial de Rigoberta Menchú por los primeros obtuvo un 3,09% de los votos y 4 diputados [de 158], y la de URNG-MAIZ un 2,14% y 2 diputados. En el resto de los casos, los mayas se comportaron como el resto de sus conciudadanos: votaron más por Álvaro Colom – que finalmente venció – que por el General Pérez Molina y contribuyeron a la dispersión de fuerzas en el Congreso a través del alto apoyo al FRG en Quiché y Totonicapán.



Rigoberta Menchú. DR.

Los resultados finales de la experiencia electoral de Rigoberta y Winaq fueron más desalentadores de lo esperado: el problema no fue el no ganar, sino el tamaño de la derrota. Por un lado, este resultado se inserta en la debacle general de la izquierda de Guatemala, tema que tiene su propia lógica [Torres Rivas, 2007]. La figura de Rigoberta, su pasado y su actuación anti-genocidio, marcaban la distancia con los sectores conservadores con los que había estado en el Gobierno; pero la ausencia de un discurso antineoliberal la distanciaron de triunfante izquierda latinoamericana. También se repitió el *espejismo* que ya ocurrió en la Consulta Popular de 1999, al confundir el apoyo de las altas esferas internacionales con el del voto popular [Bastos y Camus, 2003]. Rigoberta y la gente de Winaq arrastraron la misma visión que manejaban al trabajar en el Gobierno: creer que *realmente* representaba en él los intereses de los indígenas. Esto implicó creer que las y los mayas iban a votar por ella sólo por ser mujer, por ser indígena y por lo que representaba<sup>8</sup>. Sólo desde

7. El rechazo de los organizadores a apoyar públicamente la candidatura de Rigoberta Menchú a la presidencia de Guatemala fue el acto más visible de estas discordancias. Según algunos participantes, las ausencias de Rigoberta Menchú y Evo Morales en los actos de clausura se debieron a ellas.

8. “Yo soy la símbolo de Guatemala, soy la símbolo de la paz, soy la símbolo de los pobres y por eso debo ser presidenta”, cita Ba Tiul [2007, p. 14].

esta perspectiva se entiende el tamaño de su desencanto y si es cierta, muestra el desconocimiento de la realidad en que se mueve este sector del liderazgo mayanista.

Además, la escasez de votos recibidos tiene que ver con la forma en que han actuado políticamente de los mayanistas en las últimas décadas, y en concreto la misma Rigoberta y el resto de Winaq. Habría que empezar destacando que la decisión de entrar al juego electoral supone un cambio importante en la estrategia de este sector, pues implica dejar de depender del apoyo internacional y buscar el respaldo ciudadano, como parte de una tendencia a nivel continental en que los actores indígenas están pasando de “reclamar derechos [a] disputar poder, representación y proyecto político” [Burguete, 2007, p. 145]. Desde ese punto de vista es evidente una decisión valiente, pero precipitada.

El caso ecuatoriano, y sobre todo boliviano muestran que el camino para pasar de movimiento a opción política exitosa es largo y difícil. Quizá la debilidad más grande de la candidatura de Rigoberta Menchú es que no fue producto de la decisión de un movimiento social “poderoso” [van Cott, 2007], sino de un colectivo de cuadros políticos mayas de alcance restringido. Este resultado electoral es entonces en buena parte producto de que la movilización política mayanista desde la firma de la paz no se haya realizado como “movimiento social”. Como ya se dijo, en la Guatemala post conflicto ha sido muy difícil la rearticulación social, por la miseria, la migración, la misma represión de los 1980 y el mantenimiento de la impunidad, pero eso no es óbice para que, en ese contexto, el sector de activistas que formaba Winaq decidió no basar su actuar político en la movilización social, sino que optó por actuar con el apoyo intencional y del Estado.

Quizá por ello el discurso aplicado por Rigoberta y Winaq adoleció, como ya se ha mencionado, de una definición doctrinal clara. Reflejó la combinación entre el posibilismo estratégico y el maximalismo culturalista, con una prudencia ideológica que le lleva a solicitar el voto étnico, pero sin ser capaz de acuerpar planteamientos radicales y distanciándose del discurso antineoliberal que ha sido clave en el éxito de las experiencias ecuatoriana y boliviana. Así, las opciones del equipo de Winaq formado alrededor de la figura Rigoberta Menchú y aliado con EG eran mínimas; o que si las tenía, no tenía nada que ver con la efervescencia electoral indígena que se está dando en el continente.

Este fracaso trasciende a la mera “política maya”, y se convierte en una cuestión que afecta al futuro de toda Guatemala. Con Rigoberta desaparece la única figura que, por ahora, podía representar en Guatemala ese desafío al modelo tan restringido de democracia y de desarrollo, como hizo en Sudamérica Evo Morales.



## Conclusiones

En Guatemala, como en toda Latinoamérica, en los últimos años han cambiado las formas de hacer política étnica. Desde que terminó la fase de construcción de la paz, alrededor de 2000, se ha ido formando una manera de gestionar la diferencia étnica por parte del Estado y la cooperación internacional, el “multiculturalismo cosmético”, de contenidos más simbólicos y discursivos que sociales y transformadores. Gracias a estos cambios y sobre todo a su propio esfuerzo, los actores políticos mayas están ahora más cerca de los centros de decisión; pero, a diferencia de otros países, carecen de la fuerza de presión que les permita resolver los problemas que afectan a la población indígena.

En esta década y pico se condensan en Guatemala procesos que en Sudamérica tardaron más de veinte años en darse: el reconocimiento constitucional, el paso por las instancias de poder y, finalmente la apuesta electoral. En Guatemala estamos en parte en el mismo nivel que en Bolivia la década pasada, cuando la wiphala ondeaba en los actos del gobierno neoliberal de Sánchez de Losada en que Hugo Cárdenas – histórico líder *aymara* – era Vicepresidente; y en parte estamos queriendo estar como en la Bolivia actual. La situación política no se escoge, pero sí se va creando conforme se toman opciones. En 1995 el AIDPI era sólo una “base para empezar”, algo que no llenaba las demandas mayas pero servía para empezar. Cinco años después, al no cumplirse, se había convertido el listón al que había que llegar, y las energías tuvieron que ponerse en logar que al menos se cumplieran los compromisos culturales ahí especificados. Y la práctica marca. Por eso, diez años después, el “ser maya” que los mismos mayanistas defendían se acercaba más lo que decía el AIDPI que a sus propuestas de hacía una década. Pareciera que la oligarquía, el Estado y ciertos sectores de la cooperación hubieran logrado una “política maya” que siguiera los mínimos internacionales políticamente correctos y no afectará a sus intereses.

Este resultado no se puede entender si no se coloca en la perspectiva de una sociedad que sale de un conflicto armado de larga duración en el que los mayas sufrieron una política genocida. Si es difícil asegurar que hubo una intención del Estado de *exterminar* a los indígenas como población, no cabe duda de que sí hubo una clara intención de anularles como el *sujeto político* en que se estaba convirtiendo. Como resultado, los mayas fueron diezmados a nivel popular, pero paradójicamente salieron reforzados a nivel de élites políticas. Los argumentos de clase quedaron deslegitimados no sólo por la derrota de la izquierda, sino por el reforzamiento ideológico de la oligarquía en el contexto neoliberal, y por la misma legitimidad de los argumentos neoculturales. Esta situación fue aceptada por una buena parte del dirigencia maya, que ha buscado sacarle el máximo provecho a un Estado que sabe que no les apoya y desde esas tribunas han buscado construir un discurso que les legitime como actores definidos por su diferencia cultural.

Quizá eso era todo lo que se podía sacar de este contexto neoliberal post conflicto que se ha ido construyendo. Las élites que no están dispuestas a cesiones mínimas, el racismo que se recrea ante el nuevo contexto ideológico y de desigualdad. Y sobre todo, hay que repetirlo, la enorme dificultad de salir de los efectos devastadores de la represión de los 1980 y toda la impunidad que se ha mantenido después, cada vez se muestran más determinantes para entender la dificultad revertir desmovilización en que estamos. Las opciones autoritarias reaparecen con una profundidad inesperada; se dan formas nuevas y viejas de la violencia que asola a la población; el miedo instalado en muchas de las comunidades que en su día acupearon la rebelión contra el régimen militar, que hoy hace que, incluso sea para ellas, difícil *imaginar* que acá puede ocurrir como en Bolivia, que se puede salir de esta situación sin provocar de nuevo las iras de los poderosos.

Todo este ejercicio de comprensión histórica no debe ocultar el hecho de que, en estas circunstancias, un sector de la dirigencia mayanista optó conscientemente por la vía de la no confrontación y no invirtió su capital político en reforzar la capacidad de organización y presión de las bases, sino en hacerse un lugar en el Estado. En estos momentos, parece que esta estrategia es cada vez más cuestionada por ellos mismos, que han buscado en la contienda electoral la forma de abrir espacios y obtener más poder. No parece que esta decisión vaya a suponer renunciar a la forma de hacer política que se viene manejado; pero necesariamente implica una necesidad de buscar fuerzas propias, negociar alianzas, y crear un discurso que cale en la gente. Temas dejados de lado, como la autodeterminación, autonomía y la relación con el estado guatemalteco, vuelven a aparecer en el debate: en Demetrio Cojtí publica su último trabajo: “Nuevas perspectivas para la construcción del Estado multinacional” [Bastos, 2008]. Por otro lado, parece que el sector que busca mayor contacto con las bases y una acción más cercana a la izquierda indígena latinoamericana comienza a tender puentes con las iniciativas locales que se han situado en el mismo camino de muchos de sus hermanos latinoamericanos al utilizar su capacidad de movilización y la legitimidad actual de las demandas étnicas como una forma de enfrentar el despojo de sus últimos recursos.



## BIBLIOGRAFÍA

- **ALCÁNTARA Sáez Manuel, MARENGHI Patricia**, “Los partidos étnicos de América del Sur : algunos factores que explican su rendimiento electoral”, in **Salvador MARTÍ I PUIG** (ed.), *Pueblos indígenas y política en América Latina, El reconocimiento de sus derechos y el impacto de sus demandas a inicios del siglo XXI*, Barcelona, CIDOB, 2007.
- **ARIAS Arturo**, [1985] «El movimiento indígena en Guatemala: 1970-1983», in **Rafael MENJÍVAR, Daniel CAMACHO** (coord.), *Movimientos populares en Centroamérica*, FLACSO UNU, Instituto de Investigaciones Sociales de la UNAM, San José de Costa Rica, p. 62-119.
- **BA TIUL Máximo**, “El movimiento Winaq en el escenario político actual”, *El Observador Electoral*, n° 1, 2007.
- **BA TIUL Máximo**, “Pueblos indígenas: Estado, democracia y partidos políticos en el continente Abya Yala”, in **Virgilio ÁLVAREZ ARAGÓN, Ricardo SÁENZ DE TEJADA** (comps), *Izquierdas y construcción de orden democrático en Guatemala. Una aproximación a las elecciones de 2007*, Friedrich Ebert Stiftung / Ed. de Ciencias Sociales, Guatemala, 2008.
- **BALL Patrick, KOBRAK Paul, SPIRER Herbert F.**, *Violencia institucional en Guatemala 1960 a 1996 : una reflexión cuantitativa*, American Association for the Advancement of Science/ Centro Internacional para Investigaciones de Derechos Humanos, Washington, 1999.
- **BASTOS Santiago**, “Prólogo: Los actores sociales en una década olvidada”, in *Movimiento social, etnicidad y democratización en Guatemala 1985-1996*, Roddy Brett, F & G Ed., Guatemala, 2006.
- **BASTOS Santiago**, “El movimiento maya en la normalización post paz”, in *La sociedad civil y los movimiento sociales en época de posguerra*, **Simona YAGENOVA** (ed.), FLACSO, Guatemala, 2007.
- **BASTOS Santiago**, “La (ausencia de la) demanda autonómica en Guatemala”, ponencia presentada en el *Seminario Internacional Construyendo el estado multiétnico desde sitios políticos múltiples : Regímenes de autonomía en América Latina*, Universidad de York/ FLACSO Ecuador/UNICEF/GTZ, Quito, 27 y 28 de nov. de 2008.
- **BASTOS Santiago, HERNÁNDEZ IXCOY Domingo, MÉNDEZ Leopoldo**, “Resarcimiento y reconstitución del Pueblo Maya en Guatemala : entre la acción autónoma y el reconocimiento estatal”, in **Xochitl LEYVA, Araceli BURGUETE, Shannon SPEED** (coord.), *Gobernar [en] la diversidad : experiencias indígenas desde América Latina. Caminando hacia la investigación descolonizada*, CIESAS/ Fundación Ford/FLACSO Guatemala/FLACSO Ecuador, 2008.
- **BASTOS Santiago, BRETT Roddy** (comps), *El movimiento maya de Guatemala en la década después de la paz*, Guatemala, F & G Ed., 2010.
- **BRETT Roddy**, *Movimiento social, etnicidad y democratización en Guatemala 1985-1996*, F & G Ed., Guatemala, 2006.
- **BURGUETE CAL, MAYOR Araceli**, “Cumbres indígenas en América Latina. Resistencia y autonomía”, *Memoria*, n° 220, junio 2007.
- **CASTILLO Iván** [en prensa], “En torno a especificidades observables en movimientos indígenas de lucha contra la acumulación global en el altiplano occidental guatemalteco”, in **Santiago BASTOS, Roddy BRETT** (comps), *El movimiento maya de Guatemala en la década después de la paz*, Guatemala, F & G Ed..
- **CEH**, *Guatemala, Memoria del Silencio*, Informe presentado por la Comisión de Esclarecimiento Histórico, Guatemala Jonas, 1999.
- **Cojtí Demetrio Waqí' Q'anil**, *Ri Maya' Moloj pa Iximulew. el Movimiento Maya [en Guatemala]*, Cholsamaj, Guatemala, 1997.
- **Cojtí Demetrio Waqí' Q'anil**, *Ri K'ak'a Saqamaq' pa Iximulew. La difícil transición al estado multinacional. El*

- caso del estado monoétnico de Guatemala : 2004*, Ed. Cholsamaj, Guatemala, 2005.
- **Cojri Demetrio Waq' Q'anil**, *Nuevas perspectivas para la construcción del Estado Multinacional*, Waqib' Kej – Fundación Cholsamaj, Guatemala, 2007.
  - **COMG**, *Rujunamil ri Mayab' Amaq' Derechos Específicos del Pueblo Maya*, Rajpopi' ri Mayab' Amaq', Consejo de Organizaciones Mayas de Guatemala, Guatemala, 1991.
  - **QUIT Edgar**, "Las rutas que nos ofrecen el pasado y el presente : activismo político, historia y pueblo maya", in **Darío EURAQUE, Jeffrey GOULD, Charles HALE** (ed.), *Memorias del mestizaje. Cultura política en Centroamérica de 1920 al presente*, CIRMA, Guatemala, 2004.
  - **FALLA Ricardo**, «El movimiento indígena», *Estudios Centroamericanos*, nº 356-357, 1978.
  - **FALLA Ricardo**, "Rigoberta Menchú : ¿estrella fugaz en el cielo electoral?", *Revista Envío*, nº 304, julio 2007.
  - **FISHER Edward, McKENNA BROWN F. & R.** (ed.), *Rujotaiyixik ri Maya' B'anob'al. Activismo Cultural Maya*, Edward R. Fisher y Cholsamaj, Guatemala, 1999.
  - **HALE Charles**, "Re-pensando la política indígena en la época del 'indio permitido'", Ponencia para la conferencia *Construyendo la paz : Guatemala desde un enfoque comparado*, organizado por la Misión de Verificación de las Naciones Unidas en Guatemala [MINUGUA], 27-29 de octubre, 2004.
  - **HALE Charles**, "Más que un indio". *Ambivalencia racial y multiculturalismo neoliberal en Guatemala*, Asociación para el Avance de las Ciencias Sociales en Guatemala, Guatemala, 2007.
  - **INE**, *X Censo Nacional de Población, 2002*, Instituto Nacional de Estadística, Guatemala, 2004.
  - **JONAS Susanne**, *La batalla por Guatemala. Rebeldes, escuadrones de la muerte y poder estadounidense*, FLACSO-Guatemala, Nueva Sociedad, Caracas, 1994.
  - **LE BOT Yvon**, « Guatemala : Violencia, revolución y democracia », *Cuaderno Debate*, nº 15, FLACSO-Guatemala, Guatemala, 1992.
  - **LE BOT Yvon**, *La guerra en tierras mayas. Comunidad, violencia y modernidad en Guatemala 1970-1992*, Fondo de Cultura Económica, México, 1995.
  - **LEYVA Xochitl, BURGUETE Araceli, SPEED Shannon** (coord.), *Gobernar [en] la diversidad : experiencias indígenas desde América Latina. Caminando hacia la investigación descolonizada México*, CIESAS/Fundación Ford/FLACSO Guatemala/FLACSO Ecuador, 2008.
  - **MACLEOD Morna**, *Luchas político-culturales y auto-representación maya en Guatemala*, Tesis del Doctorado en Estudios Latinoamericanos, México D.F., Universidad Nacional Autónoma de México, 2008.
  - **MORALES Sic José Roberto**, *Religión y política. El proceso de institucionalización de la espiritualidad maya en el contexto del Movimiento Maya guatemalteco*, colección Cuadernos de Maestría. Posgrado Centroamericano en Ciencias Sociales/Editorial de Ciencias Sociales FLACSO, Guatemala, 2007.
  - **ODHAG**, *Guatemala. Nunca más*, 4 vol., Informe del Proyecto Interdiocesano de Recuperación de la Memoria Histórica [Remhi]. Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala, Guatemala, 1998.
  - **PNUD**, *Diversidad étnico-cultural : la ciudadanía en un estado plural*, Informe de Desarrollo Humano 2005, Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo, Guatemala, 2005.
  - **RODRÍGUEZ Raxche**, "A diez años de los Acuerdos de paz", in *Lectura a fondo. 36 años después. Tierra e identidad. Género y violencia*, Centro Iberoamericano de Formación de la Cooperación Española en Antigua Guatemala, Guatemala, 2007.
  - **RULL Mathias**, "Presentaciones", en el Seminario Taller "Una mirada maya a



veinte años de democratización en Guatemala, organizado por CEMCA y PNUD, ciudad de Guatemala, 14-15 de junio 2006.

- **SIEDER Rachel**, "Entre la multiculturalización y las reivindicaciones identitarias: construyendo ciudadanía étnica y autoridad indígena en Guatemala", in **Santiago BASTOS** (coord.), *Multiculturalismo y futuro en Guatemala*, Guatemala, FLACSO Guatemala, 2008.
- **TORRES RIVAS Edelberto**, "Las izquierdas, Rigoberta Menchú, la historia", *Cuadernos del presente imperfecto* n° 1, F & G Ed., Guatemala, 2007.
- **TZAQUITAL Efraín, IXCHIÚ Pedro, TIÚ Romeo**, *Alcaldes comunales de Totonicapán*, Secretaría de Coordinación de la Presidencia-Comisión de la Unión Europea, Guatemala, 2002.
- **UK'U'X B'E**, *El Movimiento Maya. Sus tendencias y transformaciones [1980-2005]*, Asociación Maya Uk'u'x B'e, Guatemala, 2005a.
- **UK'U'X B'E**, *Fortalecimiento de la participación política de las mujeres mayas*, Asociación Maya Uk'u'x B'e, Guatemala, 2005b.
- **VAN COTT Donna**, "De los movimientos a los partidos: retos para los movimientos de los pueblos indígenas", in **Salvador MARTÍ I PUIG** (ed.), *Pueblos indígenas y política en América Latina, El reconocimiento de sus derechos y el impacto de sus demandas a inicios del siglo XXI*, CIDOB, Barcelona, 2007.
- **WARREN Kay**, "Voting against Indigenous Rights in Guatemala: Lessons from the 1999 Referendum", in **Kay B. WARREN, Jean E. JACKSON** (eds), *Indigenous Movements, Self-Representation, and the State in Latin America*, Austin, University of Texas Press, 2003.
- **YAGENOVA Simona Violetta** (coord.), *La protesta social en Guatemala. Una aproximación a los actores, demandas, formas despliegue territorial, límites y alcances*, oct. 2004-sept. 2006, FLACSO Guatemala, Guatemala, 2007.

## RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Au Guatemala, la mobilisation indienne pour l'égalité des droits a débuté dans les années 1970. Elle a été interrompue par la réponse génocidaire de l'État face à la menace révolutionnaire. Cependant, dans les années 1990, lorsque commence le processus de paix, les acteurs qui s'autodésignent aujourd'hui comme Mayas ont été capables de se réorganiser et ont réussi à se faire reconnaître dans l'Accord sur l'Identité et les Droits des Peuples Indiens. C'est alors que commence la phase du "multiculturalisme de façade" et que nombre d'entre eux s'insèrent dans les espaces publics à partir desquels ils développent des politiques spécifiques, tout en renforçant un discours qui maximise la différence culturelle. Ce modèle montre toutefois ses limites puisqu'il ne remet pas en

question les structures qui maintiennent la plupart des Mayas dans la pauvreté. L'échec de la candidature de Rigoberta Menchú aux présidentielles de 2007 illustre cette situation. Dans ce contexte, les mouvements prônant un retour aux communautés afin de réarticuler les actions par la base s'intensifient.

La movilización indígena por la igualdad de derechos empezó en Guatemala en los años 1970 del siglo XX, y quedó truncada por el genocidio con el que el Estado respondió a la amenaza revolucionaria. Sin embargo, cuando en los 1990 se inicia el proceso de paz, los actores que ahora se autodenominan mayas son capaces de rearticularse de tal manera que logran un reconocimiento en el Acuerdo de Identidad y Derechos de los Pueblos Indígenas. A partir de ese momento, comienza la fase del «multiculturalismo cosmético» en que muchos de ellos pasan

a insertarse en espacios públicos desde los que desarrollan las políticas específicas; a la vez que profundizan en un discurso de maximización de la diferencia cultural. Sin embargo, este modelo muestra sus limitaciones al no cuestionar las estructuras que mantienen a la mayoría de los mayas en la pobreza. Los resultados de la candidatura de Rigoberta Menchú en las elecciones de 2007 son una muestra de esta situación. Por eso toman más fuerza las opciones que reclaman retornar a las bases comunitarias para rearticular un movimiento desde abajo.

Indigenous mobilization in Guatemala for equal rights started in the 1970's, in the twentieth century, and was abruptly interrupted by the State genocide in response to the revolutionary threat. However, when the peace process started

in the 90's, those actors that now called themselves Mayans were able to re-articulate in such a way that they succeeded to be recognized in the Agreement for the Identity and the Rights of Indigenous Populations. From then on, a phase of "cosmetic multiculturalism" is initiated in which many of them open their way into public spaces where they can develop specific politics while further reinforcing a discourse maximizing cultural difference. Nonetheless, this model shows some limitations since it fails to question the same structures that keep most of the Mayan in poverty. The results of Rigoberta Menchu's candidacy in the 2007 elections come to prove this situation. This is what gives strength to those alternatives claiming to return to community-based grassroots in order to rearticulate a mobilization from the bottom.

## **MOTS CLÉS**

- Guatemala
- ethnicité
- droits des Indiens
- multiculturalisme

## **PALABRAS CLAVES**

- Guatemala
- etnicidad
- derechos indígenas
- multiculturalismo

## **KEYWORDS**

- Guatemala
- ethnicity
- indigenous Rights
- multiculturalism

Benjamin Moallic\*

# La reconversion militante des acteurs politico-militaires : une remobilisation ambiguë au lendemain des guerres internes (Nicaragua-Salvador)<sup>1</sup>

## Introduction

En mars 1988, contras et sandinistes signent un accord de cessez-le-feu à Sapoa qui trouvera sa conclusion avec la démobilisation des 23 000 combattants de la Résistance nicaraguayenne et des 80 000 soldats de l'Armée Populaire Sandiniste au lendemain des élections de février 1990 remportées par l'*Union Nacional Opositora* (UNO) de Violeta Chamorro. Les négociations de paix établiront des programmes de réinsertion pour les démobilisés de chaque camp et leurs dépendants, prévoyant répartition de terres, indemnisations, relogements,

\* EHESS, CEMCA.

1. Les observations et analyses de cette étude ont été recueillies au cours de différents travaux de terrains menés auprès d'organisations indigènes et d'associations de développement de la région de Matagalpa, au Nicaragua, entre 2003 et 2005. Cette première enquête s'est ensuite poursuivie au Salvador auprès d'ONG humanitaires depuis 2006. Ces observations proviennent d'entretiens réalisés avec d'ex-guérilleros du FMLN et des cadres locaux du FSLN devenus dirigeants de ces organisations.

postes publics et quotas au sein de la nouvelle armée nicaraguayenne [Child, 1992]. Mais la passation du pouvoir s'accompagne également de l'adoption d'une série de mesures qui remettent en cause les structures de dépendance instaurées au cours de l'ère sandiniste : réduction drastique des fonctionnaires de l'ancien État révolutionnaire, contre-réforme agraire, politique d'hostilité vis-à-vis des organisations de masse sandinistes. Mesures nationales auxquelles s'ajoutent les mêmes directives dans la plupart des municipalités passées au même moment entre les mains de l'opposition anti-sandiniste. C'est dire si la chute du régime sandiniste touche tout autant un ensemble de fonctionnaires municipaux, de dirigeants des organisations de masse, de cadres locaux du parti-État, de paysans bénéficiaires de la réforme agraire et d'exploitants réunis en coopératives ou travaillant sur les surfaces agricoles nationalisées par le régime.

Quant au Salvador, les accords de paix de Chapultepec, ratifiés en 1992 entre le gouvernement et les commandants guérilleros du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN), mettent fin à plus d'une décennie d'affrontements armés. Aux termes du processus de paix, 8 000 combattants du FMLN et 6 450 membres qualifiés de « non-combattants blessés » et « politiciens » sont démobilisés [Spencer, 1997]. Les initiatives de « reconstruction nationale » déployées sous l'égide de l'ONU s'attachent en premier lieu à la réorganisation de la scène politique et à la réinsertion des démobilisés. Plus de 20% des effectifs de la nouvelle police nationale et une majorité des postes de la police municipale sont ainsi destinés aux ex-combattants du FMLN [Stanley, 1997]. D'autre part, la légalisation du parti de gauche a pourvu ses cadres moyens et commandants<sup>2</sup> de postes administratifs et politiques. Enfin, les programmes de réinsertion ont bénéficié à 14 619 combattants, cadres ou soutiens du FMLN et 41 343 « civils » en termes de redistribution de terres, de microcrédits ou de formations [Rodriguez, 1995].

Pourtant, si les trajectoires des démobilisés et dépendants des acteurs armés de ces deux pays ont généralement suivi les voies tracées par les programmes de réinsertion gouvernementaux et internationaux, certains d'entre eux se sont orientés vers la constitution d'ONG, d'associations, de fondations ou de nouveaux mouvements sociaux. De fait, un premier travail de terrain réalisé dans la région de Matagalpa, au Centre-Nord du Nicaragua, m'avait mené à questionner ces dynamiques de repositionnement du sandinisme vers de nouveaux mouvements ethniques. Nombre de dirigeants des organisations indigènes de ce département provenaient alors de structures locales du parti-État sandiniste. Par la suite, mes recherches m'ont conduit à étudier plusieurs ONG salvadoriennes, ce qui m'a mené à un même constat. Là encore, les dirigeants et les membres

2. Sur la légalisation du FMLN et sa réinsertion politique on se reportera aux travaux de David Garibay [2003, 2005].



étaient issus de la guérilla du FMLN<sup>3</sup>. Ceux-là mêmes qui, la veille, participaient à une geste révolutionnaire se retrouvaient donc alors à la tête d'un ensemble d'organisations humanitaires, ethniques ou de développement, démontrant ce faisant leur inscription dans des stratégies de « reconversion militante » et des formes de remobilisation politique<sup>4</sup>.

Comment, alors, analyser cette reconversion des acteurs politico-militaires nicaraguayens et salvadoriens au sein d'organisations se réclamant de la « société civile » ? Lieux d'adaptation et de stratégies prosaïques, nouvelles structures d'opportunité ou moyens de continuer une lutte inachevée ? Quel sens ces espaces ont-ils revêtu au moment de la chute du régime sandiniste et des accords de paix au Salvador ? Dans quelle mesure l'investissement de ces organisations s'est-il accompagné de la remobilisation de ressources et de représentations politico-militaires ou de l'adoption de nouvelles identités et pratiques démocratiques ? Comment, enfin, décrire ces formes de remobilisations ambiguës et leurs usages politiques au sein des nouvelles démocraties salvadoriennes et nicaraguayennes ?

La formulation de ces questions répond à la nécessité d'appréhender les « processus de réinsertion » non seulement comme de simples démobilisations, mais aussi comme une reformulation des engagements militants et de *modus vivendi* acquis au milieu de contextes guerriers. Face à la déstructuration de ces derniers, les acteurs politico-militaires ont en effet déployé un ensemble de « stratégies de reconversions » qui s'insèrent dans une réinvention des formes du politique<sup>5</sup>. Nous montrerons tour à tour comment ces organisations ethniques ou humanitaires ont permis aux acteurs politico-militaires qui les investissaient de reconvertir un ensemble de capitaux et de ressources acquis durant ou avant la guerre. Ces structures d'opportunités ont alors donné lieu à un ensemble de stratégies plus ou moins prosaïques de remobilisation de réseaux, de relations de pouvoirs et de remise au goût du jour de schèmes d'action et de représentation en vigueur pendant les périodes de guerre. Nous montrerons par la suite comment, depuis ces espaces, ces acteurs se sont vus pris dans un ensemble de mécanismes de professionnalisation, de « désincorporation » et de conversion démo-

3. Ces recherches ont été réalisées dans le cadre de travaux universitaires à l'IHEAL. *Rôles et interventions des acteurs de la coopération au développement au sein du champ politique centre-américain*, mémoire de master sous la direction de David Dumoulin, IHEAL, décembre 2006. *Identité et État-nation au Nicaragua : une lecture des rapports stratégiques et de négociations identitaires de la communauté indigène de Sébaco avec le Sandinisme*, mémoire de DEA sous la direction de Christian Gros, IHEAL, septembre 2005.

4. La notion de « reconversion militante » rend compte de pratiques de passage ou de ruptures d'une position politique, économique, morale ou professionnelle ancienne à une autre position. On se reportera au travail collectif dirigé par Sylvie Tissot [2005] pour une approximation des usages du terme.

5. La notion de « stratégie de reconversion », parfois évoquée sous les termes de stratégie de reproduction, est reprise des travaux de Pierre Bourdieu [1978] qui l'utilise afin de décrire la transformation de capitaux ou leur valorisation au sein de champs différents afin de maintenir une position sociale.

cratique<sup>6</sup>. De même, ils contribueront à appuyer ces processus en produisant un nouveau regard sur les affrontements armés par lequel ils se redéfinissent en tant que civils. Participant ainsi de l'invention d'une « société civile », depuis laquelle réinscrire le rôle d'expert-militant qu'ils se forment, ces acteurs s'insèrent finalement au sein de scènes politiques où s'expriment les contradictions de leurs propres reconversions.

## **Mise en place d'un nouveau contexte Entre adaptations prosaïques et réarticulation des liens de dépendance**

L'installation d'un mouvement indigène dans la région de Matagalpa s'inscrit inévitablement au cœur d'une remise en cause des liens de dépendance entre les localités sandinistes et le pouvoir révolutionnaire. Les acteurs qui investissent ces organisations sont principalement d'anciens cadres locaux à la tête de l'important maillage organisationnel tissé par le parti-État sandiniste dans ce département [Santana, 1988, p. 69-70]. Or il s'agit d'une région où l'UNO réalise un de ses meilleurs scores (57,58% des voix pour les départements de Matagalpa et Jinotega) et nombre de municipalités se voient conquises par le parti anti-sandiniste [Bataillon, 1993a]. De plus, le pouvoir révolutionnaire y avait appuyé la formation de coopératives, la production du café et l'implantation de petites industries d'agro-exportation, financées pour plusieurs d'entre elles par des pays d'Europe de l'Est. Au lendemain de la défaite électorale des sandinistes, cette région est non seulement ébranlée par la chute des cours du café, mais également par les politiques de contre-réforme agraire et d'abandon des projets d'industrialisation soutenus par les ex-pays de l'URSS. Situation de détérioration économique à laquelle s'ajoute la remise en cause des catégories d'accès aux ressources foncières. L'accès à la terre était alors directement organisé par l'État au travers de la réforme agraire. Les revendications foncières détenaient leur efficacité d'une formulation en termes de « droit à la terre » impliquant un double processus de « paysannisation » et d'adhésion aux organisations de masse sandiniste [Hoffmann, 2001]. Ces dernières sont présentes à chaque étape de la réforme agraire et représentent un passage obligé pour qui veut bénéficier des politiques menées par le régime [Prigent, 1987 ; Santana, 1988]. Ce département est donc tout à la fois traversé par une déstructuration des catégories légitimes d'accès aux ressources foncières et par la dispute des « avantages » acquis à l'ombre de la Révolution par le retour des anciens propriétaires ou la concurrence des démobilisés [Marti I Puig, 2000].

6. Le concept de « désincorporation » est emprunté à Claude Lefort [1981] et a été mis à profit par Gilles Bataillon dans ses analyses de la transformation des acteurs armés et des révolutions démocratiques en Amérique centrale [1992, 2004].



Dans ce contexte, les organisations indigènes constituent autant d'espaces à partir desquels sont réarticulées les catégories politiques d'accès aux ressources économiques. Ceux qui s'en réclament se dotent ainsi d'une nouvelle légitimité face à la question d'accès à la terre et plus généralement à l'ouverture de nouveaux « créneaux de développement ». Outre un contexte international favorable, cette efficacité s'appuie amplement sur la reconnaissance constitutionnelle du caractère « multiethnique » de la nation nicaraguayenne et des droits territoriaux octroyés par la *Carta Magna* de 1987. Cette nouvelle légitimité s'exprime désormais au travers d'une « reconnaissance territoriale » concédée par l'État aux organisations indigènes. Titres royaux ou revendications d'une « descendance de fait » à l'appui, les nouveaux leaders indigènes se voient concéder un droit d'administration du territoire reconnu. Depuis les organisations du mouvement indigène, ceux-ci gèrent la répartition de terres à leurs affiliés et la collecte d'impôts sur les surfaces exploitées ou urbanisées. Ces droits de gestion territoriale permettent ainsi d'assurer leurs stratégies d'accès aux ressources locales, tout en renouant avec leurs anciens rôles politiques. D'autre part ces organisations offrent un ensemble de postes de direction et de représentation rémunérés. Autour de ce réseau gravite un mode de répartition individuelle et largement clientéliste des terres. Non seulement plusieurs des dirigeants ont directement bénéficié de ces répartitions, mais les modalités de redistribution ont supposé un processus de réaffiliation étroitement contrôlé par ces mêmes acteurs. On observe ainsi une surreprésentation de bénéficiaires provenant d'espaces acquis au sandinisme et auxquels les attachent des liens de dépendance communautaire. D'autre part, ces organisations deviennent de véritables agents du développement local, cédant des terrains pour l'urbanisation ou la construction d'écoles, de cliniques ou d'églises. Elles-mêmes sont pourvues de modestes cliniques ravitaillées en médicaments par l'aide internationale ou, à l'image des mairies, elles répartissent sacs d'engrais, petits équipements de sports ou se chargent des funérailles d'un membre de la communauté. Ce faisant, les anciens cadres sandinistes renouent avec des rôles de courroie de répartition que la déstructuration des liens de dépendance avec le pouvoir sandiniste avaient remis en cause. Pratiques qui remettent au goût du jour d'anciennes divisions en sous-cultures politiques, tout autant que des stratégies plus prosaïques de maintien de réseaux clientélistes, voire même de formes d'enrichissement personnel.

### Émergence de nouvelles opportunités

Par ailleurs, les processus de paix se sont accompagnés de nouvelles opportunités favorisant l'émergence d'un ensemble d'activités humanitaires et d'organisations en charge de leurs réalisations. À la tête de nombre d'ONG et d'associations humanitaires salvadoriennes se retrouvent des médecins de cliniques clandestines, représentants diplomatiques du FMLN, chefs de commandos, prêtres

guérilleros ou brigadistes internationalistes. Ceux-ci se caractérisent d'abord par une certaine distance vis-à-vis des structures proprement militaires et n'ont que dans de très rares cas bénéficié des programmes de réinsertion. Leur origine étrangère ou une présence prolongée à Cuba ou au Nicaragua, nouant des contacts avec l'extérieur pour le FMLN, représente autant d'atouts prompts à être mis en valeur afin de remobiliser des réseaux de financement autrefois destinés à la guerre. D'autre part, ils possédaient au moment de leur engagement une formation universitaire en médecine, en sciences sociales, en droit ou en journalisme. Bagages mis à profit par les organisations politico-militaires au sein de leurs organes de propagande, de représentation ou d'assistance médicale, puis réengagés dans leurs reconversions. Ces médecins investiront des ONG de droit à la santé; sociologues et juristes entreront dans le monde universitaire; quant aux journalistes, ils s'orienteront vers la presse, la radio ou la constitution de musées sur la guerre. C'est dire si ces capitaux culturels et sociaux, bien plus que leur propre incorporation politico-militaire, joueront un rôle décisif au cours de leurs reconversions.

Ces ressources sont alors mobilisées dans un contexte qui se redéfinit en termes humanitaires. D'une part, ce pays doit faire face au retour massif de réfugiés et aux flux internes provoqués par les déplacements de populations [Stein, 1997]. D'autre part, la démobilisation définitive des groupes armés est soumise aussi bien à l'élucidation des crimes de guerre, à l'organisation d'élections libres et de garanties en matière de sécurité, qu'à l'obtention d'indemnités et d'aides à la réinsertion. Cette situation d'urgence suppose d'abord l'entrée de mannes financières provenant de la coopération et de l'aide à la reconstruction. De plus, organismes internationaux et ONG étrangères s'appuieront sur des contacts locaux, souvent issus des rangs de la guérilla, facilitant le travail auprès des populations bénéficiaires, elles-mêmes proches du FMLN. Tel sera le cas de Médecins du Monde qui travaillera de concert avec d'anciens médecins du FMLN, lesquels reprendront les activités de l'ONG une fois sa sortie définitive du territoire. En parallèle, des organisations locales sont créées afin de capter des fonds externes ou de redistribuer les ressources destinées aux démobilisés de chaque camp. Ainsi le FMLN sera à l'origine de la constitution de plusieurs fondations et associations en charge d'assister ses dépendants, qui offriront des « niches » pour nos acteurs. Enfin, plusieurs guérilleros fondent leurs organisations autour de thématiques émergentes telles que le féminisme ou les droits de l'homme, menant leurs activités au nom de l'exclusion des femmes des programmes de réinsertion, de la recherche des disparus, de l'attention médico-psychologique aux traumatisés de la guerre ou de la formation professionnelle des démobilisés. La redéfinition du contexte salvadorien en termes d'urgence humanitaire et de reconstruction nationale offrira ainsi de nouvelles opportunités rapidement investies par les acteurs politico-militaires.



## Entre reconversion du politico-militaire... Remobilisation des anciens réseaux et nouveaux ajustements

Ces passages vers le développement ou l'humanitaire font alors l'objet d'une transformation des ressources acquises avant ou au cours des affrontements armés. Ces stratégies s'appuient en premier lieu sur la remobilisation de réseaux tissés pendant la guerre. Tel est le cas de plusieurs associations de la vallée de Sébaco, dans le département de Matagalpa, appuyant leurs projets de développement en jouant à la fois la carte de la Révolution et celle du néo-indigénisme. Nous avons vu comment d'anciens cadres locaux du parti-État sandiniste avaient reconduit un rôle d'intermédiaire communautaire en investissant des organisations indigènes. Pour ce faire, ils remobilisent un ensemble de réseaux construits au détour des élans de sympathie et de solidarité suscités par la Révolution sandiniste. Durant les années 1980, ces associations sandinistes avaient bénéficié d'un appui substantiel de la part de comités de solidarité et de municipalités communistes françaises. Ce réseau s'est, par la suite, maintenu autour de la thématique du sauvetage des acquis de la Révolution. Les associations locales ont ainsi capté des fonds afin d'éponger les dettes de coopératives, de maintenir et de restaurer des infrastructures scolaires ou de santé, soutenues auparavant par le régime.

Ces liens seront pourtant modifiés par la mutation du regard des partenaires français sur la solidarité internationale. Certes ces anciens internationalistes inscrivent leurs actions au titre d'une continuité de leurs engagements politiques passés et des liens affectifs auparavant noués avec ces révolutionnaires nicaraguayens. Mais ils démontrent tout à la fois un nouveau souci d'efficacité qui s'exprime autant dans un effort de réallocation ciblée de leurs ressources que dans un nouveau type d'interventions. Prenant peu à peu des distances avec, dans un premier temps l'appui à la Révolution, ensuite le sauvetage de l'héritage sandiniste, ils s'orientent vers une conception plus « durable » de tourisme solidaire, d'échange de savoir-faire ou de projets d'agriculture organique<sup>7</sup>. Cette transformation du regard sur la nature des liens qui unit ce réseau franco-nicaraguayen fait écho à une dynamique d'« onguisation » des comités de solidarité ou de jumelage. Ceux-ci rompent en effet leurs relations organiques avec leurs mairies pour se constituer en association. S'insérant dans les politiques de jeunesse de leurs villes, ces nouvelles associations obtiennent ainsi les subventions nécessaires pour leurs actions. Dépendantes de ce nouveau public de « jeunes », leurs propres ressources financières ou humaines se voient soumises à la démonstration d'un souci de

7. Sur ces dynamiques de transformation de la solidarité en France, voir les travaux d'Annie Collovald [2001, 2004]. Certaines de ces mutations, notamment l'introduction d'une expertise, se retrouvent dans les formes de professionnalisation des ONG et des associations centraméricaines.

conscientisation de ces «jeunes» sur les valeurs de la solidarité et les réalités du tiers-monde à faire valoir devant leurs bailleurs et adhérents potentiels. C'est pourquoi ces organisations se sont peu à peu constituées en chantres du tourisme solidaire et se spécialisent dans l'envoi de «jeunes de banlieue» sur des projets d'électrification, d'agriculture bio ou de prévention de la violence.

Face à ces transformations de leur réseau d'appuis, les sandinistes reconvertis dans le développement ont déployé des stratégies de réajustement identitaire. Sans rompre avec leur passé révolutionnaire, ils recomposent un capital ethnique qui s'adresse en premier lieu aux nouvelles priorités de leurs partenaires bailleurs. S'appuyant sur la revendication de cette double identité et un site archéologique, les organisations locales ont obtenu des financements pour la construction et l'administration d'un micromusée précolombien. Promus au rang de clé de voûte d'un nouveau mode de développement fondé sur le tourisme solidaire, les partenaires nicaraguayens y voient également l'occasion de se doter d'une ressource permettant la réaffirmation d'une sous-culture sandiniste et la reformulation d'une polarité quasi guerrière contre l'autorité municipale aux mains des libéraux depuis la fin de la guerre civile.

## **Reconversion d'anciennes modalités politico-militaires**

Peu soucieux du développement d'un tourisme trop rare et incertain, nos acteurs reconvertis mobilisent donc leurs réseaux internationaux à partir de logiques plus prosaïques et politiques<sup>8</sup>. En ce sens, le projet de musée est avant tout soumis à une logique de reproduction d'une lutte de prétentions qui n'est pas sans rappeler les schèmes du combat ami/ennemi en vigueur tant pendant la guerre anti-somoziste que durant la guerre civile entre sandinistes et contras. En effet, le musée exhibe à la fois les traces d'une ancestralité indigène et des luttes syndico-révolutionnaires menées dans la localité, tout en établissant une continuité entre les deux. En ce sens, il n'est autre qu'un capital de légitimité sanctionné «scientifiquement» par des universitaires nationaux ou étrangers liés au projet. Arme qui leur permet ainsi d'appuyer leurs luttes juridiques face à une municipalité qui méconnaît leurs revendications territoriales et leurs prétentions à incarner une administration publique parallèle au nom d'une descendance indigène «muséographiée».

Plus encore, la continuité spatio-temporelle entre luttes indigènes et révolutionnaires, mise en scène par le musée, permet de reconnaître une collusion eth-

8. Le projet de micromusée comme d'autres projets agricoles ont fait l'objet de détournements de fonds ou de privatisation par les dirigeants des associations locales, responsables des projets. Ces gestions douteuses sont souvent dues à des pratiques de projets «mille feuilles» qui consistent à accumuler des fonds provenant de partenaires différents et à constituer un seul budget pour financer l'ensemble des activités de l'association, indépendamment des projets, ou pour compenser certains besoins de projets autres que celui auquel les fonds sont destinés.



nico-sandiniste inscrite au cœur des nouvelles positions construites par ces acteurs. Légitimité qui est alors l'occasion de remettre au goût du jour une polarisation politique entre sous-cultures sandiniste et libérale. Cette polarisation détermine un partage des interventions clientélistes de chaque institution suivant des critères géographiques et partisans. Sous couvert d'une opposition indigène/ladino et de sa construction comme synonyme d'une dichotomie sandiniste/libéral, ces acteurs reconduisent un schème de représentation ami/enne-mi, réinscrit au titre d'une confrontation entre mairie libérale et organisation ethnico-sandiniste. Conception guerrière qui se traduit par des pratiques de cooptation, de manipulation électorale, d'attaque juridique ou de démonstration de force par l'occupation des locaux de ces institutions. Mais qui s'exprime aussi dans des affrontements hautement symboliques, notamment au travers de l'organisation de matchs de football, au cours desquels les équipes de chaque organisation, à la fois représentant un quartier et rattachées à une figure partisane locale leur fournissant maillots et équipements, simulent l'ancrage de sous-cultures politiques, tout comme leur combat ami/ennemi. C'est dire si ces organisations se réclamant d'une société « civile » sont aussi des lieux de reconduction de pratiques politiques et d'identités partisans à la croisée du militantisme et du militarisme.

Le fait que ces organisations investies au lendemain des accords de paix soient peu structurées a en effet permis le réaménagement de schèmes de représentation communs aux symboliques militaires et militantes. Ainsi en est-il de la notion de « sacrifice », maintes fois revendiquée par ces dirigeants, qui réaffirment ainsi une vision holiste de l'engagement désintéressé, du don de soi patriotique et de priorité de « la cause » sur le bien-être personnel ou familial. Soulignant l'incertitude des rémunérations, la diminution des fonds de coopération et la précarité de leurs situations familiales, ceux-ci établissent une permanence entre leur engagement hier révolutionnaire, aujourd'hui humanitaire. Par ailleurs, les catégories humanitaires et développementistes sont largement empreintes d'une rhétorique et d'une praxis militaires. Les termes de « population cible », de « combat » ou « d'éradication » de la pauvreté côtoient ceux d'« interventions » et de « campagnes » menées par des « brigades » sur le mode des opérations militaires et des « dispositifs disciplinaires » analysés par Michel Foucault. Pratiques et symboliques qui se doublent d'expériences organisationnelles en vigueur pendant la guerre. Diagnostiques participatifs, constitution d'organisations communautaires, formation de promoteurs de santé communautaires sont réintroduits à partir des expériences de conscientisation et d'organisation des communautés ecclésiastiques de base ou des formations médicales offertes aux populations par les brigadistes et médecins du FMLN. Ce faisant, les ONG démontrent aussi la capacité à renouer avec d'anciennes expériences d'organisation des masses. Tel est le cas d'ex-combattants qui, depuis leurs asso-

ciations et universités, tentent d'impulser la construction de « pouvoirs populaires » ou la structuration de « mouvements populaires » comme des espaces de résistance au néolibéralisme. Pratiques qui s'accompagnent d'un travail de proximité avec des populations de démobilisés et débouchent, au nom de la « participation citoyenne », sur l'organisation de manifestations contre les privatisations et l'installation de mégaprojets miniers ou hydrauliques. Enfin, on observe une affinité entre les règles de fonctionnement de ces organisations et certaines pratiques guerrières. L'université nationale du Salvador est en ce sens un lieu de prédilection où les ex-combattants devenus professeurs peuvent s'exercer à diriger leurs élèves ou s'appuyer sur les syndicats étudiants afin d'asseoir leurs revendications. Démonstrations de forces et registres violents leur permettent ainsi de peser dans un système de négociation/transaction qui régit aussi bien l'élection d'autorités que la répartition des budgets ou l'admission de nouveaux professeurs et étudiants [Anderson, 1974]. Qu'ils soient créés de toutes pièces ou préexistants, les espaces investis au cours des stratégies de reconversion ont donc cette particularité de favoriser une reproduction de schèmes d'action et de représentation qui oscillent entre le militantisme politique et le militarisme. Cependant, et paradoxalement, ces pratiques et symboliques n'en subissent pas moins un ensemble d'altérations qui semblent aller dans le sens de l'adoption de référents civils et démocratiques.

### **... Et conversion démocratico-civile** **Désincorporation et apprentissage de la démocratie**

Certes la reconnaissance de droits ethniques par le régime sandiniste et les notions de justice ou de droits de l'homme brandies par les accords de paix salvadoriens ont représenté de nouvelles niches de mobilisation et de reconversion. Mais la reconduite de pratiques politiques au nom de la défense de droits à la santé, des droits des femmes, des populations ethniques ou des victimes de la guerre, n'en témoignent pas moins de l'appropriation d'une notion de « droits à avoir des droits » qui émerge au sortir des guerres centraméricaines [Bataillon, 2004]. Il est alors significatif de voir d'anciens membres du parti-État sandiniste, non seulement revendiquer des droits territoriaux au nom d'une reconnaissance légale de ceux-ci, mais plus encore insérer leurs luttes dans un cadre essentiellement juridique. Ainsi, les confrontations avec les autorités municipales s'expriment en dépôts de plaintes et recours devant les tribunaux. De même, les dirigeants ont octroyé des bourses à des jeunes et à des leaders communautaires afin qu'ils étudient le droit à l'université pour qu'ils puissent les appuyer ensuite dans leurs revendications. C'est dire si ces nouveaux dirigeants ethniques ont pris au sérieux l'idée de justice indépendante et d'efficacité juridique pour mener à bien leurs luttes partisans. Preuve aussi de leur participation à ce que Claude Lefort



nomme la « désintrinsication du droit et du pouvoir » à l'origine de l'expérience démocratique, par laquelle « le droit finit par représenter comme une extériorité ineffaçable face au pouvoir » [Lefort, 1981].

Cette adoption d'un référent démocratique se double alors de l'apprentissage de nouvelles pratiques politiques. Dans le cas de l'organisation indigène de Sébaco, les formes de concurrence et les prétentions des dirigeants à incarner une administration publique parallèle impliquent un alignement de leurs pratiques sur celles de la mairie. De même leur légitimité étant constamment remise en cause par le pouvoir municipal, celle-ci est étroitement liée à leur « bonne conduite » légale. Ce faisant, ils procèdent chaque année de nouvelles élections de la *junta directiva*, battant campagne et organisant des assemblées générales au cours desquelles les candidats en compétition débattent de la gestion des prédécesseurs et des projets à venir. Cette ouverture d'un espace public sur fond de critiques de corruption ou de clientélisme, ainsi que la rénovation permanente des directions participent de la remise en cause de principes hiérarchiques considérés comme naturels. Ces mêmes questionnements sont parfois impulsés par les bailleurs de fonds qui importent leurs exigences de transparence. Au Nicaragua comme au Salvador, plusieurs associations de développement privatisées ou connues pour leur gestion douteuse des fonds se sont ainsi vues exclues de l'exécution de projets. D'autres ont été obligées de convoquer une assemblée générale afin de mener des élections et de renouveler leurs directions jusqu'alors aux mains d'une famille ou personnalisées. Ces élections périodiques ou imposées procèdent alors d'un questionnement démocratique d'ordre préétabli et traditionnel et de l'émergence d'une représentation du pouvoir comme inappropriable ou, selon l'expression de Claude Lefort, comme un « lieu vide ».

Ce dernier processus est renforcé par la mise en scène d'une « désincorporation » des acteurs politico-militaires. Malgré leurs enchevêtrements avec une appartenance partisane, les nouvelles catégories d'identification véhiculées par les ONG (indigène, femme, etc.) n'en témoignent pas moins d'une démultiplication de référents autrefois absorbés et effacés par la catégorie exclusive du révolutionnaire. Au peuple-un et à l'ennemi du peuple, tous deux définis en termes partisans, se substituent de nouvelles distinctions qui transcendent le clivage ami/ennemi des affrontements armés. Elles permettent à ceux qui s'en réclament de redécouvrir des affinités de part et d'autre des camps auparavant polarisés. Ces redéfinitions constituent autant de brouillages des repères politiques et s'expriment par des fraternisations, autrefois contre nature, entre contras et sandinistes au sein des organisations indigènes ou entre mutilés des forces armées et de la guérilla au Salvador. De plus, la superposition de ces appartenances, comme sandiniste et indigène ou femme et combattante du FMLN, s'accompagne parfois de contradictions insurmontables. Ainsi tant la méconnaissance des problématiques ethniques par le pouvoir sandiniste que la relégation des femmes à des

rôles subalternes au sein de la guérilla du FMLN, obligent ceux qui se réclament de ces doubles appartenances à émettre des critiques et à marquer des distances vis-à-vis de leurs anciennes structures et idéologies politico-militaires.

Ces formes de désincorporation sont autant de signes de l'ouverture d'espaces publics comme de l'adhésion à de nouveaux référents démocratiques. En ce sens, les organisations investies deviennent à leur tour des espaces de conversion démocratique. Si ces transformations individuelles procèdent en partie de dynamiques organisationnelles, elles se voient renforcées par les agissements mêmes de leurs dirigeants. Ces derniers participent alors de leur propre reconversion civile et militante tout en inventant un espace social au nom duquel redéfinir leur nouveau rôle.

### L'invention du civil

ONG et associations deviennent en ce sens des espaces de production d'une nouvelle identité civile. Ainsi, sous couvert du travail de « mémoire historique », plusieurs associations se sont dotées d'une ligne éditoriale afin de publier témoignages, autobiographies ou récits de massacres. Dans le sillage de la Commission de la Vérité établie par l'ONU, ces publications, souvent écrites par ses propres dirigeants ou affiliés, contribuent non seulement à donner une version officielle de la guerre vécue ou à désigner les responsabilités des deux camps, mais également à marquer une césure temporelle avec un contexte de guerre désormais révolu. Leurs auteurs n'hésitent pas à mentionner les « erreurs » commises par la guérilla, ainsi que leurs points de vue « distanciés » des événements troubles qui entourent les exécutions sommaires, les assassinats internes, la mort d'otages ou la négociation de leurs cadavres. Confessions qui sont par là même renvoyées au registre du passé et contribuent à mettre en scène tant la désincorporation que la réinsertion civile de leurs auteurs mêmes.

En retour, ces nouvelles lectures des contextes de guerre produisent un espace social au sein duquel réinscrire leurs reconversions. L'invention d'une société civile est amplement redevable de l'imposition d'une nouvelle catégorie de « populations otages » et de « populations victimes » par les organismes internationaux [Bataillon, 1993b]. À leur tour, les anciens acteurs politico-militaires n'hésiteront pas à user de cette image en définissant les objectifs de leurs associations en termes d'assistance aux victimes de la guerre ou de la répression. Au travers de ces catégories les acteurs non armés se voient peu à peu déliés des affrontements et assignés à une catégorie-tiers de population prise entre deux feux. Ainsi, au Salvador, plusieurs ONG, dont le musée de la Parole et de l'Image (MUPI), fondé par un des responsables de *Radio Venceremos* liée à l'Armée Révolutionnaire du Peuple, se proposeront de construire un monument aux victimes « civiles » de la guerre. Ce panthéon, inauguré dans un parc de San Salvador, juxtapose les noms de guérilleros, syndicalistes, religieux, de leurs familles et d'une multitude d'ano-



nymes tombés sous les feux croisés ou exhumés des charniers. Lieux de mémoire qui symbolisent l'existence d'une population civile à la fois désignée comme victime et confondue dans l'innocence par une distance prétendue avec les corps armés. Le caractère massif du monument n'en cherche pas moins à mettre en scène la barbarie et la répression aveugle de l'appareil d'État, des militaires et des escadrons de la mort. Tout comme la UCA commémore chaque année l'assassinat de ses prêtres jésuites, élevés au rang de martyres du Salvador et de victimes de la déraison militaire. Ou encore ces mêmes guérilleros qui forment des associations de recherche des disparus ou d'assistance psychologique aux combattants et à leurs familles, faisant de ceux-ci les victimes des traumatismes causés par leur propre geste. C'est dire si ces organisations participent de l'invention d'une « société civile » par l'assignation de catégories de victimes et la symbolisation de populations désincorporées. Elles proposent ainsi une relecture des événements largement étrangère au clivage guerrier dominant le contexte des affrontements armés. Cette « redécouverte » d'une société civile n'a pas pour seul but de donner un sens à une désincorporation du social liée à l'émergence d'une expérience démocratique. Elle s'inscrit tout autant dans la nécessité de construire de toutes pièces l'espace au sein duquel ces anciens guérilleros entendent mener leurs reconversions ainsi que leurs remobilisations. Bricolages qui s'expriment également dans l'insistance du MUPI à conscientiser les populations indigènes du Salvador sur les massacres dont elles ont été victimes en 1932 et à les accompagner dans leurs revendications de droits particuliers. Cette conception renvoie à celles produites par les organisations indigènes de Matagalpa, puisque la catégorie d'indigène devient l'expression d'une population bafouée, victime de la répression sous la dynastie des Somoza et de sa négation par les sandinistes. Secteur qui, présenté ainsi, symbolise la persistance d'une société civile au-delà de son invisibilité et permet, ce faisant, de mettre en scène sa « résurrection » par le truchement d'organisations en charge de sa revivification.

### Un nouveau rôle d'expert militant de la pauvreté

Forts d'un secteur au nom duquel légitimer leur nouvelle position, les acteurs reconvertis s'aménagent alors un rôle d'expert militant de la pauvreté. Symboliques politico-militaires, civiles, démocratiques et professionnelles s'imbriquent pour donner substance à ce nouveau protagoniste militant. Celui-ci se fonde d'abord sur la valorisation d'un passé révolutionnaire et de ses reformulations contemporaines. Les « convertis » évoquent, non sans euphémisme, les duretés de la clandestinité, les conditions de manque éprouvées par la guérilla ou les rationnements au plus fort de la guerre civile nicaraguayenne. Le contact avec le « peuple » – paysans des montagnes salvadoriennes ou nicaraguayennes et indigènes de la côte atlantique – est remémoré sur un ton nostalgique. D'autres racontent aisément des anecdotes de la vie quotidienne en temps de guerre, tout

en soulignant d'une manière paternaliste les tâches, tantôt ingrates, tantôt burlesques, qui leur incombaient au moment de démêler des histoires amoureuses ou d'annoncer la mort au combat d'un fils ou d'un époux. Enfin, il n'est pas rare d'entendre parler des bombardements aveugles, des embuscades et de la perte des compagnons d'armes, tout comme de se voir montrer les blessures de guerre, qui sont autant de témoignages des souffrances vues et vécues. La mise en scène d'une proximité avec les exclus, d'un « vécu » de la pauvreté et de la souffrance, donne alors une épaisseur historique à ce rôle d'expert de la pauvreté. Consistance renforcée par la valorisation du témoignage et de la connaissance acquise au contact du « terrain » et des pratiques d'organisation communautaire.

Cette prétention à l'expertise s'appuie, de plus, sur la fréquentation d'un monde scientifique. Plusieurs des guérilleros salvadoriens rencontrés cumulent des postes de professeur, de recteur et vice-recteur d'universités ou de consultants pour des fondations, des ONG et des *think tanks*. Ces positions d'intellectuels sont rendues visibles par une série d'activités à la fois militantes et scientifiques sur les problèmes sociaux et la réalité nationale (publications, séminaires, conférences, interventions radiodiffusées ou télévisées). Pour la plupart diplômés de médecine, de droit, de sciences sociales ou de l'éducation, ils nourrissent leurs réflexions d'expériences d'observateurs engagés, privilégiant les démarches proches de l'intervention sociologique ou d'une recherche d'action participative qui leur permet de se présenter comme autant de « scientifiques sociaux ». Ils affirment enfin leur position de connaisseurs des « questions sociales » par la ramification d'un réseau international de scientifiques engagés, au travers de co-publications, d'ouvrages collectifs ou d'invitations de professeurs étrangers.

Ces compétences sont aussi enrichies par l'adoption d'un langage dominant résultant de la professionnalisation de leurs organisations. En effet, la formulation de projets requiert une connaissance approfondie des statistiques du PNUD ou de l'UNICEF, des problématiques sanitaires, de genre, de violence et des impératifs agricoles ou écologiques. Ils se dotent ainsi d'une connaissance des problèmes nationaux, des agendas régionaux et des réformes nationales. Compétence qui fait également appel à l'emploi de termes techniques, à l'usage des chiffres et d'un « jargon » politico-économique qui leur servent tant pour la captation de fonds que pour asseoir leur nouveau rôle d'expert des problèmes de développement. Ces formes de professionnalisation sont malgré tout créatrices de contradictions entre, d'une part, des dirigeants s'appuyant sur un passé militant et de jeunes entrants diplômés mais faisant preuve d'un « engagement distancié » et, d'autre part, entre le maintien personnel d'une idéologie révolutionnaire et les distances qu'impliquent tant ce regard professionnel que l'idéologie néolibérale véhiculée par les catégories humanitaires ou développementistes.

Pourtant, à partir de ce statut ambivalent d'expert militant, nos acteurs se fraient de nouveaux sentiers vers le champ politique. De fait, plusieurs des diri-



geants rencontrés cumulent des positions de député, maire, conseiller parlementaire, analyste politique ou idéologue d'un courant révolutionnaire. Au Salvador, un de mes enquêtés, ancien médecin de la guérilla reconverti par la suite en président d'une ONG de santé, s'est vu promu à l'Assemblée nationale en tant que conseiller parlementaire sur la réforme du système de santé. D'autres, ex-combattants convertis en professeurs d'université, cumulent des fonctions de consultant auprès de fondations et de municipalités du FMLN ou se voient sollicités pour prendre part à des débats télévisés sur l'actualité politique. Certains, enfin, s'emparent de leur nouvelle position d'« intellectuel engagé », distancié des structures proprement partisans, pour théoriser et accompagner un mouvement populaire. Poste depuis lequel ils contribuent à une critique des dérives systémiques du FMLN ou s'emploient à réanimer une tendance révolutionnaire en tant qu'idéologues « non corrompus par le pouvoir ». Au Nicaragua, organisations indigènes et associations sont tout autant des voies d'accès à des postes de maires et de conseillers municipaux, les capacités de ceux qui les investissent pour réarticuler des liens de dépendance politique et capter les ressources de leurs réseaux internationaux étant reconnues. C'est dire si l'ouverture de ces opportunités politiques est liée aux ambivalences qui traversent les trajectoires des reconversions militantes observées. Ces remobilisations ambiguës, tiraillées entre la reconversion de schèmes politico-militaires et l'adoption de référents démocratiques, semblent alors se prêter à l'exercice des catégories et positions politiques des nouvelles démocraties salvadoriennes et nicaraguayennes.

## Conclusion

Si ces reconversions militantes semblent particulièrement propices au repositionnement politique, il convient alors de nous demander dans quelle mesure les espaces qui les accueillent sont eux-mêmes pris dans des contradictions similaires entre reconduction du passé et ruptures du présent. En ce sens, les brouillages des repères politiques qui ont traversé les dernières campagnes électorales du Front Sandiniste et du FMLN permettent d'apporter matière à réflexion. Le retour des révolutionnaires d'hier sur le devant des scènes politiques nicaraguayenne et salvadorienne s'est alors accompagné d'une manipulation de ce double registre temporel. Alors que la campagne présidentielle de Daniel Ortega avait multiplié les signes de rupture avec le passé, son installation au pouvoir depuis 2006 a correspondu à la remise au goût du jour d'une rhétorique révolutionnaire des anciens symboles du triomphe sandiniste, tout comme de pratiques pour le moins verticales et autoritaires. De même au Salvador, la première victoire du FMLN aux élections présidentielles, dix-sept ans après sa réinsertion politique, a reposé sur la double candidature d'un *outsider* du parti, Mauricio Funes, journaliste indépendant au ton social-démocrate, et de Salvador Sanchez Ceren, ancien

commandant guérillero et *leader* des Forces Populaires de Libération, proche d'une ligne «chaviste» et cubaine. La campagne s'est alors déroulée sur fond de tensions entre orientations idéologiques et pragmatiques du parti ou entre appels à un militantisme issu de la guérilla et séduction d'un nouvel électorat. Il semble que ces effets de brouillage, nés des tensions entre militantisme idéologique et professionnalisme pragmatique, puissent aujourd'hui représenter un créneau porteur d'une nouvelle légitimité politique. Si ces ambiguïtés traversent aussi bien des reconversions individuelles que des trajectoires organisationnelles, si elles se retrouvent au cœur d'organisations se réclamant de la «société civile» comme de la société politique, ne devrait-on finalement y questionner, non le reflet d'un état de transition, mais plutôt une mise en forme «schizophrénique» du politique dans ce qu'il convient de nommer les nouvelles démocraties centra-méricaines?

## BIBLIOGRAPHIE

- **ANDERSON Charles W.**, *Cambio político y económico en América Latina (1967)*, México, Fondo de Cultura Económica, 1974.
- **BATAILLON Gilles**, « Democratizaciones o revoluciones democráticas : América Latina (1978-2004) », *ISTOR*, 2004, p. 81-107.
- **BATAILLON Gilles**, « Contrás et reContrás nicaraguayens (1982-1993) : réflexions sur l'action armée et la constitution d'acteurs politico-militaires », *Cultures & Conflits*, n° 12, 1993a, p. 63-103.
- **BATAILLON Gilles**, « L'action humanitaire des ONG françaises en Amérique Centrale : entre bureaucratie humanitariste et nouvelle vision de l'humanité », *Cultures & Conflits*, n° 11, 1993b, p. 65-76.
- **BOURDIEU Pierre**, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, 1978, p. 2-22.
- **CHILD Jack**, *The Central American Peace Process, 1983-1991, Sheathing Swords, Building Confidence*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner, 1992.
- **COLLOVALD Annie**, « Le militantisme humanitaire : la sollicitude dans la mise à distance », *Nouveaux regards*, n° 27, oct.-déc. 2004, p. 1-6.
- **COLLOVALD Annie**, « De la défense des "pauvres nécessiteux" à l'humanitaire expert : Reconversion et métamorphoses d'une cause politique », *Politix*, n° 56, 2001, p. 135-161.
- **GARIBAY David**, « Del conflicto interno a la polarización electoral : diez años de elecciones en El Salvador (1994-2004) », *Revue Trace*, núm. 48, México, 2005, p. 30-45.
- **GARIBAY David**, *Des armes aux urnes – Processus de paix et réinsertion politique des anciennes guérillas en Colombie et au Salvador*, thèse de doctorat en science politique, Guy Hermet (dir.), Institut d'études politiques de Paris, 2003.
- **HOFFMANN Odile**, « Le flux et reflux des catégories identitaires : une lecture des politiques foncières au Mexique et en Colombie », in **Marie-France PREVOT SCHAPIRA** et **Hélène RIVIÈRE D'ARC** (dir.), *Les territoires de l'État-nation en Amérique latine : à Claude Bataillon*, Paris, IHEAL, 2001.



LA RECONVERSION MILITANTE DES ACTEURS POLITICO-MILITAIRES : UNE REMOBILISATION AMBIGUË AU LENDEMAIN DES GUERRES INTERNES (NICARAGUA-SALVADOR)

- **LEFORT Claude**, *L'Invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981.
- **MARTI I PUIG Salvador**, « Nicaragua : la difícil construcción de un estado nacional », in **Alain MUSSET, Joël DELHOM** (dir.), *Nicaragua : dans l'œil du cyclone*, Paris, IHEAL, 2000.
- **PÉCAUT Daniel**, « La question de la démocratie », in **Claude BATAILLON** (dir.), *Quel avenir pour la démocratie en Amérique latine ?*, Paris, éd. du CNRS, 1989.
- **PRIGENT Alain**, *Mouvement coopératif, réforme agraire et révolution au Nicaragua*, Paris, ERSPI-CNRS, 1987.
- **RODRIGUEZ Marcos**, « Costos y retrasos de la reinsertión para la paz », *Serie Alternativas para el Desarrollo*, n° 27, San Salvador, Fundación del Desarrollo de El Salvador, 1995.
- **SANTANA Roberto**, « Enjeux de l'espace et pouvoir sandiniste », in **Pierre VAYSSIERE** (dir.), *Les contradictions du sandinisme*, Paris, Presses du CNRS, 1988.
- **SPENCER Denise**, *Demobilization and Reintegration in Central America*, paper 08, February, BICC, 1997.
- **STANLEY William, CALL C.T.**, « Building a New Civilian Police Force in El Salvador », in **Krishna KUMAR** (dir.), *Rebuilding Societies after Civil War : Critical Roles for International Assistance*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner, 1997, p. 107-135.
- **STEIN Barry N.**, « Reintegrating Returning Refugees in Central America », in **Krishna KUMAR** (dir.), *Rebuilding Societies after Civil War*, op. cit., 1997, p. 155-181.
- **TISSOT Sylvie, GAUBERT Christophe, LECHIE Marie-Hélène** (dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005.

## RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Au début des années 1990, la chute du régime sandiniste au Nicaragua et la ratification des accords de paix salvadoriens mettent fin à plusieurs décennies de guerres internes. L'heure est alors aux démobilisations et à la réinsertion des acteurs politico-militaires. Hier guérilleros révolutionnaires du FMLN ou cadres du parti-État sandiniste, nombreux sont ceux qui aujourd'hui se retrouvent à la tête d'ONG de développement, d'associations humanitaires ou encore de mouvements indigènes. Leurs trajectoires sont alors représentatives de « remobilisations » ambiguës, à mi-chemin entre reconversion de schèmes politico-militaires et conversion démocratique. Il convient donc de nous demander quels rôles ont joués ces organisations dans la reconversion des acteurs armés et la reconfiguration de leurs pratiques politiques au lendemain des affrontements armés au Salvador et au Nicaragua ?

A principios de los años 1990, la derrota electoral de los sandinistas en Nicaragua, así como la firma de los acuerdos de paz en El Salvador ponen fin a más de una década de guerras intestinas. Estos acontecimientos desembocan en la desmovilización y la reinsertión de los actores político-militares. Ayer guerrilleros revolucionarios del FMLN o cuadros del partido-Estado sandinista, un sin número de estos se encuentran hoy encabezando varias ONG de desarrollo, asociaciones humanitarias o movimientos indígenas. Sus trayectorias reflejan entonces unas « remobilizaciones » ambiguas, insertadas entre la reconversión de esquemas político-militares y una conversión democrática. En este sentido debemos cuestionar el papel de estas organizaciones en la reconversión de los actores armados y la reconfiguración de sus prácticas políticas después de los enfrentamientos armados en El Salvador y Nicaragua.

In the early 90s, the fall of the Sandinist regime in Nicaragua and the drafting of the peace agreements in Salvador put an

end to decades of internal wars. It was the time for demobilization and reintegration of politico-military players. Many former FMLN revolutionary guerillas or officers of Sandino's state party are now at the head of development NGOs, humanitarian organizations or even indigenous movements. Their trajectories are representatives of ambiguous "remobilizations" that

are inserted between the reconversion of politico-military visions and a democratic conversion. This leads us to wonder which role have played those organizations in the reconversion of the armed players and in the reconfiguration of their political practices after the end of the Salvadorian and Nicaraguan armed conflicts ?

### **MOTS CLÉS**

- reconversion
- acteurs politico-militaires
- humanitaire
- Amérique centrale

### **PALABRAS CLAVES**

- reconversión
- actores político-militares
- humanitario
- América Central

### **KEYWORDS**

- reconversion
- politico-military players
- humanitarian sector
- Central America

Karen Bähr Caballero\*

# De la politique sociale à la lutte contre la pauvreté au Honduras : rétrécissement des concepts de « développement » et de « démocratie » dans un contexte de globalisation<sup>1</sup>

## Introduction

S'appuyant sur une étude de cas au Honduras, cet article vise à analyser la transformation de l'intervention sociale publique, opérée à la suite de la mise en œuvre des politiques d'ajustement des années 1990, pour donner place aux politiques actuelles en termes de réduction de la pauvreté. Le propos s'inscrit dans une réflexion plus large, celle de la critique du discours dominant sur le développement et de sa version la plus récente, qui préconise de réguler certains aspects du marché et de soulager l'impact social des politiques néo-libérales.

\* Institut d'études du développement, Université catholique de Louvain.

1. Cet article est issu d'une partie de ma thèse de doctorat portant sur les stratégies des femmes paysannes dans les processus de développement local, en cours à l'Institut d'études du développement, à l'université catholique de Louvain, sous la direction du professeur Jean-Philippe Peemans. Je remercie Claire Poinas pour la lecture et la correction de ce texte ainsi que pour la pertinence de ses commentaires. Les erreurs et omissions qui pourraient subsister demeurent évidemment de ma seule responsabilité.

L'analyse de l'étude de cas s'appuie sur le cadre théorique développé par Karl Polanyi [1944, 1977] et sur son actualisation par un certain nombre d'auteurs, des deux côtés de l'Atlantique<sup>2</sup>. Les concepts de Polanyi de «double mouvement» et d'«encastrement/inclusion» sont particulièrement éclairants pour l'analyse de l'État social. L'encastrement désigne le rôle structurant des déterminants sociaux et politiques dans le support institutionnel de l'économie au sens large<sup>3</sup>. Le «double mouvement» caractérise l'évolution historique des économies de marché: d'un côté, les périodes où les acteurs dominants ont bénéficié d'un rapport de forces favorable au projet de marché autorégulé et, de l'autre, les périodes où ils ont été obligés de composer avec des acteurs sociaux et de mettre en place des mesures visant à protéger la vie sociale de l'impact déstructurant du projet de marché. Pour Polanyi, ce qui différencie une période de l'autre c'est avant tout le type d'équilibre du système économique, atteint soit par la prééminence de l'échange marchand, soit par la redistribution et la réciprocité<sup>4</sup>. Dans le premier cas, l'économie tend à s'autonomiser des autres sphères de la vie sociale, tandis que dans le second cas, elle tend à s'inclure dans le social et le politique.

Le contre-mouvement a été perçu comme résultat de l'action des acteurs sociaux dans un contexte historique favorable [Craig and Porter, 2006]. Sans nier la pertinence de cette hypothèse, cet article vise à complexifier l'analyse du contre-mouvement polanyien en montrant que, dans certains cas, les élites peuvent s'inscrire dans des relations de réciprocité asymétrique ou verticale afin de servir leurs intérêts dans un contexte très concurrentiel. Il est certain qu'au Honduras, les élites sont capables de mobiliser indistinctement l'intégration par le marché ou l'intégration par la réciprocité asymétrique pour défendre leurs intérêts économiques. Ce qui a un impact sur le degré d'appropriation du modèle de développement dominant, impulsé depuis les institutions internationales

2. Le numéro 38 de la revue *Interventions économiques* dédiée au renouveau de la pensée de Karl Polanyi rassemble des articles des auteurs représentatifs de ce renouveau (disponible en ligne [http://www.teluq.quebec.ca/pls/inteco/ric.entree?vno\\_revue=1&vno\\_numero=55](http://www.teluq.quebec.ca/pls/inteco/ric.entree?vno_revue=1&vno_numero=55)).

3. Pour Polanyi, la définition substantive de l'économie suppose une structure institutionnelle qui permet aux humains de survivre grâce à leurs relations avec d'autres êtres humains et avec leur environnement naturel. Cette définition est plus large que celle de l'économie formelle, qui se centre sur les choix à faire en relation avec les besoins dans un contexte de pénurie de ressources.

4. Selon le modèle dominant, l'échange marchand est le seul mode d'intégration capable de garantir le progrès et le développement. Ce que Polanyi [1944] questionne en proposant, *a contrario*, une pluralité de formes de production et de répartition. Il identifie ainsi au moins trois formes d'intégration: le marché, la redistribution et la réciprocité. L'échange marchand a comme mobile principal le gain individuel, avec ses paramètres tels que l'offre et la demande, le principe de concurrence et la notion d'*homo economicus*. Sa prétention de paradigme totalisateur le place à l'origine de tous les faits sociaux. La redistribution désigne, elle, le phénomène par lequel «un chef» se voit affecter une partie de la production et la redistribue ensuite entre les membres de la communauté. Finalement, la réciprocité peut être la base d'un système complet et institutionnalisé d'échanges économiques. Il s'agit d'une dynamique de don/contre-don, qui n'intervient pas nécessairement entre les mêmes individus, mais par laquelle chacun est l'obligé des autres.



(ajustement structurel) ainsi que sur les conditions de mise en place du processus de démocratisation.

Seront abordées en premier les principales caractéristiques du nouveau modèle de développement, incluant un changement de nature de l'intervention sociale de l'État. Sera esquissée ensuite une réflexion sur la relation entre cette évolution et le processus de démocratisation entamé dans le pays dans les années 1980. Enfin, une troisième partie présentera les principales conclusions.

## **Un État ciblé ... et mieux adapté à la croissance économique**

Avec la mise en œuvre des politiques de restructuration économique au début des années 1990, la société hondurienne expérimente la mise en place d'un nouvel équilibre plus favorable au marché. Une décennie plus tard, l'épuisement du modèle et le mécontentement social croissant favorisent le consensus entre l'élite économique et un secteur de la classe moyenne sur la nécessité de soulager la pauvreté et d'offrir une nouvelle légitimité à «l'ajustement» [Bähr Caballero, 2008]. Ces conditions internes ont entraîné l'adoption de la «Stratégie de Réduction de la Pauvreté» (SRP), sur les bases d'une approche élaborée et proposée par les instances internationales.

Approuvé par le président de la République au Conseil des ministres le 20 août 2001, le document final de la SRP représente l'engagement à réduire les niveaux de pauvreté sur la base d'une croissance économique accélérée, équitable et durable à l'horizon de l'année 2015. Cet objectif est poursuivi grâce à un programme en six volets : augmentation de la croissance économique ; diminution de la pauvreté urbaine ; investissement dans le capital humain ; renforcement de la protection sociale pour les groupes les plus vulnérables ; inscription de la SRP comme politique d'État.

Le cadre de référence de la SRP hondurienne est la croissance «pro-pauvre»<sup>5</sup>. Celle-ci est le plus souvent comprise au Honduras comme un synonyme de croissance tout court, comme l'introduction de solutions de marché dans le cadre de la lutte contre la pauvreté ou encore comme une croissance économique basée sur la main-d'œuvre pauvre bon marché [Cuesta, 2004].

En accord avec cette philosophie, le Document de la SRP/Honduras identifie comme principales causes de la pauvreté : la faible croissance économique, la pression démographique sur les ressources naturelles, la non-participation des pauvres, la détérioration des valeurs culturelles et les faiblesses des gouverne-

5. Deux définitions de ce concept dominant le débat international : pour la première, la croissance économique est favorable aux pauvres quand elle est accompagnée de dispositions redistributives. Pour la deuxième, la croissance est pro-pauvre quand elle bénéficie aux plus pauvres en termes absolus, indépendamment du type de distribution affectée aux autres catégories de la population [Cuesta, 2004].

ments locaux [República de Honduras, 2001]. L'effort vise à remédier à l'inefficacité de l'État et à redresser la performance sociale déficiente en améliorant la qualité et la couverture des services, principalement pour les plus pauvres [República de Honduras, 2001]. On postule que les mécanismes du marché augmenteraient l'efficacité de l'économie, générant de nouvelles opportunités et contribuant à réduire la pauvreté [Gobierno de Honduras, 2004].

Formulée avec le concours important de la coopération internationale, la SRP mobilise les ressources nécessaires grâce à l'*Initiative en faveur des pays pauvres très endettés*<sup>6</sup> et à d'autres programmes de réduction de la dette. Or, parmi les conditions pour accéder à ces programmes se trouvent, entre autres, le maintien des réformes structurelles dans le cadre de l'accord sur l'*Aide pour la croissance et la réduction de la pauvreté*<sup>7</sup> passé avec le FMI, ainsi que le renforcement de l'approche en termes d'intervention ciblée [Secretaría de la Presidencia, 2003]. Cette dernière approche a été introduite en Amérique latine avec le soutien des instances financières internationales qui voient dans la concentration le moyen d'augmenter l'efficacité et l'efficience des programmes de lutte contre la pauvreté. Selon Paes de Barro et de Carvalho [2004] le modèle de focalisation privilégié est celui qui concentre la provision de services sociaux dans les groupes les plus nécessiteux, tout en promouvant une réduction de l'intervention universelle garantissant à l'ensemble de la population l'accès aux biens sociaux. Toujours selon ces auteurs, une intervention ciblée se caractérise par :

a) La quête d'efficience dans les interventions sociales et d'efficacité dans la lutte contre la pauvreté. L'efficience renvoie au fait que, avec une quantité de ressources limitées, il n'est pas possible d'élargir la couverture des services sociaux sans une dimi-

6. Mieux connue sous les sigles HIPC – *Heavily Indebted Poor Countries* – cette initiative est un programme du FMI, établi en 1996, afin d'amener la dette externe des pays pauvres à des niveaux acceptables et soutenables, c'est-à-dire afin de réduire la proportion du revenu national utilisée pour honorer les services de la dette (intérêts et capital). En théorie, pour qualifier à la HIPC, un pays doit : 1) être endetté pour au moins 150% de la valeur de ses exportations; 2) adopter des programmes d'ajustement et de réforme macroéconomique (ouverture de l'économie, réduction de la dépense publique, etc.) ; 3) les appliquer pendant une période suffisamment longue. En 1999, l'initiative HIPC2, connue aussi comme HIPC élargie, conditionne l'aide à l'adoption d'une Stratégie de réduction de la pauvreté censée garantir que les fonds libérés du service de la dette seront utilisés pour soulager la pauvreté.

7. La *Poverty Reduction Growth Facility* – PRGF – créée en 1999 par le FMI afin de placer les objectifs de lutte contre la pauvreté et de promotion de la croissance au centre des opérations de prêts dans les pays membres les plus pauvres. La justification de ce programme suit l'idée selon laquelle la croissance économique peut favoriser l'augmentation des dépenses publiques en faveur des plus pauvres « sans compromettre la viabilité macroéconomique et de la dette » [FMI, 2007]. Les prêts au titre de la PRGF sont assortis d'un taux d'intérêt annuel de 0,5% et sont remboursables sur dix ans par paiements semestriels dont le premier a lieu 5 ans et demi après le décaissement du prêt. Établis sur la base des SRP, les programmes qui sont retenus sont examinés respectivement par les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale, qui s'en servent comme référence pour leurs prêts concessionnels et les allègements de dette au titre de leur HIPC. En août 2007, 78 pays à faible revenu étaient admissibles à la FRPC [FMI, 2007].



nution de la qualité du service. Une politique est donc efficace si le volume de ressources disponibles est converti en un maximum de bénéficiaires pour la population. L'efficacité est le pouvoir de la politique sociale de transformer la vie des bénéficiaires, offrant aux familles pauvres l'opportunité ou les ressources qui leur sont nécessaires pour sortir de la pauvreté.

b) L'approche ciblée ne questionne pas l'actuelle distribution de ressources, puisqu'«un programme n'a pas besoin de compter avec beaucoup de ressources pour induire les transformations recherchées» dans la mesure où, dans une société de marché, les résultats sont poursuivis par le biais de l'altération des assignations des agents (capital social et humain).

c) La concentration est consubstantielle à la privatisation de l'offre de biens sociaux, dans la mesure où elle permet d'éviter l'effet *crowding out*, c'est-à-dire où elle garantit que la majorité de la population accède aux services sociaux à travers le marché, en s'assurant que seuls les plus démunis auront un accès gratuit grâce à l'État.

d) Focaliser n'implique pas seulement de cibler les bénéficiaires, mais aussi de cibler le type d'intervention (besoins fondamentaux, infrastructure de base, etc.).

e) La focalisation ne se traduit pas nécessairement par une diminution des dépenses sociales, elle implique plutôt une réorganisation des ressources disponibles. Au Honduras, les politiques sociales financées avec les ressources libérées de la dette et provenant de la coopération internationale ont favorisé le passage d'une logique par projets à une logique par programmes. Le financement, destiné auparavant aux programmes des ONG, est maintenant dirigé vers des entités hybrides, telles que le Fond hondurien d'investissement social – FHIS –, et le Programme de réassignation familiale – PRAF –. Néanmoins, il est important de signaler qu'une partie de ses ressources continuent à être gérées de façon ciblée par les ONG, mais comptabilisées désormais en tant que dépenses publiques.

Comme résultat de l'approche ciblée, 80 municipalités rurales ayant les indices de pauvreté les plus élevés et sept municipalités urbaines ayant le nombre le plus élevé de pauvres ont été l'objet d'interventions en 2003 [Secretaría de la Presidencia, 2003]. À partir de 2006, le Programme *Red Solidaria* intervient en matière d'éducation, santé, infrastructure sociale et productive et transferts monétaires pour 200 000 familles en situation d'extrême pauvreté<sup>8</sup>.

Outre le principe d'interventions ciblées, la bonne gouvernance et la participation de la population font partie des lignes principales dégagées par la SRP hondurienne.

Depuis les années 1990, les thèmes de la réforme de l'État, de la décentralisation, de la consolidation de la société civile, de la démocratie et de la promo-

8. Lors de l'administration Zelaya (2006-2009), les municipalités ont vu leur rôle accru dans l'exécution des ressources de la SRP ce qui, selon les observateurs locaux, a contribué à accentuer la politisation de leur allocation [FOSDEH, 2007].

tion du marché se voient réunis dans le discours dominant sur le développement, notamment à travers le concept de gouvernance [Peemans, 2008]. Cette articulation met en exergue le rôle central de la croissance économique et se veut fonctionnelle quant à la viabilité et à la performance des économies locales en vue de leur intégration à l'économie globalisée.

La bonne gouvernance comprend l'ensemble de lignes de conduite que doivent adopter les États en matière de changements organisationnels pour rendre compatibles les rapports entre le marché et la société civile aux niveaux local, régional et mondial. L'agenda de la bonne gouvernance converge avec celle de la réduction de la pauvreté sur deux aspects essentiels : le premier est le projet d'une conception, plus restreinte, de l'intervention sociale et le deuxième est une interprétation du rôle de l'État qui le rend compatible avec la participation des pauvres aux efforts pour sortir de la pauvreté [Baden, 2000].

Au cœur du discours sur la bonne gouvernance, les politiques de décentralisation s'alignent sur cette redéfinition de l'État. Bénéficiant du support technique et financier des institutions internationales, le programme de décentralisation a été mis en place au Honduras à partir des années 1990<sup>9</sup>. Il cherche à redresser la déficience de certaines fonctions, prises en charge par le secteur public alors qu'elles sont considérées comme propres au secteur privé [República de Honduras, 2001]. Les dispositifs de la décentralisation, en synergie avec la modernisation de l'État, correspondent à l'approche ciblée. En effet, la modernisation administrative permet aux municipalités de s'inscrire sur une ligne de qualité et d'efficacité économique, tandis que le transfert de compétences administratives, politiques et économiques vers le niveau local est censé augmenter l'efficacité de la lutte contre la pauvreté. Les municipalités identifient mieux les priorités de la population et accompagnent mieux les processus de déconcentration et de privatisation concomitants à la décentralisation [Chávez Borjas, 2003]. La participation quant à elle, devient un principe directeur dans la planification du développement local, tout en demeurant un mécanisme d'intégration économique de la population dans un contexte d'économie de marché [Laurent et Peemans, 1998]<sup>10</sup>.

L'analyse des lignes directrices de la SRP permet de conclure que cette stra-

9. En 1996, le Programme de réforme de l'administration publique, coordonné par la Commission présidentielle pour la modernisation de l'État, a été mis en œuvre avec l'objectif de promouvoir la réorganisation de l'Administration publique et le processus de décentralisation. Deux ans après, en 1998, est approuvé le Plan d'action du programme de décentralisation et développement municipal envisageant la gestion de l'éducation et des services de santé par les municipalités.

10. Au niveau municipal, la Loi des municipalités désigne deux instances pour assurer la participation de la population dans la planification du développement local : Le CODEM's Conseil de développement municipal est composé d'un certain nombre de représentants des « forces vives » de la communauté, nommés par la corporation municipale et remplissant une fonction de conseillers. Les *cabildos abiertos* sont des sessions convoquées par le Maire et ayant lieu cinq fois par an auxquelles la population peut participer de façon directe.



tégie a été un axe de convergence de deux traits distinctifs de l'évolution expérimentée par l'État hondurien depuis les années 1990 : d'une part, le renforcement du rôle régulateur du marché et la prééminence de la croissance économique et, d'autre part, l'introduction d'une nouvelle modalité d'intervention sociale publique correspondant à un réaménagement de l'appareil public sous le signe de la modernisation administrative.

Néanmoins, tout comme la restructuration économique, la modernisation de l'État a été fort problématique. La centralisation, la faible croissance économique, le manque d'efficacité des institutions et la corruption des agents publics ont été signalés par les institutions financières internationales comme les principaux obstacles à sa réalisation. Il est évident que ces obstacles empêchent le pays de profiter pleinement des occasions offertes par le libre marché [USAID/ARD, 2003].

D'autres auteurs critiquent le modèle dans son ensemble par son biais économiciste. Pour le cas hondurien, José Cuesta [2006] par exemple, analyse la SRP en appliquant une approche en termes d'« espace politique ». Suivant Sam Hickey, l'auteur place au cœur de son analyse le contexte historique et géographique donné ainsi que les conflits entre les différents acteurs. L'accent est mis sur les questions de représentation, d'inclusion, de diffusion de l'information, des intérêts antagonistes et des degrés d'influence de chaque acteur social. L'auteur en arrive à la conclusion que si la SRP vise la consolidation des espaces de participation pour la société civile hondurienne, cette participation ne s'est pas traduite par l'ouverture d'espaces politiques réels. Diverses raisons peuvent être avancées pour expliquer ce fait : le manque de représentativité de la société civile ; la faible répercussion de la participation citoyenne dans la définition des parties clés du programme de réduction de la pauvreté, notamment le programme économique ; le support institutionnel déficient ; la difficulté des instances participatives à prendre des initiatives pour affronter les principaux problèmes affectant la population ; la persistance des relations clientélistes, etc. En effet, les mécanismes et modalités institutionnelles privilégiés ne cherchant pas à promouvoir une ouverture universelle aux droits sociaux, la participation des secteurs populaires reste ancrée dans les rapports clientélistes qui ont caractérisé historiquement la relation entre les élites et les secteurs populaires [Chávez Borjas, 2003].

Face à ces deux discours antagonistes, comment évaluer l'impact du nouveau modèle de développement sur le processus de démocratisation ? S'agit-il d'un projet inachevé qui mènera à la prospérité, à condition de favoriser la croissance économique une fois la participation et la bonne gouvernance garanties ? Ou plutôt d'un projet tronqué, victime des contradictions inhérentes à un projet social plus large, dominé par la prééminence du marché autorégulé ?

Quelques éléments de réponse peuvent être proposés, à partir de l'analyse critique de la relation entre modalité d'intervention sociale, participation, gouvernance et démocratie.

## Démocratisation, processus inachevé ou projet épuisé ?

Les arguments présentés dans la première partie de cet article où, de manière résumée, est décrite la mutation de l'État social hondurien, permettent de mettre en place une réflexion sur le rapport entre le modèle de développement globalisé et le processus de démocratisation commencé dans les années 1980, et qui a mis fin à plus de 18 ans de gouvernements militaires au Honduras.

Ce processus, reflet d'un nouveau consensus entre les élites économiques et une partie de la classe moyenne, a été promu par les instances internationales et est fondé sur l'idée de la défaillance de l'État et du besoin de restructuration économique.

Le contexte global, défavorable à la consolidation de l'État, oblige à une redéfinition des termes du consensus antérieur. En effet, si avant les années 1980 l'État hondurien était certes faible, la protection universelle, solidaire et intégrale, constituait l'assise de la relation entre les acteurs sociaux et l'État. Cette relation s'est forgée au cours des conflits d'acteurs à différents moments historiques, notamment :

- a) avec l'émergence de la bourgeoisie commerciale de la côte atlantique qui, sur la base d'un discours nationaliste, essayait de sécuriser son emprise sur les rares niches économiques non investies par la compagnie bananière étatsunienne, en accord avec les ouvriers de ces mêmes compagnies, [Euraque, 1996];
- b) lors de l'alliance des années 1970 entre le gouvernement populiste de López Arellano et la paysannerie autour du projet de réforme agraire;
- c) avec l'industrialisation substitutive centraméricaine et sa promotion d'un lien entre marché de l'emploi, politique sociale et protection [Sojo y Pérez Sáinz, 2002].

Après la décennie perdue des années 1980, les élites convaincues de ne pas trouver de sources de crédit et les fonds nécessaires pour la stabilisation économique s'accommodent des phases de l'ajustement, proposées, imposées et mises en œuvre conformément aux directives du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Agence internationale pour le développement – AID – [Judson, 1998].

L'indice de restructuration proposé par Muñoz [2004] pour mesurer le degré d'application des réformes structurelles dans la période 1990-2000 montre que si les variations d'un pays à l'autre sont significatives, le changement économique a été systématique et soutenu. Les mesures prises par les États centraméricains ont suivi incontestablement la voie de la libéralisation économique. Le pays qui montre la différence la plus importante entre la position initiale et finale est le Honduras. Cela indique que, bien qu'ayant entamé la réforme plus tard que les autres pays de la région, le Honduras a conduit le processus de réformes le plus accéléré au cours de la période étudiée [Muñoz, 2004].

Pendant cette période, le projet de démocratisation s'exprime presque exclusivement par l'alternance politique formelle et une timide évolution institution-



nelle. Vers la fin des années 1980, la démocratisation est mise à mal par l'impact de l'ajustement structurel : la pauvreté profonde, la violence largement répandue et la corruption généralisée créent une situation sociale instable, où les groupes de population les plus nécessiteux perçoivent de plus en plus la démocratie comme un concept théorique et non comme une réalité susceptible d'apporter la justice sociale, tandis que les sondages publics révèlent une insatisfaction croissante parmi la population [Commission européenne, 2007]. C'est à ce moment qu'intervient la Stratégie de réduction de la pauvreté comme tentative d'approfondir le *growth led development* et de soulager l'impact de la restructuration.

La lecture polanyienne, notamment la distinction entre encastrement-étayage et encastrement-insertion proposée par Ronan Le Velly [2007], permet de suggérer une analyse de l'impact politique du modèle de développement dominant.

L'encastrement-étayage désigne les diverses conditions sociales et institutionnelles sur lesquelles s'appuie la construction des activités économiques, sans que pour autant la tendance de la sphère économique à la différenciation soit écartée, au même titre que sa tendance à subordonner les autres ordres du social [Caillé, 2007]. L'encastrement-insertion, au contraire, suppose une interaction sans subordination entre toutes les sphères de la vie sociale, avec des institutions jouant un rôle primordial afin d'éviter l'autonomie-désinsertion de l'économie.

Transposant cette distinction au cas hondurien, on observe que, quand la SRP réintroduit un support institutionnel à l'intervention sociale, c'est sans redéfinir la hiérarchie entre les différentes sphères, qui ne s'affranchissent pas de la centralité de la sphère économique [Bähr Caballero, 2008]. En effet, la SRP ne remet pas en question les politiques économiques de restructuration, au contraire. Bien que limité, l'État social hondurien et sa conception universaliste de la protection sociale font place à une conception ciblée, plus fonctionnelle, du projet de marché autorégulateur. Concrètement, le nouveau mode d'intervention publique vient étayer le projet de marché autorégulé. L'offre politique, définissant la démocratie comme le produit du libre marché, favorise la disparition des mécanismes de politique publique et de planification de l'État qui, auparavant, régissaient la production et la redistribution. Avec, comme résultat, le démantèlement du système universel qui fait place à un rôle accru du marché et de la famille (voire des femmes) dans le vivier des services sociaux [Bähr Caballero, 2008, Martínez Franzoni, 2008].

La restructuration économique et le rôle des institutions financières internationales dans la planification du développement économique ont délégitimé l'État [Judson, 1998]<sup>11</sup>. Cette tendance n'a pas été renversée par « l'ajustement de

11. Selon l'auteur, une sorte de co-gouvernement s'installe : de nombreux experts de l'AID travaillent en étroite collaboration avec le personnel des ministères et autres agences publiques et avec les conseillers du FMI, de la Banque mondiale et du BID qui exercent une influence importante dans les sphères des politiques fiscale, monétaire et sociale.

l'ajustement»: la consolidation démocratique est mise à mal par une conceptualisation restreinte du social et par la perte de perspectives d'élargissement de la citoyenneté sociale et économique.

C'est dans ce contexte que les acteurs dominants déploient leurs stratégies et cherchent à assurer leur survie politique. Deux voies, selon le degré d'appropriation de la SRP, illustrent la diversité des stratégies adoptées par les élites : d'un côté, une partie des élites, déployant des stratégies d'accumulation liées à l'économie de services, à l'immobilier et aux activités financières, vise à percer l'espace globalisé en intégrant pleinement dans son agenda politique les recettes de restructuration; de l'autre côté, le secteur industriel et agricole reste très ancré dans le cadre national d'accumulation et de mobilisation des réseaux clientélistes. Dans un système politique caractérisé par le bipartisme, ces deux types de stratégie sont mis en œuvre indépendamment de l'appartenance politique par des factions à l'intérieur de chaque parti.

La première voie a surtout été suivie par les nouvelles élites, plus insérées dans la globalisation. Ces nouvelles élites sont issues, d'une part, des anciennes élites agricoles investissant les recettes des excédents de l'agriculture d'exportation dans l'industrie, les banques et le secteur de la construction et, d'autre part, d'une partie des classes moyennes tirant profit de l'importation substitutive, notamment dans le secteur industriel et commercial [Segovia, 2005]. Plus tard, en liaison avec les intérêts transnationaux dans la région et profitant de l'augmentation de l'investissement étranger direct<sup>12</sup>, ces groupes se consolident en investissant des secteurs auparavant peu accessibles comme les télécommunications, l'énergie électrique, les *maquiladoras* et le système financier. Avec l'expansion de l'espace d'accumulation du marché national vers le marché centraméricain initiée dans les années 1980, les nouvelles élites abandonnent les stratégies protectionnistes circonscrites à l'espace national [Segovia, 2005] et embrassent l'agenda de la restructuration, ainsi que la stratégie de la compensation sociale à partir des années 1990.

La deuxième voie est celle suivie principalement par les élites liées aux activités industrielles et agricoles et déployant des stratégies enracinées dans les réseaux clientélistes. Ces élites voient leur capital politique érodé par la restructuration et s'approprient différemment les programmes du FMI. Notamment par la tendance à accentuer la logique assistentialiste des programmes sociaux et à avancer sur des sujets sensibles tels que l'insécurité ou le pouvoir d'achat, visant à améliorer l'image du gouvernement parmi les classes populaires. Cette straté-

12. Entre 1990-1999, ses flux vers l'Amérique centrale ont totalisé 13 331,5 millions de dollars, soit une moyenne de 1 333,15 millions annuels. Entre 2000-2004, le flux a atteint 10 609,4 millions, soit une moyenne de 2 121,9 millions. En ce qui concerne le PIB, l'investissement direct étranger a atteint son plus haut niveau dans la seconde moitié des années 1990, période pendant laquelle ont été enregistrées la plupart des privatisations dans la région [Segovia, 2005].



gie, en partie contradictoire avec la logique de la *Poverty Reduction Growth Facility*, constitue une des causes du détournement des dépenses, du renforcement du clientélisme ainsi que, en général, des problèmes d'exécution des ressources de la SRP.

À la base de cette stratégie, se trouvent des relations de réciprocité entre les élites politiques et la population. En effet, la réciprocité n'est pas seulement positive : les conditions sociales et historiques d'institutionnalisation et les facteurs déterminants dans la résolution de conflits peuvent engendrer des systèmes de réciprocité asymétriques [Sabourin, 2007] où un acteur se trouve subordonné par rapport à un autre. La distance sociale entre les participants dans une relation de réciprocité peut faire place à des relations de patronage. La relation patron/client étant une forme de réciprocité dans laquelle les bénéficiaires perçus par la partie subordonnée sont échangés contre la loyauté et la reconnaissance du pouvoir vis-à-vis de la partie dominante [Adler Lomnitz, 1988].

Le cas hondurien présenté ici, de façon certes sommaire, montre bien que si l'on se trouve devant une réactivation de relations historiques, il serait erroné d'y voir une rupture avec le modèle modernisateur de développement. Les relations politiques clientélistes s'inscrivent dans la trajectoire historique de la société hondurienne tout en étant intrinsèquement liées à l'organisation moderne de la production et de l'économie<sup>13</sup>. Revenant à la grille polanyienne, cette pluralité de modes d'intégration, qui fait coexister les relations de marché et la réciprocité asymétrique dans un même espace politique [Le Velly, 2007], ne menace pas pour autant la primauté du marché autorégulateur. Par ailleurs, le sub-système politique reflète cette complexité dans la mesure où les mêmes groupes de pouvoir peuvent s'investir dans l'une ou l'autre voie, en fonction de leurs intérêts et du contexte politique<sup>14</sup>. Cette malléabilité définit la spécificité du processus de démocratisation hondurien. Le rythme plus ou moins accéléré de la restructuration économique ne se traduit pas par un modèle de développement alternatif. Or ce sont les impératifs du modèle dominant qui empêchent la transformation de la structure de pouvoir et qui font obstacle à la création de nouveaux espaces politiques favorables aux acteurs marginalisés.

13. La promotion de secteurs clés, comme la production agricole d'exportation, les zones franches et le tourisme, est toujours au cœur de la stratégie économique des élites visant à intégrer l'économie hondurienne dans le marché global. La ratification du Traité de libre commerce avec les États-Unis – CAFTA –, en 2006, au début du mandat de l'actuel président, est un signe de l'engagement des élites dans le modèle de libre marché.

14. Ainsi, pendant sa présidence (1990-1994), Rafael Callejas, champion du néolibéralisme, a introduit l'ajustement structurel et le discours de modernisation politique. Mais sa gestion s'est aussi caractérisée par des niveaux de corruption et de clientélisme politique sans précédent. Plus récemment, la gestion de Manuel Zelaya (2006-2009), ancien président du Honduras, s'est caractérisée par le populisme et les concessions à la classe moyenne, ce qui ne l'a pas empêché de prendre des mesures telles que la dérogation du salaire minimal dans plusieurs départements du pays, afin d'attirer l'investissement des *maquiladoras*...

## En guise de conclusion

La promotion du rôle central du marché dans la construction de la modernité propre au modèle de développement dominant a généré un contexte globalement défavorable à la consolidation de l'État dans les pays en développement. Au Honduras, les programmes d'ajustement structurel ont contribué à rendre l'État diffus quant à l'autorité, à la légitimité et au pouvoir [Judson, 1998]. Plus tard, le retour de l'État social et la bonne gouvernance, éléments centraux du « nouveau » modèle de développement, ne représentent pas une rupture avec le modèle précédent. Au contraire, la centralité de la restructuration économique qui persiste à inscrire l'État dans une logique fonctionnelle par rapport aux exigences du marché se maintient. Le « nouveau modèle » favorise néanmoins une transformation importante de la relation entre les sous-systèmes économique et politique. Au cœur de cette évolution, la redéfinition de l'intervention sociale de l'État, est plus ciblée et moins universelle.

Le cas hondurien montre que le modèle global reste sujet à une série de filtres nationaux. Ces filtres définissent la spécificité de la mise en œuvre du projet de modernisation dans chaque contexte national. Ainsi, les stratégies mises en place par les élites honduriennes sont variées : d'un côté, l'expansion de l'espace d'accumulation à la sphère régionale et globale rend caduques les stratégies protectionnistes circonscrites à l'espace national, de l'autre, la perte de légitimité politique due à l'impact négatif durable de l'ajustement favorise la réactivation des réseaux de réciprocité asymétrique, consolidant le clientélisme et la corruption. L'inscription dans l'une ou l'autre stratégie définit les variations de rythme, plus ou moins accéléré, et la radicalité des réformes tout en témoignant d'une tension entre la normativité exogène et les pratiques locales. Mais la centralité de la croissance économique reste maintenue. La relation des sous-systèmes politique et économique continue à être caractérisée par la prééminence de ce dernier.

Le cas hondurien permet d'entamer une réflexion critique sur la démocratisation, telle qu'elle a été proposée par les acteurs dominants. En effet, le modèle de développement actuel, malgré sa rhétorique de participation et d'appropriation, favorise un contexte extrêmement défavorable à la régulation publique, à la promotion des droits économiques et sociaux et à la création d'espaces politiques, permettant aux acteurs sociaux d'exercer une influence réelle sur les pratiques et les normes institutionnelles. Sans production d'espaces politiques réels, les modalités de participation sont incapables de favoriser la construction d'un consensus sociétal large, visant à assurer de façon durable les conditions de reproduction sociale des collectivités.

Ce consensus est d'autant plus nécessaire que la société hondurienne se voit aujourd'hui confrontée à de sérieux défis : persistance des inégalités, consolidation institutionnelle inachevée, montée de l'insécurité au sens large, violence sociale, et présence du crime organisé.



Pour relever ces défis, il semble impératif de repenser les concepts de développement et de démocratie et de remettre en cause les définitions rétrécies qui les cantonnent au soulagement de la pauvreté et à un exercice politique visant à assurer le pouvoir politique et économique d'un petit secteur de la société hondurienne.

## BIBLIOGRAPHIE

- **ADLER LOMNITZ Larissa**, « Informal Exchange Networks in Formal Systems : A Theoretical Model », *American Anthropologist*, New Series, vol. 90, n° 1, March 1988, p. 42-55.
- **BAHAMONDES PARRAO Miguel**, « Contradicciones del concepto "capital social". La antropología de las alianzas y subjetividad campesina », communication présentée lors du Séminaire Capital social, una herramienta para los programas de superación de la pobreza urbana y rural, Santiago de Chile, 8 y 9 de enero 2003.
- **BÄHR CABALLERO Karen**, « Lutte contre la pauvreté et capacité d'action des femmes dans la longue durée : une discussion autour du concept d'encastrement », *Revue Interventions économiques*, n° 38/2, déc. 2008, revue électronique.
- **CAILLÉ Alain**, « Présentation : Avec Polanyi contre la société du tout-marchand », *Revue du Mauss*, vol. 1, n° 29, 2007, p. 241-256.
- **CHÁVEZ BORJAS Manuel**, *Honduras : descentralización y visión de país*, PNUD, Colección Visión de País, Tegucigalpa, 2003.
- **COMMISSION EUROPÉENNE**, Honduras : document de stratégie pays 2007-2013, 2007.
- **CRAIG David, PORTER Doug**, *Development Beyond neoliberalism ? Governance, Poverty Reduction and Political Economy*, Routledge, London and New York, 2006.
- **CUESTA José**, « Political Space, Pro-Poor Growth and Poverty Reduction Strategy in Honduras », *Munich Personal RePec Archive*, n° 12354, Inter American Development Bank, 2006.
- **CUESTA José**, *Informe de país : El más difícil todavía crecimiento pro-pobre en Honduras*, Evaluación y monitoreo de Estrategias de Reducción de la Pobreza en América Latina, ASDI / ISS, La Haya, 2004.
- **EURAQUE Darío**, *Reinterpreting the Banana Republic : Region and State in Honduras, 1870-1972*, Chapel Hill, NC, University of North Carolina Press, 1996.
- **FMI**, *Fiche technique Aide pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC)*, <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fire/prgff.htm> (consulté en mars 2009), 2007.
- **FOSDEH**, *Realidad Nacional*, n° 11, Tegucigalpa, Honduras, 2007.
- **GOBIERNO DE HONDURAS**, *Alcanzando las Metas de la Estrategia de Reducción de la Pobreza. Informe de Avance del 2003 y Plan de Implementación de la Estrategia de Reducción de la Pobreza, 2004-2006*. Tegucigalpa, Secretaría del Despacho Presidencial, UNAT, 2007.
- **JUDSON Fred**, « El ajuste y las agendas nacionales centroamericanas », in *Estudios centroamericanos*, n° 597-598, julio-agosto, <http://www.uca.edu.sv/publica/eca/597art2.html> (consulté en juillet 2008), 1998.
- **LAURENT Pierre-Joseph**, « Développement local, stabilité politique et décentralisation. L'exemple du Burkina Faso », *Bulletin de l'APAD*, n° 10, 1995, p. 47-52.

- **LAURENT Pierre-Joseph, PEEMANS Jean-Philippe**, « Les Dimensions socio-économiques du développement local en Afrique au Sud du Sahara. Quelles Stratégies pour quels Acteurs ? », *Bulletin de l'APAD*, n° 15, 1998, p. 9-20.
- **LE VELLY Ronan**, « Le problème du désencastrement », *Revue du Mauss* 2007/1, n° 29, 2007, p. 241-256.
- **MARTÍNEZ FRANZONI Juliana**, *¿Arañando bienestar ? Trabajo remunerado, protección social y familias en América Central*, CLACSO, Buenos Aires, 2008.
- **MUÑOZ E.**, *Centroamérica después de las Reformas. Una Medición de las Políticas de Reforma Estructural*. Borrador, citado por **AGUILAR Justo, MAIKOL Elizondo**, *Las políticas de reforma en Centroamérica y la nueva economía regional*, Universidad de Costa Rica, 2005, [consulté en février 2009]. <http://www.asamblea.go.cr/biblio/cedil/infopaq/2005/PAES%20resultados/UCR>.
- **PEEMANS Jean-Philippe**, « Territoires et mondialisation. Enjeux du développement », *Alternatives Sud : Territoires, développement, mondialisation*, CETRI / Syllepse, vol. 15, n° 1, 2008, p. 6-12.
- **PAES DE BARRO Ricardo, DE CARVALHO Mirella**, *La focalización y la universalización como instrumentos para reducir inequidades*, Banco Interamericano de Desarrollo, 2004.
- **POLANYI Karl**, *The Livelihood of Man*, New York, Academic Press, 1977.
- **POLANYI Karl**, *La Grande Transformation. Aux origines politiques de notre temps*, Gallimard, 1944.
- **REPÚBLICA DE HONDURAS**, *Estrategia de Reducción de la Pobreza. Un compromiso de todos por Honduras*, Tegucigalpa, 2001.
- **SABOURIN Éric**, « L'entraide rurale, entre échange et réciprocité », *Revue du Mauss*, vol. 2, n° 30, 2007, p. 198-217.
- **SECRETARÍA DE LA PRESIDENCIA, Honduras**, *Estrategia para la Reducción de la Pobreza. Informe de Avances y actualización*, Tegucigalpa, 2003.
- **SEGOVIA Alexander**, *Integración real y grupos de poder económico en América Central : implicaciones para el desarrollo y la democracia en la región*, San José, Fundación Friedrich Ebert, 2005.
- **SOJO Carlos, PÉREZ SÁINZ Juan Pablo**, « Reinventar lo social en América Latina », in **Carlos Sojo** (comp.), *Desarrollo social en América Latina : temas y desafíos en América Latina*, San José, FLACSO, 2002.
- **USAID/ARD, Honduras**, *Democracy and Governance Assessment*, 2003.



## RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

S'appuyant sur l'étude de cas du Honduras, cet article vise à analyser la transformation opérée sur la nature de l'intervention sociale de l'État depuis la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel des années 1990 jusqu'aux politiques actuelles en termes de réduction de la pauvreté. Le propos s'inscrit dans une évolution plus large, celle de la critique de la nouvelle version du discours dominant sur le développement qui, dans cette période, fait état de la nécessité de réguler certains aspects du marché et de créer des institutions pour soulager l'impact social de la mise en œuvre de l'économie de marché. L'auteur affirme que les politiques de Réduction de la Pauvreté s'inscrivent dans la continuité des politiques d'ajustement structurel, tout en se différenciant des politiques des années 1980, réduisant un État à la seule fonction de garant de la régulation du marché. En effet, face au constat de l'impact négatif et durable de la restructuration économique sur les populations du Sud et face au mécontentement croissant des acteurs sociaux et institutionnels, un aménagement politique et conceptuel en faveur de la reconnaissance du rôle social de l'État est proposé. Le cas hondurien illustre les ruptures et les continuités qui accompagnent cette évolution.

Cette étude propose également une réflexion sur la notion de gouvernabilité en confrontant l'usage normatif du concept par les organismes internationaux de développement et les stratégies des élites locales pour s'assurer leur « part du gâteau » ; dans un contexte de mise en place d'une stratégie de développement plus large visant à intégrer les économies locales dans l'économie globale.

En conclusion, l'auteur aborde la question de l'impact de l'évolution de la politique de développement sur le processus de démocratisation initié au Honduras dès les années 1980.

En base a un estudio de caso en Honduras, este artículo se enfoca en el cambio de naturaleza de la intervención social del Estado, desde la puesta en marcha de las políticas de ajuste estructural hasta la actual estrategia de reducción de la pobreza. El análisis propuesto se inscribe en una perspectiva más amplia, la de la crítica de una versión reciente del discurso dominante sobre el desarrollo y de la manera en que éste integra la regulación de algunos aspectos del mercado y la existencia de instituciones para « aliviar » el impacto social de la economía de mercado. La autora afirma que las políticas de reducción de la pobreza se inscriben en la continuidad de la reestructuración económica pero sin embargo se diferencian de las políticas de los años ochenta que promovían la reducción del rol del estado a la única función de garante de la regulación por el mercado. En efecto, ante el impacto negativo y durable del ajuste económico y ante el creciente descontento de los actores populares, el discurso se adapta para favorecer, política y conceptualmente, un nuevo rol social del Estado. El caso hondureño permite ilustrar las rupturas y continuidades de esta evolución.

El artículo propone igualmente una reflexión sobre la noción de "governabilidad", confrontando por un lado el uso normativo de este concepto por parte de las instituciones internacionales de desarrollo, y por el otro las estrategias que las elites locales ponen en marcha para defender sus intereses en el marco de la integración creciente de las economías locales en la economía global.

Para concluir, la autora analiza el impacto de la evolución del campo político del desarrollo y sus repercusiones en el proceso de democratización iniciado en Honduras desde la década de los 80's.

Based on a case study in Honduras, this article focuses on the changing nature of state's social intervention, from the implementation of structural adjustment policies to the current poverty reduction

strategies. The proposed analysis is part of a broader critical approach to recent versions of dominant development discourse, i.e. the regulation of certain aspects of the market and the existence of institutions to «alleviate» the social impact of the market economy.

The author argues that poverty reduction policies share the logic of economic restructuring and yet they differ from the policies that conceived state's role only as guarantor of market regulation. Indeed, in the face of the negative impact of economic adjustment and durable and at the growing discontent of popular actors, the discourse is adapted to support, politically

and conceptually, a new social role for the state. The Honduran case illustrates the ruptures and continuities of this development.

In a context of growing integration of local economies in global processes, the author examines the notion of «governance», confronting the normative use of this concept by international development institutions to local elite strategies to defend their interests.

Finally, the author analyzes the impact of the transformation in the political field of development and its impact on the democratization process initiated in Honduras since the early 80's.

## **MOTS CLÉS**

- développement
- réduction de la pauvreté
- démocratisation
- Honduras

## **PALABRAS CLAVES**

- desarrollo
- reducción de la pobreza
- democratización
- Honduras

## **KEYWORDS**

- development
- poverty Reduction,
- democratization
- Honduras

# ÉTUDES



Márcio de Oliveira\*

# L'immigration polonaise et la colonisation du Sud du Brésil<sup>1</sup>

Les études sur l'immigration au Brésil ne s'éloignent pas des grands schémas qui expliquent l'immigration européenne vers les pays du Nouveau Monde. Il est possible d'y repérer deux modèles ni contradictoires ni forcément restreints à des cas particuliers. D'abord le modèle de l'immigration spontanée dans lequel les facteurs d'expulsion sont plus importants que ceux d'attraction. En termes macrosociologiques, l'industrialisation et l'avancée du capitalisme ont détruit les bases de l'économie paysanne et ont chassé les paysans, les incitant à partir [Gabaccia *et al.*, 2006]. Le manque de terre et de travail, l'explosion démographique, l'image de l'Eldorado outre-Atlantique, les lettres d'encouragement envoyées par les premiers arrivés, les avancées techniques des chemins de fer (permettant aux individus de se rendre plus facilement aux villes portuaires) et des paquebots (rendant la traversée moins coûteuse et plus rapide) figurent parmi les facteurs d'émigration les plus significatifs [Zolberg, 2006, p. 37-38]. Pour Torpey [2006, p. 22-25], s'y ajoute la « liberté de partir » (l'élimination des interdictions de départs) et le processus d'émancipation des paysans (la fin du servage) de l'ouest vers l'est de l'Europe au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce concours de circonstances serait ainsi à l'origine de la grande diaspora des Européens vers les Amériques entre les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle.

\* Márcio de Oliveira est professeur de sociologie à l'Université fédérale du Paraná, Brésil.

1. Cette recherche a bénéficié du soutien de la CAPES/Brésil. L'auteur tient à remercier l'« Arquivo Público do Paraná » et le « Museu Paranaense », ainsi que Mr Ignacy Sachs (EHESS) et Mr Marcin Kula (Université de Varsovie) pour leurs conseils et critiques.

Le deuxième modèle est celui de l'immigration subventionnée par les pouvoirs publics. Ici, la liberté d'entrer a été amorcée par des actions ponctuelles favorisant l'accès au travail ou à la terre (les nouvelles colonies agricoles) ou encore par des politiques destinées à attirer les immigrants. Diverses actions ont été mises en place en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Chili, au Canada et aux États-Unis, la destination préférée des immigrants [Green, 1994]. C'est bien ce modèle «portes ouvertes» qui explique l'arrivée des colons, aussi bien des familles que des individus seuls pour les provinces du Sud et de travailleurs urbains pour les villes de New York, de Buenos Aires ou de São Paulo [Blanc-Chaleard, 2001].

## L'immigration au Brésil

Au Brésil, c'est bien ce modèle d'attractivité qui s'est imposé pour toute la période qui va des années 1820 à la décennie des années 1920, lorsque les politiques d'immigration sont devenues plus restrictives. En principe, ce modèle sert à expliquer le cas des immigrants allemands ou polonais comme celui des immigrants italiens et japonais, pour ne citer que ceux-là. Cependant, lorsqu'on analyse en détail les moyens d'attraction mis en place par l'État et par les États<sup>2</sup>, pour les divers groupes ethniques, on s'aperçoit que de grandes différences les séparent. Pour ce qui est des Italiens ou des Japonais par exemple, leur arrivée a été directement subventionnée par l'État brésilien comme par l'État de São Paulo. En effet, la transition vers le marché libre du travail a modifié le sens de l'immigration au Brésil: à la place de colons pour cultiver les terres, il fallait des travailleurs agricoles pour les plantations de café. Afin d'y faire face, des moyens dont la construction de l'*Hospedaria do Imigrante* (*l'Hébergement de l'Immigrant*) en 1887 par l'État de São Paulo, ont été mis en place. À titre d'exemple, la «Sociedade Promotora de Imigração», qui s'est chargée de l'administration de l'*Hospedaria* durant les dix premières années de sa fondation aurait fait venir, à elle seule, 120 000 Italiens. Environ 330 000 immigrants italiens sont arrivés à São Paulo entre 1887 et 1895 [Alvim, 2000]. Il en a été de même pour l'immigration japonaise. Pendant les années 1908 et 1941, l'on parle d'une immigration «sous-tutelle», c'est-à-dire subventionnée aussi bien par l'État de São Paulo que par le gouvernement japonais et par l'entreprise Kaigai Kogyo Kabushiki Kaisha [Handa, 1987; Sakurai, 2000]. Les immigrants allemands, polonais ou ukrainiens qui se dirigèrent vers les États du Sud, ont vécu des situations très différentes, dans le temps et dans l'espace. Les premiers Allemands qui sont arrivés dans l'État du Rio Grande do Sul, dans les années 1820 sont décrits comme de «vrais colons»

2. Par souci de clarté, nous gardons le terme «État» pour désigner l'État brésilien et le terme «État» pour désigner les provinces, que cela soit avant ou après l'an 1889, lorsque les anciennes «provinces» sont devenues les actuels «États».



[Roche, 1969]. Les Français et les Suisses qui, dans les années 1850 et 1860, ont créé des colonies dans l'État du Paraná sont également des colons. La raison en est facile à comprendre. Pour l'Empire brésilien, il s'agissait alors de peupler et de protéger les régions les plus lointaines et/ou frontalières. Par contre les Polonais ou les Ukrainiens qui sont arrivés au Paraná et au Rio Grande do Sul à partir des années 1870 ont connu des expériences fort différentes. La spécificité de l'immigration de ces groupes devient plus claire lorsqu'on analyse la façon dont les conséquences de l'immigration ont été pensées.

Pour ce qui est du Brésil, les thèses se contredisent. Les premiers travaux sur l'immigration tournaient autour de l'assimilation et de l'acculturation des étrangers dans l'espace national, récupérant ainsi la problématique mise en place par Thomas et Znaniecki [1996]. Dans les années 1930-1940, aussi bien pour Vianna [1934] que pour Willems [1946], il était question d'étudier les immigrants dans leur culture et l'immigration dans le cadre de la nation brésilienne. Les Allemands représentaient le groupe ethnique qui servait de support à ce genre d'analyse. Les concepts les mieux adaptés pour décrire les colonies homogènes où ils vivaient selon les préceptes de la religion protestante et autres traits culturels éloignés du modèle luso-brésilien semblaient être ceux d'assimilation ou d'acculturation bien que leur trajectoire sur le sol brésilien n'indiquât pas cette voie-là. Moins fréquemment, les immigrants italiens ou japonais qui avaient fondé des villes dans les États du Sud se sont prêtés, eux aussi, à ces analyses. Par contre, le cas des immigrants ukrainiens a été bien moins étudié, tandis que l'immigration polonaise, installée en quasi-totalité au Paraná et au Rio Grande do Sul, est restée un sujet local de recherche. À part les publications récentes [Andreazza & Nadalin, 1994; Andreazza, 1996; Guérios, 2006], les travaux consacrés à ces derniers groupes d'immigrants dans les années 1970 et 1980 sont plutôt descriptifs et se limitent à l'étude de l'impact des immigrants et de leurs descendants sur le peuplement des États concernés [Wachowicz, 1981; Wendling, 1971].

Bien que la problématique de l'assimilation ne soit jamais complètement abandonnée, au tournant des années 1930, l'immigration devient un thème historique et politique [Vascencelos, 1937; 1941<sup>3</sup>]. Vers 1950, de nouvelles études, portant sur le rôle de l'immigration dans la réussite économique du « Brésil méridional », sont publiées. Dans l'une d'elles, Carneiro [1950] affirme que la petite propriété rurale, l'industrie domestique, le *modus operandi* de la colonisation sont à l'origine du succès économique des États du Sud. Dans ce même registre, Ávila [1956, p. 69] écrit que les immigrants expliquent « la meilleure réussite démographique et économique du Sud du pays. Si d'autres facteurs, comme le climat et la richesse des terres l'expliquent en partie, il est certain que l'immigration y a joué un rôle décisif. »

3. La problématique de l'assimilation est le thème central des articles publiés dans la revue *Boletim do Serviço de Imigração e Colonização*, éditée entre 1930 et 1950 par l'État de São Paulo.

On doit attendre les années 1960 pour que de nouvelles perspectives socio-historiques voient le jour. Diegues Jr. [1964] a été le premier à établir une périodisation du phénomène de l'immigration. Les trois périodes proposées – 1808-1850, 1850-1888 et 1888-1950 – n'ont pas été contredites par la suite. L'auteur distingue, en outre, l'immigration colonisatrice – vers les États du Paraná, Santa Catarina et Rio Grande do Sul – de l'immigration des travailleurs agricoles vers les grandes plantations de café à São Paulo. Il confirme enfin, reprenant à son compte des thèses courantes, le lien entre l'industrialisation de certaines villes dans le sud du Brésil et l'artisanat produit par les immigrants.

Dans les années 1970, Martins [1973] propose une analyse très critique à la fois de l'idée d'assimilation et du consensus sur la réussite économique. Pour la première fois, l'immigration, liée aux intérêts de la classe des propriétaires terriens « paulistas », est exposée à l'intérieur du large processus qui associe le développement du « capitalisme périphérique » à l'abolition de l'esclavage et à l'implantation du travail libre au Brésil. Ici, l'identité de l'immigrant est soumise à la logique du capital et son comportement « culturel » reste en retrait. Toujours dans le cadre de l'immigration vers São Paulo, Bieguelman [1981, p. 18-19] affirme que les tensions entre partisans et adversaires de l'immigration produisent les conditions favorables au mouvement pour l'abolition de l'esclavage. Enfin, Petrone [1978] présente une vision générale de l'histoire de l'immigration vers le Brésil.

Il faut attendre 1990 pour voir réapparaître des études sur l'identité des colons immigrants du Sud. Seyferth [1990, p. 21], travaillant notamment sur le cas de l'immigration allemande y voit la formation d'une société rurale campée sur la petite propriété, ce qui n'était pas encore le cas dans le Brésil rural, ainsi que la création des espaces ethniques (avec des églises, des écoles, des associations sportives et culturelles) à l'intérieur du « Brésil méridional ». Dans une autre étude, cet auteur évoque la production d'une culture propre due à « l'isolement géographique et à l'exclusion de nationaux » [Seyferth, 2000].

Parmi les situations particulières retenues, l'immigration vers l'État du Paraná est un exemple emblématique car, dès son origine, elle se trouve à mi-chemin entre les modèles classiques décrits ci-dessus. Elle a débuté peu de temps après que l'État s'est émancipé de l'État de São Paulo dont il faisait partie. En outre, elle a constitué un domaine partagé entre l'État (l'Empire et la République), les gouvernements locaux et les immigrants eux-mêmes, c'est-à-dire entre les facteurs d'expulsion et ceux d'attraction. Enfin, le thème de l'immigration (et l'immigrant lui-même) est devenu une question centrale pour la construction de l'image même du Paraná [Oliveira, 2007]. De toute évidence, on se trouve donc face à une histoire singulière : un État à peine émancipé et en manque de population (par comparaison avec les États voisins) profite de l'expérience (jugée positive) de certaines colonies d'immigrants créées à son insu et de



l'arrivée spontanée des nouveaux immigrants pour coloniser son territoire. Mais bien que les moyens mis en place à cet effet aient été très limités, le nombre d'immigrants est très élevé. En effet, entre 1870 et 1920, environ 110 000 étrangers sont entrés dans l'État [Martins, 1989, p. 69]. Parmi ceux-là, notre attention se porte sur les 42 000 Polonais arrivés entre 1871 et 1914<sup>4</sup>. D'abord parce qu'à l'inverse des Allemands au Rio Grande do Sul, ils ne s'isolent pas forcément. Beaucoup s'installent aux environs de la capitale de l'État. Ils y côtoient des nationaux mais aussi d'autres groupes d'immigrants. Ensuite, parce que leur arrivée coïncide avec l'époque où l'émigration polonaise a été la plus importante, ce qui nous amène à redéfinir le rôle des politiques d'attraction et l'impact que cette immigration a pu provoquer. Enfin, parce que ces émigrants sont devenus un enjeu dans les mains des nationalistes polonais à l'époque où la Pologne s'apprêtait à redevenir un État souverain.

Pour mieux comprendre comment ce mouvement migratoire s'est produit et les conséquences qui en découlent, nous avons décidé de travailler sur la période en question pour examiner deux aspects. Nous nous pencherons d'abord sur le rapport entre les politiques d'attraction et l'histoire de l'immigration polonaise pour ensuite voir la façon dont l'immigration a été conçue (ou représentée) des deux côtés de l'Atlantique. Enfin, nous proposerons des conclusions.

## Le Paraná

L'État du Paraná a une histoire assez différente des autres États brésiliens. Tout d'abord parce que son émancipation est très tardive. Le Paraná ne se constitue en État qu'en 1853. Jusqu'à cette date, il était la 5<sup>e</sup> « *comarca* »<sup>5</sup> de l'État de São Paulo. En deuxième lieu, parce qu'il n'y a pas eu, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, de culture du café ou d'autres cultures agricoles d'exportation vers des pays européens. En effet, c'est grâce à l'exportation du maté vers l'Argentine, le Chili et l'Uruguay, à partir de 1840, qu'une bourgeoisie locale s'est constituée. L'exportation du maté impliquait aussi le début de la métallurgie et de l'industrie du bois ; enfin, parce que l'esclavage n'a pas joué un rôle déterminant dans le développement économique local : en 1830 la 5<sup>e</sup> « *comarca* » ne comptait que 2 345 esclaves. Au plan économique, 76,6 % des propriétaires de terres ne se servaient pas de cette main-d'œuvre pour l'agriculture. Parmi les propriétaires terriens, 82,9 % ne possédaient pas d'esclaves [Gutierrez, 2006, p. 105-109]. En 1858, le nombre d'esclaves était passé à 8 493, soit 14 % de la population totale

4. Gluchowicz [2005, p. 45] affirme que 104 000 Polonais sont entrés au Brésil. Mais compte tenu de l'occupation de la Pologne, Wachowicz [1999, p. 16] affirme que 25 % des immigrants allemands étaient en fait des Polonais. Cela porterait le nombre d'immigrants polonais arrivés au Brésil à 130 000 individus.

5. Il était constitué des municipalités d'Antonina, Castro, Curitiba, Guaratuba, Lapa, Palmeira, Paranaguá et São José.

et en 1890, au lendemain de l'abolition, la population noire était estimée à 5,17% (soit environ 13 000 individus) sur les 249 000 habitants de l'État.

Par ailleurs, si l'on compare le Paraná avec les États de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul, pour l'année 1872, ce n'est pas le plus petit territoire, mais c'est bien le moins peuplé. Il ne compte que 127 000 habitants, contre 159 000 dans l'État de Santa Catarina et 446 000 au Rio Grande do Sul [Recensement du Brésil, 1872]. Dès son émancipation, on le sait dépeuplé. Son premier président affirmait alors qu'il fallait «remplir de population le territoire» d'autant que «l'Européen y trouvera un climat proche de celui de son pays natal» [Rapport, 1854, p. 62]<sup>6</sup>. Son argument s'appuyait sur l'expérience faite, dès 1852, de la colonisation de «Superagui» par des immigrants suisses, français et allemands. Il insistait sur l'activité agricole développée par ces immigrants comme représentant l'une des possibilités économiques en sus de la pêche artisanale traditionnelle [Rapport, 1854, p. 54]. Dans le «Rapport» de 1858, [p. 21-22], il est question d'attirer des paysans «laborieux et de bonnes mœurs» («*laboriosos e morigerados*»), dans le but de peupler la «province» afin d'y développer l'agriculture. Mais le «Rapport» de 1864 [p. 30] indique que la «colonisation n'avance pas malgré la qualité du climat». Dans le «Rapport» de 1870, le vice-président Ermelino Leão affirme que le gouvernement avait décidé de soutenir l'installation, aux alentours de Curitiba, de 200 immigrants allemands, arrivés de manière spontanée, grâce à la prise en charge du coût du voyage par la ville de São Francisco (Santa Catarina), la ville de Paranaguá (Paraná) et par la démarcation de 90 lots de terres [p. 21]. Cependant, dans le «Rapport» de 1872 [p. 43], à la suite de l'arrivée des premiers Polonais, il est encore spécifié que l'État n'attire pas d'immigrants parce qu'il manque de voies de communication.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, c'est à la suite des expériences des premières colonies jugées positives que le gouvernement reconnaît les bienfaits des colons paysans. La question fondamentale est le peuplement et la colonisation de terres en vue de la production de denrées alimentaires. Il est cependant possible de multiplier les exemples signalant les problèmes qui entravaient l'immigration et l'effort peu important fait par l'État pour attirer des immigrants. À titre d'exemple, dans tous les «rapports» établis entre 1854 et 1888, il n'y a pas la

6. Nous avons deux sortes de documents produits par l'Exécutif local entre 1854 et 1914. D'abord, les «*Relatórios dos Presidentes da Província do Paraná*» (Rapports des Présidents de la Province du Paraná). Ils ont été établis par les «présidents» et envoyés à l'Assemblée locale, soit au futur «Président de la Province», à la fin de chaque année entre 1854 et 1889. Nous les désignons par le terme «Rapport», suivi de l'année en question. Ensuite, après l'avènement de la République (l'an 1889), les présidents de la province sont devenus les «gouverneurs de l'État». Les «rapports» sont alors devenus les «Messages du Gouverneur de l'État» et ont été envoyés au «Congrès Législatif du Paraná» à la fin de chaque année, et ce entre 1892 et 1930. Nous les désignons par le terme «Message», suivi de l'année en question. Tous ces documents sont disponibles sur le site <http://www.crl.edu/content/brazil/parn.htm>.



moindre référence à une stratégie de sélection d'immigrants, pas plus que la préférence supposée pour les Européens catholiques [Seyferth, 2008]. D'ailleurs, il n'y a aucune préférence pour telle ou telle nationalité, encore moins pour les Polonais. En conclusion, jusque dans les années 1870, il est possible d'affirmer il n'y a eu pas de politique d'immigration au sens strict du terme.

## L'immigration polonaise sous l'Empire

Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale la Pologne était partagée en trois empires : l'empire austro-hongrois, l'empire russe et la Prusse. Les causes de l'émigration des paysans polonais vers les Amériques étaient bien connues, les États-Unis étant la principale destination de cette diaspora qui vivait dans des régions rurales<sup>7</sup>. La « faim de terre », la misère, les maigres récoltes et le rêve de devenir « seigneur » (propriétaire de terre), furent en effet particulièrement décisifs pour ceux qui partaient vers l'Amérique du Sud.

Hempel [1973, p. 85] affirme que l'arrivée des premiers Polonais au Brésil (au port de la ville de D. Francisca, État de Santa Catarina) a été l'œuvre de la compagnie « Sociedade Colonizadora Pereira, Alves & Bendaszewski », par ailleurs responsable de l'émigration d'un nombre incalculable d'Européens vers l'Amérique du Nord. En effet, l'immigration vers le Brésil ne peut se comprendre sans la diaspora polonaise qui s'est produite entre la fin du XVIII<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, la période d'occupation, et dont les États-Unis furent la principale destination.

Les Polonais arrivaient de Silésie (l'une des régions occupées par la Prusse), au coût de 400 francs par personne. La Prusse ne posait pas de problèmes à l'émigration. Mais au Brésil, malgré les injonctions faites à ce propos, le gouvernement impérial refusa de payer les frais du voyage de l'Europe vers le Brésil car il s'agissait d'« immigration spontanée ». Sitôt arrivés, munis de passeports prussiens, les Polonais étaient envoyés dans les zones d'immigration allemande situées dans l'État de Santa Catarina. Les immigrants allemands, à leur arrivée au Brésil, étaient envoyés dans les zones de colonisation<sup>8</sup> et quasiment abandonnés à leur sort, et ce, jusqu'à l'avènement de la République.

Le premier groupe de Polonais qui s'était installé au Paraná en 1871 s'était appuyé sur l'aide de Wos Saporski<sup>9</sup>, considéré alors comme « l'agent de l'immigration polac ». Ce groupe habitait dans l'État de Santa Catarina où il entretenait des

7. Cette émigration massive n'est pas sans rapport avec l'étude classique du *Paysan polonais en Amérique et en Europe* publiée par Williams Thomas et Florian Znaniecki, à Chicago, dans les années 1930.

8. Le Paraná ne comptait aucune zone d'immigration allemande. Malgré cela, à partir de 1860, de nombreux Allemands, en provenance de Santa Catarina, se sont installés aux environs de Curitiba.

9. Edmundo Sebastião Wos Saporski était né en Opole (Silésie) en 1844 et il est mort à Curitiba en 1933. Il est arrivé dans l'État de Santa Catarina en 1867. En 1870, Saporski visite Curitiba pour la première fois. Il n'y avait aucun Polonais. Il est considéré comme le « père de l'immigration polonaise au Paraná ». Pour plus de détails, voir Saporski [1972].

relations tendues avec les Allemands. Dans cette affaire, l'État du Paraná se limita à payer les frais de transport à partir de la ville d'Antonina et à vendre des lots de terres aux alentours de la ville Curitiba, où les nouveaux arrivants fondèrent la première colonie polonaise, la «Colônia do Pilarzinho». Gluchowski [2005, p. 29] affirme que Saporski s'est alors retrouvé face à l'opposition de l'État de Santa Catarina (à qui revenait la délivrance des passeports nécessaires aux déplacements) qui ne désirait pas voir «ses» immigrants gagner le Paraná et face à l'indifférence du gouvernement de l'Empire que la migration d'un État à l'autre n'intéressait guère.

Au cours du mois de septembre 1873, 258 autres Polonais, originaires de la colonie D. Francisca (Santa Catarina) s'installent aux alentours de Curitiba et demandent au conseil municipal de la ville la démarcation des lots de terres. La demande est acceptée et les lots sont démarqués le 4 novembre 1873. Ces deux exemples montrent la manière dont la colonisation s'effectuait et les problèmes qui ont dû être surmontés, ne serait-ce que pour un petit voyage à l'intérieur du Brésil, et en quoi consistait le soutien des autorités brésiliennes<sup>10</sup>.

L'action menée par le président du Paraná, Lamenha Lins, entre 1875 et 1877, est particulièrement importante pour la poursuite de l'immigration polonaise et pour l'essor de l'immigration italienne<sup>11</sup>. D'abord parce que Lins continue à soutenir financièrement chaque immigrant arrivé, et surtout parce qu'il stimule la création de nouvelles colonies, toujours aux alentours de la ville de Curitiba, et les entretient. L'effort de son gouvernement s'arrête là pourtant car on pensait que la proximité de la ville suffirait au succès de la colonisation.

On doit à Lamenha Lins la création des colonies suivantes: Santa Cândida, Orleans, Santo Inácio, D. Pedro, D. Augusto, Rivière et Lamenha, la plus importante en nombre de colons. À la fin de son gouvernement, dans le «Rapport» de 1877, il affirme que 6 000 immigrants polonais vivent déjà aux alentours de Curitiba. Par ailleurs, ce rapport [p. 81-85] reprend l'expression «laborieux et de bonnes mœurs», pour faire référence aux Polonais. L'emploi de cette image revient à Saporski lui-même. En effet, le 15 octobre 1873 le conseil municipal déclare, à sa demande, que 32 familles installées dans la «Colônia do Pilarzinho» sont «laborieuses et de bonnes mœurs»<sup>12</sup>.

10. Les documents que nous avons pu consulter sont publiés dans les «Anais da Comunidade Brasileiro Polonesa» [1971 et 1973]. Néanmoins, ils présentent des problèmes difficiles à résoudre. Par exemple, l'orthographe des noms et même le nombre d'immigrants ne sont pas toujours les mêmes d'un document à l'autre, ce qui rend la recherche spécialement ardue.

11. En effet, depuis 1871, des colons italiens s'étaient installés sur le littoral du Paraná. Le gouvernement Lins a essayé de les fixer aux alentours de la ville de Morretes tout comme il l'avait fait avec les Polonais. Mais il n'a pas eu de succès et les Italiens ont peu à peu gagné la ville de Curitiba où ils ont créé une colonie aujourd'hui devenue centre gastronomique. Pour plus de détails, voir Balhana [2002, p. 67-83].

12. Il est à se demander pourquoi Sapórski aurait agi de la sorte. Cela d'autant plus que le préjudice envers les Polonais a été l'objet de recherches sociologiques développées dans les années 1950. Nous abordons cette question dans un article à paraître prochainement.



Dans le « Rapport » de 1878, il est dit que les actions entreprises par Lamenha Lins pour les immigrants – la prise en charge des frais de transports et de nourriture des habitants du littoral du Paraná ou de Santa Catarina jusqu'à la ville de Curitiba – seront maintenues. Mais une fois à Curitiba, l'action de l'État cessait. Le « Rapport » de 1880 établit un bilan très complet à propos de la colonisation de l'État<sup>13</sup>. Il y est question de dépenses publiques réalisées dans certaines colonies comme, par exemple, le « transport » ou la « construction de demeures ». Par contre, ce même « Rapport » ne mentionne pas de dépenses pour d'autres colonies telles que Lamenha, Muricy, Tomaz Coelho ou Inspetor Carvalho, ce qui est curieux car les demandes des colons y sont mentionnées. Elles tournaient autour de la nécessité d'écoles ou de travaux d'amélioration pour les voies de communication. On peut donc en conclure que le soutien de l'État à l'immigration, jusqu'à la fin de l'Empire, était ponctuel ou que ses actions étaient hasardeuses. De toute évidence, elles dépendaient de l'appui des intéressés à promouvoir l'immigration – tel que Saporski ou telle qu'une société de colonisation pouvaient obtenir auprès des autorités locales. Le chiffre total des Polonais arrivés au Paraná entre 1871 et 1889 semble confirmer cette hypothèse : à peine 7030 individus auraient réussi à s'y installer<sup>14</sup>.

## L'immigration polonaise sous la République

L'instauration de la République au Brésil coïncide avec le grand flux d'immigrants polonais vers le Brésil qui s'est produit entre les années 1890 et 1914. Entre 1890 et 1894, période dite de la « fièvre brésilienne », 96 116 Polonais sont arrivés au Brésil – tous pratiquement par le port de la ville de Rio de Janeiro – pour ensuite gagner les divers États. Le Paraná, à lui seul, aurait reçu 35 116 Polonais tandis que l'État du Rio Grande do Sul arrive en deuxième position avec 32 500 nouveaux arrivants. Dans un premier temps, de nombreuses colonies ont été créées aux alentours de Curitiba et dans d'autres régions à l'intérieur de l'État, notamment celles de São Mateus (1 225 colons), d'Eufrosina (1 475 colons) et de Rio Claro (3 425 colons, voir photo n° 1). Dans un deuxième temps, les colonies les plus importantes étaient celles de Cruz Machado (5 000 colons), d'Apucarana (1 000 colons) et de Nova Galícia (650 Polonais et 500 Ukrainiens)<sup>15</sup>.

13. Deux colonies et 12 noyaux coloniaux sont recensés sur le littoral. Dans le 2<sup>e</sup> District (Curitiba et ses environs), il y en avait 18. Dans la municipalité de la Lapa, il y en avait trois et dans celle de Ponta Grossa, on comptait une colonie et 47 noyaux coloniaux.

14. On peut imaginer que parmi ceux-là, beaucoup sont repartis ou bien qu'ils ont acquis la nationalité brésilienne parce que les chiffres officiels ne font état que de 5 135 étrangers résidant au Paraná pour l'année 1890.

15. Il est à signaler également ici la création de colonies mixtes, avec des immigrants ukrainiens. C'est le cas de la colonie de Prudentópolis, la plus grande de l'État, fondée par 2 500 Polonais et 7 500 Ukrainiens.

PHOTO 1. L'ÉCOLE DU PROFESSEUR SLACHTA À RIO CLARO, 1921



Utilisation aimablement autorisée par l'Arquivo Público do Paraná.

On aurait tort cependant de voir les raisons de cet accroissement dans la politique d'immigration mise en place par la jeune République. En effet tout au long des « années 1890, les interventions au Congrès National visant à retirer au gouvernement fédéral les prérogatives pour légiférer et agir en matière d'immigration se multiplient » [Ramos, 2004, p. 78]. On peut noter un certain va-et-vient des compétences légales entre l'Union et les États. La Constitution de 1891 transmet aux États le contrôle des « terres publiques ». En 1894, l'immigration et la colonisation deviennent des compétences exclusives des États et le rôle de l'Union se limite à contrôler les ports et les frontières, à accueillir les immigrants et, parfois, à les acheminer vers les colonies. En revanche, l'entrée des étrangers « valides, aptes au travail et non poursuivis par la justice de leur pays » a été déclarée libre<sup>16</sup> et le gouvernement républicain s'est engagé, par le décret 528 (du 28 juin 1890), à rembourser de façon « intégrale ou partielle » le billet du bateau de l'Europe vers le Brésil. Néanmoins, il a fallu attendre l'année 1893 (Décret 144, du 5 juillet) pour que le paiement de ces billets soit vraiment autorisé. Il est donc difficile de faire une évaluation précise de l'impact de ces mesures sur l'arrivée des immigrants dans chaque État, mais selon Petrone [1978, p. 98-99], São Paulo,

16. Il y avait cependant une exception « faite aux natifs de l'Asie et de l'Afrique qui ne pourront rentrer dans le pays qu'avec une autorisation du Congrès National ». Décret 258, du 28 juin 1890, Ministério da Agricultura, Indústria e Comércio. *Legislação Agrícola Brasileira*, Rio de Janeiro, Imprensa Nacional, 1931. Nous nous gardons pour l'instant de voir dans l'exception ci-dessus, qui n'était pas d'ailleurs définitive, l'origine des mesures restrictives mises en œuvre à partir des années 1920.



l'État le plus riche, a été le seul à en bénéficier. Ceci se poursuit jusqu'en 1906, quand l'Union modifie sa politique en matière d'immigration. En attendant le Paraná a bénéficié du transfert des terres publiques. Néanmoins, la mise en pratique des actions locales visant à attirer les immigrants est restée pratiquement la même qu'en période impériale, à savoir circonstancielle et fondamentalement limitée à la démarcation et à la vente de lots de terres.

Sans être exhaustif, examinons quelques « messages » publiés au cours des années 1890. Le « Message » de 1892 incite les députés à faire la propagande de conditions locales très favorables à l'immigration. La propagande doit aussi informer les immigrants des cultures agricoles qui conviennent et du prix de la terre pratiqué. Parmi les conditions dites « très favorables », on ne trouve cependant que la liberté de culte et la sécurité des individus. Le gouverneur affirme que la « loi budgétaire ne prévoit pas de recettes affectées à la colonisation » et, qu'en conséquence, il doit compter avec l'aide de l'Union [Message, 1895, p. 11-12]. Dans le « Message » de 1896 [p. 9], le gouverneur déclare que 1 664 Autrichiens sont arrivés de façon « spontanée » au Paraná et il réclame des ressources afin de pouvoir faire la démarcation des lots de terres et, dans celui de 1897, il est dit que l'Union ne prévoit pas de recettes à l'immigration. Pourtant, le gouverneur croit que « l'immigration spontanée ne sera pas paralysée » [Message, 1897, p. 7]. Dans les « Messages » des années 1898 à 1900, l'immigration n'est pas mentionnée. En 1901, le gouverneur fait le constat suivant : 53 047 d'immigrants seraient arrivés au Paraná. Il affirme ensuite qu'il ne croit pas nécessaire de remettre en marche l'immigration subventionnée, interrompue par l'Union depuis 1896, car l'État, en fonction de son climat et de la qualité de ses terres, n'en a pas besoin. Pour attirer l'immigration, il suffit de vendre des lots de terres à terme [Message, 1901, p. 9]. Les « Messages » de 1903 et 1904 ne mentionnent pas l'immigration et le « Message » de 1905 présente un bilan sombre sur la question. Les recettes faisaient défaut et l'attractivité pour les immigrants se voyait compromise. Pour faire redémarrer le flux migratoire, il fallait payer les frais du voyage de l'Europe vers le Paraná ou bien faire de la « propagande ». Le « Message » de 1906 mentionne le contrat à durée déterminée d'un an, signé avec les compagnies « Loyd Austríaco » et « Real Húngara de Navegação Marítima ». Ces contrats prévoient le transport des immigrants des ports de Trieste, de Genova et de Fiume jusqu'au port de Paranaguá (au Paraná)<sup>17</sup>. En 1907, l'État décide d'organiser un « service d'immigration ». En 1908 une « commission de colonisation » est créée et, compte tenu des immigrants désireux de s'installer dans l'État du Paraná, le gouvernement local, à l'opposé de ce qui avait été fait en 1896, remet à la disposition de

17. Wachowicz [1981] nous parle d'autres actions publiques, encore moins fréquentes, telles que le prêt d'une petite somme pour la construction de la demeure, l'offre de quelques outils de travail, l'allocation d'un revenu mensuel jusqu'aux premières récoltes et l'offre de postes de travail dans la construction de lignes de chemin de fer. Mais les « messages » analysés ne les confirment pas.

l'Union ses « terres publiques », ce qui montre sa faible capacité d'action en la matière. De toute évidence, cette action était une conséquence directe de la publication, en 1907, du décret 6 455 grâce auquel l'Union avait créé l'agence publique du « Service de Peuplement du Sol National »<sup>18</sup>.

Selon Ramos [2002, p. 82-89], le décret était très complet et les compétences du « Service », très étendues. Son but principal était d'attirer des colons et, en second lieu, des travailleurs agricoles. Il était question également d'orienter les « flux migratoires » vers les colonies, d'y mêler les immigrants et les « nationaux », d'y réserver des espaces pour les écoles et pour les activités industrielles, entre autres. Le décret prévoyait également l'établissement de contrats avec les immigrants et les compagnies de navigation, la mise en place des offices de propagande en Europe, l'accueil et l'inscription sur des registres des immigrants lors de leur arrivée au Brésil, le contrôle sanitaire, entre autres procédures.

En ce qui concerne le Paraná, l'action du « Service » est importante. Entre 1908 et 1914, sur un total de 12 330 Polonais établis au Paraná, 9 880 vivaient dans les neuf colonies créées ou passaient sous contrôle de l'Union. En fait l'Union a, non seulement, acheté de terres pour créer des colonies, mais elle a également repris à l'État ses « terres publiques ». Il est donc nécessaire de s'interroger sur les « messages » de 1910 et de 1911 qui ne mentionnent pas la question de l'immigration alors que le « message » de 1912 présente le premier bilan des immigrants arrivés au Paraná, mais on n'y note pas de référence aux actions fédérales, finalement. Il n'y a aucune mention à l'immigration dans les « messages » de 1913 à 1915.

Au niveau local, comme nous l'avons vu, il n'y avait pas de politique d'immigration à proprement parler. Mais lorsque l'occasion s'est présentée, il s'est établi un partenariat entre l'État du Paraná et le « Service de Peuplement ». Néanmoins, l'Union contrôlera les colonies pour une période assez longue, ce qui n'était pas prévu. À titre d'exemple, la colonie de Cruz Machado, où il y avait 5 000 Polonais, est restée sous contrôle de l'Union pendant 14 ans et 5 mois. En outre, les principales actions du « Service » ne prenaient vraiment acte que lors de l'arrivée des immigrants au Brésil. À l'étranger, l'agence s'est limitée à faire de la publicité pour les produits agricoles d'exportation [Ramos, 2002, p. 141-142].

De l'autre côté de l'Atlantique, dans les territoires polonais occupés, la situation des paysans, au tournant du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, ne s'était pas améliorée, bien au contraire. La chute du prix des céréales figure parmi les causes externes les plus importantes de cette émigration massive. Néanmoins, on ne doit pas négliger la capacité des agents particuliers à attirer les immigrants. De nombreux Polonais ont été convaincus par des agents polonais de s'installer au Brésil grâce à une propagande pleine d'histoires fantastiques. À titre d'exemple, on affirmait

18. Dans la structure, il y avait un directeur général et des inspecteurs affectés à chaque État du pays. Dorénavant, nous la désignerons par le terme « Service ».



que le gouvernement brésilien mettait à disposition des immigrants, par donation, d'énormes quantités de terres; que la «reine du Brésil», peu avant sa mort, avait offert ses terres aux paysans; que le Pape en personne soutenait (et bénissait) le mouvement d'émigration; que le Brésil était un pays si riche qu'il n'y avait pas besoin de travailler, etc. [Kula, 1977, p. 9].

Les immigrants, dont 95 % étaient des paysans, partaient de régions alors sous la dure tutelle de l'empire russe. Il leur fallait un passeport et de l'argent pour le voyage. Ce document ainsi que la somme d'argent nécessaire étaient envoyés par les familles pour permettre l'émigration de nouveaux membres des familles<sup>19</sup>. À côté des documents, il y a la correspondance échangée entre les familles des deux côtés de l'Atlantique. Des faits peu anodins autour de cette correspondance méritent notre attention.

Les paysans n'avaient pas l'habitude de se servir de lettres pour communiquer entre eux, nombreux étant illettrés. De plus, afin d'empêcher l'émigration en masse, les autorités russes avaient pris l'habitude de trier les lettres échangées. Des milliers de lettres sont donc restées dans les archives. Malheureusement, seul un petit échantillon (250 au total) a été sauvé de l'incendie lors des émeutes de Varsovie en 1944. Dans ce lot, 60 lettres, arrivées en Pologne entre 1890 et 1891<sup>20</sup>, ont été envoyées du Brésil, notamment du Paraná.

Ayant analysé le contenu de ces lettres, Kula [1977] nous apprend que le ton général est l'optimisme. Étant donné le désir de stopper l'immigration, cet auteur fait l'hypothèse selon laquelle les lettres portant de bonnes nouvelles<sup>21</sup> étaient censurées tandis que celles portant de mauvaises nouvelles ou des récits faisant état des difficultés sur place, arrivaient sans problème à leurs destinataires. Les récits de Hempel [1973] confirment cette thèse car les témoignages qu'il a pu recueillir lors de son séjour au Brésil font état d'un très grand nombre de difficultés, depuis les mauvais traitements lors de l'arrivée à «Ilha das Flores»<sup>22</sup> jusqu'aux conditions de vie déplorables (les maladies, notamment le choléra, le

19. Néanmoins, certaines lettres font état de la difficulté à envoyer de l'argent du Brésil vers les territoires sous domination russe. Les sommes étaient parfois saisies (ou volées) ce qui provoqua d'innombrables réclamations d'immigrants auprès des autorités brésiliennes. À force d'être obligée de rembourser les sommes perdues, la poste brésilienne finit par ne plus accepter l'envoi d'argent à la Russie. Voir Kula [1977].

20. La première lettre, portant le n° 22, en date du 15 novembre 1890 et la dernière, n° 62, du 24 mai 1891. Elles ont été traduites et publiées en portugais dans les *Anais da Comunidade Brasileira Polonesa*, vol. VIII, 1977, p. 21-117.

21. À l'appui de cette hypothèse, nous avons à la fin de plusieurs lettres la notation du censeur au crayon «zadierzat» suivie d'un petit résumé de son contenu. En outre, dans la lettre n° 40, l'expéditeur prévient le destinataire que si le «Moscovite» permet l'échange des lettres, il écrira à nouveau pour faire part de son projet.

22. Il s'agit de «l'Hébergement de l'Immigrant» créé dans une petite île de la baie de la ville de Rio de Janeiro par le gouvernement républicain. Toutes proportions gardées, c'est la «Ellis Island» brésilienne.

décès des enfants, l'absence d'hygiène) dans les demeures insalubres au Paraná et dans l'État de Santa Catarina, dans l'attente de la démarcation des lots.

En revenant aux lettres dites « optimistes », analysons, par exemple, ce que dit la lettre n° 48: « Nous sommes bien arrivés à la colonie. Depuis la ville de Bremen, nous avons eu de la nourriture et le gouvernement nous prendra en charge pendant six mois, jusqu'à que nous ayons notre première récolte. Nous avons reçu à peu près trois « wlocas » de terre de forêt vierge avec une maison dans la propriété » [Kula, 1977, p. 66]. Ou encore celle portant le n° 50: « Nous nous sommes inscrits pour aller dans l'État de Santa Catarina, le district de Blumenau. Nous sommes allés ensuite vers les propriétés de 155 « morgas ». C'était des forêts, quelles forêts! Imaginez-vous les forêts qui produisent des fruits deux fois par an. Ici, il n'y a pas d'hiver, le climat est agréable, du vert sans arrêt, les fleurs, les plus chères, poussent à côté des chemins, tandis qu'en Europe c'est cher. » [Kula, 1977, p. 68]. Elles commençaient fréquemment par l'évocation religieuse (« Le Seigneur/Dieu soit loué ») et par la référence à l'état de santé de l'expéditeur. Ici et là, on décrivait les cultes, les curés et les églises en bois. Elles se terminaient par l'adresse (assez souvent, le nom de la colonie) où l'immigrant se trouvait. Il était surtout question des demeures et de la terre, depuis la fertilité jusqu'à la beauté des paysages en passant par la richesse des forêts, notamment les bois. À maintes reprises, les immigrants faisaient état des grandes propriétés rurales qu'on leur concédait sans aucune contrepartie en termes d'argent ou de travail, ce qui était fort peu courant. Mais cela n'était pas tout. Ils parlaient du climat (la douceur de l'hiver) et de la nature et prenaient soin de décrire en détail la luxuriante végétation qui les entourait dont ils se servaient pour bâtir leurs demeures et ils décrivaient également les animaux, notamment les oiseaux. Enfin, la vie sociale n'était pas oubliée. L'ordre public figurait en première place. Venaient ensuite l'harmonie des relations sociales (y compris avec les esclaves), la liberté, l'absence des « seigneurs » et de « patrons », le respect que les élites leur accordaient ou encore l'absence d'impôts. Pour les immigrants originaires d'un pays à peine sorti du servage, cette gamme de rapports sociaux égalitaires surprenante pour un pays au passé esclavagiste devait certainement être appréciée. En résumé le ton des lettres est vraiment positif, la situation générale au Paraná est décrite comme bonne, voire meilleure qu'en Pologne, ce qui confirme la thèse de la saisie.

Au-delà des lettres, cette période nous a fourni des témoignages – sous la forme de mémoires [Kosciński, 1971; Saporski, 1972] – et d'analyses – sous la forme de récits de voyages au Paraná – réalisés dans le cadre du débat entre partisans et adversaires de l'émigration. Parmi les récits de voyages des partisans,

23. Le témoignage de Hempel, dont le titre était *Polacy w Brazylly* a été édité pour la première fois à Lwów en 1893. Mise à part la description des conditions de vie des immigrants, il comprenait une carte avec l'emplacement de toutes les colonies.



ceux de Hempel [1973]<sup>23</sup> et de Klobukowski [1971] sont particulièrement intéressants car tous deux ont été invités à rejoindre l'expédition scientifique, financée par la Société Commerciale et Géographique de Lwów, envoyée au Brésil et en Argentine au début des années 1890 afin d'y analyser les conditions de vie des émigrants. Les deux récits s'accordent pour dire qu'à la différence des États-Unis, le Brésil, notamment ses États méridionaux, n'était pas simplement un pays d'accueil. Diplômé en agronomie, Hempel s'était intéressé aux problèmes des paysans. La « fièvre brésilienne » le conduisit à se pencher sur le sort des paysans émigrés. C'est à ce titre qu'il fut invité à rejoindre l'expédition scientifique. Malgré le constat des conditions précaires de vie des immigrants, Hempel [1973, p. 16] était partisan de l'émigration car il y voyait la solution de « survie à la vie polonaise ». Intellectuel, docteur des universités de Bonn et de Vienne, s'intéressant aux phénomènes migratoires, Klobukowski fut invité par la « Société de Lwów » à rejoindre l'expédition scientifique, au même titre que Hempel. Étant donné le nombre de Polonais déjà installés au Brésil, l'isolement de certaines colonies et le fait que le gouvernement brésilien ne prêtait guère d'intérêt ni au sort des immigrants, ni aux régions où ils s'étaient installés, Klobukowski [1971, p. 15] espérait y voir naître une société néo-polonaise, « Nowa Polska ».

En effet, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, certains nationalistes polonais estimaient comme très positif le potentiel « colonisateur » des émigrants. « Comme leurs homologues [italiens et allemands], ils fondaient leurs espoirs sur la formation des "colonies agricoles homogènes" d'émigrants, surtout au Paraná brésilien où, selon Josef Siemiradzki, émergeait une nouvelle Pologne... » [Gabaccia *et al.*, 2006, p. 86-87]. De toute évidence, l'idée d'y fonder une colonie sur le modèle de celles que les grandes puissances européennes avaient installées en Afrique leur semblait une possibilité bien réelle. Cichoka [2002] nous en parle en ces termes :

Il est curieux de noter le changement progressif des mentalités et de voir comment, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, commence aussi à se concrétiser l'idée patriotique de faire ressusciter la Pologne au Brésil ou en Argentine. Les partisans de cette idée, vivant en grande partie sur les anciens territoires polonais, préconisaient la création de plusieurs États polonais au Brésil unis sous le nom de Nowa Polska, « Nouvelle Pologne », et s'apprêtaient à y faire venir tous les immigrants polonais, surtout ceux des États-Unis.

Par ailleurs, il est possible que l'idée de fonder une « nouvelle Pologne » au Brésil ne soit pas sans relation avec le cadre de vie des Polonais au Paraná. D'abord parce que, en ce début de XX<sup>e</sup> siècle, on assiste à la naissance, au sein des colonies récemment créées, des premières formes d'organisation sociale, notamment de paroisses, d'écoles bilingues, d'associations et de quotidiens de presse. Il faut signaler la « Société polonaise-brésilienne Tadeuz Kosciusko », fondée en

1890 à partir du constat de l'éloignement des Polonais du « monde civilisé »<sup>24</sup>. Ainsi, entre 1892 et 1914, dix-neuf quotidiens ont été publiés à Curitiba. Certains ont été éphémères, mais d'autres ont paru régulièrement, comme la *Gazeta Polska W Brazylji*, qui a été éditée à Curitiba entre 1892 et 1941. Les quotidiens *Naprzód* (« En avant », 1905), *Kolonista* (« Le colon », 1909-1910) et *Tygodnik zwiazkowy* (« L'hebdomadaire des associations », 1916-1917), publiés au Rio Grande do Sul, prouvent également l'importance de la communauté polonaise dans cet État. La *Towarzystwo Gimnastyczne Sokół* (« Société de Gymnastique Faucon », Curitiba, 1898-1920<sup>25</sup>) est très instructive à cet égard. Ses objectifs étaient le développement physique grâce à la gymnastique, les randonnées et le tir. L'escrime y fut vite ajoutée et il n'a manqué à la Société ni l'uniforme ni les insignes de type militaire<sup>26</sup>.

Des gens comme Hempel ou Klobukowski, partisans de l'émigration colonisatrice, ont aidé à la création de ces organisations car ils y voyaient le moyen de faire naître la « Nowa Polska ». Les associations, les écoles et les quotidiens fondés ont façonné la vie des immigrants selon une dimension inattendue. Ils ont réussi à ressembler, autour d'un nouveau style de vie, parfois plus libre, des gens qui ne se connaissaient pas avant l'émigration, voire des gens qui se reconnaissaient à peine comme « Polonais ». À l'inverse, la presse locale en Pologne même, majoritairement campée du côté des voix contraires à l'émigration, a essayé d'en empêcher le flux et envoyé, à ce titre, des correspondants journalistes au Brésil. Cependant, malgré les reportages défavorables<sup>27</sup>, le flux migratoire ne s'est pas tari et l'idée de la colonisation afin de défendre les intérêts du pays de départ finit par gagner aussi ce camp.

## Conclusion

L'impact que les contacts entre des Polonais résidant au Brésil (voire en France et aux États-Unis) et dans les territoires occupés a pu provoquer sur la manière de percevoir les colonies d'immigrants aussi bien en « Pologne occupée » qu'au Paraná reste à établir. On peut imaginer que les colonies au Paraná aient changé la donne politique en Pologne à la suite de la reconquête de l'indépen-

24. On doit à la « Société » la création d'une école primaire élémentaire, d'une chorale et d'une petite fanfare. L'action de la Société a été spécialement importante lors de l'organisation du « Premier Congrès Polonais » au Brésil dont le but était de réunir les Polonais résidant en Amérique du Sud afin de travailler pour la reconquête de l'indépendance de la Pologne.

25. En 1920, ses membres décident d'adhérer à la société *Zwiazek Poski* (*Union Polonaise*), qui a existé jusqu'en 1938.

26. Ce n'est pas par hasard, donc, que quelque deux cents Polonais résidant au Brésil se seraient engagés dans les troupes nationales polonaises qui ont lutté durant la Première Guerre sous le commandement du général Haller, en France.

27. Parmi les non-partisans, on trouve le Père Z. Chelmicki et M. Glinka, tous les deux membres de la « Société Agricole de Varsovie ». Tous deux se sont rendus au Brésil en 1891 et ont publié à Varsovie divers articles contre l'émigration.



dance, provoquant de nouvelles réactions, voire à la résurgence des projets impérialistes mal endormis, mais rien n'est moins certain.

Les documents montrent que les immigrants polonais au Brésil ont été pris dans l'engrenage d'un nationalisme de type expansionniste. De toute évidence, pour certains Polonais restés « chez eux », il n'était plus question, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de concevoir les émigrants installés à l'étranger comme des colons dont le but était de peupler un pays quelconque et d'être assimilés par la culture locale. Cela expliquerait pourquoi des nationalistes comme Gluchowski<sup>28</sup> ont songé à faire venir au Paraná les immigrants polonais résidant en Argentine et aux États-Unis. Son but explicite n'était autre que celui de tonifier le mouvement local de création de la *Nowa Polska* et, en même temps, de redonner un sens à la vie des Polonais dispersés de par le monde.

Voilà ce qui expliquerait également l'installation, par le nouvel État de Pologne, d'un consulat dans la ville de Curitiba (où Gluchowski fut reçu en fanfare, voir photo n° 2) qui, somme toute, n'avait pas grande importance sur le plan politique brésilien si l'on en exclut le nombre d'immigrants polonais. Quoi qu'il en soit, l'idée d'une immigration spontanée ou d'une immigration orchestrée par le pays d'accueil n'est pas en mesure de rendre compte de l'intérêt que l'installation des Polonais au Brésil a suscité chez des nationalistes polonais.

PHOTO 2. L'ARRIVÉE DU CONSUL POLONAIS À CURITIBA, 1920



Utilisation aimablement autorisée par l'Arquivo Público do Paraná.

28. Il s'agit de Kazimierz Gluchowski. Né en 1885 et décédé en 1941, il était arrivé à Curitiba le premier janvier 1920, en tant que consul, poste qu'il a gardé jusqu'en 1922, lorsqu'il a commencé à rédiger le livre *Les Polonais au Brésil* [voir la bibliographie]. C'est lors de son retour en Pologne, en 1928, qu'il a conçu le plan de fonder une colonie polonaise au Paraná.

La fin de cette période où des milliers de Polonais se sont installés au Brésil coïncide avec le début de la Première Guerre mondiale. En ce qui concerne le Paraná, le nombre des Polonais et de leurs descendants, comme nous l'avons vu, augmenta encore. Au cours des années 1920 et 1930 (jusqu'à la mise en place de la politique de «nationalisation» du gouvernement Vargas), le gouvernement brésilien continua à voir dans l'immigration la mission de peuplement, voire la fonction d'amélioration («d'éclaircissement») de la «race brésilienne». Mais, de toute évidence, ni les immigrants ni les hommes politiques de la nouvelle nation polonaise n'en ont été informés. Au contraire, «si irréaliste fût-il, ce rêve de colonies polonaises en Amérique du Sud persista jusque dans les années 1930» [Gabaccia *et al.*, 2006, p. 89]. Le cas des Polonais sert à montrer la distance qui sépare l'immigrant de l'émigrant, les politiques d'attractivité et les causes de départ. Les études brésiliennes se sont centrées jusqu'ici sur l'un des aspects de l'immigration, notamment sur les représentations de l'immigrant et les processus d'assimilation dans le cadre de la nation brésilienne. Or il est important de comprendre l'autre versant de l'histoire. On sera alors amené à évoquer la colonisation du Brésil Méridional au double sens du terme.

## BIBLIOGRAPHIE

- **ALVIM ZULEIKA Maria Forcione**, «O Brasil italiano (1880-1920)», in **B. FAUSTO** (org.), *Fazer a América*, São Paulo, Edusp, 2<sup>a</sup> ed., 2000, p. 383-417.
- **ANDREAZZA Maria Lúcia**, *Paraíso das delícias: estudo de um grupo de imigrantes ucranianos*, Curitiba, Tese de Doutorado, UFPR, 1996.
- **ANDREAZZA Maria Lúcia, NADALIN Sergio**, «O cenário da colonização no Brasil Meridional e a família imigrante», *Revista Brasileira de Estudos de População*, 11 (1), jan-jun, 1994, p. 61-87.
- **AVILA Fernando Bastos de**, *L'immigration au Brésil*, Rio de Janeiro, Livraria Agir Editora, 1956.
- **BALHANA Altiva Pilatti**, «L'immigration italienne au Paraná», in **A. P. BALHANA**, *Um mazzolino de Fiori*, Curitiba, Imprensa Oficial, 2002, p. 67-85.
- **BIGUELMAN Patrícia**, *A crise do escravismo e a grande imigração*, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1981, 2<sup>a</sup> ed.
- **BLANC-CHALEARD Marie-Claude**, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, Col. «Repères», 2001.
- **CARNEIRO José Fernando**, *Imigração e colonização*, Rio de Janeiro, Faculdade Nacional de Filosofia, Publicações avulsas n° 2, 1950.
- **CICHOKA Maria**, «Les Polonais en Amérique latine: un autre regard», *Amérique Latine Histoire et Mémoire*, n° 4, 2002. Mise en ligne le 13 janvier 2006. URL. <http://alhim.revues.org/document483.html>. Consulté le 12 juin 2008.
- **DIEGUES Jr. Miguel**, *Imigração, urbanização e industrialização*, Rio de Janeiro, INEP, 1964.
- **FAUSTO Boris** (org.), *Fazer a América*, São Paulo, EdUSP, 2000.
- **GABACCIA Donna R. et al.**, «Émigration et construction nationale en Europe», in **Nancy GREEN, François Weil**, *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ*, Paris, Éd. EHESS, 2006, p. 67-94.
- **GLUCHOWSKI Kazimierz**, *Os poloneses no Brasil*, Porto Alegre, Rodzicz & Ordakowski editores, 2005.
- **GREEN Nancy**, *L'odyssée des émigrants. Et ils peuplèrent l'Amérique*, Paris, Gallimard, Coll. «La Découverte», 1994.



- **GUÉRIOS Paulo Renato**, *Memória, identidade e religião entre imigrantes rutenos e seus descendentes no Paraná*, Rio de Janeiro, Tese de Doutorado, Museu Nacional/UFRJ, 1996.
- **GUTIERREZ Hernandez**, « Donos de terras e escravos no Paraná: padrões e hierarquias nas primeiras décadas do século XIX », São Paulo, *História*, vol. 25, n° 1, 2006, p. 100-122.
- **HANDA Tomoo**, *O imigrante japonês. História de sua vida no Brasil*, São Paulo, T. A. Queiroz/Centro de Estudos Nipo-brasileiros, 1987.
- **HEMPEL Antonio**, *Os poloneses no Brasil. Anais da Comunidade Brasileiro Polonesa*, Curitiba, Superintendência do Centenário da Imigração polonesa ao Paraná, vol. VII, 1973, p. 11-99.
- **KLOBUKOWSKI Stanislaw**, *Anais da Comunidade Brasileiro Polonesa*, Curitiba, Superintendência do Centenário da Imigração polonesa ao Paraná, vol. IV, 1971, p. 15-107.
- **KOSCIANSKI Stanislaw**, *Anais da Comunidade Brasileiro Polonesa*, Curitiba, Superintendência do Centenário da Imigração polonesa ao Paraná, vol. III, 1971, p. 36-79.
- **KULA Marcin**, *Carta dos imigrantes do Brasil. Anais da Comunidade Brasileiro Polonesa*, Curitiba, Superintendência do Centenário da Imigração polonesa ao Paraná, vol. VIII, 1977, p. 9-117.
- **MARTINS José de Souza**, *A imigração e a crise do Brasil agrário*, São Paulo, Biblioteca Pioneira de Ciências Sociais, 1973.
- **MARTINS Romário**, *Quantos somos, quem somos*, Curitiba, Empresa Gráfica Paranense, 1941.
- **MARTINS Wilson**, *Um Brasil diferente*, São Paulo, T. A. Queiroz Editor, 1989, 2ª ed.
- **OLIVEIRA Márcio de**, *Imigração e diferença em um estado do sul do Brasil : o caso do Paraná*, Nuevo Mundo-Mundos Nuevos, vol. 7, 2007, Disponible sur le site <http://www.nuevomundo.revues.org>.
- **PETRONE Maria T. S.**, « Imigração », in **FAUSTO B.** (dir.), *História Geral da Civilização Brasileira*, São Paulo, Difel, 2º vol., tomo III, 1978, p. 93-133.
- **RAMOS José de Sousa**, *O Poder de domar do fraco : Construção de autoridade e poder tutelar na política de Povoamento do Solo Nacional*, Rio de Janeiro, Tese de Doutorado, Museu Nacional/UFRJ, 2002.
- **RAMOS José de Sousa**, « La construction de "l'immigrant indésirable" et la nationalisation de la politique d'immigration brésilienne », in **Philippe RYGIEL** (dir.), *Le bon grain et l'ivraie*, Paris, Aux lieux d'être, 2004, p. 75-97.
- **ROCHE Jean**, *A colonização alemã e o Rio Grande do Sul*, Porto Alegre, Globo, Fundação esp de São Paulo, Editora « Sociologia e Política », 1969.
- **SAPORSKI Edmond Wós**, *Memórias. Anais da Comunidade Brasileiro Polonesa*, Curitiba, Superintendência do Centenário da Imigração polonesa ao Paraná, vol. VI, 1972, p. 11-100.
- **SAKURAI Célia**, « Imigração japonesa para o Brasil », in **B. FAUSTO** (org.), *Fazer a América*, São Paulo, Edusp, 2000, p. 215-229.
- **SEYFERTH Giralda**, « A colonização alemã no Brasil : Etnicidade e conflito », in **B. FAUSTO** (org.), *Fazer a América*, São Paulo, Edusp, 2000, p. 273-313.
- **SEYFERTH Giralda**, *Imigração e cultura no Brasil*, Brasília, Ed. da UnB, 1990.
- **SEYFERTH Giralda**, *Imigrantes, estrangeiros : a trajetória de uma categoria incomoda no campo político*, Porto Seguro, ABA, 26ª Reunião Brasileira de Antropologia, 2008.
- **THOMAS Williams I.**, **ZNANIECKI Florian**, *The polish peasant in Europe and America. A classic work in immigration history*, Chicago, University of Illinois Press, Edited by Eli Zaretsky, 1996.
- **TORPEY John**, « Du servage au "libre départ" », in **Nancy GREEN**, **FRANÇOIS WEIL**, *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ*, Paris, Éd. EHESS, 2006, p. 19-36.
- **VASCONCELOS Humberto D.**, « O problema da imigração », *Boletim da Directoria de Terras, Colonização e Imigração*, São Paulo, Secretaria da Agricultura, Indústria e Comercio, n° 1, août 1937, p. 13-31.

- **VASCONCELOS Humberto D.**, « Alguns aspectos da imigração no Brasil », *Boletim da Directoria de Terras, Colonização e Imigração*, São Paulo, Secretaria da Agricultura, Indústria e Comercio, nº 3, mars 1941, p. 5-36.
- **VIANNA Francisco José de Oliveira**, *Raça e assimilação*, São Paulo, Companhia Editora Nacional, 1934.
- **ZOLBER A. R.**, « La Révolution des départs », in **NANCY GREEN, FRANÇOIS WEIL**, *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ*, Paris, Éd. EHESS, 2006, p. 37-66.
- **WACHOWICZ Ruy**, *O camponês polonês no Brasil*, Curitiba, Fundação Cultural de Curitiba/Casa Romário Martins, 1981.
- **WACHOWICZ Ruy**, « Aspectos da imigração polonesa ao Brasil, Projeções », *Revista de estudos polono-brasileiros*, ano I, vol. I, 1999, p. 10-31.
- **WENDLING Líbia M.**, « O imigrante polonês no Rio Grande do Sul », *Revistas de Estudos Leopoldenses*, nº 17, 1971, São Leopoldo, UNISINOS.
- **WILLEMS Emilio**, *A aculturação dos alemães no Brasil*, São Paulo, Cia. Ed. Nacional, 1946.

## RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Cet article analyse l'importance de l'immigration polonaise dans la colonisation du sud du Brésil, particulièrement de l'État du Paraná. Après une présentation rapide de l'immigration au Brésil, l'auteur aborde le rôle des politiques d'immigration mises en place par l'État fédéral, plus spécialement par l'État du Paraná, pour la période comprise entre 1870 et 1914. Il rappelle ensuite les études, peu nombreuses, qui existent sur certains groupes d'immigrants, tels que les Ukranien ou les Polonais dont on évoque l'histoire depuis leur départ d'Europe jusqu'à leur arrivée au Brésil, notamment dans l'État du Paraná. Il termine enfin par une discussion sur le rôle des Polonais – à la fois colons et colonisateurs – dans le sud du Brésil,

Este artigo tem por objeto a importância da imigração polonesa na colonização do sul do Brasil. Após uma apresentação das grandes linhas da imigração no Brasil, discutimos as políticas de imigração da União e, mais particularmente, do estado do Paraná entre os anos de 1870 e 1914.

Constata-se a existência de poucos estudos sobre grupos de imigrantes como os ucranianos ou os poloneses. Em relação aos últimos, apresentamos sua história desde a partida da Europa e sua chegada no Brasil, especialmente no estado do Paraná para o período acima descrito. Concluímos por uma discussão sobre o papel dos poloneses – ao mesmo tempo colonos e colonizadores – no sul do Brasil.

This article aims to analyze the importance of Polish immigration for the colonization of southern Brazil. After presenting the main trends of the immigration in Brazil, we discuss the immigration policies of the State of Brazil, and particularly of the state of Paraná between 1870 and 1914. It's realized that there are very few studies about groups of immigrants like the Ukrainians or the Polishes. For the last ones, we reveal their history since their departure from Europe until their arrival in Brazil and their migration to the state of Paraná. We conclude with a discussion about the role of the Polish immigrants – that can be seen both as a rural colon and as a conqueror – in southern Brazil.

### MOTS CLÉS

- Polonais
- immigration
- Brésil
- État du Paraná

### PALAVRAS CHAVES

- Poloneses
- imigração
- Brasil
- Estado do Paraná

### KEYWORDS

- Polishes
- immigration
- Southern Brazil
- State of Paraná

Jean-Pierre Blay\*

# Éducation physique et culture sportive au Brésil à l'époque contemporaine : entre utilité sociale et reconnaissance identitaire

**D**ans un pays très marqué par le culte du corps et où les champions sportifs sont célébrés comme des héros de la nation, quelles ont été les actions politiques en matière d'Éducation Physique (EP) ? La valorisation sociale du champion est-elle due à une EP perçue comme une matière d'enseignement indispensable au cursus scolaire ? Les pouvoirs publics ont-ils pris conscience, dès l'instauration d'un système scolaire au XIX<sup>e</sup> siècle, des enjeux éducatifs du sport au point d'étendre aux pratiques pédagogiques des pratiques sportives de plus en plus significatives de la culture brésilienne ?

La volonté de l'État, de faire coïncider, à l'école et dans les cursus de formation des enseignants de l'EP, les pratiques physiques avec les pratiques de loisirs, révèle sur un temps long des disparités inhérentes aux régimes politiques. C'est la prise de conscience historique des praticiens de l'EP qui amène des changements en faveur de la sportivisation lors du retour à la démocratie en 1984.

Dans cette longue quête identitaire, un glissement s'opère dans la circulation des savoirs allant des théories de l'EP vers l'écriture de l'histoire avec, dans les

\* Maître de conférences à l'UFR-STAPS, Laboratoire « sport et culture », Université de Paris Ouest Nanterre La Défense.

deux domaines, des références françaises prédominantes. En l'occurrence, l'historiographie brésilienne n'a pas encore produit d'ouvrage de synthèse qui prenne en compte l'influence des pratiques physiques sur l'EP. Toutefois, depuis 1996 avec la « IV<sup>e</sup> Rencontre nationale d'histoire du sport, loisir et d'EP », des historiens, à la suite des travaux de Valter Bracht, repensent ceux d'Innezil Penna Marinho [1953] et d'Otoiga Romanelli [1978] et tentent de mesurer l'autonomisation du champ professionnel de l'EP à l'aune des politiques publiques, des influences théoriques étrangères et du surgissement de nouvelles pratiques physiques.

## **Une discipline marquée par la discrimination sous l'Empire**

L'EP est insérée au cursus de formation des enseignants dès la période impériale à partir du texte présenté par le député Luiz Couto Ferraz à l'Assemblée et qui porte sur la réforme de l'enseignement primaire et secondaire<sup>1</sup>. La gymnastique devient obligatoire à l'école. En 1854, Ferraz, devenu ministre, impose la danse dans le secondaire et renforce une séparation des genres, entre les établissements, qui existait déjà depuis la création de l'École Normale de jeunes filles de Niterói en 1835. L'année suivante, les provinces de Bahia, São Paulo et du Minas Gerais adoptent ce modèle afin d'encourager la féminisation des emplois intellectuels parallèlement aux établissements de garçons.

En 1876, les exercices de gymnastique et les principes généraux d'EP sont introduits dans ces établissements et sont destinés à développer chez les normaliens le travail intellectuel et, chez les normaliennes, les activités manuelles et esthétiques<sup>2</sup>. Cette discrimination se prolonge dans les cours suivis par les écolières pour lesquelles on vise la valorisation des caractéristiques corporelles pour les préparer à la maternité et, d'une manière générale, à gérer leur santé. Les exercices réservés aux garçons prônent la préparation d'un citoyen solide pouvant défendre la patrie dans un contexte marqué par la guerre du Paraguay. Cependant, la pensée hygiéniste domine dans la construction discursive d'une EP qui doit promouvoir le bien-être physique et mental afin de régénérer la race. Le décret n° 7684 du 6 mars 1880 consolide cette séparation des contenus en rendant obligatoire, dans les classes de 5<sup>e</sup> série du primaire, la présence d'une maîtresse ou d'un maître selon le cours dispensé.

Le rapport de Rui Barbosa (1882) aborde la question de « *la réforme de l'enseignement primaire et de plusieurs institutions complémentaires de l'instruction publique* » à une époque où les élites intellectuelles s'engagent dans la lutte contre l'analphabétisme. Rui Barbosa constate le retard dans l'adoption de mesures

1. Brasil. Decreto Lei n° 630 du 17 septembre 1851.

2. Brasil. Decreto Lei n° 6370 du 30 septembre 1876.



modernes en termes de formation et d'organisation administrative par rapport à l'Europe où le libéralisme économique et les réformes du système éducatif avaient prélué à l'émergence d'une classe moyenne constituée de fonctionnaires et d'employés du tertiaire. Pour atteindre un niveau de développement comparable, Rui Barbosa propose de modifier la formation des professeurs mais également de l'EP<sup>3</sup>. Il s'agit de repenser les contenus scientifiques et techniques de leur formation ainsi que les formes d'habilitation des enseignants d'EP afin que ces derniers interviennent sur l'ensemble du cursus scolaire des garçons et des filles.

En 1882 et 1885, d'autres rapports sont émis par des parlementaires qui ambitionnent de faire de l'EP un élément particulier de l'éducation morale. Parmi eux, Francisco M. Sodré Pereira, conseiller du président de l'assemblée provinciale du Pernambuco (Recife.) « *On ne peut oublier au moment de la leçon d'EP la part d'éducation morale: pour que l'esprit s'élève, sans se fatiguer, il est nécessaire que le corps ne soit pas enfermé.* » [Marinho, 1953, p. 164] Le député pernambucano croyait en l'idée, héritée de l'humanisme européen, que l'harmonie du corps répond à l'harmonie de l'âme: *mens sana in corpore sano*.

En 1888, Pedro M. Borges publie dans la même ligne de pensée un *Manoel teorico e pratico de gymnastica escolar* où il milite pour une EP qui prendrait en compte une série d'exercices hygiéniques applicables à toutes les classes du primaire et du secondaire<sup>4</sup>.

En 1889, l'EP s'ajoute aux disciplines enseignées dans les écoles et les collèges. Cette directive est pourtant loin d'être suivie, comme le montre en 1890 le rapport de l'inspecteur général, Ramiz Galvão, qui déplore, notamment chez les professeurs en fin de carrière, une propension à privilégier une gymnastique roborative exécutée sur place.

Mais l'urgence se situait-elle dans l'amélioration pédagogique lorsqu'on sait que seulement 1,79% de la population avait accès à une éducation élémentaire dans un pays à peine sorti de l'esclavage un an auparavant [Romanelli, 1978, p. 40]? En fait, le système éducatif accaparé par les élites était conçu pour former des successeurs recrutés dans leur milieu social. L'EP n'apparaît pas comme un élément de distinction nécessaire vis-à-vis du peuple. Certes, elle s'insère dans les programmes, mais sans peser sur les destins scolaires.

3. Rui Barbosa, Parecer de 1882, artigo 1, item VII: «Educação física, análise comparativa na Inglaterra, França, Alemanha, Estados Unidos.»

4. Ces exercices de contrôle de la posture prétendent agir principalement sur la colonne vertébrale et le développement thoracique et respiratoire chez les enfants afin de contrer les maladies qui obsèdent les pouvoirs publics: la tuberculose et le rachitisme.

## De la république à l'Estado Novo, formation et contenus sous influence eugéniste

L'autonomisation de la formation des cadres de l'EP va modifier cette situation à partir de 1905 quand, sous l'initiative du député Jorge Morais, le gouvernement républicain crée deux écoles d'EP. L'une, militaire, prépare les instructeurs des forces armées; l'autre, civile, forme les professeurs intervenant dans les écoles normales et ceux chargés du perfectionnement des enseignants d'EP. Mais, en raison d'une programmation budgétaire défailante, ce plan de formation ne fut jamais opérationnel.

Il faut attendre l'avant-projet de 1929 conduit par Fernando de Azevedo et relatif au cours provisoire donné au *Centro Militar de Educação Física* du district fédéral. Les enseignements sont dispensés conjointement par des militaires et des médecins qui se répartissent les activités physiques et les matières scientifiques. F. de Azevedo s'inspire du modèle des pays industrialisés qui ont intégré l'EP comme paradigme de modernité en y associant les instructeurs et les praticiens. Il défend l'idée d'une formation scientifique intégrant anatomie, physiologie et hygiène car son modèle «d'homme total» est avant tout celui d'un corps biologique et non celui du développement de la personne. Les diplômés de ce cours supérieur d'EP (d'un an) sont peu nombreux et leur promotion est souvent affectée à la formation dans des cours de perfectionnement des écoles normales alors qu'ils auraient dû enseigner dans le primaire.

À l'époque l'EP est considérée comme une activité que devait intégrer le cursus scolaire. Pourtant, l'EP infantile éprouve des difficultés à imposer un rythme hebdomadaire. Joao Toledo témoigne de la situation: «*L'activité physique des petits est largement exercée en plein air à partir de quantité de jeux qui leur prennent toute la journée. Quant à ceux de l'école primaire, dans les heures libres qui leur restent, on constate qu'elles sont un agent indispensable à leur croissance et ont valeur de travaux éducatifs.*» [Toledo, 1929, p. 129] Deux ans après sa publication au *Jornal Oficial das Leis e Decretos*, l'École civile d'EP, située à São Paulo, ouvre ses portes et fonctionne selon l'organisation conçue par Azevedo. Cet établissement, unique en son genre, fournit un contingent insuffisant pour couvrir les besoins de toute une population scolaire. Ainsi, les écoles normales préparent leurs élèves-professeurs («généralistes») à enseigner dans les classes primaires pour compenser ce déficit.

Gustavo Capanema, ministre de l'Éducation et de la Santé dans le gouvernement de Gétúlio Vargas, met l'EP sous tutelle en l'incorporant au Département National d'Éducation. Ce «*contrôle des corps*», analysé par Costa [1971, p. 380] au travers de la loi n° 378 du 13 janvier 1937 (art. 10), correspond à la phase de développement de l'*Estado Novo* quand G. Vargas cherche à consolider sa présidence auprès de tous les alliés institutionnels envisageables. Le choix d'une EP eugéniste cadre avec un pouvoir fort qui prône le relèvement de la race et la sélection par des exercices modélisés dans lesquels l'élève n'est qu'un exécutant obéissant.



La réforme fédérale présentée par Capanema (décret n° 8529, 1945) prépare à partir de ces bases théoriques une formation organisée en deux cycles. Le premier cycle supérieur (4 ans d'études) correspond aux enseignants des écoles primaires, le deuxième cycle supérieur (3 ans) est destiné aux intervenants dans les classes de collèges (*ginásio*). Ensuite, une refonte des instructions officielles distingue l'éducation physique pour les adolescents et l'éducation récréative et ludique pour les enfants. Capanema inaugure, le 17 avril 1939, l'*Escola Nacional d'EP e Desportes* (ENEPD), intégrée à l'université de Rio de Janeiro et dont il veut faire un modèle pour les autres États du Brésil. Dans l'introduction du décret-loi n° 8530 du 2 janvier 1946, le ministre confirme la présence de militaires et de médecins dans le corps professoral afin, « *de former des professionnels dans le domaine de l'EP; imprimer unité théorique et pratique dans l'enseignement de l'EP dans le pays; diffuser des connaissances liées à ce domaine; réaliser des recherches qui montrent les chemins les plus adéquats pour l'EP brésilienne.* »

Pour intégrer cet établissement, le premier cycle du secondaire suffisait; en revanche pour suivre le deuxième cycle supérieur menant à la licence, on exigeait le deuxième cycle du secondaire. L'ENEPD délivrait deux diplômes correspondant au titre de professeur d'EP et à celui de normalien spécialisé en EP. L'article 36 de ce décret-loi précise que pour exercer les fonctions d'enseignant d'EP, les établissements officiels des villes de plus de 50 000 habitants devaient réclamer ces documents aux postulants. Mais les postes à pourvoir étant plus nombreux que les diplômés, ce texte fut impossible à appliquer.

Profitant de l'appui du président de la République, l'institution militaire construit dans les années 1930 et 1940 un projet d'EP qui prend l'allure d'un projet d'éducation générale. La théorisation de la gymnastique scolaire est présentée dans une double perspective médico-pédagogique et pédagogique-morale. Les pratiques corporelles sont perçues et construites comme des instruments servant l'éducation à la santé et la morale. Théoriser permet d'intégrer des pratiques corporelles dans une méthode pédagogique arc-boutée sur des théories biologiques de tendance eugéniste.

Le champ de l'EP (ou celui qu'on appelle à l'époque « gymnastique scolaire ») est ainsi structuré par des apports extérieurs avant même qu'il ne soit officiellement constitué. Il était difficile de trouver chez les praticiens (instructeur de gymnastique ou professeur licencié) des promoteurs de la modernité puisque leur formation les incite à concevoir la leçon d'EP comme un entraînement à l'exécution des mouvements.

L'absence de ces enseignants dans la production textuelle de l'EP indique qu'ils ne disposaient pas des moyens pour valoriser leurs pratiques ni les faire évoluer. Les publications, souvent collectives, composant le champ de la gymnastique scolaire ou de l'EP, proposent davantage des recueils de méthodes gymniques que des expériences innovantes. L'unique tentative réside dans le concours

ouvert en 1942 par le ministère de l'Éducation et de la Culture (MEC) afin de récompenser une méthode nationale d'EP<sup>5</sup>.

## La démocratisation et la sportivisation de l'EP

Après la chute de Getúlio Vargas en 1945, s'ouvre une période caractérisée par l'émergence de mouvements démocratiques qui tentent de réduire les inégalités sociales. La Constitution de 1946 s'en inspire au point d'élargir la vie démocratique au droit à l'éducation pour tous les citoyens et d'instaurer l'obligation scolaire. L'ambition politique pousse à des mesures plus tardives englobant l'EP. La loi n° 1871, du 12 mars 1953, redéfinit la formation à l'ENEPD sur le principe de l'équivalence entre les formations qui passent toutes à 3 ans et dont l'accès est acquis après le « *vestibular* »<sup>6</sup>.

Dans les années 1960, la percée des sciences humaines est consécutive à une tentative de redéfinition disciplinaire et de distinctions scientifiques. Les matières d'enseignement classiques comme les nouvelles (socio-démographie, histoire sociale...) s'éloignent des préoccupations pédagogiques pour se concentrer sur le renouvellement de la méthodologie<sup>7</sup> et les thématiques de recherche. Cette « *dépédagogisation des théories* » [Bracht, 1996, p. 140] atteint également l'EP. En effet, le milieu scientifique s'interroge : l'EP est-elle une science ou une discipline d'enseignement ? L'EP doit prouver sa légitimité dans le champ de la recherche pour justifier sa présence à l'université. Le facteur déterminant de cette vogue scientifique trouve son origine dans le développement du phénomène sportif, conjointement à celui des loisirs qui atteignent la société brésilienne et finit par être absorbé par les théoriciens de l'EP ou imposé à eux.

En 1961, le *Conselho Federal da Educação* (CFD) apporte son soutien à la loi d'orientation par laquelle « *l'EP obtient le statut de discipline d'enseignement obligatoire dans les cours primaires, le secondaire et les écoles normales* » [Oliveira, 1987, p. 19].

En 1966, le décret n° 58130 complète cette loi et porte l'exigence pédagogique à la hauteur des matières d'excellence qui conçoivent depuis longtemps les leçons à l'intérieur d'une progression. Ces séances structurées autour des tech-

5. C'est du reste ce que l'État français avait imposé à la même époque avec la méthode naturelle, méthode française unique (ou Hébertisme) que l'on doit à Georges Hébert (1875-1957, officier de Marine). Il importait au maréchal Pétain de reprendre en main la jeunesse par une méthode incitant à la soumission au chef, dans un contexte militarisé. Basée sur la confrontation de l'individu avec le milieu naturel, elle convient parfaitement à la préparation militaire qui s'en inspire pour le parcours du combattant. Elle vise à une éducation morale dont les valeurs (altruisme, courage, obéissance) sont appréciées chez les dirigeants des régimes forts, à l'instar de celui de Vargas.

6. Ce concours d'entrée est particulier à chaque établissement supérieur.

7. Notamment la méthode quantitative et comparative que Maria Cecilia Wesphalem (Universidade do Paraná, Curitiba) adopte dans ses travaux après avoir fréquenté les séminaires d'Ernest Labrousse et celui de Fernand Braudel, à Paris, à l'EHESS.



niques sportives sont dispensées par des professeurs hautement qualifiés, c'est-à-dire les détenteurs de la licence et ceux justifiant des certificats des cours d'actualisation proposés par la Division de l'EP du ministère [Piccoli, 1994, 58].

Il s'opère une prise de conscience collective au sujet des contenus à transmettre selon l'âge, le sexe et la durée de la scolarité. Ainsi, les cours de formation sont révisés en 1969 par le décret-loi n° 705 qui fixe les objectifs à la fois éducatifs mais aussi récréatifs. Pour le législateur, il semble primordial d'assigner le professeur à plusieurs missions : la consolidation des habitudes d'hygiène, le développement corporel et mental tout en garantissant les aspects ludiques des pratiques physiques. Cet équilibre dans les dosages didactiques s'inscrit dans la lutte contre le surmenage et la recherche d'une scolarité harmonieuse.

Avec un décalage chronologique sur l'Europe, le passage d'une EP marquée par la pédagogie du modèle gymnique à une EP orientée vers l'amélioration de la performance s'opère au Brésil dans les années 1970.

Bracht mentionne les travaux des Canadiens D. J. Whiston et D. Mac Intosh qui témoignent que, dès les années 1960, le discours scientifique s'impose et opère un glissement sémantique de l'EP vers les sciences du sport, puis les sciences du mouvement [*The scientization of physical education: discourses of performance*, Quest, 42-1, avril 1990]. Il cite également K. Dietrich et G. Landau qui analysent le développement des sciences du mouvement humain en Allemagne [Eberspächer, 1987, p. 384-392].

Dans tous les cas observés par les tenants brésiliens de la sportivisation, celle-ci a pour fonction de poursuivre et d'augmenter la visibilité du pays sur la scène internationale. Il s'avère qu'après le triomphe de l'équipe de Pelé lors de la coupe du monde de 1970, les footballeurs attirent les regards des premiers clubs européens<sup>8</sup>. La dictature militaire compte sur ces artistes du ballon rond pour faire oublier à l'opinion publique l'exil d'artistes plus politiquement engagés (Caetano Veloso, Jorge Amado...) «*L'opium du peuple*» doit apporter toute satisfaction au travers de résultats de haut niveau. À cet égard, la recherche sur le rendement moteur est assurée tout d'abord dans les facultés de médecine qui investissent dans des laboratoires de physiologie de l'exercice sportif. C'est dans ce contexte qu'est créé le *Colégio Brasileiro de Ciências do Esporte* (CBCE)

On assiste à une convergence d'intérêts médicaux, scientifiques et sociaux en direction de l'EP qui améliore ses possibilités de cumul de capital symbolique à travers un traitement scientifique soutenu par des publications plus nombreuses [Bracht, p. 143].

8. Paulo César et Jairzinho jouent à l'Olympique de Marseille en 1973.

## La recherche universitaire des années 1970 au service de l'EP

La recherche universitaire prépare la reconnaissance institutionnelle de l'EP au travers des cours de *pós-graduação* (maîtrise) où sont formés de nouveaux acteurs sociaux: les chercheurs en EP qui théorisent sur un seul objet, la performance sportive. Leurs travaux, qui ne subissent aucune censure, incitent à une planification scolaire au service d'un système sportif de forme pyramidale avec une base large, l'école, et un sommet effilé, l'élite olympique.

Physiologistes, psychologues et sociologues constituent la communauté scientifique chargée de relever le niveau de l'ensemble de la population scolaire. Des « sciences mères » de l'EP des années 1970 émanent des spécialisations, puis des sous-disciplines (physiologie de l'effort ou de l'exercice, biomécanique, sociologie du sport, des loisirs, des organisations...) qui éloignent peu à peu l'EP des préoccupations didactiques. La portée éducative apparaît à peine comme un recours théorique. *« L'important c'est la médaille et cela ne signifie pas qu'elle soit sans effet éducatif, au contraire les actions du système sportif ne seront pas redéfinies en fonction d'un meilleur ou d'un pire résultat éducatif mais en fonction d'un pire ou d'un meilleur résultat sportif »* [Bracht, p. 144].

Si l'identité de l'EP progresse parallèlement à la création d'un champ scientifique pluridisciplinaire, l'enseignement scolaire est loin de remplir ses objectifs en raison d'un manque de professeurs et d'un cadre pédagogique circonscrit au sport.

En 1971, la signature d'un accord entre la Division de l'EP du ministère de l'Éducation et de la Culture et le Centre National des Ressources aboutit à l'enquête nationale réalisée par Lamartine Pereira da Costa qui constate le décalage entre les intentions pédagogiques et la portée des politiques publiques [Costa, 1971, p. 378]. Le bilan dans le primaire est alarmant: sept États seulement assurent un enseignement sur les quatre périodes de ce cycle.

Le rapporteur attribue cette carence à l'absence des cours d'EP dans les écoles normales des autres États, en dépit des directives du CFD datant de 1961. Il propose que l'on instaure, comme en France, la polyvalence dans la formation des enseignants du primaire. L'ensemble des données recueillies par da Costa sert de base à l'élaboration d'un plan national d'EP et des sports qui inspire la loi n° 6251 du 8 octobre 1975.

Ce texte ambitieux propose un traitement global de l'EP puisque l'amélioration de l'aptitude physique concerne l'école et le sport de haut niveau. Il se situe dans la ligne réformatrice voulue par la dictature depuis 1971 quand fut promulguée la loi n° 5692 relative à l'augmentation du nombre des disciplines obligatoires de la première série à celle préparant le vestibular. L'EP, l'éducation artistique, l'éducation morale et civique, les campagnes d'hygiène subissent les orientations conservatrices pour imposer au peuple un système voué à la consolidation du pouvoir militaire.



À la fin des années 1970, les préoccupations se portent sur les écoles maternelles et les « séries initiales. » En 1982, la *Secretaria de EF e Desportes* (SEED), conjointement au ministère de l'Éducation, nomme une commission de spécialistes chargée d'élaborer les directives d'implantation et d'amplification de l'EP de la 1<sup>re</sup> à la 4<sup>e</sup> série du primaire, en tenant compte de la notion de développement moteur chez l'enfant de 4 à 8 ans. Ces directives (largement inspirées de la recherche en psychologie de l'enfant) scindent en fait les deux âges de l'EP en établissant une frontière entre enfance et puberté qui se ressent au niveau des formations où des cours spécifiques sont proposés à ceux qui se destinent à professer dans le primaire<sup>9</sup>. Malgré ces mesures, la durée et la structure des cours supérieurs de formation préparant à la licence restent les mêmes de 1969 à 1987.

### Les formations et la culture corporelle influencées par la sportivisation

Cependant, un débat s'instaure autour de « l'Homme total » afin de former un éducateur pédagogique et non plus un instructeur de techniques. Le rapport n° 215 de 1987 préconise (résolution n° 3) l'augmentation de la charge horaire annuelle du cursus et l'attribution de la licence après quatre ans d'études, en raison de l'intégration de nouveaux enseignements moins centrés qu'auparavant sur l'entraînement physique et la physiologie, mais davantage sur les sciences psychologiques. Cette prise en compte du développement de la personne croise les réalités scientifiques traditionnelles de la médecine et celles, plus récentes, des sciences humaines. Il s'agit également d'une émancipation de la discipline qui réclame l'autonomie pour les facultés désireuses de répondre aux différents profils professionnels réclamés par les États fédéraux. Le texte mentionne que les 96 cours supérieurs d'EP fonctionnent sur le même modèle dans tout le pays, sans pouvoir vraiment s'adapter à des cycles d'enseignement spécifiques en conformité avec les besoins locaux.

Une culture officielle du sport envahit le monde de l'administration brésilienne avec la diffusion de concepts et de structures émanant des instances internationales du sport. *Le Manifeste du Sport*, élaboré en 1965 après les Jeux Olympiques de Tokyo, *Le Manifeste Mondial de l'EP* (1971) et le *Courrier International de l'UNESCO pour l'EP* (1978.) se mettent en place. Ainsi, le *Plano Nacional de Educação Física e Desportos* (PNED), publié par le ministère de l'Éducation et de la Culture en 1976, comme les orientations élaborées par la *Comissão de Reformulação do Desporto Nacional*, préparent le changement de politique éducative qui apparaît avec la promulgation de la *Constituição Brasileira de 1988*. Celle-ci reconnaît, dans son article 217, le droit à tout citoyen de pratiquer le sport. Trois domaines sont identifiés : le sport de haut niveau, le sport scolaire et le

9. Action motrice, psychomotricité, didactique de l'EP infantile.

sport de masse ou de loisirs, c'est-à-dire que toute l'aire sociale se trouve concernée pour donner une légitimité inédite. Dans tous les États, le sport s'impose à l'EP en contenus et en objectifs pédagogiques. Les promoteurs du sport ont l'habileté de rapprocher la rhétorique scientifique avec la tradition hygiéniste et éducative afin de légitimer cette nouvelle EP.

En fait, depuis les années 1980, le discours pédagogique dominant s'abreuve aux sources de la performance sportive en raison de l'importance politique des médailles olympiques. De surcroît, l'opinion publique, toujours prête à s'enflammer pour un Ayrton Senna, réclame des victoires acquises en dehors des terrains de football. Les parents deviennent davantage réceptifs au choix des activités sportives proposées à l'école et au collège. On assiste alors à l'instrumentalisation de cette discipline scolaire à partir des intérêts du monde du sport et la pression des classes moyennes ouvertes à de nouvelles pratiques dans le cadre de leurs loisirs.

## **Reconnaissance disciplinaire et identité historique tardives**

Cependant, un mouvement d'opposition s'organise à partir d'un groupe de chercheurs en philosophie de l'éducation. Formés pour la plupart à l'*Universidade Federal do Minas Gerais* (UFMG), ces professeurs d'EP défendent des intérêts didactiques face « *au scientisme des sciences du sport* » [Bracht, p. 146]. Ils militent en faveur d'une « repédagogisation » des théories de l'EP. Cette jeune génération de chercheurs élabore la construction d'un champ théorique sur la base de leurs expériences pédagogiques et présente un modèle sensé soustraire l'EP de l'influence du système sportif pour préparer son autonomie institutionnelle. Leur audience prend de l'ampleur et atteint le public des formations universitaires auquel ils exposent un objet d'étude construit, non pas avec les paradigmes des sciences du mouvement (biomécanique, neurophysiologie...), mais déduit des sciences humaines. Une telle approche fragilise la portée de leur production théorique auprès du MEC et du CBCE pour lesquels la pratique sportive ne se conçoit que par rapport à la performance et non par rapport au développement de la personne, envisagé comme une préparation à l'insertion dans la société. En fait, dans leur esprit, la socialisation des élèves signifie leur intégration dans la société, ce qu'espèrent pour eux-mêmes ces professeurs vis-à-vis de la communauté enseignante.

Le glissement sémantique allant de l'EP aux sciences du sport pour désigner la discipline s'opère d'autant plus difficilement que dans les instances officielles, l'EP est toujours reliée au domaine médical. Au CBCE, on utilise, par convention, la référence « EP Sciences du Sport. » Au CNPq, l'EP est répertoriée comme une autre catégorie des « Sciences de la Santé ». À la SBPC, les textes évoquent les « Sciences des Sports et de la Motricité Humaine » et fait partie des sciences appliquées.



À la fin du <sup>xx</sup>e siècle, l'EP brésilienne oscille entre trois courants assez proches mais ne parvient pas à trouver son identité en tant que discipline d'enseignement. Les praticiens tentent de définir l'EP comme un objet pédagogique à partir d'une culture corporelle du mouvement [Bracht, 1992]. Les chercheurs du CBCE, influencés par le modèle portugais, tentent de définir un champ interdisciplinaire à partir des sciences du sport [Gaya, 1994]. Enfin, à la croisée des genres, des professeurs d'EP, engagés dans la recherche, empruntent une nouvelle perspective, celle de la science de la motricité humaine [Sergio, 1989; Tojal, 1994]. Toutes ces tendances ont un point commun, elles revendiquent une historicité légitimante par rapport à la gymnastique scolaire et font la démonstration de leur évolution à partir d'un même héritage. Dans cette quête identitaire, l'écriture de l'histoire revêt un caractère stratégique.

Néanmoins, les institutions scientifiques (CNPq, CBCE...) privilégient une EP vouée aux sports et contrecarrent les possibilités d'émancipation d'un champ académique autonome subordonné aux théories pédagogiques. La volonté politique se porte en faveur d'une science du sport à cause de l'importance socio-économique du sport et de la contribution (très idéologique dans un Brésil historiquement positiviste) de la science pour le progrès du pays.

Les concours d'entrée à l'université sont marqués par cette pression des milieux dirigeants. Lorsqu'il est ministre des sports, Edson Arantes do Nascimento (Pelé) subventionne les recherches du CNPq parce qu'elles apportent leur contribution à la science du sport. Les investisseurs du sport réclament ouvertement une formation universitaire spécifique pour les professionnels dont le Brésil a besoin. Carlos Nuzman, président du Comité Olympique Brésilien, milite en faveur d'une détection précoce des champions en raison de ses accointances avec les grands clubs omnisports, notamment le Flamengo où Zico, (football), Oscar (basket-ball), Fernando Scherer Xuxa (natation) révélèrent leur talent. C. Nuzman est convaincu que la pratique physique doit déboucher sur une hiérarchie profitable au Brésil et il en déduit que « *les universités du sport doivent former des techniciens et des entraîneurs* » [VEJA, 24 juillet 1996, p. 7-9].

Finalement le rapport du sénat de 1996<sup>10</sup> conclut sur la nécessité d'enseigner l'EP dès le plus jeune âge afin de développer physiquement et culturellement les élèves. La prise en compte d'un grand nombre de disciplines sportives est comprise comme autant de formes de socialisation que de possibilités d'affinement du schéma corporel chez chaque individu.

La difficulté de définir une identité réside dans cette confluence des courants théoriques et dans une perception contrariée de la trajectoire historique en raison de l'absence de travaux universitaires d'envergure. En la matière, la première syn-

10. Parecer n° 30-1996. Redação final do Substituto do Senado ao projeto de lei da Câmara n° 101 de 1993, p. 10.

thèse est réalisée par Inezil Penna Marinho en 1943 qui constitue un corpus archivistique divisant la documentation en trois périodes distinctes [Marinho, 1943, p. 615]. Cette monographie tient davantage de la compilation positiviste où l'auteur prétend reconstituer une totalité historique en classant chronologiquement ses sources.

Il distingue ainsi le Brésil colonial, quand les indigènes du XVI<sup>e</sup> siècle vivaient en symbiose avec la nature ce qui les obligeaient à utiliser leur force physique pour survivre. Puis le Brésil impérial, celui de Rui Barbosa où le corps est au service de l'intellect. La gymnastique devient une matière obligatoire pour les filles et les garçons. Enfin, le Brésil républicain, divisé en deux phases de 1889 à l'*Estado novo* de 1937, puis à la fin du régime de Getúlio Vargas, où la « *méthode naturelle* » de Georges Hébert bénéficie de l'influence des militaires français en mission de 1919 à 1939 [Blay, 1995].

En dépit de la faiblesse méthodologique, on comprend que l'interruption des séries relatives aux instructions officielles destinées aux enseignants, crée les conditions de la disparité des voies empruntées par l'EP sur un territoire aussi vaste, divisé en provinces puis en États. Les États industrialisés (Rio de Janeiro, São Paulo, Minas Gerais, Rio Grande do Sul) semblent bénéficier de meilleurs réseaux administratifs qui permettent aux pratiques éducatives d'accompagner les décisions politiques. Pour le reste du pays, I. P. Marinho constate la disparité des moyens et des pédagogies, ce qui l'incite à y rechercher malgré tout le plus petit dénominateur commun et à tenter de définir une unité théorique et pratique de l'EP. À cet égard, sa réflexion historique inspire, en 1945, le projet du ministre de l'Éducation Capanema qui impose un programme et des directives nationales. Cependant, cette vision de l'histoire de l'EP se superpose toujours avec les coupures chronologiques de l'histoire politique, sans établir de nuances entre EP, activités physiques et sports. C'est une histoire qui ne parvient pas à révéler les facteurs du changement. R. Accioly et Jair Jordão Ramos adoptent le modèle préétabli par I.P. Marinho, qui perdure jusque dans les années 1980. Leur support théorique réside dans l'idée que cette histoire est reconstruite telle qu'elle s'est déroulée, car ils déduisent de l'amoncellement des faits une logique explicative. Ils n'envisagent à aucun moment d'évoquer l'influence de la société de consommation sur les modifications des pratiques culturelles.

Par ailleurs, dans les années 1950 et 1960, la production scientifique en EP est quasiment inexistante. Elle se limite aux manuels techniques, aux tactiques sportives et aux recueils d'expériences pédagogiques où dominent l'athlétisme et le football. L'empirisme et la « vérité de terrain », chers aux praticiens de l'EP, prétendent constituer les références d'un champ scientifique mal délimité.

Pourtant, des tentatives d'évolution des contenus de l'EP émanent des travaux historiques. Mais, contrairement aux livres de I. P. Marinho, leur diffusion reste réduite, comme en témoigne l'absence de réédition. En 1958, la réflexion



épistémologique de Schermann présente, à travers les systèmes éducatifs européens, le sport comme étant un facteur prépondérant dans «*la préparation de l'homme à la défense du sol de la patrie*». [Schermann, 1958, p.13]. Schermann déduit (de l'exemple anglais, principalement) que l'athlétisme devrait servir de base à des programmes élaborés pour le collège où le caractère de l'adolescent serait mis à l'épreuve dans des exercices d'endurance. L'EP élaborée autour d'un sport individuel est envisagée comme une préparation à la vie d'adulte.

Dans la décennie suivante, deux professeurs d'EP, Teixeira et Mazzei, fondent leur projet d'enseignement en récusant la thèse défendue par Schermann car elle ne correspond pas à l'état d'esprit brésilien tourné vers l'hédonisme et ancré dans le présent. Ils conçoivent «*l'EP comme un processus immanent qui commence et se termine avec l'individu. Le dynamisme de l'apprentissage s'opère avec les expériences vécues. Considérée comme science, conceptualisée comme un art, une telle EP est le plus sûr moyen d'atteindre la diminution des tensions nerveuses dans lesquelles vit l'homme du monde actuel en l'aidant à fortifier son corps, à modeler son esprit et à former le caractère*» [Teixeira et Mazzei, 1961, p. 24-25].

L'adaptation au monde est repensée à chaque moment et la pratique sportive n'a d'autre objectif que de rendre l'individu réactif à toutes les situations. Chez ces praticiens du Brésil moderne, celui de l'urbanisme de Brasilia et du «*jogo bonito*» de l'équipe championne du monde de 1958 et 1962, le besoin de bousculer les normes et les structures se veut en adéquation avec la réalité et correspond au besoin de rénovation de l'EP qui s'élabore à partir de l'élite universitaire<sup>11</sup>. Socialisation et sportivisation portent ces projets convergents dans des sociétés urbaines changeantes, notamment par de nouvelles densités urbaines. La gestion du groupe et l'esprit de compétition deviennent fondamentaux. Le sport collectif apparaît alors comme la solution pédagogique, un support indépassable.

Néanmoins, ces essais tiennent davantage d'une histoire déductive que d'une approche explicative dont le thème central est fonction d'enjeux identitaires. Œuvres militantes, ces publications se veulent une incitation à la sportivisation mais ne provoquent pas d'effets immédiats sur les pratiques pédagogiques, car elles sont très isolées, voire marginales dans l'ensemble de la production textuelle. Finalement, aux abords de la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle, l'histoire officielle de I. P. Marinho pèse encore sur l'habitus de l'analyse historique et sur l'évolution de l'enseignement de l'EP.

11. La France avait connu un développement comparable dans les années 1959-1965 avec Robert Mérand, professeur à l'École Normale Supérieure d'Éducation Physique où il promut le sport comme support principal de l'EP. Marxiste, il milite pour la socialisation par le sport et la démocratisation des pratiques sportives à l'école.

## L'apport des praticiens marxistes et l'influence théorique française

Cette domination positiviste dans la rhétorique de l'histoire est fortement critiquée lors du «II<sup>e</sup> symposium paulista d'EP» organisé à São Paulo en 1989 où apparaît une nouvelle génération d'historiens, issue du monde de l'EP, qui veut éclairer le présent de leur discipline par son passé et définir une identité. Parmi eux, Ademir Gebara, Déa Felon, Ivani Fazenda et Luiz-Carlos Ribeiro militent pour que chaque discipline sportive et l'EP possèdent leur propre histoire, même s'ils admettent que ces thèmes majeurs sont soumis à des déterminants sociaux et culturels identiques. Leurs contributions à la Rencontre de Curitiba (1995) constituent une rupture dans l'écriture de l'histoire de l'EP. Ils considèrent le sport et l'EP comme des espaces structurés abordés de façon synchronique<sup>12</sup>. Cette tendance historique s'abreuve aux textes fondateurs (traduits) de l'école française d'histoire et de sociologie qui abondent dans les références de bas de page de leurs productions scientifiques<sup>13</sup>.

Cependant, la recherche historique au niveau de la maîtrise n'occupe que 2,5% des mémoires soutenus dans les années 1980 [Canfield, 1991], en raison de la faible place de l'histoire et de son implantation récente dans les plans de formation [Ribeiro, 1995]. Au niveau de la maîtrise, le premier cours labellisé «Histoire de l'EP au Brésil» est créé à l'USP en 1977. Canfield constate que les débuts d'une recherche historique critique coïncident avec les préoccupations de l'État et des instances sportives qui se disputent la légitimité d'une intervention dans la relation entre l'éducation physique, le sport et la société.

La critique historique d'alors émane de ces universitaires influencés par Jean Baudrillard et Pierre Bourdieu [1972; 1983], chez lesquels ils puisent les bases d'une argumentation marxiste où prédomine le rejet de la société capitaliste. Le champ (de type bourdieusien) et le structuralisme leur servent de références théoriques pour déterminer l'espace social de l'EP et analyser le développement du sport dans les couches sociales.

Castellani Filho adopte cette méthodologie. Historien issu de l'EP, c'est un auteur fondamental dans une ligne de pensée très en vogue à la «IV Encontro nacional do esporte e lazer e EF (22-26 de outubro de 1996, UFMG, Belo Horizonte).» Souvent cité pour son analyse «panoramique» des rôles de l'EP dans toutes les classes sociales brésiliennes, son travail, par son originalité, se situe dans un corpus historique où le rapprochement des textes officiels avec les

12. Anais do IIIo Encontro Nacional da História do Esporte, Lazer e EF, Curitiba, novembro 1995.

13. Pierre Bourdieu, *O poder simbólico*, Lisboa, 1989; Michel de Certeau, *A aventura antropológica*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1986; *A escritura da história*, Rio de Janeiro, Forense universitária, 1982; Roger Chartier, *A História cultural entre práticas e representações*, Lisboa, Difel, 1990; Michel Foucault, *Arqueologia do saber*, Rio de Janeiro, Forense Universitária, 1982, (2<sup>e</sup> edição); Jacques Le Goff, *História: novos objetos*, Rio de Janeiro, Francisco Alves, 1976, etc.



témoignages oraux des praticiens lui permet d'argumenter sur le décalage entre volonté politique et pratiques pédagogiques. Il détermine le champ de l'EP au travers de la dialectique de la soumission et de la résistance des différents acteurs.

Lors de la rencontre nationale de Curitiba en 1995, les intervenants déplorent que la sportivisation de l'EP doive autant à la mercantilisation des activités sportives conjointement aux loisirs culturels de masse. C'est moins le changement de nature de l'EP qui les choque que le système économique qui le fait émerger. Ces attermoissements finissent par troubler l'identité d'une EP qui avait eu tant de difficultés à être reconnue comme discipline d'enseignement.

Sur le siècle écoulé, l'examen de l'EP brésilienne offre des similitudes avec l'exemple français, en dépit d'un léger décalage chronologique. Dans la dernière décennie on constate aussi que « *la rapidité de l'évolution de l'historiographie des pratiques physiques est certainement associée à la compréhension du sport en tant que phénomène total lié à l'ensemble social. L'historien du sport développe donc en parallèle une analyse économique, politique, culturelle, etc.* » [Loudcher, Vivier, Veille-Marichet, 1995, p. 154].

Si l'intégration du sport achève de donner à l'EP sa principale caractéristique, les détracteurs portent leurs critiques sur le sport spectacle, la récupération politique des victoires (notamment les coupes du monde de football) et la détection trop précoce de l'élite. Ils estiment que ce sont là les écueils à éviter pour une EP résolument inscrite dans un lent mouvement de démocratisation auquel, du reste, ces intellectuels ne sont pas opposés. La relecture de l'histoire de leur propre discipline les conforte dans l'idée que l'EP reflète les divisions sociales et les ségrégations et ils pensent agir sur les pratiques pédagogiques en restant vigilants quant à ces déviances.

## Conclusion

L'EP au Brésil a souffert pendant presque tout le XX<sup>e</sup> siècle d'un manque de reconnaissance. Supplétif des formations scolaires et secondaires, elle ne parvient à s'imposer que lorsque la santé ou le patriotisme réclame d'elle une soumission à l'hygiène ou à la construction du schéma corporel et du caractère d'un individu à partir de la gymnastique<sup>14</sup>. Curieusement, dans ce pays tourné vers les loisirs balnéaires, où d'ailleurs la création des grands clubs de football s'opère durant les deux premières décennies de la République, les pratiques sportives tardent à émerger dans les programmes officiels.

L'écriture de sa propre histoire, par les acteurs institutionnels, permet d'atteindre une légitimité qui aide à une meilleure insertion dans le système éducatif. Ici, les historiens s'attachent à démontrer la nécessité d'intégration et en ont oublié

14. Il s'agit de la gymnastique exécutée dans la cour des établissements avec des élèves reproduisant les mouvements montrés par un professeur.

dans leurs travaux, à l'instar d'Inezil Penna Marinho, une approche critique de la société. Ainsi, ils n'ont pesé que tardivement sur la modification et, surtout, l'adaptation de l'EP aux réalités contemporaines. La prise en compte de l'histoire et de l'évolution de leur propre discipline amène, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'émergence du groupe de pression, issu des instances dirigeantes du sport brésilien, qui pèse sur les façons d'enseigner une EP davantage sportivisée et en phase avec les pratiques sociales. La consultation des instructions officielles et la production scientifique de l'EP révèlent ce décalage entre une discipline d'enseignement, le système de formation des enseignants et les pratiques sociétales en matière de loisirs sportifs.

L'inventivité et le sens de l'adaptation des Brésiliens en matière de sport (*jiu jitsu brasileiro, futevolei, vôlei de praia, peteca*) rend incompréhensible le retard pris par l'EP dès lors que l'on oublie d'admettre que le système éducatif brésilien, loin de favoriser la promotion sociale, prétend contenir la mobilité sociale en donnant la primauté aux matières intellectuelles qui s'avèrent les plus socialement sélectives. Dans une société individualiste où les rejets sont nombreux et visibles, principalement dans les villes, les cas de réussite par le sport (Pelé, Senna, Gustavo Kuerten) ou de disgrâce (Garrincha) renforcent la marginalité de l'EP nullement prise en compte dans le développement de la personne et de la construction de la vie d'adulte.

Dans les métropoles, les grands clubs omnisports (Flamengo, Corinthians, Cruzeiro...) n'ont assuré leur rôle de diffuseurs de nouvelles activités physiques qu'auprès de leurs adhérents, recrutés dans l'élite sociale dès le début du XX<sup>e</sup> siècle.

L'aspect limitatif, dans le cadre scolaire, d'une éducation gymnique (en dépit d'un éventail de méthodes) a contribué à la pratique, quasi exclusive en dehors de l'école, du football dans les classes populaires. Sport de la rue, de la place et de la plage, le ballon rond a conquis l'espace public. Si le Brésil est une nation majeure de cette modalité sportive, en revanche, son émergence comme nation de référence en natation, volley-ball et basket-ball date du début de la sportivisation de l'EP<sup>15</sup>. Ce qui tend à prouver que les modifications des habitudes corporelles sont en relation avec l'EP mais aussi avec des facteurs historiques divers qui élargissent le champ d'observation de la pratique (l'école, les associations sportives, la plage...) et à une typologie qui va de l'écolier au sociétaire d'un club privé. L'histoire du sport au Brésil, comme l'histoire du corps, prend son sens à partir de celle de l'EP, mais l'émergence de nouvelles modalités est à étudier en conformité avec les espaces urbains où ils sont apparus et les groupes sociaux qu'ils rapprochent ou séparent [Blay, 2008]<sup>16</sup>.

15. Si le sport a servi de propagande à des puissances mondiales, comme les États-Unis et l'URSS du temps de la Guerre froide, au Brésil la pratique du sport a été guidée pendant longtemps pour acquérir santé et beauté plastique plutôt que pour le culte de la performance.

16. Cette étude sur l'éducation physique a débouché sur celle des pratiques physiques et sportives, toutes deux intégrées au champ de l'histoire culturelle des sociétés urbaines. En effet, à Rio de Janeiro, la vie sportive met en relation de nouveaux espaces urbains aménagés (plage, pistes cyclables, parcs écologiques...) qui modifient les données de la sociabilité et celles de l'urbanité.



## BIBLIOGRAPHIE

- **BLAY Jean-Pierre**, « La Mission Militaire Française (MMF), son influence intellectuelle et technologique dans la formation des élites militaires brésiliennes (1919-1940) », *Revue Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, Éd. Ministère de la Défense, Hôtel National des Invalides, n° 177, janvier 1995.
- **BLAY Jean-Pierre**, « Espaço urbano e vida esportiva no Rio de Janeiro no século XX », *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, Rio de Janeiro, vol. 2008-2.
- **BAUDRILLARD Jean**, *Uma crítica da economia do signo*, Lisboa, Martins Fontes, 1972.
- **BOURDIEU Pierre**, *Questões de sociologia*, Rio de Janeiro, Marco Zero, 1983.
- **BRACHT Valter**, « A construção do campo acadêmico da EF no período de 1960 até 1996 : onde ficou a EF ? », in *IV Encontro nacional de história do esporte, lazer e EF*, Coletânea, Belo Horizonte, 22-26 de outubro de 1996, p. 140-148.
- **BRACHT Valter**, *Educação Física e aprendizagem social*, Porto Alegre, Magister, 1992.
- **CANFIELD Jefferson-Thadeu**, *Pesquisa e pós-graduação em EF (sl)*, 1991.
- **CASTELLANI FILHO Linho A.**, « caracterização profissional-filosófica da EF », *Revista de Ciências do Esporte*, São Paulo, v. 4, n° 3, 1983, p. 95-101.
- **CASTELLANI FILHO Linho A.**, *A EF no Brasil, a história que não se conta*, Campinas, Papyrus 1988.
- **COSTA Lamartine Pereira da**, *Diagnóstico da Educação Física no Brasil*, Rio de Janeiro, MEC, 1971.
- **FENELON Déa**, « Pesquisa em história : perspectivas e abordagens », in I. FAZENDA, *Metodologia da pesquisa educacional*, São Paulo, Cortez, 1991.
- **EBERSPÄCHER H.**, *Handlexicon sportwissenschaft*, Hambourg, Rowohlt, 1987, p. 384-392.
- **GAYA Alberto**, *As ciências do desporto nos países de língua portuguesa*, Editora Universidade de Porto, 1994.
- **GEBARA Ademir**, *A pesquisa em história e em sociologia da EF e do esporte*, Rio Claro, Unesp, 1989.
- **LOUDCHER Jean-François, VIVIER Claude, VEILLE-MARCHISET Gilles**, « Histoire de l'histoire du sport et de l'EP en France », *Sport History Review*, vol. 36, nov. 2005, p. 154-178.
- **MARINHO Inezil Penna**, *História geral da educação física e desportos no Brasil*, São Paulo, 1953, p. 164.
- **MARINHO Inezil Penna**, « Contribuição para a História da Educação Física no Brasil : Brasil colônia, Brasil império, Brasil república », Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1943.
- **NUZMAN Carlos**, « Acabou o piquenique », *VEJA*, 24 juillet 1996, p. 7-9.
- **OLIVEIRA Victor M.**, *Fundamentos pedagógicos da EF*, 2, Ao Livro Técnico (Lei de Diretrizes e Bases da Educação Nacional n° 4024/61), 1987, p. 19.
- **PICCOLI João**, *A EF na escola pública do Rio Grande do Sul*, antecedentes históricos (1857-1984), Pelotas, universidade UFPel, 1994.
- **RIBEIRO Luiz Carlos**, « Reflexões sobre metodologia para uma história da EF », in *Anais do III Encontro nacional da história do esporte, lazer e EF*, Curitiba, nov. 1995.
- **ROMANELLI Otoiga Oliveira**, *História da educação no Brasil*, Petrópolis, Vozes, 1978, p. 40.
- **SCHERMANN Alberto**, *A evolução dos desportos através dos tempos*, Rio de Janeiro, Irmaõs Pongenti Editores, 1958, p. 13.
- **SERGIO Marcos**, *Educação Física ou ciência da motricidade humana ?*, Campinas, Papyrus, 1989.
- **TEIXEIRA Mauro-Sergio, MAZZEI Julio**, *Manual de educação física*, São Paulo, editora Obelisco, 1961.
- **TOLEDO Joao**, *Escola brasileira*, São Paulo, Liberdade, 1929.
- **TOJAL João B.**, *Motricidade humana : o paradigma emergente*, Campinas, UNICAMP, 1994.

## RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

L'éducation physique apparaît très tôt dans le système éducatif brésilien, à la fois dans les formations d'enseignants, les programmes de l'école primaire et ceux du secondaire. Les contenus éducatifs et la circulation des savoirs qui construisent cette discipline s'articulent, jusqu'à la fin de l'Estado Novo, autour de la gymnastique. À ce sujet le rôle et l'intérêt de l'État diffèrent selon les régimes politiques. Tantôt marginalisée, car non considérée comme une discipline scolaire, tantôt soumise aux théories hygiénistes et à la méthode naturelle (française) pendant l'entre-deux-guerres, l'EP se modifie sous l'action de formateurs qui trouvent dans les sciences humaines françaises des années 1960 les moyens d'exprimer une revendication identitaire. Le retour à la démocratie, dans les années 1980, coïncide avec l'accaparement de l'histoire de l'EP par ses propres praticiens dont l'objectif est de mettre le sport à porter du plus grand nombre. C'est lorsque l'EP se dote de sciences auxiliaires et se pare de culture sportive qu'elle obtient une reconnaissance identitaire. On constate, dans cette évolution, l'apparition de nouvelles modalités sportives déconnectées de la sphère scolaire ; ce qui rend possible une histoire du sport au Brésil à partir d'une histoire culturelle des sociétés urbaines.

A Educação Física (EF) aparece muito cedo no sistema educativo brasileiro, tanto na formação de professores quanto no programa da escola primária e no colégio. Os conteúdos educativos e a circulação dos saberes, que construíram esta disciplina, se articularam, ao redor da ginástica, até o fim do Estado Novo. Nesta esquema, o papel e o interesse do Estado são diferentes segundo os regimes políticos. As vezes marginalizada, porque não era considerada como uma disciplina escolar, as vezes submetida as teorias

higienistas e o método natural (francês) entre as duas guerras mundiais, a EF modifica-se com a ação de professores que acham, nas ciências humanas francesas, nos anos sessenta, os meios de expressão de uma reivindicação identitária. A volta à democracia, nos anos oitenta, coincide com a captação da história da EF pelos seus próprios professores cujo objetivo é democratizar o esporte. Só quando a EF se dota das ciências auxiliares e se enriquece com as culturas esportivas é que ela obtém um reconhecimento identitário. Constatamos, nesta evolução, a aparição de novas modalidades esportivas desconectadas da esfera escolar. Assim, vira possível uma história do esporte no Brasil, a partir de uma história cultural das sociedades urbanas.

Physical Education (PE) came out very early in the Brazilian education system, both in teacher training and in the program of elementary and high school. Educational content and circulation of knowledge which defined the basis of this course, were built up around the gym until the end of the "Estado Novo". In this scenario, the role and interest of the state varied according to political regimes. Between the two world wars, PE was sometimes marginalized because it was not considered as a school subject and sometimes suffered impact of hygienists theories and natural method (French). In the sixties, PE changed with the action of teachers who have found in the french human sciences the means of expression of a claim of identity. The return to democracy in the eighties, coincided with the capture of the history of PE by their own teachers whose goal was democratizing the sport. Only when PE incorporated auxiliary sciences and was enriched with the sports culture, it obtained its recognition of identity. We see in this evolution, the emergence of new sports disconnected from school system and the projection of a history of sport in Brazil coming up from a cultural history of urban societies.

**MOTS CLÉS**

- Brésil
- éducation physique
- politique et culture sportives

**PALAVRAS CHAVES**

- Brasil
- educação física
- politica e cultura esportivas

**KEYWORDS**

- Brazil
- physical education
- cultural and political sport



Rodrigo Contreras Osorio\*

# La chute de l'Unité populaire au Chili : une offensive conservatrice modérée

## Introduction

Jusqu'en 1973, le système politique chilien se caractérisait tant par son organisation fondée sur une large alliance de classes que par les espaces de participation, de débat et de régulation qui existaient, permettant la défense des différents intérêts sectoriels. Grâce à ces deux facteurs, la démocratie libérale chilienne jouissait d'une relative légitimité et avait fait preuve, tout au long de son histoire, de force et de stabilité.

L'ouverture démocratique, commencée sous le gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei (1964-1970), s'accroît avec l'arrivée à La Moneda de Salvador Allende et de l'Unité populaire (1970). Elle déclenche un processus de réformes que les groupes dominants perçoivent comme une menace, comme une remise en question de leurs intérêts et même comme un danger pour leur survie en tant que secteur social. Ce processus de démocratisation commence à produire un déclin du pouvoir politique et économique de la classe dominante ; la « crise de représentation » que vit la droite en est un exemple dont la preuve est le faible nombre de voix recueillies par ses partis traditionnels lors des élections parlementaires de 1965.

\* EHESS.

Cette crise sera surmontée avec la création d'un nouveau référent politique impliquant une nouvelle doctrine et, en même temps, un changement de stratégie dont l'objectif était de récupérer les positions sociales et politiques perdues par la classe dominante durant le processus de démocratisation qui s'était mis en marche. Parallèlement, le patronat chilien, pour défendre ses intérêts, commence un processus de mobilisation qui le porte à intervenir directement sur la politique, afin d'assurer sa permanence dans une société qui vit un changement accéléré remettant en question son existence comme acteur économique et social.

Cette étude se propose de présenter le discours politique et la mobilisation de la droite durant le gouvernement de l'Unité populaire, entre 1970 et 1973. Il est important de souligner que, durant cette période, la droite et l'ensemble de la classe dominante réussissent à construire une très large alliance de classes. À partir de là, sont générées les conditions politiques et économiques leur permettant, dans un premier temps, de déstabiliser l'Unité populaire et, plus tard, de récupérer le pouvoir politique au Chili par le biais du coup d'État. Nous souhaitons rendre compte de la manière dont la lutte de cette période se transforme en une volonté de refondation de la société chilienne en fonction des intérêts et de la vision du monde de la classe dominante. Le résultat en est la révolution néo-conservatrice qu'a connue le Chili quand ce groupe a récupéré le pouvoir politique grâce à la dictature d'Augusto Pinochet.

Nous ferons l'analyse de la lutte politique de cette période pour rendre compte des éléments discursifs et de la pratique politique de la droite chilienne. Nous essaierons ainsi d'approcher les fondements de l'autoritarisme historique de la classe dominante et de ses rancunes envers la démocratie libérale. Car l'autoritarisme de la droite est né bien avant 1973 : même si son déploiement a été historiquement limité par les exigences politiques, cela ne signifie pas qu'il soit absent de sa culture et de sa doctrine politique et il apparaît chaque fois que la classe dominante exerce directement le pouvoir politique [Moulian, 1992].

Dans la période que nous analysons, nous verrons que la pensée conservatrice de la droite chilienne s'exprime dans sa défense permanente des principes d'ordre et d'autorité. Pour elle, durant le gouvernement de Frei déjà, ces principes étaient malmenés ; avec l'Unité populaire elle les croit complètement bafoués. Cela justifie, à ses yeux, un gouvernement militaire capable d'encadrer une société régie par une autorité forte et par la discipline. Telle était la teneur des paroles de Jorge Fontaine, alors président de la Confédération de la Production et du Commerce (CPC), pour qui la restauration économique du Chili après le coup d'État consistait à rétablir ordre, discipline, hiérarchie et travail<sup>1</sup>.

Le discours de restauration que tient alors la droite porte sur la défense de la démocratie et des « libertés perdues » et sur la nécessité de normaliser le système

1. Jorge Fontaine, « La responsabilidad de los hombres libres », *El Mercurio*, 14 mars 1973, p. 2.



politique. Mais, comme nous le verrons plus loin, la défense de la « liberté et de la démocratie » n'était qu'un discours agitateur car la droite aspirait à une sorte de contre-révolution rendue possible par l'intervention militaire. Préoccupée par sa survie elle obéissait à une logique de classes car, durant cette période, elle n'avait jamais fait passer ses intérêts politiques au-dessus de ses intérêts de classe. Autrement dit, pour provoquer la crise politique de l'Unité populaire elle était prête à céder la conduite politique du bloc d'opposition à la Démocratie chrétienne dans la mesure où cela lui permettait, dans un premier temps, d'encercler, d'affaiblir et de bloquer l'action du gouvernement pour ensuite le destituer.

Ce travail entend donc rendre compte de la pratique politique et du discours idéologique des différentes expressions politiques de la droite chilienne dans les années 1970-1973, et démontrer qu'il y a eu une « unité de la classe dominante » exceptionnelle dans l'histoire politique chilienne et que cette unité a eu une influence capitale dans la chute de l'Unité populaire et dans la gestation du modèle de société qui s'est imposé au Chili par la suite. Grâce à l'observation des continuités et des ruptures dans la tradition politique de la droite chilienne, on peut mieux comprendre les expressions actuelles de ce secteur ainsi que la continuité historique de sa doctrine et de sa pratique politique. Cette étude se divise en deux parties : dans la première, il sera fait référence aux caractéristiques politiques et idéologiques des acteurs qui ont formé le bloc de droite et, dans la seconde, sera décrite leur intervention politique durant le bref gouvernement de l'Unité populaire.

## Composition et idéologie de la droite chilienne durant le gouvernement de l'Unité populaire

### Le Parti national

Jusqu'au milieu des années 1960 le Parti libéral comme le Parti conservateur étaient les partis traditionnels de la droite chilienne. Leur action, toujours taxée d'élitiste et d'oligarchique, était centrée sur la tâche parlementaire et se concentrait dans les cadres traditionnels de la démocratie libérale. Mais ce schéma d'organisation et d'action politique commence à être débordé par les changements qui sont alors en gestation, tant au Chili qu'au niveau international.

Le gouvernement d'Eduardo Frei (1964-1970) inaugure un processus de réformes qui, peu à peu, laissent sans réponse et sans initiative la droite traditionnelle. La Démocratie chrétienne, avec son discours de « *revolución en libertad* », s'approprie les étendards du changement propres à la gauche mais dans le cadre de la légalité exigée par sa condition de parti centriste. Son discours allie l'approfondissement/renforcement capitaliste et la démocratisation sociale, sans que cela signifie une volonté de se substituer à la démocratie libérale. Ainsi, l'une des

raisons qui explique sa montée vertigineuse est justement sa capacité à incarner les désirs de changement et de démocratisation présents dans le pays, représentant une large gamme des secteurs sociaux.

C'est ainsi que, au milieu des années 1960, elle réussit à accaparer la représentation et les votes qui, auparavant, allaient à la droite traditionnelle. Un exemple est leur capacité à interpréter et à incarner les processus de changement qui étaient en gestation à l'intérieur de l'Église catholique, depuis le pontificat de Jean XXIII et la publication de l'encyclique *Mater et Magistra*, qui encourageait des réformes structurelles dans la société dont la Réforme Agraire. C'est pourquoi le virage de l'Église chilienne vers des positions politiques réformistes et populaires, identifiées au Parti démocrate-chrétien, a constitué un coup mortel pour le Parti conservateur, non seulement parce que l'électorat catholique s'est tourné vers la Démocratie chrétienne mais surtout parce que les conservateurs ont senti que, comme parti, ils avaient perdu leur raison d'être [Correa, 1989, p. 16].

Après s'être refusée à présenter un candidat aux élections présidentielles de 1964, la droite traditionnelle tombe dans une crise de représentativité dont les élections parlementaires de 1965, où conservateurs et libéraux obtiennent le pourcentage le plus bas de toute leur histoire, sont le point culminant<sup>2</sup>. La droite payera cher son conservatisme, sa «soumission» et son manque de profil propre face au centre réformiste [Moulian, Torres Dujisin, 1985, p. 21].

C'est dans ce contexte de crise et d'échec que naît le Parti national. La débâcle de 1965 a généré les conditions pour que les partis traditionnels de droite fusionnent et donnent naissance à un parti sans lequel on ne peut comprendre la fin de la démocratie libérale traditionnelle du Chili. Cette fusion était vue par ses mentors comme l'instrument le plus adéquat pour rénover idéologiquement le secteur, récupérer les bases sociales perdues et arrêter les progrès constants de la Démocratie chrétienne et de la gauche. D'où l'apparition d'un nouveau référent politique, le Parti national, constitué des lambeaux des Partis Libéral et Conservateur ainsi que de ceux de l'Action nationale, beaucoup plus réduite. Le fait d'être issu d'un échec marquera ce parti, force politique de confrontation, non seulement à cause du traumatisme qui a présidé à sa fondation mais aussi par le discours doctrinaire nationaliste qu'il a adopté dès le début, ainsi que par le processus de transformation en cours dans la société chilienne ces années-là.

Dès ses origines, le Parti national essaie de se doter d'une ligne doctrinaire élaborée. Ce qui n'était que simples visées d'un programme devient rapidement un discours idéologique consistant qui donne au parti un projet historique cohérent, ce que la droite n'a jamais eu et ce qui lui permet de rénover sa pratique

2. Ce pourcentage de 12,5% se partage ainsi: 5,2% pour le Parti conservateur et 7,3% pour le Parti libéral.



politique. Après plus de trente ans de lutte défensive et contestataire contre les partis de centre et de gauche, elle envisage le pouvoir comme une alternative réelle, possédant désormais un véritable projet de changement social.

La ligne doctrinaire qu'adopte alors le parti, nationaliste, conjugue les deux courants qui cohabitaient jusque-là dans le nationalisme chilien : un courant traditionaliste (hérité du courant hispaniste de Donoso Cortés et de Vázquez de Mella) qui défendait un gouvernement centralisé, contrôlé seulement par un réseau d'organismes intermédiaires entre l'individu et l'État ainsi qu'un courant corporatiste « ayant un caractère plus social qui met l'accent sur un ordre corporatif professionnel remplaçant partiellement les fonctions de l'État » [Ruiz, 1992]. Le résultat de cette confluence est la critique que fera le Parti national du système démocratique libéral ; au début, il a cru nécessaire de le réformer mais, une fois déclenchée la crise du système politique durant le gouvernement d'Allende, il essaiera d'y mettre fin et de le remplacer par une institutionnalité autoritaire et conservatrice.

La critique du système politique libéral s'exprime dès la fondation du Parti national, dans la « Déclaration de principes du Parti national » : ce parti se déclare force de rénovation face à un système politique qualifié d'anachronique, de chaotique et en état de crise structurelle. Mario Arellano, quelques jours avant la fondation du parti, avançait déjà :

« Le Parti national se veut un mouvement rectificateur parce qu'il sait à quel point il faut rectifier la politique chilienne, à quel point il faut rectifier les instruments constitutionnels et politiques et à quel point doivent changer de direction la conception de la politique comme les habitudes politiques de plus d'un demi-siècle<sup>3</sup>. »

Cette volonté de critique et de renouveau du système démocratique libéral se fait jour dans la déclaration de principes dont le premier point signale :

« Le Parti national est un mouvement rénovateur qui se propose de rétablir l'unité nationale et le style vigoureux qui a forgé l'âme de la chilinité, de moderniser les institutions de la République pour les adapter à l'époque où nous vivons et d'instaurer un nouvel ordre politique, économique et social, basé sur le travail et le service envers la communauté<sup>4</sup>. »

Depuis 1891, pour le Parti national, auraient existé au Chili des régimes soumis au jeu des intérêts des partis, à l'exception du mouvement militaire de 1924-1925, du premier gouvernement d'Ibáñez et d'une partie du gouvernement de Jorge Alessandri. Pour les nationalistes, avec la victoire du parlementarisme mais

3. Mario Arellano cité par Bernardita Walker Rodriguez [1995, p. 79].

4. *Partido Nacional, Fundamentos Doctrinarios y Programáticos*, sans référence concernant la maison d'édition, Santiago, 1966, p. 1.

surtout à partir de 1938, avec le début du gouvernement de centre-gauche, le Chili serait entré dans une décadence morale et politique. Les énergies s'usant dans des discussions qui divisaient les Chiliens, le progrès ne pouvait atteindre le niveau souhaitable et les institutions politiques ne se modifiaient pas selon une perception cohérente du passage du temps : « On se limitait à les raccommoder selon ce que chaque gouvernement pensait devoir faire, ce qui entraînait une contradiction entre une institutionnalité conçue au départ comme libérale et les correctifs de type socialisant » [Benavente et Araya, p. 16].

Ce n'est qu'à la fin du gouvernement de Frei, et concrètement durant la période de l'Unité populaire, que le rejet nationaliste de la démocratie libérale se transforme en une critique de rupture, entraînant sa fin et sa substitution. Seules les Forces Armées pouvaient mener à bien une entreprise d'une telle ampleur et pour cela il fallait un gouvernement fort et autoritaire. De nombreux militants du Parti national n'ont jamais cru, en effet, que le changement d'ordre politique serait possible à l'intérieur des marges légales du régime politique en vigueur. C'est ce qui transparait dans les déclarations de Víctor García Garcena, premier président du Parti national, faites au journal *El Mercurio*, longtemps après la chute de l'Union populaire, où il affirme : « Sincèrement, je n'ai jamais cru que nous pourrions, même si le Parti national arrivait au gouvernement, transformer le pays avec le système de partis qui [était] en vigueur ». Il dit ne pas regretter de ne pas être au Parlement (il a été sénateur), pas plus que l'absence des partis parce que, poursuit-il, « *je crois que la construction d'une société libre au Chili ne pourra se faire que sans l'un et sans l'autre*<sup>5</sup>. »

Avant d'adopter une position de rupture, le Parti national continue cependant à encourager la réforme du régime institutionnel car un grand nombre de ses membres se sentent encore les héritiers des coutumes démocratico-libérales traditionnelles. Pour eux les conditions pour proposer un changement radical dans les règles du jeu démocratique ne sont pas encore réunies. Nous pourrions formuler l'hypothèse que, pour les nationaux, la dernière tentative réformiste du régime institutionnel a été la candidature présidentielle de l'ex-président Jorge Alessandri en 1970. Pour lui, l'élection présidentielle de 1970 était une sorte de plébiscite ; mais il lui fallait obtenir la majorité absolue pour légitimer le programme de réformes contenues dans son projet de gouvernement que l'on appelait la Nouvelle République. Le jour de sa proclamation, en janvier 1970, le candidat de la droite déclarait :

« Il est de plus en plus urgent de réaliser une rénovation drastique de notre Charte Fondamentale, pour donner force à l'autorité et à l'action du pouvoir exécutif et mettre fin aux débordements du Congrès... Celui qui votera pour moi se prononcera pour un changement drastique de notre système institutionnel afin d'éloigner défini-

5. Entretien accordé au journal *El Mercurio*, le 31 août 1980 ; cité par Araya y Benavente, p. 356.



tivement nos très mauvaises habitudes politiques et afin d'asseoir un gouvernement réellement national et efficient<sup>6</sup>. »

C'est vers le milieu de l'année 1972 que le Parti national commence, de manière lente mais soutenue, à envisager la rupture du régime institutionnel pour céder la place à un autre régime qui, sous la tutelle des Forces Armées, assurerait l'ordre, l'autorité et la liberté, cette dernière étant comprise comme liberté de la propriété et de l'entreprise. Ce virage de la droite montre que, à ce moment-là, sa lutte n'est pas simplement limitée à la défense de certaines valeurs démocratiques et intérêts des secteurs sociaux qu'elle représentait mais qu'elle voyait, dans une issue extra-institutionnelle de sa lutte contre l'Unité populaire, l'occasion d'instaurer un nouvel ordre social, économique et politique à caractère conservateur et autoritaire.

Une fois Allende renversé, le projet de transformation et de « correction », tant de fois mis en avant, sera appliqué par les militaires. L'objectif de leur confier la tâche de la construction d'un nouvel ordre – car ils constituaient la « réserve morale de la nation » – était ainsi atteint. C'était donc le début d'un processus révolutionnaire au Chili dont les nationaux, autodissouts quelques jours après le coup de 1973, avaient renoncé à être les protagonistes. Ils accordaient le pouvoir aux Forces Armées et légitimaient l'exercice total du pouvoir politique par celles-ci, expliquant leur effacement et leur identification au régime militaire de la manière suivante :

« Nous, les nationaux qui, durant ces années sombres, avons été au premier rang de la lutte, reprenons aujourd'hui nos outils de travail, avec la satisfaction du devoir accompli et avec une foi renouvelée dans le destin du Chili... Nous répétons notre reconnaissance aux Forces Armées et aux Carabiniers et leur souhaitons une grande réussite dans la décision patriotique de rénover l'impulsion créatrice de la nation<sup>7</sup>. »

## **Le patronat.**

### **Pourquoi et comment se forge une alliance de classes**

Durant le gouvernement de l'Unité populaire, les entrepreneurs chiliens ont connu, comme jamais auparavant, la remise en question de leur existence en tant que classe. Le groupe dominant a cru qu'il était près de perdre le pouvoir politique et de disparaître en tant que tel. Afin d'éviter cette éventualité, il lui fallait mettre sur pied un ensemble de stratégies. Aussi adopta-t-il des mesures d'organisation, de mobilisation et de rupture tant avec le gouvernement présidé par Allende que, plus tard, avec le système politique et économique dans son ensemble.

6. Jorge Alessandri cité par Andrés Benavente [s/f. p. 10-11].

7. Déclaration du Parti national annonçant sa position vis-à-vis du nouveau régime, *El Mercurio*, 15 septembre 1973.

Ce radicalisme était dû, en partie, au diagnostic fait par les groupes dirigeants et les idéologues du patronat; l'idée centrale était que l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire était la conséquence d'un long processus historique de détérioration du système politique et social dans son ensemble. Au fur et à mesure que la lutte politique devenait plus aiguë, il apparaissait de plus en plus fondamental pour le groupe dominant de récupérer et de défendre ses positions perdues et d'avancer dans la mise sur pied d'un projet de société qui soit en accord avec ses intérêts, mais qui soit également capable de s'opposer aux projets réformistes mettant en question son existence en tant que groupe.

Avec le recul du temps, on peut dire que, pour la classe dominante, la lutte contre l'Unité populaire n'a pas été seulement inspirée par le désir de survie économique, mais qu'elle s'est transformée en une stratégie pour réagir contre l'affaiblissement progressif de son pouvoir économique et politique et, finalement, pour ouvrir la voie à une refondation de la société. Cette stratégie, encouragée par les secteurs les plus idéologues, a commencé à se faire jour dans le patronat à la suite du malaise provoqué par les changements voulus par le gouvernement de Frei.

« Divers secteurs politiques ont essayé, intentionnellement, de dénigrer ces dernières années, de manière périodique et insistante, l'entreprise privée. Ce phénomène a fait peur aux investisseurs, a découragé les petits entrepreneurs et a mis en échec notre structure économique<sup>8</sup>. »

En effet, étant donné leur caractère étatisant et leur recherche de démocratisation économique et sociale, les réformes encouragées par le gouvernement démocrate-chrétien étaient qualifiées par le patronat de « démagogie populiste ». Mais, d'un autre côté, ces politiques encore timides furent rapidement dépassées par les attentes de larges secteurs sociaux; ceux-ci exigeaient plus que ce que le programme de modernisation capitaliste de la Démocratie chrétienne ne pouvait supporter. C'est pourquoi les dernières années du gouvernement de Frei ont été caractérisées par une forte tension politique et économique qui augmentait au fur et à mesure que le gouvernement perdait sa capacité à répondre à ces attentes sociales croissantes tout en les conjuguant avec les pressions et les intérêts du patronat. Dans ce contexte, en 1969, le président de la Société de Développement Industriel, Pedro Méndez, mettait en garde :

« Il s'est produit une prise de distance évidente entre les centres productifs et les partis. Dans notre pays, nous, les producteurs, nous n'avons pas accès aux décisions et, de temps en temps, nous voyons qu'on nous change les règles du jeu... Le désordre dans lequel se trouve le pays, l'énorme dépense publique et sa très mauvaise distribution

8. Circulaire de la Confédération de la Production et du Commerce publiée dans *El Mercurio*, le 21 avril 1970.



affectent tellement aujourd'hui le développement industriel qu'il n'est pas exagéré de dire que l'économie est prête à s'effondrer<sup>9</sup>. »

Le discours critique des patrons sur le processus de changement dans le pays se renforce du fait que certains groupes sociaux, qui avaient d'abord appuyé le gouvernement démocrate chrétien – tels que certains secteurs de la classe moyenne, des groupes chrétiens et, surtout, les professions libérales – rejoignent leurs positions. Ces derniers avaient appuyé la Démocratie chrétienne parce qu'elle représentait une volonté de changement modéré mais, lorsqu'ils furent affectés par les réformes économiques, ils se tournèrent rapidement vers la nouvelle alternative de droite représentée par le Parti national.

La droite réussit ainsi à unifier politiquement en un seul bloc ceux qui étaient opposés aux réformes de la Démocratie chrétienne : classes moyennes, grands propriétaires terriens, directement lésés par la politique agricole et entrepreneurs, même s'ils n'étaient pas directement affectés par les réformes et même, au contraire, s'ils avaient été favorisés par le développement du marché intérieur [Moulian, Torres Dujisin, 1985, p. 21].

Les « *gremios* » (syndicats professionnels) et le patronat adoptent donc une attitude critique vis-à-vis de la gestion économique du gouvernement démocrate chrétien à qui ils réclament en permanence de restaurer leur autorité dans le domaine du travail, pour faire cesser les mobilisations et atténuer le pouvoir des syndicats. Ils exigent également d'en finir avec la « tendance collectiviste » dans le domaine de la production. Leur échec dans leur confrontation avec le gouvernement Frei conduit le patronat à intervenir directement dans la nomination du candidat de la droite lors des élections présidentielles de 1970. Il fallait éviter de répéter l'erreur de 1964, lorsque, de peur qu'Allende ne soit élu, les entrepreneurs comme les partis de droite avaient accordé leur appui au candidat démocrate chrétien.

C'est pourquoi, en 1970, le patronat a appuyé fortement Jorge Alessandri, dont la candidature représentait l'espoir de sortir le pays de la « décadence » dans laquelle l'avaient enfoncé la Démocratie chrétienne, exprimée par « l'étatisme exagéré », le « populisme » et par un soi-disant manque d'autorité.

Une fois Allende arrivé à La Moneda, les organisations patronales ont affiché une position critique tout en essayant de s'adapter de manière tactique aux premières réformes, afin de négocier avec l'Unité populaire une coexistence leur assurant la survie et le développement de leur activité [Campero, 1984, p. 41]. Après la défaite électorale les conditions pour une mobilisation des entrepreneurs n'étaient pas réunies, et l'attitude des organisations patronales sera, jusqu'en décembre 1971, de s'adapter à la gestion du gouvernement, observant, « compre-

9. Déclaration de la Société de Développement Industriel du 16 décembre 1969, citée par Augusto Varas [1977, p. 29].

nant», et même acceptant les réformes qui avaient commencé et qui semblaient inévitables. La Société de Développement Industriel signale, en novembre 1970 :

« Le secteur industriel a toujours considéré que l'inflation était néfaste pour la marche économique du pays, raison pour laquelle nous pensons que la politique que mène le gouvernement dans ce domaine est saine » [*El Mercurio*, 20 nov. 1970].

Cette stratégie de coexistence négociée, avec des nuances selon les différents groupements patronaux, se caractérisait par une attitude apparemment favorable aux changements. Les entrepreneurs voulaient montrer ainsi leur souci de surmonter les obstacles qui empêchaient le développement du pays. Les transformations en cours – la réforme agraire et la réforme de la structure industrielle – étaient interprétées comme rationalisation, modernisation, justice, et même comme un dépassement de la démagogie populiste du régime précédent. Il s'agissait en quelque sorte de définir le champ d'action comme un espace commandé par les tensions propres au progrès et non par celles de la révolution [Campero, 1984, p. 41].

Cependant, assez rapidement des changements s'opèrent : les entrepreneurs abandonnent l'attitude consensuelle et l'acceptation résignée des transformations en cours, au fur et à mesure que la discussion autour de la définition et de la composition des trois volets de l'économie – publique, mixte et privée – se précise et, avec elle, la légitimité de l'utilisation par l'État de ressources légales et constitutionnelles pour transférer les entreprises privées au secteur public. Peu de temps après l'installation du gouvernement de l'Unité populaire, les patrons commencent à tenir un discours de mise en garde face à l'éventuelle « illégalité » des actions officielles, laissant entendre la possibilité que la démocratie, telle qu'ils la comprennent, pourrait être en danger. En janvier 1971, les conclusions de l'assemblée générale de la CPC laissent entrevoir une nouvelle perspective :

« Les représentations patronales ont manifesté leur ferme intention de participer à l'effort collectif de développement... [Elles] ne sont ni dans l'opposition ni au gouvernement. Cependant les événements qui aujourd'hui détériorent gravement les activités de production et le commerce à tous les niveaux... sont en train de provoquer l'extinction du secteur privé... [ce qui] nous conduit à la conclusion, à en juger par les deux mois du gouvernement, que nous allons vers la socialisation totale de l'économie. Et cela va très vite<sup>10</sup>. »

Allende était alors depuis deux mois à La Moneda. Au fur et à mesure que les décisions gouvernementales se succèdent, que l'on ressent leurs effets dans la mesure même où ces décisions affectent différemment les divers secteurs productifs, les patrons réagissent de manière différente et dispersée mais toujours indépendam-

10. Congrès national de la CPC, 18 janvier 1971, cité par Varas, *op. cit.*, p. 68.



ment des partis de l'opposition à l'Unité populaire. Ce relatif manque de liens entre les partis politiques et les organisations patronales va durer jusqu'en septembre 1972. Le facteur commun qui rend possible la convergence finale de toutes ces forces est le durcissement du débat autour du « domaine de propriété sociale ».

Pour les réquisitions d'entreprises, le gouvernement faisait appel à d'anciennes lois qui, élaborées pour atténuer les effets de la crise de 1929, existaient depuis les années 1930. Mais pour concrétiser les expropriations il fallait l'approbation du Congrès. L'objectif des organisations patronales qui, bien entendu, rejetaient ces réquisitions comme arbitraires et illégales, était, grâce au contre-poids des différentes forces et au jeu de négociation qui s'ensuivrait au Parlement, de retarder, voire d'annuler, la politique du gouvernement.

Malgré le blocage de ce débat au Congrès, le processus de réquisition continue et les premiers signes de pénurie alimentaire se font sentir. Le gouvernement mobilise avec succès différents acteurs sociaux, surtout des associations de quartiers, pour assurer l'approvisionnement. Cette manœuvre crée chez les patrons la perception qu'on peut se passer d'eux et qu'ainsi on remet en question leur rôle de producteurs et de distributeurs de biens dans le pays. Ils voient là une menace à leur survie, commencent à abandonner leur stratégie d'adaptation aux conditions imposées par le gouvernement, concluant qu'il n'est pas possible de contenir ou de minimiser l'action officielle. Leurs discours se durcissent de plus en plus et ils menacent même de boycotter la production et d'adopter d'autres formes d'action économique qui rendraient impossible l'application des mesures de stabilisation proposées par le gouvernement [Varas, *op. cit.*, p. 13; Campero, *op. cit.*, p. 55].

Ainsi fin 1971, la convergence entre les différentes organisations patronales commence à se consolider pour former un bloc d'opposition unique. Ces organisations essaient de grouper et de mobiliser les petits et moyens entrepreneurs autour d'un discours identitaire dont le leitmotiv est la défense « *del mundo privado* ». Cette alliance entre la grande et la moyenne industrie donne alors au groupe dominant une possibilité jamais vue auparavant dans l'histoire chilienne : la construction d'un front de masse qui devient peu à peu l'instrument le plus important de la contre-offensive de la classe dominante contre le processus de transformation mené par l'Union populaire. Les caractéristiques de l'alliance du bloc dominant que nous décrivons ici nous permettent d'affirmer que nous sommes face à l'un des rares moments historiques au cours desquels la bourgeoisie – comme classe sociale constituée – réussit à dépasser ses contradictions internes. Les désaccords et les chocs d'intérêts sont mis de côté afin de défendre les intérêts communs et de rendre possible le groupement politique et social nécessaire pour défendre le partage historique du pouvoir, mais surtout pour assurer sa survie en tant qu'acteur économique, politique et social.

La « grève d'octobre » 1972 produit finalement la consolidation de l'unité du bloc d'opposition. Les entrepreneurs s'organisent avec le Commando National

de Défense «Gremial». Dans les faits, cette organisation transforme le patronat en acteur politique et social. Ayant réussi la grève d'octobre, la mobilisation active des patrons est perçue comme un pouvoir capable de contraindre le gouvernement et d'attirer les partis politiques vers ses propres postulats et programme. C'est ainsi que, en octobre 1972, les secteurs les plus organisés et les plus idéologisés du patronat, représentés surtout par les dirigeants de la CPC et de la SOFOFA, commencent à créer les conditions pour passer à l'offensive afin de déstabiliser le régime et de préparer son remplacement par un nouvel ordre politique. Ce nouvel ordre, abolissant la démocratie libérale, aurait les «gremios» comme protagonistes ; ils seraient la base du nouveau «pouvoir social».

Comme on le verra plus loin, après les élections parlementaires de mars 1973, qui rendent impossible la destitution d'Allende par le biais d'une accusation constitutionnelle, commence une étape de lutte politique dans laquelle les «gremios» laissent de côté leur discours sur la nécessité de restituer un ordre social que l'Unité populaire avait affaibli et lésé. Cela signifie que, même s'il y avait une situation de ballottage institutionnel, pour le patronat, l'Unité populaire avait perdu son caractère d'adversaire politique légitime. Bien au contraire, le gouvernement d'Allende et ses partisans sont vus comme des agents destructeurs de la forme historique des rapports sociaux au Chili [Campero, *op. cit.*, p. 62]. C'est pourquoi la destitution du Président est perçue non seulement comme nécessaire mais comme évidente.

On construit alors un discours sur la «légalité outrepassée», qui ne pourrait coexister avec un «État organisé», qui serait même incompatible avec lui. Ainsi, les concepts d'ordre, de légalité et d'«État organisé» se retrouvent progressivement développés dans les discours des organisations patronales ; l'idée centrale est celle d'un État autoritaire et d'une entreprise intégrée qui «seront les éléments centraux de la nouvelle articulation proposée par l'opposition et ses partis politiques» [Varas, *op. cit.*, p. 82]. À la fin du mois de novembre 1971, on pouvait déjà entrevoir les prémisses d'un projet économique et politique alternatif au gouvernement de l'Unité populaire, lorsque la SOFOFA affirme, dans le cadre de la discussion sur la «propriété sociale»: «Cet aspect est tout spécialement décourageant pour la Société de Développement Industriel qui propose une définition de l'entreprise dépassant les concepts du libéralisme économique comme ceux de l'étatisme marxiste<sup>11</sup>.»

C'est-à-dire qu'à partir de mars 1973, pour les patrons, les conditions étaient déjà réunies pour envisager, au-delà d'une simple stratégie de déstabilisation du gouvernement, un projet de société leur permettant de savoir ce qu'ils feraient du pouvoir une fois que celui-ci leur aurait été restitué. Ce nouvel ordre social est le

11. *El Mercurio*, «Análisis del proyecto del Ejecutivo sobre las tres áreas de la economía», 17 novembre 1971.



résultat de l'action conjuguée des « *gremios* » et des secteurs qui représentent « la réserve morale » de la nation, c'est-à-dire les Forces Armées.

L'attachement à un nouvel ordre à caractère autoritaire sera le résultat du diagnostic selon lequel l'Unité populaire aurait mis en danger les deux piliers fondamentaux du pays : la propriété privée et l'idée de nation, qui sont en danger à cause de l'intervention d'un agent qui leur est étranger, le marxisme. C'est pourquoi les « *gremios* », comme les partis qui défendent la valeur de la nation, et spécialement les Forces Armées, « doivent intervenir dans la politique et disputer au parti en place la conduite du pays car il y a un impératif à valeur universelle qui les légitime : la défense de la nation, de ses richesses et des valeurs de la patrie<sup>12</sup>. »

« Nous avons déjà fini d'esquisser les contours, encore diffus, du chemin que nous croyons qu'empruntera le Chili : nationalisme révolutionnaire, populaire et autoritaire, généré par les grandes majorités nationales et, par conséquent, éminemment intégrateur et constructif<sup>13</sup>. »

On peut retrouver cette ligne discursive dans les déclarations d'Orlando Sáenz qui, en sa qualité de président de la Société de Développement Industriel, en mars 1972, fait un diagnostic dont les conclusions considèrent comme enterré le projet de l'Unité populaire et, avec lui, le système démocratique libéral. Il prédit sa substitution par un modèle de société nationaliste, centralisée et autoritaire :

« ...le fait (est) que, tous les six ans, avec une régularité presque mathématique, un changement drastique d'orientation politique et économique s'est imposé au Chili... Qu'est-ce que cela sinon les tentatives d'un peuple qui essaie successivement toutes les recettes qu'on lui propose parce qu'il sent qu'il n'y en a aucune qui guérit ses maux?... cette valse hésitante a été encouragée par l'irréalisme des partis politiques chiliens qui, dans leur désir incontrôlé d'obtenir le pouvoir, n'hésitent pas – consciemment ou inconsciemment – à faire ce qu'ils souhaitent, même si ce n'est pas ce qui conviendrait. Au Chili, c'est une solution nationaliste et autonome qui nous conduira sur le chemin du progrès. Le système social, politique et économique du passé ne nous sert plus pour le futur. Nous devons le remplacer et non pas simplement le réparer... seul le futur pourra révéler le visage de l'homme d'État qui... transformera [ce modèle] en gouvernement... Lorsque cet homme du destin apparaîtra, nous regarderons avec joie nos politiciens traditionnels et plus encore s'il sort de leurs rangs<sup>14</sup>. »

Après mars 1973, étant donné le « ballottage institutionnel », les noyaux directifs des patrons font appel à la désobéissance civile s'exprimant par une

12. Pour approfondir l'analyse du discours des élites entrepreneuriales de l'époque, voir Campero [1984, p. 78].
13. Orlando Saenz, Discours prononcé à la 88<sup>e</sup> de la « Junta General Ordinaria de Socios de la Sociedad de Fomento Fabril », cité par Varas, *op. cit.*, p. 15.
14. Discours de Orlando Saenz in le « VII<sup>e</sup> Congreso de la Asociación de Industriales Latinoamericanos », *El Mercurio*, 24 mars 1972.

mobilisation de masse. Les associations patronales commencent à lancer des appels de plus en plus évidents à l'intervention des Forces Armées pour en finir avec le régime de l'Unité populaire et ouvrir ainsi un nouvel ordre social régi par les principes sociaux définis par eux comme étant les seuls possibles : ordre, autorité et discipline. C'est ce que laisse entendre Arturo Fontaine dans un discours prononcé durant la première quinzaine de mars 1973 :

« Le processus électoral a mis à nu les profondes lézardes de notre système politique... [C'est pourquoi] la période des harangues politiques est terminée; il est temps de rétablir la hiérarchie et la discipline » [Fontaine, *op. cit.*, p. 2].

### **Le Mouvement « *gremialista* » : une génération conservatrice pour le Chili**

Le mouvement « *gremialista* » est né à l'Université catholique vers le milieu des années 1960 à l'initiative de Jaime Guzmán. Au début, il se définit comme un mouvement qui cherche le retour de l'université à ses fins purement académiques, loin de toute influence des partis politiques et, par conséquent, loin de la politisation dans laquelle elle était plongée à la suite de la réforme universitaire de 1966, laquelle cherchait entre autres sa démocratisation par la voie de la participation à sa gestion de tous les corps universitaires. En 1976, Jaime Guzmán énonce les objectifs du mouvement qu'il avait créé dans un entretien accordé à la *Revista ¿Qué Pasa ?*:

« Nous ne nous sommes jamais intéressés à la lutte politique parce que nous avons un idéal qui va au-delà du problème du pouvoir politique. Nous sommes en train de lutter pour quelque chose d'essentiel qui est la racine d'une société libre, c'est-à-dire la défense des corps intermédiaires et de leur autonomie, présentés non pas de manière dogmatique mais fondés sur une doctrine de l'homme et de la société<sup>15</sup>. »

C'est ainsi que durant la période Frei, le « *gremialismo* » s'était concentré dans les universités où il interagissait avec la Jeunesse du Parti national qui, bien des fois, a été soumise à l'hégémonie du « *gremialismo* » car, lors des élections successives de la Fédération des Étudiants, surtout dans l'Université catholique, les nationaux ont appuyé sans trop de difficulté les candidats « *gremialistas* ». Mais c'est au moment de la candidature de Jorge Alessandri que le « *gremialismo* » fait son entrée sur la scène publique et influence les plus hautes sphères du pays. Alessandri, sans être un vrai conservateur, rejette avec ardeur les partis politiques traditionnels, raison pour laquelle il a choisi son comité de campagne dans des secteurs indépendants et technocratiques. Les militants du « *gremialismo* » répondent largement à ces critères. C'est ainsi que son comité de campagne a été

15. Jaime Guzman, entretien paru in *Revista Qué Pasa*, 9 de Septiembre 1976, cité par Araya et Benavente, *op. cit.*, p 55.



fortement influencé par les « *gremialistas* » parmi lesquels se détache la personnalité de Jaime Guzmán.

Bien que le « Mouvement *Gremialista* » se soit défini dès sa création comme strictement universitaire et apolitique, il devient un mouvement d'envergure nationale, s'étendant d'abord à l'Université catholique de Valparaíso puis à l'Université de Concepción et c'est là que, au milieu de l'année 1972, il prend le nom de Front Universitaire. Il conquiert également des positions dans les organisations patronales comme la Société Nationale d'Agriculture, la Société de Développement Industriel et la CPC.

Grâce à sa croissance accélérée, le « *gremialismo* » abandonne rapidement son discours sur la dépolitisation de l'université pour assumer des positionnements politiques centrés sur les questions nationales. C'est pourquoi ce qui a commencé comme un refus catégorique de s'insérer dans une perspective politique globale face aux conflits « *gremiales* » a été, par la suite, une explicitation claire de son opposition au jeu politique traditionnel, autrement dit, au système démocratique libéral qui régnait à l'époque [Araya, Benavente, *op. cit.*, p. 45].

Après le coup d'État, et étant donné leur identification totale au régime militaire, les « *gremialistas* » deviendront la principale source qui fournira à la dictature ses cadres techniques. Cela leur permettra de remplir des fonctions et d'occuper des postes dans des domaines stratégiques du régime et plus généralement dans la structure administrative de l'État. Leur développement comme organisation en a été considérablement renforcé, non seulement parce qu'ils ont pu participer à la définition des politiques stratégiques du régime au plus haut niveau mais aussi parce que le fait d'être présents aux différents niveaux de l'administration leur a permis de bénéficier d'une infrastructure d'organisation au niveau national, ce qui a élargi leur champ d'influence au niveau régional et local et, par conséquent, leur a permis de recruter et de préparer de nouveaux cadres.

Depuis le début, le mouvement « *gremialista* » a une caractéristique propre à la doctrine conservatrice qui l'anime : il a été un mouvement de cadres plus qu'un mouvement de masse, son objectif étant d'influencer les groupes qui exercent le pouvoir politique ou économique et de se reproduire en leur sein. Cela renvoie à ce que dit William Harbour : l'une des préoccupations majeures des mouvements conservateurs est de savoir qui exerce le gouvernement car la sélection adéquate des dirigeants assure la reproduction de ce qu'elles considèrent comme les valeurs essentielles. Cela leur permet aussi de contrôler le pouvoir politique et d'éviter le danger que « les majorités irrationnelles » représentent pour la société. Cette perspective découle d'une conception anthropologique qui voit les hommes dans un état naturel d'inégalité objective, sauf dans un sens moral et religieux. Cela entraîne des modèles d'organisation sociale hiérarchisée, différenciée et complexe qui comportent une grande variété de classes, d'ordres et de groupes. C'est ainsi que se développe « une forte orientation élitiste puisque les conserva-

teurs affirment qu'ils sont des individus plus qualifiés qui appartiennent à une aristocratie naturelle et que ce sont eux qui doivent conduire la société» [William Harbour, 1985, p. 16].

La base de la pensée «gremialista» est sa conception d'un ordre social qui s'appuie sur les sociétés intermédiaires entre l'homme et l'État, librement générées et conduites par leurs membres afin qu'ils respectent la finalité de chacune d'elles [Guzman : [www.fguzman.cl](http://www.fguzman.cl).]<sup>16</sup>. Les secteurs intermédiaires sont donc ces organisations propres à la vie en société qui se trouvent entre le domaine d'action de l'État et le domaine d'action de l'individu. Selon cette définition, les «gremios» sont des groupes intermédiaires dans la société, qu'ils soient formés par des travailleurs, des entrepreneurs ou des étudiants ou par tout autre groupement d'individus unis par des liens de voisinage, de travail commun ou d'affinité intellectuelle ou, encore, de vocation. C'est pourquoi «le fondement des organisations "gremiales" réside dans l'activité commune et non pas dans l'affinité idéologique ou politique de ceux qui y participent. Accepter ou encourager leur politisation c'est les dénaturer dans leur racine»<sup>17</sup>.

Les secteurs intermédiaires, politiques ou non, forment, dans leur ensemble, les institutions de la société destinées à contrôler les dynamiques du pouvoir. C'est ce que Vázquez de Mella et la tradition conservatrice espagnole ont appelé le *pouvoir social*. C'est le cas «des groupements naturels des hommes, comme la famille, le "gremio", la municipalité, l'université, qui sont autonomes dans leur champ d'action respectif; cette autonomie est respectée et reconnue par l'État et, par conséquent, par l'autorité centrale, dans la mesure où elle ne porte pas atteinte aux finalités qui leur sont propres» [Araya, Benavente, *op. cit.*, p. 53-54].

De cette notion de *pouvoir social* découle une conception de démocratie articulée à partir des idées de liberté et d'autorité, associées aux notions d'ordre, de sécurité et de progrès et, finalement, de justice<sup>18</sup>. Ainsi, Guzmán affirme à plusieurs reprises que «la démocratie est une forme de gouvernement et seulement un moyen – mais pas le seul ou pas le plus adéquat en toutes circonstances – pour favoriser la liberté mais, en revanche, elle représente la forme de vie vers laquelle doit tendre tout système politique. Cette forme de vie inclut, en outre, la sécurité et le progrès, aussi bien spirituel que matériel et, à l'intérieur de cela, aussi bien le progrès économique que le progrès social» [Guzman, 18 juillet 1978].

Ce modèle de démocratie instrumentale et autoritaire repose sur la notion de volonté nationale qui, pour Guzmán est «beaucoup plus que le résultat quantitatif des urnes dans une élection ponctuelle. La volonté nationale est une décision for-

16. Voir Jaime Guzmán : «El gremialismo y su postura universitaria en 27 preguntas y respuestas», in [www.fguzman.cl](http://www.fguzman.cl).

17. Jaime Guzmán, «Resurgimiento del Gremialismo», *Journal La Segunda*, 2 août 1988.

18. Pour approfondir la conception «gremialista» de la démocratie et spécialement celle de Jaime Guzmán, voir Renato Cristi [2000].



mée des expériences du passé et des idéaux qui ont prévalu dans l'histoire. La volonté nationale ne s'exprime pas seulement dans ce que manifeste la génération actuelle; elle est également constituée du legs des générations passées et des attentes de celles à venir» [Guzmán, *in El Miedo*, p. 333]. On reviendra sur ce point.

À partir de cet engrenage doctrinaire, durant la période de l'Unité populaire et, concrètement depuis son poste de conseiller de la dictature, Guzmán critique-  
ra la structure du régime politique en vigueur, parce que celui-ci «dénature» le principe d'ordre et d'autorité qu'il défend, lui et les «*gremialistas*». En d'autres termes, la dynamique politique vécue sous l'Unité populaire signifie alors la légitimation politique de leur critique des «perversions» du système démocratique libéral puisque l'autorité de l'État est soumise à la volonté inorganique des masses; la politisation excessive de la société a entraîné la décomposition des institutions et des valeurs démocratiques d'inspiration libertaire et chrétienne.

Même si le «*gremialismo*» n'a pas été un protagoniste de premier plan, son influence sera déterminante durant la période 1970-1973, dans les sphères de l'opposition politique à Allende comme dans les mobilisations sociales sectorielles promues par la droite. En ce sens, le lien stratégique du mouvement dirigé par Guzmán avec les «secteurs intermédiaires» a surtout permis de canaliser les mobilisations et les intérêts économiques de ces secteurs et de les unifier avec l'organisation politique traditionnelle. On a ainsi construit un bloc d'opposition formé d'une large alliance qui a agglutiné la petite et la grande bourgeoisie, les associations professionnelles et patronales, celles de fonctionnaires et de cadres d'entreprise et même des secteurs significatifs des Forces Armées, spécialement de la Marine. Ainsi, la discrète et intelligente pénétration dans les «*gremios*» faite par le «Mouvement *gremialista*», et l'opposition sectorielle et de classe au gouvernement de l'UP, ont permis que ces *secteurs intermédiaires* soient incorporés à un cadre idéologique et politique formalisé au préalable. Autrement dit, ces secteurs sont arrivés à tenir un espace d'opposition nouveau et original où préexistait – jusque-là d'une manière théorique – une place pour eux [Varas, 1977, p. 6].

Mais ce n'est qu'à la fin de 1972 que le «*gremialismo*» apparaît comme une force importante sur la scène politique nationale et dans la lutte contre l'Unité populaire. Conscient de sa force et des implications de sa stratégie d'influence, de mobilisation et d'agitation dans les différents «*gremios*» mobilisés contre l'Unité populaire, le «*gremialismo*» commence à diffuser la proposition d'une nouvelle société qui se construirait sur les ruines du gouvernement Allende. Une preuve en est l'intervention, en mars 1973, du président de la Confédération de la Production et du Commerce, Arturo Fontaine Aldunate qui, dans une interview accordée au journal *El Mercurio*, signalait :

« Le rôle décisif dans la nouvelle organisation politique (qui succédera à l'UP) revient à trois forces fondamentales : les partis politiques qui sont prêts à construire et non pas à provoquer le chaos, les Forces Armées, dont l'action est indispensable pour rétablir

la discipline, et le pouvoir “*gremial*” qui constitue le levier du développement et le facteur de cohésion de la communauté nationale<sup>19</sup>. »

## Le Front Nationaliste Patrie et Liberté

S’il est vrai que l’action du Front Nationaliste Patrie et Liberté a eu, à maintes reprises, un grand poids dans l’évolution du conflit politique durant le gouvernement de l’UP, nous nous limiterons ici à décrire sommairement quelques-unes de ses principales caractéristiques. Et cela pour deux raisons. D’abord, l’action politique de ce mouvement se réduit uniquement à cette période à cause de son autodissolution immédiatement après le coup d’État. D’autre part, s’il est vrai que les principes contenus dans son discours doctrinaire ont eu de la force dans des conjonctures clés de la dictature, en termes historiques, ils n’ont pas eu un grand impact ni de grandes implications sur le plan institutionnel ou sur le projet historique du régime pinochétiste. Pour rendre compte des éléments distinctifs de leur discours sur Patrie et Liberté, nous nous référerons au Manifeste Nationaliste, rédigé par le leader du mouvement, Pablo Rodríguez Gres, en juillet 1971.

L’axe du discours de Patrie et Liberté (PL) est la critique du système démocratique libéral que le PL se propose de remplacer par un régime institutionnel à caractère national corporatiste : « Nous vivons sous un système caduc de démocratie libérale qui se caractérise, en tant que système, par le fait que, étant la seule voie d’expression politique, il regroupe tous les courants d’opinion des partis politiques et par le fait qu’il génère les autorités supérieures de l’État à travers le suffrage universel inorganique... Depuis de nombreuses années, les partis n’interprètent plus les courants d’opinion authentiques car ils vivent dans un jeu artificiel qui est étranger à notre peuple et affichent un “idéologisme” verbeux et stérile » [Rodríguez Gres, 1971, p. 25].

Pour le PL, l’État qui remplacera l’État libéral sera « intégrateur », administré par un gouvernement autoritaire. Pour Pablo Rodríguez, cet État intégrateur est l’expression de la « démocratie authentique » car « son objectif fondamental serait de faire respecter, sans exception, les normes interpersonnelles qui régulent l’activité sociale de l’homme. Le respect de ces normes, les mêmes pour les gouvernants et les gouvernés, sera garanti par la force de l’État » [*ibidem*, p. 15]. Ce régime politique correspondra à une démocratie « organique et fonctionnelle » à laquelle participeront à la fonction législative les groupements naturels de travail et d’intérêts. Ces instances participantes devront « avoir une influence sur l’État et jouer un rôle dans la formation de l’autorité » [*Ibidem*, p. 25]. La démocratie corporative – comme le signale Rodríguez plus loin – est donc la seule démocratie réelle. Pour lui, tout autre conception est un mirage trompeur et faux.

19. Arturo Fontaine Aldunate, cité par Varas, *op. cit.*, p. 56.



Même si cette organisation d'extrême droite était considérée comme la branche insurrectionnelle de la droite traditionnelle, le mouvement disait à propos de lui-même :

« Notre mouvement n'est pas un groupe armé ou séditieux. Mais si, à un moment donné, les marxistes brisaient la légalité et débordaient les structures institutionnelles suite à leur échec électoral, nous nous mettrions immédiatement au service des forces organisées qui freineraient l'escalade révolutionnaire... Notre mouvement doit se constituer en appui civique pour un futur gouvernement militaire nationaliste » [*ibidem*, p. 30].

Au sein de ce mouvement, comme dans une grande partie de la droite et spécialement du patronat, on commence déjà, vers le milieu de l'année 1971 (moins d'un an après l'accession au pouvoir de l'Unité populaire), à parler du caractère inévitable de son renversement, du remplacement du système démocratique libéral (coupable des « excès socialisants » qui avaient permis l'arrivée d'Allende au pouvoir) et du rôle prépondérant que devraient jouer les Forces Armées dans la rupture avec l'ancien régime et dans la formation et la consolidation de la nouvelle institutionnalité. C'est ce qu'expliquait Pablo Rodríguez :

« On ne sortira pas de cette crise (de la démocratie libérale) pour revenir au vieux système, épuisé historiquement et sans défense, si on tient compte du peu de résistance que les partis ont fait au marxisme gouvernant. Mais elle a fait surgir les éléments qui constituent la seule alternative de pouvoir possible, face à l'option certaine qu'offre le communisme international : les Forces Armées, avec leur pouvoir militaire et leur influence morale, et les « gremios », comme nouvelle expression réelle de la volonté des travailleurs et des travailleuses. Ces nouveaux éléments constituent la seule force capable de donner au Chili une forme de pouvoir stable et authentiquement populaire<sup>20</sup>. »

La vision politique de ce mouvement avait un caractère nettement manichéiste et réductionniste ; il manifestait une volonté évidente de forcer la réalité en fonction d'un projet de société dans lequel il serait possible de « supprimer la dissension et d'imposer super-structurellement un consensus forcé » [Araya, Benavente, *op. cit.*, p. 66]. L'organisation se définissait explicitement comme une force de retenue face à « l'escalade révolutionnaire du marxisme », insistant sur la nécessité de dépasser dans le pays les divisions droite/gauche (une caractéristique de la démocratie libérale obsolète) car le seul conflit réel que vivait le pays se trouvait « entre le marxisme et le nationalisme ». Le mouvement développait aussi une réinterprétation mythique de l'histoire du Chili et multipliait les appels à une issue extra-institutionnelle du conflit politique par l'intervention des Forces Armées.

C'est l'ensemble de ces éléments qui lui fera perdre l'appui de différents secteurs sociaux, y compris parmi les plus conservateurs de la droite, des patrons et

20. Editorial de la revue *Patria y Libertad*, cité par Ernesto Araya et Andrés Benavente, 1981, p. 68.

même des Forces Armées. Mais perte d'appuis ne voulait pas dire condamnation du mouvement ou non-reconnaissance de la légitimité de son action. Cette ambiguïté est démontrée par l'échec de la tentative putschiste de juin 1973, connue comme « le Tanquetazo ». Cette tentative a été une initiative politique du PL, facilement réprimée et isolée, mais non délégitimée, car elle n'était pas liée aux plans de la droite qui, à ce moment-là, cherchait à appliquer sa stratégie de déstabilisation à travers la mobilisation sociale, l'agitation politique et l'entretien d'un climat de crise sans issue.

Patrie et Liberté est l'expression la plus radicale du nationalisme chilien. Sa ligne doctrinaire a incorporé des éléments qui n'ont pas été pris en compte par le Parti national, comme le principe de démocratie organique et le caractère corporatiste de l'ordre souhaité. On le verra par exemple, par la position qu'adoptent ses ex-militants face aux politiques économiques mises progressivement en place par le régime pinochétiste. Alors que les nationaux ont accueilli ces mesures sans joie et plutôt avec résignation Pablo Rodríguez, lui, a eu du mal à les accepter dans la mesure où elles n'étaient pas très compatibles avec l'ultra nationalisme qu'il avait défendu durant la période de l'Unité populaire. Ce n'était pas seulement les mesures néolibérales appliquées par les « *gremialistas* » et les « *Chicago boys* » qui choquaient les tenants du modèle corporatiste de société défini par Patrie et Liberté mais également l'ensemble des idées de base sur lesquelles s'appuyait le modèle autoritaire de Pinochet. Pablo Rodríguez explique ainsi ses différends avec le « *gremialismo* » :

« Je maintiens les mêmes idées et les mêmes principes sans hésiter. Je ne comprends pas comment un monsieur qui a fondé avec moi Patrie et Liberté et qui, par conséquent, était d'accord avec les idées qu'on y présentait, peut aujourd'hui être l'un des plus acharnés adversaires du nationalisme, comme l'est Monsieur Jaime Guzmán. Ce sont donc les autres qui ont changé<sup>21</sup>. »

## ***El Mercurio***

Durant la période que nous analysons, l'action politique du *Mercurio* a eu un poids très important dans le devenir du conflit politique des dernières années du gouvernement de Frei et, tout spécialement, pendant le gouvernement de l'Unité populaire. Élément de référence dans le discours social, politique et économique des classes dominantes chiliennes, ce journal représente dans les faits l'opinion de l'élite économique et politique du pays. L'importance qu'il a acquise durant la période a donné lieu à une situation aux caractéristiques paradoxales. Parmi ses lecteurs, on compte non seulement ceux qui partagent les positions avancées par les éditoriaux mais aussi beaucoup de ceux qui sont les plus ardents adversaires des doctrines qu'il défend au plan politique, économique et social<sup>22</sup>.

Ce sont là quelques-unes des raisons pour lesquelles ce quotidien s'est consti-

21. Entretien accordé par Pablo Rodriguez, paru in *Revista Cosas*, juillet 1981.



tué historiquement en un véhicule d'union des différents groupes de la droite et de la classe dominante en général, ainsi qu'en baromètre politique et social de ce secteur. Ce quotidien doit être considéré comme un acteur de la réalité chilienne. Son influence et sa signification pour les élites politiques et patronales sont de notoriété publique<sup>23</sup>. C'est que, à la différence du reste de la presse au Chili, *El Mercurio* a adopté ce que l'on appelle le *style mercurial*, c'est-à-dire un traitement extra-officiel qui essaie de transmettre une image de neutralité, au prix d'un travail littéraire considérable et en évitant le sensationnel.

C'est ainsi que, durant le gouvernement de l'Unité populaire, on peut constater qu'au cours de l'évolution du conflit se produit une modification très importante dans la ligne éditoriale du journal. Aux discours en faveur de la défense de la politique traditionnelle démocratique-libérale se substitue un autre discours qui contient de plus en plus d'éléments de type corporatif autoritaire. Ainsi, les concepts traditionnels du libéralisme politique tels que participation citoyenne, souveraineté populaire, suffrage universel, etc., sont peu à peu remplacés, les éditoriaux mentionnant de plus en plus souvent les concepts de tradition, de nation, d'autorité, d'ordre. Plus concrètement, le concept de représentativité politique est remplacé par l'idée de « pouvoir social ». Le poids du « *gremialismo* » sur ce changement d'orientation idéologique s'explique notamment par l'influence exercée sur la conduite du journal par Arturo et Jorge Fontaine Aldunate; le premier est un sympathisant du mouvement fondé par Guzmán et le second, un militant actif. C'est ainsi que, à plusieurs reprises, le journal s'approprie et diffuse le diagnostic politique et la ligne doctrinaire du « *gremialismo* ». Par exemple, l'éditorial du 20 octobre 1970 proclame :

« Le libéralisme classique a méconnu la valeur et l'existence des entités intermédiaires entre l'État et l'individu. Par une fiction juridique, il a supposé que le peuple souverain délèguait intégralement la totalité du pouvoir social à la représentation politique. (Les organismes intermédiaires), qui n'ont pas pour objet de suivre une idéologie politique... constituent la base la plus solide du pouvoir social. L'excès de politisation du pays a fait qu'une grande partie des Chiliens n'accorde pas l'attention nécessaire aux organisations intermédiaires... La démocratie a sa base réelle dans les organismes intermédiaires<sup>24</sup>. »

Le 15 avril 1973, *El Mercurio* fait une critique explicite de la démocratie libérale :

« L'activité électorale et la vie parlementaire répondent à un schéma de pouvoir qui est en train d'être dépassé. Les moyens démocratiques mettent du temps à s'adapter à ce

22. Hermógenes Pérez de Arce, cité par Arturo Fontaine Aldunate et Mario González Pino [1992, p. 365].

23. Fernando Reyes Matta, cité dans Fontaine Aldunate et González Pino, *op. cit.*, p. 365-366.

24. *El Mercurio*, « Democracia y Organismos intermedios », Semaine politique du 20 octobre 1970.

dépassement. Heureusement, il y a des bases naturelles dans la société chilienne qui peuvent être dépositaires d'un pouvoir de résistance face à ce que le communisme est en train de forger. Les « *gremios* » constituent des organismes naturels de défense... ils surgissent du pouvoir social, défenseur des libertés et des valeurs nationales<sup>25</sup>. »

Le 26 août 1973, on peut lire :

« Parmi l'ensemble des liens qui unissent les personnes entre elles, l'un des plus solides et authentiques est le métier et l'activité commune. Dans des périodes normales, le lien « *gremial* » est moins sensible. Le « *gremio* » unit des secteurs plus larges et il se fonde sur des intérêts plus réels que beaucoup de groupements humains qui forment la société. À des époques de bouleversements dans lesquelles l'individu se sent menacé et désorienté, le « *gremio* » est une orientation et un rempart<sup>26</sup>. »

L'adhésion du *Mercurio* à la ligne doctrinaire du « *gremialismo* » s'exprimera avec plus de force et de netteté une fois renversé le gouvernement de l'Unité populaire, au moment où l'on discutera des bases de l'institutionnalité de la dictature pinochétiste. Les propos d'un éditorial du *Mercurio*, au début 1974, lors de la discussion sur la régionalisation du pays, en constituent un exemple :

« Un régime autoritaire au sommet, mais libre et décentralisé à tous les niveaux, serait capable d'empêcher que le pays ne revienne au régime des partis. L'harmonie entre autorité et liberté, entre commandement unique et délégations du pouvoir, entre discipline et organisation sociale, est un but politique sans doute difficile<sup>27</sup>. »

## Chronique d'un dénouement annoncé

### De la résignation à la mobilisation pour la rupture

Jusqu'aux élections de 1970, la droite a toujours cru que la victoire de Jorge Alessandri était inévitable. Toutes les conditions étaient là pour que le candidat des « hommes de travail » fût élu avec une confortable avance. Durant la campagne, Alessandri a tenu un discours basé sur la critique de la « gestion populiste de la DC » et sur le fait que sa campagne était au-dessus des partis. Il clamait qu'une rénovation politique et sociale du pays était nécessaire face à la décadence dans laquelle le gouvernement d'Eduardo Frei allait le laisser. Les sondages prévoient la victoire certaine du candidat de la « Nouvelle République ». Mais les faits se sont révélés tout autres.

25. *El Mercurio*, « El poder se desplaza », Semaine politique du 15 avril 1973, cité par Araya et Benavente, *op. cit.*, p. 79.

26. *El Mercurio*, « La línea de los gremio », Semaine Politique du 26 août 1973.

27. *El Mercurio*, « Descentralización y democracia », Semaine Politique du 7 avril 1974. Pour approfondir la question voir Araya et Benavente, *op. cit.*



Même si la classe dominante a perdu avec une marge très étroite, elle a vécu cet échec comme une catastrophe, «comme la fin du monde». Les démarches pour empêcher qu'Allende prenne le pouvoir ne se sont pas fait attendre. En moins de deux mois on a envisagé toutes les possibilités pour éviter un tel événement, depuis la négociation formelle jusqu'à l'assassinat d'Allende<sup>28</sup>. Ce sera finalement l'assassinat du général René Schnaider.

La droite, qui défend encore la politique traditionnelle et le jeu démocratique, s'investira corps et âme pour éviter, par des moyens constitutionnels, l'arrivée d'Allende à La Moneda. Pour ce faire, quelques jours après les élections, on crée le Mouvement Alessandriste qui regroupe des militants du Parti national et des indépendants, beaucoup d'entre eux proches du «*gremialismo*». Ce groupe agit en s'appuyant sur l'argument selon lequel le processus électoral n'est pas fini; c'est pourquoi les forces démocratiques ont encore le temps de choisir entre «le marxisme et la démocratie». C'est ainsi que l'on prépare un accord avec la DC qui exige que ce parti vote pour Alessandri au Congrès Plénier le jour où celui-ci doit ratifier l'élection présidentielle; puis, le candidat de droite démissionnerait, provoquant ainsi une nouvelle élection pour laquelle les nationaux promettaient leur vote au candidat démocrate chrétien. *El Mercurio* présente la situation de la manière suivante :

«La décision de l'électorat a été la cause de la faible majorité en faveur du candidat marxiste; cela a conduit le pays à la porte d'un régime communiste. Nous avons tous conscience que la majorité des citoyens ne veulent pas de cela. La preuve en est que même le candidat gagnant s'efforce d'assurer que la liberté n'est pas en danger s'il arrive à la Présidence de la République. Il ne faut pas s'abuser. Une nouvelle élection pour décider entre la Démocratie chrétienne et le communisme ne signifierait pas une élection entre la conservation du système et les transformations sociales profondes. La vraie décision est dans le choix entre un régime de progrès et un régime totalitaire<sup>29</sup>.»

Mais la DC n'a pas voulu hypothéquer son avenir politique en acceptant cette proposition d'accord. Si elle l'avait fait, elle aurait remis en question aussi bien sa condition de parti centriste que son identité multiclassées et son appui populaire, elle aurait perdu sa légitimité comme force progressiste et transformatrice<sup>30</sup>, opposée à la tendance conservatrice que représentait la droite, y compris la candidature d'Alessandri et le PN. C'est pourquoi sa stratégie fut de négocier avec l'Unité populaire un ensemble de garanties constitutionnelles afin d'assurer que l'action du gouvernement et le programme de transformations envisagé se développeraient à

28. Voir «Los "generales civiles" del golpe», in *Revista Siete* + 7, 1<sup>er</sup> février 2001.

29. *El Mercurio*, 11 septembre 1970.

30. Évidemment, la Démocratie chrétienne parlait de transformation et de changement à l'intérieur des paramètres que l'institutionnalité libérale permettrait. La DC maintiendra cette ligne, même lorsque, en 1971, elle appellera à construire le «Socialisme Communautaire».

l'intérieur des paramètres de la constitutionnalité. Lorsque l'« Accord sur les garanties constitutionnelles » était presque un fait, *El Mercurio* a averti :

« La Démocratie chrétienne, pour donner son appui au porte-drapeau de l'Unité populaire, a besoin que celui-ci se soumette à certaines conditions qui, en principe, ont déjà été acceptées par son parti. Le marxisme respectera (ce pacte) tant que cela lui conviendra et le rejettera sans aucun scrupule lorsque les circonstances le demanderont. Citoyens libres du Chili et d'Amérique ! Cet accord qui va être souscrit est une bombe à retardement pour notre démocratie... Seule une naïveté sans précédent, un ramollissement doctrinaire incompréhensible ou une totale méconnaissance des tactiques communistes pourraient le faire accepter<sup>31</sup>. »

Durant les six premiers mois du gouvernement de l'UP, le PN a été plongé dans l'incertitude et dans une apparente léthargie. La cause en est un ensemble de faits, tel que l'échec des négociations avec la DC et la reconnaissance de la part d'Alessandri, à la fin septembre, de la victoire d'Allende ; une reconnaissance qui s'est produite lorsque le candidat de la droite a demandé qu'on ne vote pas pour lui au Congrès Plénier. Une autre cause fut la déclaration des Forces Armées selon laquelle elles n'interviendraient pas dans des affaires politiques ; elles proclamaient leur attachement à la constitutionnalité en vigueur. Il y a eu également le fait que quelques-uns des militants importants du Parti national ont été impliqués dans l'assassinat du général Schnaider.

Comme nous l'avons vu précédemment, les premiers mois du gouvernement de l'Unité populaire ont été caractérisés par la stratégie des patrons consistant à adopter une position strictement sectorielle, excluant volontairement tout jugement sur le terrain politique. Un exemple en est leur position stratégique vis-à-vis de la réforme agraire : afin d'éviter les conflits, ils acceptent la nécessité de changements mais ceux-ci sont vus dans une perspective de modernisation plus que dans une perspective « démagogique, impulsée par des motifs politiques » [Moulian, Garreton, *op. cit.* ; Campero, *op. cit.*, entre autres].

Suivant la tendance générale durant toute la période de l'Unité populaire, la Démocratie chrétienne s'est débattue entre deux alternatives : soit être un frein, un régulateur des prétentions réformistes de l'Unité populaire en faisant pression sur le gouvernement pour qu'il se maintienne dans le jeu politique traditionnel, soit adopter une action politique plus radicale afin de provoquer une crise qui conduirait à la chute du gouvernement. Le second choix était celui des secteurs de droite de ce parti. Ces contradictions internes l'ont menée à un va-et-vient permanent en fonction des conjonctures ; contradictions qui étaient « le résultat de son caractère organisationnel, de la présence de couches populaires à côté de secteurs bourgeois et de la combinaison de discours révolutionnaires et de discours modernisateurs » [Moulian, Garreton, *op. cit.*, p. 67].

31. *El Mercurio*, 20 septembre 1970.



Malgré tout, dès les premiers jours du gouvernement, la Démocratie chrétienne met l'accent sur le contrôle de la légalité des actions du gouvernement et sur le maintien de celui-ci à l'intérieur du jeu de contreponds politique et du jeu de la négociation. Mais l'utilisation par le gouvernement de la mobilisation des masses pour faire pression sur le Parlement deviendra rapidement la pierre d'achoppement de la relation DC-UP. Finalement, c'est le problème de la définition du domaine de la propriété sociale qui caractérise le mieux les relations DC/gouvernement durant cette période et qui provoquera entre les deux une tension insurmontable. L'utilisation de vieilles lois – dont beaucoup n'ont pas été utilisées depuis 1932 – pour l'expropriation d'entreprises privées et le manque d'un cadre légal qui définisse la création du « Domaine de Propriété Sociale » marque le début d'un moment critique constitutionnel qui, en dernière instance, mettra fin au gouvernement de l'Unité populaire.

Les partisans de l'Unité populaire ont encouragé le processus de prise de possession de propriétés foncières et d'usines, en agissant au-delà de la « planification centrale », en marge des programmes et des définitions demandées par les partis d'opposition et, surtout, par les associations patronales. Cela conduit finalement la Démocratie chrétienne, les « *gremios* » patronaux et le Parti national à développer très tôt la thèse de l'« illégalité » et de l'« autorité outrepassée » qui servira d'argument pour les attaques contre le gouvernement et pour justifier la recherche de diverses modalités pour obtenir sa destitution.

Les résultats des élections municipales de 1971<sup>32</sup> sont interprétés par l'Unité populaire comme la ratification du changement proposé jusque-là ; pour l'opposition, cela confirme au contraire le ballottage politique qui traîne depuis l'élection présidentielle. Il apparaît nécessaire, au Parti national comme au patronat, de trouver une nouvelle stratégie qui permette la rupture de l'équilibre des forces. Pour le Parti national en particulier, les résultats de ces élections municipales montrent que son certificat de décès est très loin d'être validé ; s'il est vrai qu'il a perdu deux points par rapport aux élections de 1969<sup>33</sup>, cette baisse n'est pas aussi dramatique que ce qu'attendaient les autres forces politiques. À partir de ces résultats, le Parti national abandonne progressivement ses comportements défensifs, conséquence des échecs précédents, pour adopter une attitude plus offensive, essayant à chacune de ses avancées d'incorporer la Démocratie chrétienne, mais pas toujours avec succès.

Le changement stratégique dans l'action politique du Parti national s'exprimera par deux mesures que le parti met sur pied. D'abord, des efforts pour struc-

32. Des élections dans lesquelles les partis groupés dans l'Unité populaire obtiennent 50,86% des votes. Le Parti communiste obtient 17,11%, le Parti socialiste 22,67%, le Parti Radical 8,16% et les petits groupements obtiennent autour de 3,5%. Le Parti démocrate-chrétien, lui, obtient 26,15% des votes et le Parti national 18,41%.

33. Rappelons que, lors des élections parlementaires de 1969, le Parti national avait obtenu 20% des votes et qu'aux élections municipales de 1971, les votes ne sont plus qu'à 18,41%.

turer un bloc d'opposition dont fait partie la Démocratie chrétienne mais qui repose essentiellement sur une large alliance de classes dans laquelle seront évidemment présents les secteurs traditionnellement représentés par la droite et les associations patronales. L'appui de la Démocratie chrétienne était fondamental dans la mesure où celle-ci assurait l'accès aux classes moyennes et populaires, ce qui donnait une plus grande amplitude et légitimité au bloc.

Une autre mesure est l'adoption d'une politique d'agitation qui cherche à mobiliser les masses. La droite laisse de côté sa traditionnelle « politique de salon » et décide de descendre dans la rue afin de rendre illégitime le régime et de le destituer. Cette redéfinition politique marque un virage et un moment clé dans son comportement politique. Habitée à faire de la politique entre les murs du Congrès, dans les clubs sociaux et aux sièges des partis, elle assume une attitude de confrontation, d'agitation, réussissant pour la première fois de son histoire à mobiliser des secteurs qui, historiquement, étaient loin de son champ de représentation, notamment les classes moyennes ainsi que la petite et moyenne bourgeoisie.

Le changement stratégique de la droite se concrétise effectivement avec la convergence du Parti national et des associations patronales, au milieu de l'année 1971. Les organisations patronales, constatant l'étendue de la réforme agraire qui allait, d'après elles, au-delà des « limites acceptables », estiment que le débordement social à propos de la prise de propriétés foncières et d'usines est insoutenable. Devant le manque de clarté de la définition du « Domaine de la Propriété Sociale », elles abandonnent définitivement leur tactique d'observation pour adopter, lentement mais fermement, la tactique du défi et de la mobilisation. À partir du mois de septembre 1971, le Parti national et les organisations patronales contre-attaquent de front le gouvernement et font pression directement sur la Démocratie chrétienne pour constituer un bloc d'opposition au régime. L'assassinat du ministre de l'Intérieur du gouvernement Frei, Edmundo Pérez Zujovic, les premiers indices de la crise économique qui allait s'abattre sur le pays, les premiers signes de pénurie créent les conditions pour que la droite adopte la stratégie de déstabilisation du régime pour parvenir à sa destitution. Tactiquement, son discours de mobilisation fait appel à la défense des intérêts nationaux, mettant en sourdine les intérêts de classe qu'elle représente. Un moment important de ce changement de stratégie est l'appel des femmes à la mobilisation contre les défauts d'approvisionnement le 1<sup>er</sup> décembre. C'est « la marche des casseroles vides » durant laquelle des femmes des quartiers aisés, et parfois de la classe moyenne, descendent massivement dans les rues de Santiago, escortées, pour la première fois, par les groupes de choc de « Patrie et Liberté ».

À partir de ce moment, à chacune des mobilisations conduites par la droite, celle-ci essaiera d'incorporer le centre politique, dans la mesure où cette coalition – et l'alliance de classes qu'elle rend possible – est la condition essentielle pour le renversement constitutionnel d'Allende. Étant donné que la Démocratie chré-



tienne obtient la majorité relative aux élections de 1971 – ce qui la consolide comme la première force politique du pays – les démocrates chrétiens exigent d'avoir l'hégémonie dans ce qui devrait être un bloc d'opposition. Le Parti national n'opposera pas de résistance. Cependant, les conditions pour développer l'idée d'une articulation et d'une action communes ne seront réunies qu'au milieu de l'année 1972. C'est que, même si la coalition entre la Démocratie chrétienne et le Parti national était éventuellement possible quand il s'agissait de s'opposer en commun aux mesures du gouvernement, il y avait encore entre les deux groupes des différences idéologiques, stratégiques et discursives très importantes. Le Parti national était prêt à dépasser ces différences au bénéfice de l'unité du bloc; mais la Démocratie chrétienne se trouvait confrontée à une contradiction vitale qui l'empêchait de prendre une position décisive de confrontation avec le régime.

Ils étaient loin les propos de Jarpa qui, en 1970, disait: «Je ne veux pas que nous, les nationaux, soyons acculés à l'alternative de nous unir à la Démocratie chrétienne<sup>34</sup>.»

Mais déjà en janvier 1971 le Président du Parti national rectifiait: «Si nous oublions tout ce qui est arrivé avant, c'est l'occasion d'un front unique. Nous sommes prêts à parler avec la Démocratie chrétienne».

Ce changement de position, on peut l'observer dans les manœuvres du Parti national à propos des élections complémentaires de janvier 1971, au cours desquelles se produisent les premiers accords électoraux entre le Parti national et la Démocratie chrétienne, sans que cela implique d'ailleurs un accord politique formel. Ces accords ont été possibles grâce à l'initiative du Parti national qui voyait là un mécanisme pour éviter que les candidats de gauche ne s'imposent et, en même temps, pour se rapprocher de la Démocratie chrétienne en vue d'une union plus stratégique. Ces élections complémentaires ont amené à l'élection d'un député à Valparaíso, l'élection de Rafael Moreno comme sénateur, dans la province de Colchagua, et de Sergio Diez à Linares. La volonté de la droite d'amarrer la Démocratie chrétienne à un accord permanent est évidente dans le fait que Moreno, même s'il a été Vice-président de la commission de la Réforme Agraire (CORA), a été élu sénateur dans une province agricole par excellence grâce notamment aux votes du Parti national.

C'est là un exemple du fait que la droite, durant cette période, ne fait jamais passer ses intérêts politiques immédiats avant ses intérêts de classe; cela lui permet une flexibilité tactique qui va jusqu'à déléguer à la Démocratie chrétienne la conduite du bloc d'opposition, même si cela lui demande de s'adapter au ton «populiste» et «participationniste» du discours démocrate-chrétien. Le principe de la défense du capitalisme et de la propriété privée exigeait de payer n'importe

34. Sergio O. Jarpa, in *El Mercurio* du 19 octobre 1970.

quel prix politique à court terme et le Parti national était prêt à le payer dans la mesure où la consolidation de sa stratégie de déstabilisation de l'Unité populaire exigeait nécessairement de faire le vide au centre pour permettre le clivage sur la scène politique entre gouvernement et opposition.

Finalement, l'alignement de la Démocratie chrétienne avec la droite se produira lorsque la DC se « libérera » de la fraction la plus gauchisante de ses militants – un processus dont naîtra le parti « Izquierda Cristiana », en 1971 – afin de pouvoir durcir sa position critique vis-à-vis de l'UP et de faciliter ses liens avec l'opposition. Même si ce rapprochement ne se concrétisera jamais en une alliance politique formelle, il rend possible la consolidation d'un bloc d'opposition uni et ayant une action et un discours politique cohérents. Les hésitations et les réticences de la DC à se lier définitivement à la droite s'expriment, vers le milieu de 1972, à travers la construction d'une alliance électorale à caractère uniquement instrumental, la Confédération Démocratique (CODE), en vue des élections parlementaires de mars 1973.

Le processus d'attraction et de persuasion du PN vis-à-vis de la DC visait à l'incorporer à une ligne politique de confrontation et de mobilisation contre l'UP ; or, la direction de la Démocratie chrétienne essayait parallèlement de donner du sens et de la cohérence au processus de discussion qu'elle menait avec l'UP. Cette discussion tournait autour d'un paquet de réformes constitutionnelles qui cherchaient à réguler les pouvoirs donnés à la Présidence pour réaliser, par la voie administrative, les réformes économiques souhaitées par le gouvernement. Ce paquet de réformes signifiait, dans la pratique, le blocage de l'action de l'Exécutif ; c'est pourquoi il a été rapidement rejeté par Allende.

Ce rejet officiel a été interprété par la DC comme un refus de se soumettre aux cadres légaux pour la mise en pratique du plan de réformes économiques, les secteurs de droite de la DC faisant pression sur l'équipe de direction en vue de renforcer l'alliance de l'opposition avec le PN, d'intensifier la participation et la mobilisation des masses, et même de commencer à envisager la destitution constitutionnelle, thèse rejetée dans un premier temps par une équipe à caractère centriste de tendance « progressiste » reconnue.

Le projet de réformes constitutionnelles du Congrès ayant échoué à cause du refus du gouvernement de promulguer ces réformes parce que le texte ne contenait pas les veto formulés alors que le mouvement populaire avançait et consolidait le processus de réformes commencé par l'UP (ce qui signifiait, dans la pratique, la poursuite du processus de réquisitions, avec ou sans l'appui du gouvernement et indépendamment de l'état de la discussion du projet au Parlement), le PN continua à déployer la stratégie de la « désobéissance civile », rendant ainsi explicite son objectif d'obtenir un renversement constitutionnel du gouvernement. En même temps, le PL commençait à agiter politiquement et socialement le pays en vue d'un coup d'État militaire de type nationaliste ; cet appel n'aura pas



de grandes répercussions sur les Forces Armées et sur les secteurs traditionnels de la droite encore partisans d'une issue constitutionnelle de la crise.

## De la stratégie de déstabilisation à l'assaut final

C'est à partir de décembre 1971 que la droite se propose ouvertement de renverser le gouvernement. Pour ce faire, elle commence à diffuser, à travers les médias qu'elle contrôle (*El Mercurio*, les revues *¿Qué pasa?* et *Sepa*, entre autres) un sentiment d'instabilité, de désordre, de soi-disant totalitarisme qui s'emparerait du pays et l'éventualité de la rupture avec la démocratie [Dooner, 1989, entre autres]. Mais c'est seulement lors de la grève d'octobre 1972 que les conditions sont réunies pour parler ouvertement d'une institutionnalité libérale «débordée par l'illégalité», «le chaos et le totalitarisme». C'étaient là des causes qui justifiaient l'appel à la désobéissance civile et l'incitation à la destitution du gouvernement et, pourquoi pas, à son renversement par un coup d'État.

En ce sens, la grève d'octobre 1972 a joué un rôle essentiel dans la stratégie de déstabilisation par la droite car c'est au cours de cette mobilisation qu'elle réussit à consolider l'alliance qui lui permettra de diriger politiquement aussi bien les organisations «*gremiales*» que les classes moyennes. Était alors atteinte une condition primordiale pour appliquer une stratégie contre-révolutionnaire : la cohésion de la classe dominante. Cela a été possible parce que la droite a pu construire un bloc d'opposition, uni dans une même identité, un même discours et une même action politique. Cela impliquait la consolidation préalable de l'alliance intra-classes qui était en gestation depuis «*la reunión del mundo privado*», le 2 décembre 1971, moment où le grand capital commençait à tisser les filets pour incorporer les petites et les moyennes entreprises et, surtout, la Confédération du Commerce de Détail et la Confédération de la Petite Industrie et de l'Artisanat (CONUPIA).

C'est à ce moment-là que furent élaborés plans et structures pour initier l'opposition organisée, ce qui impliquait la mise au point d'un projet politique et économique qui serait la base du gouvernement qui remplacerait l'Unité populaire. Participaient à ce projet : Sergio de Castro, Sergio Undurraga et Emilio Sanfuentes. Le résultat en sera «*El ladrillo*» (le pavé), qui constituera plus tard le programme économique de la dictature de Pinochet.

Même si la mobilisation d'octobre n'a pas réussi à s'étendre au-delà des secteurs bourgeois et de la classe moyenne, elle a eu une grande importance parce que c'est justement là que la droite parvint à incorporer une grande partie de la classe moyenne à une perspective de mobilisation contre le gouvernement. Cela fut rendu possible par les thèmes mis en avant – violation de la légalité et de l'ordre public, pénurie, etc. – sensibles pour un secteur qui, par ses caractéristiques culturelles, avait l'habitude de se sentir le centre d'une pratique de pouvoir partagé, basée sur la négociation et sur le caractère graduel du changement social.

Dans l'atmosphère d'agitation qui secouait le pays, où les forces représentatives du peuple s'affrontaient aux représentations patronales et politiques de la classe dominante, la classe moyenne comprit la menace qui planait sur sa prééminence traditionnelle ou sur son rôle politique. À cela s'ajoutaient une tendance autoritaire et le rejet du désordre et de l'agitation. Derrière cet autoritarisme au sein de la classe moyenne chilienne, se trouvait une conception surannée des inégalités sociales, comme si elles étaient une donnée de la nature [Moulian et Garreton, *op. cit.*, p. 100].

Dès le début de la grève d'octobre s'étaient conjuguées deux stratégies : celle du PN, qui prétendait durcir le conflit en incitant à la grève générale, qui provoquerait la fin du gouvernement et, éventuellement, un coup militaire ; celle de la DC qui pensait encore pouvoir pousser l'UP à agir à l'intérieur des marges constitutionnelles et selon le jeu politique traditionnel. Mais, même si l'objectif de la grève d'octobre était de créer un mouvement de masses obligeant la DC à s'allier, pour éviter l'isolement de la droite et la perte de direction du bloc d'opposition [Moulian et Torres, *op. cit.*, p. 25], le déroulement du conflit allait finalement démontrer que la stratégie politique de la droite l'emporterait sur les hésitations politiques de la DC. Cette tendance se maintiendra jusqu'à la fin de la période dans la mesure où, malgré les hésitations de la DC, le PN lui laissera toujours l'initiative politique et la conduite du conflit. Mais pour finir ce sera la DC qui s'adaptera aux lignes politiques et au plan stratégique tracé préalablement par la droite.

Pour résumer, la grève d'octobre permit à la droite de parachever la constitution du bloc d'opposition car, pendant le conflit et dans les semaines qui suivirent, les contradictions internes de la large alliance politique et sociale qu'elle avait tissée contre l'Unité populaire purent être dépassées. Il s'agissait des controverses entre les fractions de classe à l'intérieur du groupe dominant, telles que l'incorporation de la petite et de la moyenne entreprise au conflit et de la soumission de la DC à la stratégie de mobilisation et d'agitation prônée par le bloc. Cependant, à la fin de l'année 1972, les principales contradictions étaient déjà dépassées, ce qui permettait, en vue de la déstabilisation du régime, d'aborder des thèmes d'une plus grande complexité stratégique, tels que l'hégémonie politique à l'intérieur du bloc, ses relations avec les Forces Armées ou avec certains secteurs de ces Forces, la relation avec le capital nord-américain et la structuration d'une unité stable et agissante en fonction d'un projet de société cohérent avec les intérêts de la classe dominante et ceux du grand capital international.

Les élections parlementaires de mars 1973 furent considérées par tous comme un plébiscite. Pour la droite, c'était l'occasion de la destitution légale d'Allende par la voie d'une majorité dans le nouveau Congrès. Mais cet objectif ne sera pas atteint car les élections donnèrent comme résultat « le ballottage institutionnel ». L'Unité populaire perdait des voix par rapport aux élections municipales de 1971 mais elle réussissait à rester très au-dessus des votes obtenus lors



des élections présidentielles<sup>35</sup>, malgré deux années de gouvernement marquées par la crise économique, la pénurie, la violence sociale et la grève d'octobre 1972. Le bloc d'opposition, pour sa part, réussit à atteindre son objectif – obtenir plus de 50 % des votes –, mais cela ne lui permit pas d'avoir les deux tiers nécessaires pour destituer Allende au moyen d'une « accusation constitutionnelle ». L'issue constitutionnelle étant écartée, n'importe quelle issue extra-institutionnelle allait être acceptée.

Après les élections, le Parti national essaie de pousser la Démocratie chrétienne vers des positions plus dures par rapport à l'action du gouvernement. Pour ce faire, plusieurs accusations constitutionnelles de la part du PN vont se succéder au Parlement et ce parti obtient progressivement l'appui de la DC, sauf à un moment de difficulté extrême, lorsque les nationaux essaient d'accuser constitutionnellement tout le gouvernement. C'était trop en demander à la Démocratie chrétienne, qui n'était pas encore décidée à assumer une ligne de confrontation totale et de rupture avec le gouvernement de l'Unité populaire.

Après les élections parlementaires de 1973, dans un contexte de ballottage institutionnel, l'action coordonnée des dirigeants politiques et patronaux a permis à la droite d'agir avec une force croissante, de manière presque toujours très déterminée, ce qui, quelques mois avant le coup d'État, a été fondamental dans sa stratégie de « désobéissance civile » et de déstabilisation du régime. Durant cette période, le discours de la droite contre l'UP se déroulera, pourrait-on dire, à quatre niveaux, articulés entre eux : a) avant tout, la défense du régime démocratique et de l'institutionnalité qui serait violée par « l'illégalité des actions de l'UP » ; b) la défense des libertés propres à l'État de droit que l'Unité populaire, dans « sa perspective totalitaire, s'acharnait à ignorer » ; c) la défense des travailleurs et, par conséquent, de la propriété privée et du droit illimité à l'accumulation de richesses et d) la défense de l'idée de nation, car la présence d'idéologies étrangères (le marxisme) étaient, soi-disant, en train de saper les bases mêmes de la « chilinité ».

C'est cet ensemble d'éléments discursifs qui a permis à la droite de donner une cohésion politique à une large alliance de classes. Elle a réussi ainsi à s'enraciner dans la masse, ce qui, comme nous l'avons dit, a fait aboutir la stratégie de déstabilisation. L'objectif de ce discours était de « maintenir un état de haute politisation et d'idéologisation de la lutte politique, de telle façon que ces forces acquièrent la capacité nécessaire à la conduite du processus politique et soient dotées d'une clarté politique suffisante pour mener une action politique simultanée sur plusieurs fronts » [Varas, *op. cit.*, p. 76].

35. Rappelons que, lors des élections municipales de 1971, même si les coalitions politiques qui ont marqué cette période n'étaient pas définitivement constituées, l'addition des votes par parti montre que l'UP a obtenu 50,86 % alors que le bloc d'opposition a obtenu 49,14 %. Lors des élections parlementaires de 1973, les blocs politiques étant en pleine action, l'UP a obtenu 43,3 % des votes, contre 54,7 % de la Confédération Démocratique, CODE.

Le point culminant de cette stratégie a été la grève de «*El Teniente*», en avril 1973, qui a duré plus de deux mois. Comme il s'agissait de la production du cuivre, elle touchait directement les caisses et donc les intérêts de l'État. Pour la première fois, le bloc d'opposition et spécialement le mouvement «*gremialista*» – qui s'introduisit dans le mouvement gréviste par le biais des étudiants de l'Université catholique – réussissait à toucher, agiter et mobiliser les secteurs ouvriers, ce qui représentait un progrès stratégique fondamental par rapport à la grève d'octobre. Dans la pratique, cela signifiait le déclenchement de l'offensive finale contre le régime.

Cependant, la crise finale du gouvernement de l'Unité populaire allait éclater à la suite du conflit entre le gouvernement et l'opposition au sujet des réformes constitutionnelles concernant les attributions de la Présidence dans la définition des trois domaines de l'économie. Le fait que le Tribunal Constitutionnel se déclare incompétent pour résoudre le conflit de pouvoirs entre la majorité parlementaire et l'Exécutif poussera l'opposition à essayer de promulguer les parties de la réforme constitutionnelle sur lesquelles il y avait un certain consensus, ce à quoi se refusait le gouvernement. Face à cela, l'opposition proposa de convoquer un plébiscite; le gouvernement s'y opposa de nouveau, argumentant qu'un plébiscite destiné à voter une réforme qui excluait de la discussion les veto formulés contre la réforme par l'Exécutif était anticonstitutionnel. Ce refus fut utilisé par la droite pour déclarer le caractère illégal du gouvernement. Le PN s'enflammait :

«... l'attaque la plus flagrante à la Constitution est exprimée par le refus de M. Allende de promulguer la Réforme Constitutionnelle selon le texte approuvé par le Congrès ou de la soumettre au verdict du peuple au moyen d'un plébiscite... [On a] maintenant la preuve définitive que la validité de son mandat est terminée... Personne n'est obligé de respecter ni d'obéir à un gouvernement qui a cessé d'être légitime» [*ibidem*, p. 124].

Quelques semaines plus tard, l'échec du deuxième cycle de pourparlers entre la Démocratie chrétienne et le gouvernement marque le commencement de la fin pour le gouvernement. Le 21 août, la droite réussit à franchir un pas décisif vers la déstabilisation et la destitution de l'Unité populaire. Ce jour-là, il obtient que la Chambre des Députés formule un vote politique dans lequel il est affirmé que le gouvernement a violé la Constitution et les lois. Même si le document fait ouvertement appel à la négociation et à l'entente avec le gouvernement, ce vote fournira une justification à la droite et au «mouvement putschiste» pour donner l'assaut final qui renversera l'Unité populaire.

Finalement, avec la tentative infructueuse de réincorporer les militaires au gouvernement, puis la démission du général Prat du Commandement de l'Armée, le gouvernement perd la dernière ressource institutionnelle pour maintenir l'ordre interne dans le pays, stabiliser et légitimer son action et son main-



tien au pouvoir. La participation des militaires au gouvernement ainsi que le conflit social et politique que vivait le pays avaient fini par saper la cohésion politique et institutionnelle des différentes branches des Forces Armées. La division des corps armés en constitutionnalistes et putschistes était devenue un fait définitif.

Dans ce contexte, «l'appel à la porte des casernes» fait par la droite rend le coup d'État imminent. Les déclarations faites quelques jours avant le coup d'État par les principaux représentants du secteur le démontrent. Le 4 septembre, Jorge Fontaine disait :

«Je suis convaincu que les Forces Armées ont une connaissance totale des problèmes politiques, économiques et sociaux qui touchent le pays. Je suis convaincu que les civils pourront renforcer, s'il en était besoin, les cadres techniques et administratifs exigés par l'action commune des militaires et des civils<sup>36</sup>.»

L'idée de la fin d'un cycle apparaît comme évidente dans le discours de Jarpa, président du PN, qui, le 7 septembre, déclare :

«Nous, qui avons participé à cette lutte, nous avons conscience qu'on ne peut pas revenir au passé. On ne pourrait imaginer une conception des choses plus maladroitement que celle-ci. Le retour au passé impliquerait la répétition des erreurs et le rétablissement des facteurs qui ont conduit le Chili à la décadence, à la crise et à la situation tragique dans laquelle nous nous débattons... [De cette crise] naîtront une nouvelle institutionnalité et un nouveau concept de la politique et du service public<sup>37</sup>.»

Le gouvernement a perdu tout appui institutionnel, il est confronté à une alliance de classes jamais vue dans l'histoire du Chili. Cette alliance a réussi à conduire avec succès chacune des luttes de cette période et, finalement, à rompre le caractère non délibérant des Forces Armées et à les faire sortir des casernes. Le coup d'État est devenu une avalanche qui, en quelques jours, se transformera en force incontrôlable. Le reste appartient déjà à l'Histoire.

## **Pour conclure : les limites de la démocratie libérale au Chili**

Le gouvernement d'Allende et de l'Unité populaire au Chili peut être interprété de différentes façons, contradictoires mêmes, selon le sujet considéré, les objectifs et le champ de lecture dans lequel on se situe. Nous avons essayé ici de décrire cette période afin de montrer la manière dont les secteurs dominants peuvent agir lorsqu'ils sentent qu'une menace pèse sur leurs intérêts. Cet exemple

36. Jorge Fontaine, entretien accordé au *Mercurio* le 4 septembre de 1973.

37. Déclaration du président du Parti national, Sergio O. Jarpa, au journal *La Tribuna*, le 7 septembre de 1973.

nous présente un fait essentiel : les limites de tout régime politique et de sa capacité à se maintenir lorsqu'il porte atteinte aux intérêts stratégiques du grand capital.

En effet, l'analyse de la lutte politique durant la période de l'Unité populaire nous montre un exemple des limites de la démocratie libérale dans un pays comme le Chili. Cela nous permet de conclure que le cadre institutionnel libéral qui a existé dans notre pays tout au long de l'histoire a empêché la pleine démocratisation de la société. Tous les projets de transformation qui ont emprunté cette direction ont été déstabilisés par les forces conservatrices. Autrement dit, si nous tenons compte de l'expérience vécue par l'Unité populaire et si nous y ajoutons les tensions que vivait le système politique depuis le gouvernement de Frei, nous pouvons affirmer sans hésiter que l'ordre institutionnel politique a toujours été réfractaire aux changements. Cela s'exprime, par exemple, dans sa réticence à démocratiser les bénéfiques économiques et sociaux que la vie en société peut offrir à tous ceux qui en font partie.

Cela montre un double discours de la classe dominante chilienne et de ses représentations politiques. Elles acceptent de participer au jeu démocratique libéral dans la mesure où ses intérêts de classe ne sont pas touchés. Si cela arrive – comme cela a été le cas sous l'Unité populaire, et comme cela est arrivé à d'autres moments moins sanglants de l'histoire chilienne –, la classe dominante passe au-dessus de l'ordre institutionnel libéral afin de créer les conditions pour élaborer un cadre institutionnel qui lui assure son maintien et sa permanence au pouvoir, c'est-à-dire un modèle de société capitaliste, autoritaire, hiérarchisé et apolitique.

Sont ainsi mises en évidence la continuité historique de la pensée conservatrice dans la classe dominante chilienne et sa méfiance vis-à-vis de la démocratie libérale et des institutions qui incarnent ce modèle politique. La droite chilienne a toujours tenu, comme elle le fait encore aujourd'hui, des discours contre « la politique » et « les politiciens » ; elle a toujours pris ses distances par rapport à la discussion politique et à la participation des citoyens au débat sur leurs conditions objectives de vie. Durant l'Unité populaire, ce rejet de la vie politique se manifestait dans leur discours contre le système des partis, affirmant qu'il fallait les remplacer par des organismes intermédiaires qui, soucieux seulement de leurs revendications « *gremiales* », enrichiraient la vie sociale sans discussion politique et, par conséquent, sans risque de remettre en question l'exercice concret du pouvoir. Aujourd'hui, le rejet de la vie politique libérale est évident dans le discours contre les « politiciens » et, s'il est vrai qu'on ne parle plus d'organismes intermédiaires, on fait appel au même principe de dépolitisation de la société lorsqu'on appelle à « l'engagement en faveur des problèmes réels des gens ».

Il est bien connu que la démocratie libérale est un compromis institutionnel



qui vise la défense d'un régime de propriété, défini par la notion morale d'une richesse associée à l'intérêt individuel. Lorsque ce régime est remis en question, l'instrument politico-juridique perd son utilité et il est remplacé par un autre qui assure mieux la reproduction de ce régime. Or le gouvernement de l'Unité populaire a été l'expression de l'épuisement d'un régime politique spécifique dont la gestation, au Chili, remonte à l'époque des gouvernements radicaux (1938-1952). Il commence à s'user sous le gouvernement de Frei. Le coup d'État et la contre-révolution provoquée par la dictature pinochétiste ont instauré un autre engrenage institutionnel qui, basé sur l'autoritarisme politique, a reproduit les mêmes valeurs concernant la richesse et la propriété qui existaient jusqu'à l'époque du gouvernement démocrate chrétien, vers 1964.

C'est la définition morale de la richesse et de la propriété qui, en dernière instance, définit un gouvernement face à un autre. Au Chili, la classe dominante a historiquement opté pour un régime qui consacre le droit illimité à l'accumulation de richesses et de propriétés. Elle a toujours su que cela s'obtenait par un gouvernement autoritaire et excluant. Mais il lui a fallu négocier cet ensemble de valeurs avec des forces réformistes qui l'ont poussée, en permanence, à évoluer dans un compromis institutionnel de type libéral, ce qu'elle a accepté, même si cela ne lui plaisait pas trop, comme une nécessité stratégique pour sa survie.

Le conservatisme de la classe dominante chilienne a toujours accepté le caractère libéral du système politique mais il s'est opposé – et s'opposera toujours – à tout processus de modernisation qui irait dans un sens contraire à ses intérêts ou qui diminuerait ses taux historiques de bénéfice. En ce sens, la droite, comme à l'époque de l'Unité populaire, arbore la défense de l'État de Droit et de la société libérale comme une nécessité politico-tactique, mais elle se sent plus proche de la société conservatrice, fondée, comme le dit Fontaine, sur la discipline, l'ordre et la hiérarchie.

## BIBLIOGRAPHIE

- **ARAYA Ernesto, BENAVENTE Andrés**, « La derecha política chilena y el regimen militar 1973-1981 », *Document de travail*, Instituto Chileno de Estudios Humanísticos, Santiago, 1981.
- **BENAVENTE Andrés**, *Consideraciones en torno a la derecha política*, Instituto Chileno de Estudios Humanísticos, Santiago, s/f. p. 10-11.
- **CAMPERO Guillermo**, *Los gremios empresariales en el período 1970-1983*, Santiago, ILET, 1984.
- **CORREA Sofía**, « La derecha en el Chile contemporáneo : la perdida del control estatal », in *Revista de Ciencia Política*, vol. XI, n° 1, Santiago, 1989, p. 16.
- **CRISTI Renato**, *El pensamiento político de Jaime Guzmán. Autoridad y Libertad*, Santiago, LOM Ediciones, 2000.
- **DOONER Patricio**, *Periodismo y política. La prensa política en Chile 1970-1973*, Santiago, Editorial Andante, 1989.
- **EL MERCURIO** de 1970 à 1973.
- **FONTAINE ALDUNATE Arturo, GONZALEZ PINO Mario**, « La historia reciente de Chile a través de "La Semana Política" de El Mercurio », in *Revista Estudios Públicos*, n° 46, Santiago, 1992, p. 365.
- **FONTAINE Jorge**, « La responsabilidad de los hombres libres », *El Mercurio*, 14 mars 1973, p. 2.
- **GUZMÁN Jaime**, « Democracia y Libertad, ¿son lo mismo ? » in *Revista Ercilla*, 18 juillet 1978.
- **HARBOUR William**, *El Pensamiento Conservador*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1985, p. 16.
- **MOULIAN Tomás, TORRES DUJISIN Isabel**, « La derecha en Chile : Evolución histórica y proyecciones a futuro », *documento de trabajo*, n° 22, Santiago, Centro de Estudios del Desarrollo, 1985, p. 21.
- **MOULIAN Tomás**, « El gobierno militar : modernización y revolución », *document de travail*, n° 23, Santiago-FLACSO, 1992.
- **RODRIGUEZ GREZ Pablo**, *Manifiesto Nacionalista*, Santiago, Imprenta Biobío, 1971, p. 25.
- **RUIZ Carlos**, « Tendencias del pensamiento político de la derecha chilena » in *El discurso de la derecha chilena*, José Fernando García (Ed.), Santiago Cerc-Cesoc, 1992.
- **VARAS Augusto**, *La dinámica política de la oposición durante el gobierno de la Unidad Popular*, document de travail, Santiago, FLACSO, 1977.
- **WALKER RODRIGUEZ Bernardita**, *El Partido Nacional : 1966-1969*, mémoire de licence en histoire, PUC, Santiago, 1995, p. 79.

## RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

L'arrivée de l'Unité populaire à « La Moneda » (1970-1973) déclenche au Chili un processus de démocratisation que les groupes dominants perçoivent comme une menace et une remise en question de leur survie en tant que secteur social. Pour contrer ce processus, la droite se dote d'un parti politique défini par une doctrine de type nationaliste et par une stratégie qui en appelait à une forte mobilisation de masses pour les détourner de l'Unité populaire. Cet article décrit la pratique politique et le discours idéologique de la droite ces années-là, et démontre qu'il

s'est alors produit une « unité de classe » exceptionnelle dans l'histoire politique chilienne et latino-américaine. Pratique et discours qui ont été déterminants, non seulement pour la chute de Salvador Allende, mais aussi pour la gestation du modèle de société qui s'est imposé par la suite et qui perdure.

La llegada de la Unidad Popular a « La Moneda » (1970-1973) puso en marcha en Chile un proceso de democratización que los grupos dominantes percibirán como una amenaza y un desafío a su existencia como sector social. Para contrarrestar este proceso la derecha se dotará de un partido político definido por una doctrina



nacionalista y por una estrategia que llamaba a una fuerte movilización de masas para la desensibilización de la UP. Este artículo describe la práctica política y el discurso ideológico de la derecha en estos años para demostrar que se produjo una «unidad de clase» excepcional en la historia política chilena y latinoamericana, y que esta práctica y el discurso fueron determinantes no sólo en la caída de Allende, sino también en la gestación del modelo de sociedad que surgió a partir de entonces y que se prolongará hasta hoy.

The arrival of the Popular Unit to the «La Moneda» (1970-1973) starts a process of democratization in Chile, that the dominant groups perceive as a threat and

as a challenge to his existence as social sector. To counteract this process the provides itself with a political party defined by a nationalist doctrine and a strategy that called for a strong mobilization of masses towards the desensitization of the UP. This article describes the Political Practice and ideological speech of the Right in those years, and aims to demonstrate the constitution of an exceptional «Class Unity» in Chile and in Latin American Political History and that those Practices and Speeches were crucial not only in the fall of Allende, but also in creating the model of society that emerged from then and continues today.

### MOTS CLÉS

- Allende
- Unité populaire
- droite
- partis politiques
- néo-conservatisme

### PALABRAS CLAVES

- Allende
- Unidad Popular
- derechas
- partidos políticos
- neoconservadurismo

### KEYWORDS

- Allende
- Popular Unit
- conservative party
- politicals parties
- neoconservatism



Juan Luís Sariego Rodríguez\*

## **De minas, mineros, territorios y protestas sociales en México : los nuevos retos de la globalización\*\***

**N**os ocupamos en este ensayo de dos fenómenos contemporáneos relacionados con el panorama productivo y social de la minería mexicana: por una parte, la configuración de un sector monopolístico del empresariado mexicano en la rama minera y su papel en la desarticulación del sistema corporativo que por décadas definió el modo de relación entre el Estado mexicano y el sindicalismo minero – y en general la clase obrera del país – y, por otra parte, la expansión territorial de la frontera minera a partir de la llegada de las empresas canadienses y la implantación de grandes proyectos extractivos en zonas campesinas e indígenas, lo que está provocando una serie de movilizaciones sociales, algunas de ellas de una corte global. Los dos fenómenos son en varios sentidos aparentemente contradictorios, puesto que mientras el primero atestigua la expansión y consolidación de grandes monopolios mineros enteramente mexicanos, algunos incluso con características transnacionales, el segundo en cambio, muestra una nueva tendencia, presente en otros muchos

\* Antropólogo, Escuela Nacional de Antropología e Historia (Unidad Chihuahua) – Instituto Nacional de Antropología e Historia (INAH), México.

\*\* Agradezco el apoyo que para llevar a cabo la investigación correspondiente y escribir este ensayo recibí del Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL, Université Paris 3, Sorbonne Nouvelle) en mi estancia en París en los meses de octubre a diciembre de 2008, durante los cuales tuve el privilegio de ocupar la Cátedra Alfonso Reyes de dicho Instituto.

lugares de América Latina, la de una mayor dependencia externa de la rama extractiva, en particular a partir de la llegada de capitales canadienses ligados a las Bolsas de Valores de Vancouver y Toronto, fenómeno sin precedente en la larga historia de la minería latinoamericana. Las dos tendencias son también distintas en tanto que, mientras la primera ha suscitado reacciones y movimientos de tipo claramente sindicalista, en un período en donde éstos parecían haber decaído, la segunda, por su parte, ha desencadenado protestas y movilizaciones de campesinos, indígenas y organizaciones no gubernamentales en defensa de los derechos humanos y el medio ambiente.

### **Breve esbozo de la historia minera mexicana**

Las minas, así como los actores y fenómenos sociales ligados a ellas, tienen una larga historia en México. Desde finales del siglo XIX la política de puertas abiertas al capital extranjero atrajo al país a un sinnúmero de capitales de origen estadounidense, inglés y francés, relegando a un segundo plano a los escasos inversionistas mexicanos. La Constitución mexicana de 1917 surgida de la revolución consagró en su artículo 27 el principio de la propiedad inalienable y el dominio pleno del Estado sobre el subsuelo y sus riquezas, estableciendo el régimen de concesiones otorgadas a particulares para usufructuar los beneficios de dichas riquezas. Sin embargo, en los años de la revolución y en la década de los años veinte se produjo una mayor concentración de la propiedad minera en la medida en que las pequeñas y medianas compañías fueron incapaces de hacer frente a la inestabilidad de los precios, a la destrucción, saqueo y robo de instalaciones, conductas de metales y ferrocarriles, así como a los impuestos revolucionarios establecidos por los diferentes bandos implicados en la contienda.

Los años del gobierno cardenista, al final de la década de 1930, estuvieron marcados por el signo de las grandes reformas laborales, el impulso al sindicalismo y la nacionalización de la industria petrolera, aunque ello no implicó un cambio radical en los patrones de propiedad dentro de la rama minera. Lo más significativo de este período, sin embargo, habría de ser la creación en 1934 del Sindicato Nacional de Trabajadores Mineros y Metalúrgicos de la República Mexicana (el adelante el Sindicato minero), en el que se integraron la gran parte de los obreros de esta rama productiva. Hasta 1950 el sindicato lograría negociar con las empresas extranjeras reformas importantes en materia de seguridad laboral, salarios, condiciones de trabajo, así como prestaciones relativas a la vivienda, educación y salud de las familias mineras. Sin embargo, todas estas medidas de orden económico y laboral, aunque provocaron ciertas desavenencias entre el Estado mexicano y las empresas norteamericanas, no desembocaron en una reorganización de la rama minera. El Estado no sólo desechó la posibilidad de una política expropiatoria como en el caso del petróleo, sino que incluso no logró



alterar la estructura monopólica de la rama y su marcada orientación hacia los mercados externos [Sariego *et al.*, 1988, p. 20].

Entre 1940 a 1960, el Estado se benefició de un régimen fiscal minero, tanto en lo que se refiere a la producción como a la exportación, tratando así de compensar las ventajas cambiarias que produjeron las sucesivas devaluaciones del peso frente al dólar en 1948 y 1954 [Calva, 1970, p. 141]. Además, las coyunturas de la Segunda Guerra mundial y de la guerra de Corea fueron propicias para la exportación hacia los Estados Unidos de metales básicos. Sin embargo, la inversión extranjera en la minería decreció de forma clara al punto de que muchas empresas empezaron a resentir una notoria obsolescencia en su tecnología y equipos de extracción, beneficio y fundición de metales<sup>1</sup>.

En ese contexto es explicable que el gobierno mexicano, reconociendo el desinterés del capital extranjero por la industria extractiva – y no tanto por un impulso nacionalista –, decidiera en 1961 decretar la Ley de mexicanización de la minería que obligaba a todos los consorcios extranjeros a poner a la venta y en manos de nacionales al menos el 51% de su capital social, excluyendo incluso al capital privado de ciertas áreas estratégicas como la explotación de los minerales radioactivos y restringiendo su presencia en la explotación de yacimientos localizados en zonas consideradas como reservas nacionales. La nueva ley buscaba también asegurar un crecimiento de la minería fomentando su orientación hacia la industria de transformación nacional que había experimentado un notorio crecimiento en el período bélico.

La década de 1970 fue la época de las empresas mineras paraestatales: los grandes consorcios del cobre (Cananea, El Boleo, La Caridad), de la minería siderúrgica (filiales carboníferas y ferríferas de Altos Hornos de México-Monclova, Fundidora Monterrey y Sicartsa-Las Truchas) y muchas empresas dedicadas a la minería tradicional de los metales preciosos e industriales fueron parcial o totalmente adquiridas por el Estado, a veces incluso en condiciones de clara falta de solvencia y viabilidad económica. Y aunque, como nunca a lo largo del siglo XX, surgió un pujante sector minero paraestatal, éste nunca llegó, sin embargo, a opacar el papel hegemónico de las grandes empresas<sup>2</sup> como ASARCO, Peñoles, FRISCO y Anaconda ésta última a través de su filial, la Cananea Consolidated Copper Co., que se aliaron con socios mexicanos estrechamente ligados al sector del capital financiero y que dos décadas después acabarían por convertirse en los grandes monopolios mineros mexicanos.

1. Los datos siguientes son indicativos de la crisis que la minería atravesaba desde el final de la Segunda Guerra mundial. Entre 1940 y 1960, el peso relativo de la minería en el PIB nacional descendió de 3,7 a 1,5%; el de las exportaciones mineras de 39% a 30% y su contribución a los ingresos netos del gobierno federal se redujo de 27,5% en 1939 a 3,5% en 1960 [Sariego *et al.*, 1988, p. 252].
2. Así mientras que en 1960 sólo el 10% del capital minero procedía de accionistas mexicanos, al inicio de la década de 1980, cuando prácticamente todas las empresas se habían mexicanizado, el 48,2% de la producción procedía de compañías privadas nacionales, 15,1% del sector paraestatal y el restante 37% de empresas con participación de capital extranjero [Sariego *et al.*, 1988, p. 256].

## La conformación del gran capital minero mexicano (1980-2000)

La mexicanización produjo un notorio repunte de la minería, pero tuvo también un efecto perverso en la medida en que sirvió para transferir una suma considerable de fondos públicos, vía exención de impuestos a la producción y propiedad, hacia las empresas privadas mexicanizadas. La inversión directa del Estado en consorcios paraestatales y su intervención en tanto que garante en la obtención de fuertes créditos externos, permitió a los socios privados costear la importación de tecnologías y equipos. Los más beneficiados de esta modernización tecnológica, financiada en buena medida con fondos públicos, fueron los socios privados de las empresas mexicanizadas y los propietarios nacionales de empresas mineras, sobre todo, cuando a partir de 1982 y a raíz de la crisis severa del país para enfrentar el pago de la deuda, el endeudamiento externo y el desequilibrio de la balanza de pagos<sup>3</sup>, el gobierno comenzó a implementar medidas típicamente neoliberales, entre ellas, la puesta en venta de las empresas paraestatales.

El impacto de esta política neoliberal tuvo efectos particulares en el sector minero mexicano puesto que, desde 1988, el Estado emprendió una política de privatizaciones de consorcios con participación pública, llegando éstos a desaparecer a inicios del siglo XXI. Puede decirse que el primer signo de esta tendencia neoliberal hacia la privatización tuvo lugar en 1988 cuando el gobierno, rompiendo con una vieja tradición nacionalista en materia minera, decidió desincorporar y por ende poner al acceso público cerca de 6,6 millones de hectáreas de reservas mineras nacionales, es decir el 98% de éstas, la mayoría de las cuales pasaron a manos de las grandes empresas (Grupo México, Industrias Peñoles y Frisco). Así, cuando en 1990 fue reformada la Ley Minera, en 1994 fue firmado el Tratado de Libre Comercio y dos años después fue reformada la Ley de Inversión extranjera, los grandes grupos empresariales nacionales ya se habían armado tanto en términos de su propiedad sobre ricos yacimientos como en sus niveles de infraestructura tecnológica y capacidad de procesamiento metalúrgico.

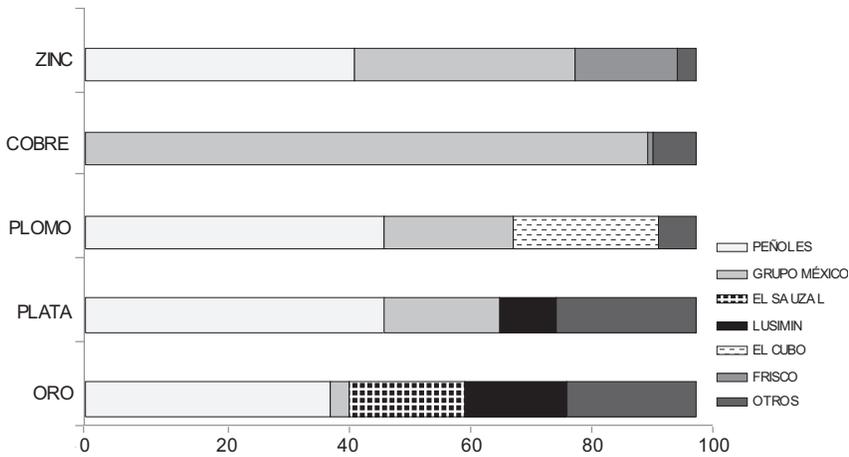
Pero el momento culminante de este proceso de desregulación de la minería tuvo lugar entre 1988 y 1996 cuando el Estado puso a la venta las empresas mineras públicas, así como sus acciones en el capital social de compañías mexicanizadas, proceso que tuvo lugar principalmente durante el gobierno del presidente Salinas y que en algunos casos, como el de la Compañía Minera Cananea, distó mucho de ser transparente y equitativo. Emergió así un grupo de grandes empre-

3. En México, en 1982 la inflación estuvo cerca del 100%, el PIB decreció por primera vez después de décadas de mantenerse al alza, la deuda externa se incrementó hasta 87000 millones de dólares, la moneda nacional se devaluó en 267% y los salarios reales disminuyeron en no menos del 12%.



sas con capital mayoritaria o totalmente mexicano y con un alto grado de integración vertical y horizontal que conforman en la actualidad el sector del gran capital minero. Lo integran varias compañías, pero entre ellas destacan de manera sobresaliente dos grandes consorcios: el grupo México e Industrias Peñoles<sup>4</sup>. Las cifras de la Gráfica 1 muestran el grado en el que la producción de los principales minerales metálicos estaba concentrada en estas empresas en el año de 2005.

GRÁFICA 1. PRINCIPALES EMPRESAS PRODUCTORAS DE MINERALES METÁLICOS EN MÉXICO, 2005 (%)



Fuente: Cámara Minera de México.

El primero de estos grandes consorcios, el Grupo México surgió a raíz de la mexicanización de ASARCO, la empresa minera más poderosa implantada en México por la familia Guggenheim a principios del siglo XX. Entre 1988 y 1990, fue claramente favorecido por el gobierno salinista para adquirir las dos empresas cupríferas más importantes del país (Mexicana de Cobre y Mexicana de Cananea)<sup>5</sup>, así como la concesión de varias líneas ferrocarrileras. También en ese tiempo, la empresa se hizo de la propiedad de ASARCO Incorporated, la Southern Peru Cooper Corporation y otras filiales norteamericanas. Así, después de un siglo, las propiedades mineras otrora símbolo emblemático de los negocios

4. Además del Grupo México y Peñoles, en el sector de la minería metálica integran este segmento de las grandes empresas, aunque en una posición más secundaria Frisco (propiedad del primer millonario del país, Carlos Slim) y Lusimin. Más adelante, hablamos de las empresas del sector energético (hierro y carbón).

5. De forma por demás poco transparente el gobierno del presidente Salinas de Gortari adjudicó en 1990 la Compañía Minera Cananea al Grupo México por un valor de 475 millones de dólares, siendo que, previamente, el Grupo Protexa había ofrecido el doble y que NAFINSA había cotizado en 2 millones de pesos el precio de la venta. Puede verse al respecto Ibarra *et al.*, 1998.

de la familia Guggenheim en México regresaban a las manos de capitalistas mexicanos, algunos de ellos considerados entre los más ricos del país. Las propiedades mineras de este grupo son muy numerosas tanto en México como en otros países de América Latina (Gráficas 2 y 3), así como Estados Unidos, Canadá, Australia e Irlanda. Se trata de la segunda compañía mundial y primera en estar listada públicamente en los mercados de valores en términos de reservas de mineral de cobre y producción de molibdeno, plata, zinc, así como oro, carbón y ácido sulfúrico, entre otros. Además, es la segunda compañía en el mundo con mayores reservas de cobre, la tercera productora de cobre, la segunda de molibdeno, la cuarta de plata y la octava de zinc.

GRÁFICA 2. UNIDADES DE MINERA DE MÉXICO (GRUPO MÉXICO)



<b>Mexicana de Cobre</b>	<b>IMMSA</b>	<b>Oficinas</b>
1 La Caridad	5 Planta Nueva Rosita	14 Hermosillo
2 Complejo Metalúrgico	6 Pasta de Conchos	15 Guaymas
3 Planta de Cal	7 Planta San Luís Cobre	<b>Oficinas Corporativas</b>
<b>Mexicana de Cananea</b>	8 Planta Electrolítica de Zinc	16 México, D.F.
4 Cananea	9 Unidad Charcas	<b>Proyectos Avanzados</b>
	10 Unidad Santa Eulalia	17 El Arco, BCN
	11 Unidad Santa Bárbara	18 Rosario, Sin
	12 Unidad San Martín	19 Velardeña, Dgo
	13 Unidad Taxco	20 Bolaños, Jal
		21 Angangueo, Mich

Fuente: Grupo México, Informe anual, 2006 en <http://www.gmexico.com.mx/>



Por su parte, Industrias Peñoles, la segunda gran empresa minera del país con más de un siglo de historia, además de operar su antigua fundición y refinería de plomo, plata y zinc de Torreón, Coahuila, fue expandiendo gradualmente su influencia en el sector minero y químico-metalúrgico al adquirir una serie de empresas menores y fundar nuevas sucursales (Véase Cuadro 1 y Gráfica 4). Actualmente, el Grupo Peñoles está constituido por más de 20 plantas operativas y es el mayor productor mundial de plata afinada, bismuto metálico y sulfato de sodio y uno de los mayores exportadores netos del sector privado de México.

GRÁFICA 3. LA PRESENCIA DEL GRUPO MÉXICO EN AMÉRICA LATINA



Fuente: <http://www.gmexico.com.mx/> y Grupo México, informe anual, 2006.

CUADRO 1. PRINCIPALES MINAS DE INDUSTRIAS PEÑOLAS, 2007

MINA	UBICACIÓN	METAL PRINCIPAL	PERFIL
<b>METALES PRECIOSOS</b>			
Fresnillo	Fresnillo (Zacatecas)	Plata	La más rica del mundo
La Herradura	Caborca (Sonora)	Oro	La más grande de México
La Ciénega	Santiago Papasquiaro (Durango)	Oro	La más rica de México
<b>METALES BASE</b>			
Francisco I. Madero	Zacatecas (Zacatecas)	Zinc	La más grande de México
Sabinas	Sombrerete (Zacatecas)	Zinc	
Naica	Naica (Chihuahua)	Plomo/zinc	La más rica y grande de México (plomo)
Tizapa	Zacazonapan (Edo. México)	Zinc	
Bismarck	Ascensión (Chihuahua)	Zinc	

Fuente: Industrias Peñoles en: <http://www.penoles.com.mx/>

GRÁFICA 4. UNIDADES MINERO-METALÚRGICAS DEL GRUPO PEÑOLAS, 2007



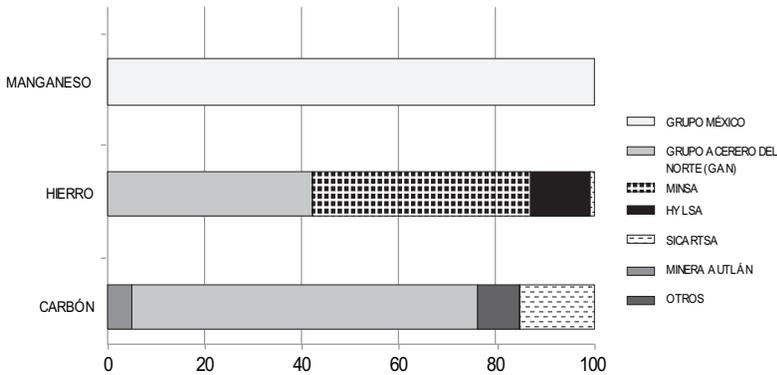
Fuente: Industrias Peñoles en: <http://www.penoles.com.mx/>



La minería siderúrgica (hierro, carbón y acero), por su parte, fue también privatizada a partir de 1990, desapareciendo así los viejos consorcios estatales (Altos Hornos de México S.A., y Siderúrgica Lázaro Cárdenas-Las Truchas S.A., Fundidora de Fierro y Acero de Monterrey S.A. y Siderúrgica Mexicana) y surgiendo varias compañías privadas (Grupo Acerero del Norte, MINSA), Grupo Villacero, Arcelor Mittal e HYLSA). En conjunto y como se aprecia en la Gráfica 5, estos grupos monopolizan la producción nacional de hierro y carbón.

En las vísperas del año 2000, el sector de la gran industria minera mexicana en manos de nacionales se encontraba ya completamente consolidado. Éstos, favorecidos por las subastas y ventas, gozaban de algunos beneficios fiscales y lograban así la competencia de las empresas extranjeras, particularmente canadienses y norteamericanas, Las altas utilidades de estos grandes grupos nacionales<sup>6</sup> entre 1990 y 1999 y su propiedad sobre los yacimientos minerales más ricos del territorio nacional, justifican calificar a este grupo de monopolio.

GRÁFICA 5. PRINCIPALES EMPRESAS PRODUCTORAS DE MINERALES SIDERÚRGICOS EN MÉXICO, 2005 (%)



Fuente: Cámara Minera de México.

### La embestida al Sindicato minero

Pero si el Estado resultó ser un aliado estratégico de este grupo empresarial para lograr su consolación, los trabajadores mineros, en cambio, han venido desarrollando un amplio movimiento social en contra de las pretensiones de alguna de estas empresas, en particular del Grupo México, que ha buscado desconocer no sólo una serie de condiciones laborales, sino también la legitimidad de la diri-

6. Citando a Zellner [2000, p. 54-55], Delgado y Del Pozo señalan que en el año 2000, «el Grupo México e Industrias Peñoles, tenían cantidades totales de capital (fijo + circulante + adquisiciones comunes-deudas) que las pusieron entre las 100 compañías latinoamericanas principales que cotizan en la Bolsa de Valores, ocupando los lugares 14 y 37 respectivamente» [Delgado, Del Pozo, 2005, p. 78].

gencia sindical. Se trata pues de un conflicto de graves dimensiones que ha desembocado en múltiples movilizaciones obreras.

Desde 1990, la ideología nacionalista que desde antes de la fundación del Sindicato tuvo un fuerte arraigo entre los mineros se convirtió en un serio obstáculo para que el gobierno mexicano pudiera llevar a cabo la privatización de las empresas mineras mexicanizadas<sup>7</sup>. Pero las movilizaciones más importantes de los mineros contra las empresas y el gobierno tuvieron lugar a partir del año 2000 y hasta la fecha muchas de ellas no han cesado. Así por ejemplo, entre diciembre de 2000 y marzo de 2006 y rompiendo con un largo período de relativa estabilidad laboral, el Sindicato minero estalló 18 huelgas, la mayoría de ellas contra el Grupo México y entre 2003 y 2006 emplazó a huelga a diferentes empresas en 35 ocasiones, llegando a paralizar a los más importantes consorcios mineros como Las Truchas, Altos Hornos de México, Peñoles y Grupo México.

El conflicto adquirió dimensiones mucho más profundas a partir del 17 de febrero de 2006, cuando, de forma sorpresiva, las autoridades federales de la Secretaría del Trabajo informaban, decidieron destituir al Comité Ejecutivo Nacional del Sindicato Minero presidido por Napoleón Gómez Urrutia<sup>8</sup> e imponer una nueva directiva. Esta abrupta decisión del gobierno federal tuvo entre otras motivaciones la de complacer al Grupo México, castigando al Secretario general y dirigente sindical, Napoleón Gómez Urrutia, por su conducta en las revisiones contractuales en donde estalló varias huelgas y obtuvo incrementos salariales superiores al promedio nacional, así como por su oposición abierta a una propuesta de reforma de la Ley del Trabajo del gobierno del presidente Fox. La destitución del Ejecutivo sindical provocó paros y protestas en diferentes secciones del sindicato minero, así como la solidaridad de varios sindicatos y centrales nacionales e internacionales.

Cuando el conflicto anterior alcanzaba su nivel más álgido, el 19 de febrero de 2006, a la media noche, explotó la mina de carbón de Pasta de Conchos, cercana a la ciudad de Nueva Rosita (Coahuila). El saldo: 65 mineros muertos. A pesar del hermetismo de la empresa (de nuevo, del Grupo México), los testimonios coincidieron en señalar la total falta de medidas de seguridad y la complicidad de empresa y autoridades laborales. Hoy, tras más de tres años de la catástrofe, los culpables de la tragedia siguen impunes.

7. Los mineros de Cananea ofrecieron una férrea resistencia a la entrega de las propiedades de la empresa al Grupo México, a tal punto que el Gobierno decidió intervenir militarmente contra el pueblo durante el aciago «domingo verde» del 20 de agosto de 1989, decretando la quiebra de la empresa, estrategia que no tenía otro objetivo que el de justificar su venta por una suma equivalente a la mitad del valor de sus activos. En octubre de 1990 la empresa pasaría a manos del Grupo México.

8. Se trata del hijo del anterior Secretario General del Sindicato Minero, Napoleón Gómez Sada, quien ocupó el puesto por cerca de 40 años. Gómez Urrutia se formó como economista en la Universidad Nacional Autónoma de México, obtuvo un postgrado en la Universidad de Oxford y ocupó posteriormente y como funcionario federal el puesto de director de la Casa de Moneda de México durante la administración del presidente Fox.



Poco tiempo después, el 20 de abril de 2006, los mineros volvieron a ser noticia porque las fuerzas del orden público irrumpieron de forma intempestiva contra los huelguistas de la Siderurgia Lázaro Cárdenas-Las Truchas, provocando la muerte de dos trabajadores así como un número indeterminado de heridos y golpeados de ambas partes. Otras huelgas se sucedieron en el transcurso de 2005 y 2006, en Sombrerete y San Martín (Zacatecas), Taxco (Guerrero), La Caridad (en Sonora).

En este escenario de tensión en el que ha destacado la acometida del Grupo México contra el Sindicato minero y la intervención errática de las autoridades federales del trabajo, un grave conflicto sigue pendiente de resolución: la huelga que cerca de 2000 mineros de Cananea (Sonora) mantienen desde hace más de dos años en contra del Grupo México por cuestiones salariales y de seguridad, así como por el reconocimiento de la directiva sindical presidida por Gómez Urrutia, actualmente refugiado en Canadá.

### La fiebre canadiense por los metales mexicanos

A la par que los grandes consorcios mineros de capital mexicano se han venido consolidando, asistimos en la última década a un fenómeno que no tiene precedente en la historia de la rama: la creciente presencia del capital canadiense. Su llegada es consecuencia de la liberalización y apertura comercial del país, pero además está estrechamente vinculada con el crecimiento espectacular en los precios del oro, plata, cobre y plomo entre 2000 y 2008<sup>9</sup>, hecho que es atribuible a varias circunstancias económicas de carácter internacional tales como la creciente demanda de metales en los mercados suntuarios e industriales chino e hindú<sup>10</sup>, el estancamiento de la economía norteamericana y el alza del euro en relación con el dólar.

Este entorno económico tan particularmente favorable para los metales preciosos ha desatado una fiebre de dimensiones mundiales. En el caso de América Latina, este auge se ha traducido en proyectos de enormes dimensiones como los de las minas de Yanacocha y de Angoraju Carhuayoc en los Andes peruanos, Marlin en Guatemala, La Alumbra en Catamarca (Argentina), Crucitas en la frontera entre Costa Rica y Nicaragua, la de Chuquiña en el Altiplano boliviano, Pascua Lama en la zona de los glaciares chilenos y argentinos, Intag en

9. Baste decir que sólo entre 2000 y 2006 el precio del oro aumentó 117%, el de la plata 130%, el del plomo 184%, el del cobre 223% y el del zinc 269%.

10. Se estima que más del 80% del oro que se extrae de la tierra sirve para elaborar artículos de joyería, siendo mucho menor su uso industrial. En cuanto a la plata, sus usos son más variados y van desde la producción de películas fotográficas con nitrato de plata, su utilización con fines médicos, en la industria eléctrica-electrónica, como catalizador y, por supuesto, para la joyería y platería.

Cotacachi (Ecuador), El Sauzal, Huizopa, Ocampo, Pinos Altos, Cerro San Pedro, Mulatos, La Choya y otras en México<sup>11</sup>.

Este florecimiento de la inversión canadiense se ha traducido en un liderazgo de las Bolsas de Valores de Vancouver y de Toronto que son hoy los centros neurálgicos para las grandes empresas y proyectos de exploración y explotación mineras. La importancia de este centro financiero en relación con la minería mexicana puede apreciarse en estas cifras: en 1996 se estimaba que cerca de 100 de un total de 800 empresas registradas en la Bolsa de Valores de Vancouver estaban operando en México. En cuanto al impacto de la inversión canadiense en México puede señalarse que en 2007 el 78% de las empresas mineras de capital extranjero establecidas en México eran originarias de ese país (Cuadro 2).

CUADRO 2. DISTRIBUCIÓN POR PAÍS DE ORIGEN DE LAS EMPRESAS MINERO-METALÚRGICAS CON INVERSIÓN EXTRANJERA DIRECTA 2007

País	Empresas	% de Participación
<b>Total</b>	<b>224</b>	<b>100.00</b>
Australia	3	1.34
Canadá	175	78.13
Chile	1	0.45
China	1	0.45
Luxemburgo	2	0.89
India	1	0.45
Italia	1	0.45
Japón	3	1.34
Perú	1	0.45
Suiza	3	1.34
Inglaterra	4	1.79
USA	29	12.95

Fuente: Secretaría de Economía, Anuario estadístico de la minería mexicana ampliada, 2007.

11. La importancia de estas grandes inversiones mineras está adquiriendo puede ser mejor evaluada si se consideran las cifras que proporciona Bebbington: según datos del Banco mundial entre 1990 y 1997 mientras las inversiones en exploración minera a nivel mundial aumentaron en 90%, en América Latina lo hicieron en 400%. Y en cuanto a la explotación minera, entre 1990 y 2001 «12 de las 25 mayores inversiones en proyectos mineros se hicieron en Latinoamérica: 9 en Chile, 2 en Perú y 1 en Argentina. De los 10 países que vieron la mayor inversión en la minería, cuatro son de América Latina: Chile (en primer puesto), Perú (sexto), Argentina (noveno) y México (décimo)» Bebbington [2007, p. 23]



Las empresas canadienses se han caracterizado por ocupar y ampliar significativamente el nicho de la mediana minería que, al menos durante cerca de tres décadas, había entrado en un marcado proceso de declive productivo. La proliferación de estas empresas es llamativo: en un listado, probablemente incompleto, se contaban en 1998-1999 nada menos de 70 de estas compañías, en su mayoría dedicadas a la exploración y explotación de yacimientos de oro y plata. A diferencia de los consorcios del gran capital, muchas de las compañías canadienses son consideradas como «juniors» dentro de la rama y operan con una lógica de exploración basada en el descubrimiento de yacimientos monometálicos (oro o plata) y en su explotación en ciclos no superiores a 10 años. Se trata, por lo demás, de empresas con un sistema abierto de compra-venta de acciones que cotizan en las Bolsas de valores de Vancouver y Toronto, capitales donde se localizan sus oficinas matrices, accionistas y gerencias. Por lo general, operan en México a través de compañías filiales o subcontratadas, tanto en la fase de exploración como de explotación.

### **La tercera frontera de la minería mexicana**

El auge de la minería de los metales preciosos y la consecuente consolidación de un nuevo sector de medianas empresas, mayoritariamente canadienses, está provocando una ampliación y un reordenamiento de la frontera minera de México. La llegada del capital canadiense ha implicado la apertura de nuevas regiones en la que podríamos llamar la tercera frontera de la minería mexicana. Las otras dos tuvieron históricamente sus épocas en el periodo colonial y a finales del siglo XIX, y sus respectivas expresiones fueron los «reales de minas» y los enclaves o «Minerales».

En términos generales, podemos decir que en México ha habido dos tipos históricos de implantación minera, cada uno de los cuales dio origen a una frontera minera: el de la primera, corresponde a la aparición y auge de las antiguas ciudades mineras o «reales de minas» de la época colonial, en la actualidad convertidas algunas de ellas en importantes centros urbanos y capitales de estados (Guanajuato, Pachuca, Zacatecas, Taxco, etc.). La segunda frontera surgió con los viejos y típicos enclaves mineros o «Minerales», conformados o reconfigurados desde finales del siglo XIX a raíz de la llegada de los consorcios extranjeros y urbanizados con una lógica que reproduce en el espacio la división social del trabajo teñida de marcados tintes étnico-discriminatorios, como es el caso de Cananea, Santa Rosalía, Nacozari-La Caridad, Santa Bárbara, Fresnillo, Mazapil, Nueva Rosita, etc.

En cuanto a los reales de minas puede decirse que, alrededor de ellos, fue creándose un *hinterland* de economías satélites estrechamente articuladas a la minería. En varias zonas del centro norte de México (como el Bajío, altiplano potosi-

no, la Sierra Gorda de Querétaro, Fresnilo-Zacatecas, Pachuca-Real del Monte, Parral, etc.), este esquema de articulación entre centros urbanos mineros, haciendas agroganaderas y comunidades indígenas fue el origen de la formación de regiones con un notorio grado de integración. Los enclaves mineros o «Minerales», por el contrario, surgieron a raíz de la llegada de capitales extranjeros a finales del siglo XIX que provocó una revolución tecnológica y una orientación hacia la producción de minerales industriales. Esta nueva minería tuvo también un claro signo colonizador. La frontera del territorio minero, hasta entonces restringida a las áreas del centro-norte de México, comenzó a expandirse hacia los estados del norte fronterizo (Chihuahua, Sonora, Baja California, Durango, Sinaloa) en algunos de los cuales, una vez controlado el peligro apache y consumado un proceso de expropiación de bosques, tierras comunales y ranchos, las grandes empresas denunciaron y se apropiaron de enormes yacimientos minerales. Los pueblos mineros que nacieron de este impulso colonizador hacia esta segunda frontera de la minería derivaron de una concepción empresarial y adquirieron una fisonomía típicamente de enclave, muy distinta de aquella que había caracterizado a los Reales de minas<sup>12</sup>. En abierto contraste con el sistema de integración territorial que propiciaron los Reales de Minas del período colonial, el crecimiento urbano y el dinamismo industrial de los Minerales no logró crear economías regionales satélites en el *hinterland* circundante y ni siquiera dinamizarlas, en aquellos casos donde existían pequeños núcleos de actividades agrícolas, ganaderas, artesanales o comerciales.

Pues bien, si durante todo el siglo XX la frontera de la minería mexicana fue relativamente estable, al inicio del XXI estamos observando que una tercera frontera minera se está configurando, incluyendo dentro de sí nuevas regiones sin un pasado minero o con sólo algunos antecedentes remotos del mismo. Aunque esas nuevas zonas mineras se encuentran dispersas en todo el país, la mayoría de ellas se ubica en lugares recónditos de las cadenas montañosas de México, en las Sierras Madre Occidental y Oriental (estados de Sonora, Sinaloa, Durango, Zacatecas, Chihuahua, Nayarit, Coahuila, Nuevo León, Jalisco, Guerrero y Oaxaca), pero también en otros estados como Chiapas, Veracruz, Baja California, Guanajuato, Hidalgo, San Luís Potosí, Michoacán y Puebla. Se trata, por lo demás, de regiones de difícil acceso, en donde se asientan diferentes grupos étnicos pero donde también la presencia de poblaciones mestizas de origen colonial es notoria. La expansión de esta tercera frontera minera es en gran medida obra de las empresas canadienses.

12. Quizás por esto, estas comunidades fueron denominadas desde entonces, tanto en el lenguaje administrativo como en el habla común y aún en el vocabulario de los corridos de la época, con un término distintivo: los «Minerales».



## Una nueva ecología política de la minería

Si bien es cierto que la presencia de la minería ha conllevado siempre una transformación de los usos del suelo, de las formas de aprovechamiento de los recursos naturales y, en general, de las formas de vida de las poblaciones afectadas por la presencia de las industrias extractivas, en la coyuntura actual este conjunto de fenómenos parece estar adquiriendo nuevas dimensiones a raíz de la aparición de lo que hemos llamado la tercera frontera minera.

En primer lugar, y siguiendo a Bebbington [2007, p. 282-313] este proceso de expansión minera se está caracterizando por darse en un contexto de neoliberalismo, es decir de cambio institucional en las formas de regulación de acceso a los recursos naturales en las que la presencia del Estado tiende a desaparecer, otorgando a los nuevos inversionistas una capacidad de gestión relativamente autónoma. De forma planificada y de acuerdo a las directrices impuestas al Estado nacional por el Banco Mundial [Szablowski, 2007] y el Fondo monetario internacional, las leyes mineras, en efecto, se han liberalizado a tal punto y los trámites consecuentes se han simplificado de tal manera, que las empresas pueden convertirse fácilmente en concesionarias de los derechos del subsuelo, sin que las comunidades rurales que habitan sobre ese subsuelo tengan mayor injerencia en dicho proceso. La presencia del Estado en estos medios rurales se debilita al tiempo que los pobladores se ven de un día para otro, confrontados ante el poder fáctico de los capitalistas advenedizos.

El proceso es también novedoso por su profundo carácter transnacional, porque aunque la minería mexicana cuenta con una larga tradición histórica de relaciones de dependencia externa, nunca este proceso ha adquirido dimensiones tan profundas como ahora, cuando son los grandes centros financieros canadienses los que rigen los flujos de la inversión minera a México y en tanto que la demanda de materias primas en las economías asiáticas (China e *India*) en rápido proceso de expansión está provocando un auge inusitado de los precios. Pero además de estos procesos de orden superestructural, la transnacionalización está implicando que un conjunto de actores globales del desarrollo capitalista como las empresas y los bancos internacionales que las financian, se están haciendo presentes en lugares remotos y espacios rurales que habían estado por mucho tiempo lejanos de la presencia del Estado<sup>13</sup>.

13. Refiriéndose a proyectos similares de expansión minera en Centroamérica y América del Sur, Bebbington [2007, p. 285-287] sugiere que la llegada de los capitales mineros canadienses significaría una ocupación de territorios que estuvieron inmersos en procesos de guerra civil y movimientos de guerrilla y por ende, fuera del control directo del Estado. Para el caso de México resultaría falso decir lo mismo, pero sin embargo puede decirse que algunas de las zonas donde se están llevando a cabo estos nuevos proyectos mineros se ubican dentro de territorios con un fuerte control de los cárteles del narcotráfico, que aprovechan el aislamiento de estas regiones para promover la siembra de enervantes, como es el caso de la Sierra Madre Occidental donde tienen su sede muchos de dichos proyectos mineros.

En todas estas regiones, la llegada de las compañías mineras canadienses está provocando una verdadera desintegración de territorios agrarios que hasta hace poco tiempo eran apropiados en la mayoría de los casos bajo la modalidad de la propiedad ejidal. No es extraño entonces que la presencia del capital minero en estas regiones haya sido precedida por una liberalización de la legislación agraria, y en particular por la reforma al artículo 27 constitucional permitiendo que las tierras ejidales de propiedad colectiva puedan ser objeto de enajenación. La falta de una regulación precisa que establezca con claridad los derechos de las comunidades agrarias frente a las empresas ha dado lugar a todo tipo de conflictos, en especial tomando en cuenta los graves impactos ambientales que están provocando las tecnologías de exploración, extracción y metalurgia que usan estas empresas en tierras agrícolas, bosques, fuentes y caudales de agua, caminos y en general en el paisaje rural de estos nuevos poblados mineros.

Dicho sistema tecnológico incluye los modernos procedimientos de detección a través de imágenes satélite, y prospección con barrenaciones de diamante. El minado subterráneo tradicional está siendo sustituido por la explotación a tajo abierto. La metalurgia tradicional está siendo suplantada por métodos como la lixiviación en montones por la que se somete a los minerales a la acción de reactivos con cianuro. Todo ello implica la movilización de enormes volúmenes de mineral, el uso de grandes cantidades de agua y, en general una vulnerabilidad ecológica del territorio, entre otras causas por el manejo masivo de insumos como el cianuro.

Todos estos elementos han dado lugar a un sinfín de conflictos entre comunidades campesinas (mestizas e indígenas) y empresas canadienses. Las causas suelen ser siempre las mismas: despojos de tierras, contaminación de aguas y suelos, desplazamiento de poblaciones, convenios entre ejidos y empresas que favorecen desmedidamente a las segundas en perjuicio de los primeros, oferta muy reducida de empleos a la población local en relación con los trabajadores calificados traídos de fuera y, en general, promesas nunca cumplidas de beneficios y desarrollo para las comunidades afectadas<sup>14</sup>.

Como está sucediendo en otras muchas partes de América Latina [Bebbington, 2007], estos conflictos en regiones mineras presentan aspectos novedosos. Se trata en primer lugar de enfrentamientos que oponen a las empresas no ya con los sindicatos mineros – como comúnmente había sucedido hasta hace poco – sino con pobladores campesinos e indígenas que están viviendo los

14. En México, el primer conflicto de este tipo fue el que estalló en Cerro de San Pedro, cerca de la ciudad de San Luis Potosí, en donde la empresa canadiense Metallica Resources Inc. inició desde 1994 un proyecto minero de gran escala que amenaza con la contaminación de las fuentes de aguas de esta región semidesértica y que ha suscitado protestas y movilizaciones de la población [Estrada, 2001]. Conflictos similares siguen presentes en las poblaciones de Moris, Urique, Ocampo y Huizopa de la Sierra Tarahumara de Chihuahua, así como en varias localidades del estado de Chiapas, Oaxaca y Guerrero [Montemayor, 2008; Bellingshausen, 2008].



efectos de desintegración de sus territorios y su reestructuración a partir de la presencia de las actividades mineras e hidrometalúrgicas.

FOTOS 1. ASENTAMIENTO MINERO DEL SAUZAL EN LA SIERRA TARAHUMARA DE CHIHUAHUA, TAJO MINERO CERCANO AL PUEBLO DE CERRO DE SAN PEDRO EN SAN LUÍS POTOSÍ, DEPÓSITOS DE MINERAL PARA LIXIVIACIÓN EN LA MINA DE OCAMPO, CHIHUAHUA Y MAQUINARIA DE PERFORACIÓN EN LA MINA DE SANTA MARIA DE LA PAZ EN SAN LUÍS POTOSÍ



Fuente: Industrias Peñoles en: <http://www.penoles.com.mx/>

Estos nuevos actores de la minería regional se organizan a través de sus redes tradicionales basadas en formas variadas de solidaridades primordiales, utilizando para ello los cauces legales a los que tienen derecho por ser ejidatarios o comuneros. Pero además, estos conflictos, como las causas que las originan, adquieren cada vez un carácter más marcadamente «glocal», es decir en el que los sujetos e instituciones de carácter global se ven obligados a negociar y replantear sus proyectos en relación con las demandas y las luchas locales. Esta tendencia se muestra con claridad cuando se observa que estos nuevos conflictos mineros tienden a trascen-

der sus lugares de origen y proyectarse en una esfera global a través de alianzas diversas de los pobladores afectados con frentes de solidaridad, organizaciones no gubernamentales, movimientos ecologistas y defensores de los derechos humanos.

## **A modo de conclusiones**

Dos son los procesos de los que hemos hablado con mayor detalle en este ensayo. Por un lado, el de la conformación de un pujante sector monopólico del empresariado mexicano en la rama minera y su activa intervención, no exenta de conflictos, en el desmoronamiento del sistema corporativo en el que se sustentó por décadas el sindicalismo minero. Por otro lado, también hemos consignado el reciente surgimiento de un nuevo segmento empresarial minero integrado por un número significativo de medianas compañías canadienses, promotoras de la expansión de lo que hemos denominado la tercera frontera de la minería mexicana, proceso que en sus raíces y en sus formas de contestación y rechazo asume modalidades y expresiones al mismo tiempo globalizadas y localizadas.

En muchos sentidos la minería parece ser un buen reflejo de lo que está sucediendo en la economía, la sociedad y el Estado mexicanos. La liberalización en materia de legislación minera y la apertura incondicional al capital extranjero expresan con claridad los rumbos neoliberales de la nueva política económica que rompe de forma abierta con la vieja tradición nacionalista que reivindicó por décadas el principio del dominio directo de la Nación sobre los minerales y el petróleo del subsuelo.

La presencia de pujantes grupos monopólicos de empresarios nacionales – algunos de ellos incluso con ramificaciones transnacionales – en la minería también implica un cambio significativo con la vieja trayectoria de dependencia del capital extranjero. No menos novedosas resultan las nuevas formas de dependencia con respecto a los grandes centros financieros y bursátiles canadienses.

Pero sin duda, lo más novedoso en este panorama contemporáneo de la minería mexicana es el conjunto variado de respuestas sociales que los procesos de restructuración de la rama están provocando entre la población afectada por dichos cambios. Por un lado, cabe preguntarnos si estaremos asistiendo al final del sistema de relaciones corporativistas entre el Estado y los mineros mexicanos y al surgimiento de un sindicalismo mucho más autónomo y con un mayor carácter clasista que el que conocimos en las décadas pasadas. Por otro lado, los asuntos mineros se están convirtiendo en un tema de debate en las agendas del desarrollo rural y la gobernanza del medio ambiente en las que están inmersas muchas poblaciones rurales así como todo un conjunto de organizaciones de la sociedad civil. Por todo ello, es muy probable que en los próximos años asistamos en México, y en general en América Latina, a un gran debate sobre el papel de la minería en las políticas de Estado en un entorno de globalización creciente.



BIBLIOGRAPHIE

- **ALANÍS Fernando S.**, « Historia de oro : el pasado y presente de Grupo Industrial Minera México, S.A. de C. V., 1890-1990 », Manuscrito inédito, Biblioteca de El Colegio de México, México, s.f.
- **BEBBINGTON Anthony** (ed.), *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas. Una ecología política de transformaciones territoriales*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 2007.
- **BELLINGHAUSEN Hermann**, « Fiebre de oro amenaza Cruztón y desata ambiciones de propietarios » y « Comprende unas 550 mil hectáreas el plan minero canadiense en Chiapas », en *La Jornada*, 7 y 8 de junio de 2008.
- **BESSERER Federico, NOVELO Victoria, SARIEGO Juan Luis**, *El sindicalismo minero en México, 1900-1952*, Editorial Era, México, 1983.
- **CALVA RUIZ Héctor**, « Régimen legal aplicable a la minería », in *Reunión Nacional para el Desarrollo de la Minería*, México, IEPES-PRI, 1970.
- **BERNSTEIN Marvin D.**, *The Mexican Mining Industry. 1890-1950. A Study of Interaction of Politics, Economics and Technology*, State University of New York, Nueva York, 1964.
- **CORPWATCH**, « Un informe de Corpwatch. Los secretos sucios de Barrick. Comunidades responden a los impactos de las minas en todo el mundo. Un informe anual alternativo », mayo 2007. En : <http://s3.amazonaws.com/corpwatch.org/>
- **COSTERO Cecilia**, « Relaciones actuales México-Canadá en el sector minero », *Revista mexicana de estudios canadienses*, Nueva época, 7, primavera-verano, 2004, p. 13-27.
- **DELGADO Raúl, DEL POZO Rubén**, *Minería, Estado y gran capital en México*, UNAM, México, 2002.
- **DELGADO Raúl, DEL POZO Rubén**, « Mexicanization, Privatization, and Large Mining Capital in Mexico », *Latin American Perspectives*, 2005, 32, p. 65-86.
- **ESTRADA Adriana**, *Impactos de la inversión minera canadiense en México: una primera aproximación*, FUNDAR, Centro de análisis e investigación, México, 2001.
- **GUIMÉNEZ CACHO Luís Emilio**, « Cinco huelgas mineras », *Nexos*, 346, octubre 2006.
- **IBARRA Jorge, MORENO José Luís, SANTOS Leopoldo**, « Cananea : resistencias regionales a la política de modernización », in **Óscar F. CONTRERAS, Alejandro COVARRUBIAS, Miguel Ángel RAMÍREZ, Juan Luís SARIEGO** (eds.), *Cananea : Tradición y modernidad en una mina histórica*, Editorial Porrúa – El Colegio de Sonora, México, 1998.
- **MARCOSSON Isaac Frederick**, « Metal Magic. The Story of the American Smelting & Refining Company », Farrar, Strauss and Company, Nueva York, 1949.
- **MONTEMAYOR Carlos**, « Las mineras canadienses », artículo en 3 partes, *La Jornada*, México, 10, 11 y 12 de julio, 2008.
- **SARIEGO Juan Luís**, « Enclaves y minerales en el norte de México. Historia social de los mineros de Cananea y Nueva Rosita. 1900-1970 », Ediciones de la Casa Chata, CIESAS, México, 1988.
- **SARIEGO Juan Luís, REYGADAS L., GÓMEZ M. A., FARRERA J.**, « El Estado y la minería mexicana, Política, trabajo y sociedad durante el siglo XX », Fondo de Cultura Económica, México, 1988.
- **SECRETARÍA DE ECONOMÍA**, *Anuario estadístico de la minería mexicana ampliada 2007*, México, 2008.
- **SZABLOWSKI David**, « Transnational Law and Local Struggles, Mining, Communities and the World Bank », Oxford and Portland, Oregon, 2007.
- **URÍAS Homero**, « ¿Quién controla la minería mexicana ? », *Comercio Exterior*, 30, p. 949-965. 1980.
- **ZAPATA Francisco**, « Las huelgas mineras de 2005-2006, Del corporativismo a la autonomía sindical ». En : [http://www.sjsocial.org/crt/articulos/758\\_zapata.htm](http://www.sjsocial.org/crt/articulos/758_zapata.htm) , 2006.
- **ZELLNER Mike**, « Las 100 compañías cotizadas en bolsa de América Latina », *Latin Trade*, 8 (7), 2000, p. 55-58.

## RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

L'industrie minière mexicaine, vieille de plusieurs siècles, vit ces dernières décennies de changements significatifs institutionnellement et légalement ainsi que dans sa structure de propriété et dans les modalités de mobilisations et de réponses sociales qu'elle a suscitées. Dans cet essai deux processus sont abordés. D'une part, celui de la conformation d'un secteur monopolistique puissant du patronat mexicain dans la branche minière et son intervention active, non exempte de conflits, dans la crise du système corporatif dans lequel on a maintenu pendant des décennies le syndicalisme minier. D'autre part nous nous sommes arrêté sur la naissance récente d'un nouveau segment patronal minier intégré par un nombre significatif de compagnies moyennes canadiennes, promotrices de l'expansion de ce que nous appelons « la troisième frontière » de l'industrie minière mexicaine, processus qui, dans ses racines et dans ses formes de contestation et de rejet social, assume des modalités et des expressions en même temps globalisées et situées.

En su larga historia de varios siglos, la minería mexicana está viviendo en los tiempos recientes cambios significativos en sus marcos institucionales y legales, así como en su estructura de propiedad y en las modalidades de movilizaciones y respuestas sociales que ha suscitado. Dos son los procesos de los que se habla en este ensayo. Por un lado, el de la conformación de un pujante sector monopólico

del empresariado mexicano en la rama minera y su activa intervención, no exenta de conflictos, en el desmoronamiento del sistema corporativo en el que se sustentó por décadas el sindicalismo minero. Por otro lado, también consignamos el reciente surgimiento de un nuevo segmento empresarial minero integrado por un número significativo de medianas compañías canadienses, promotoras de la expansión de lo que llamamos la tercera frontera de la minería mexicana, proceso que en sus raíces y en sus formas de contestación y rechazo asume modalidades y expresiones al mismo tiempo globalizadas y localizadas.

After a long history of many centuries, the Mexican mining industry is living nowadays significant changes in its institutional and legal norms, its structure of property, as well as in its modalities of mobilization and social answers that have been provoked. Two are the processes that this article focuses on. On one hand, the conformation of a mighty monopolistic sector of the Mexican businessmen in the mining branch and its active intervention, not free of conflicts, in the decline of the corporative system in which mining trade unionism was sustained per decades. On the other hand, we analyzed also the recent sprouting of a new mining enterprise segment, integrated by a significant number of junior Canadian companies. They have promoted the expansion of what we called the third border of the Mexican mining, process that in its roots and its forms of answer and rejection assumes modalities and expressions at the same time globalised and located.

### MOTS CLÉS

- Mexique
- industrie minière mexicaine
- syndicalisme
- néo-libéralisme
- mobilisations sociales

### PALABRAS CLAVES

- México
- minería mexicana
- sindicalismo
- neoliberalismo
- movilizaciones sociales

### KEYWORDS

- Mexico
- Mexican Mining Industry
- trade unionism
- neoliberalism
- social mobilizations

## El café en Nicaragua. Experiencias de producción y exportación en « comercio justo »

El llamado Comercio Justo del café, al igual que el café orgánico y la subasta *on line* conocida como la Taza de la Excelencia son iniciativas en las que Nicaragua compete en el mercado mundial, con el propósito de obtener ventajas por la calidad, más que por el volumen de sus exportaciones.

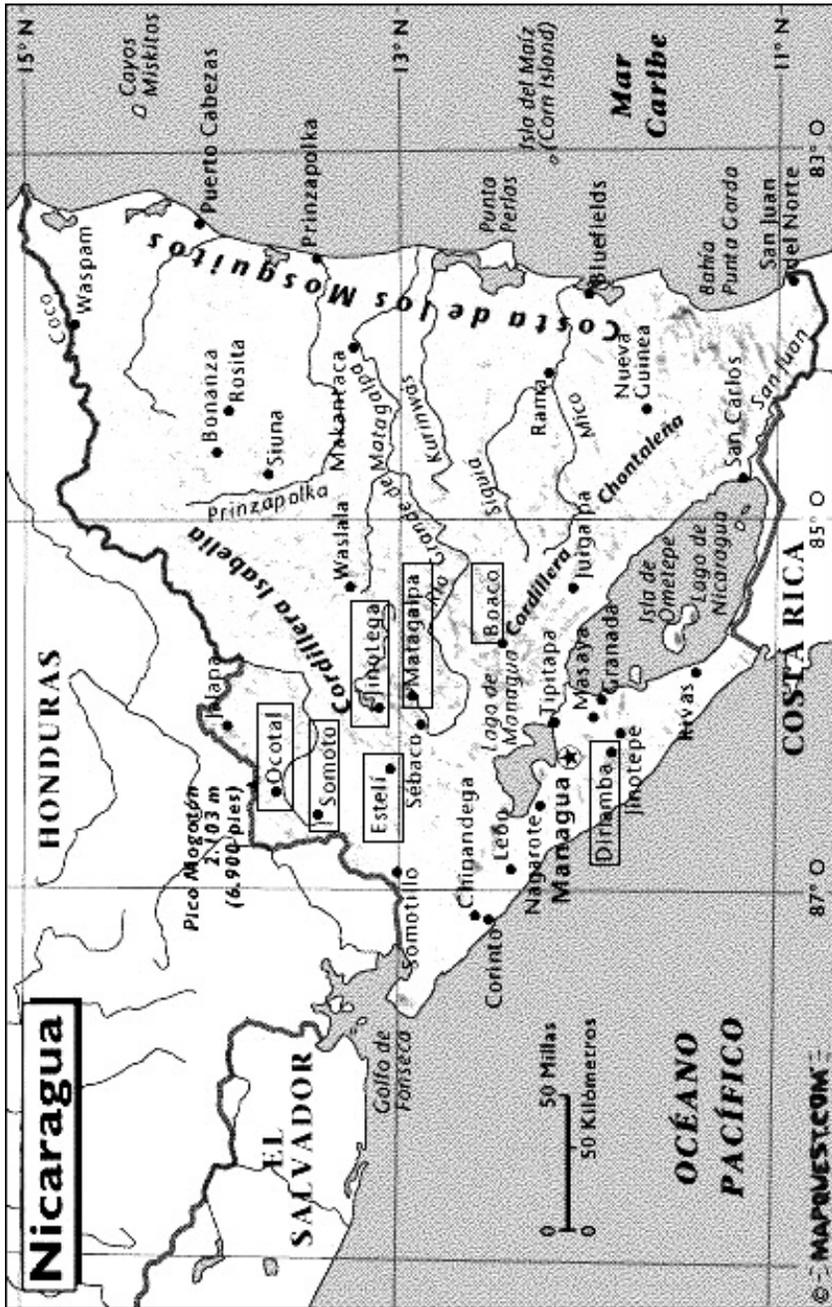
Las diversas modalidades de certificación de la calidad del café se refieren a las características del producto final, o taza, o bien a las condiciones del proceso productivo con énfasis en los aspectos ecológicos, sociales y gerenciales, según cada sello: comercio justo, orgánico, ISO. Los aspectos sociales son el criterio medular en el Comercio Justo, normado por la *Fair Trade Labelling Organisation International*, FLO.

La realidad nicaragüense y la experiencia de la Central de Cooperativas Cafetaleras del Norte, CECOCAFEN, analizadas en este artículo, permiten vislumbrar el potencial de la producción de café de calidad para el desarrollo de países pequeños en los que el café constituye uno de los principales rubros de exportación.

\* Universitat Jaume I, Castelló, España.

\*\* Sociologue, Managua, Nicaragua.

MAPA 1. LAS PRINCIPALES ZONAS CAFETALERAS EN NICARAGUA





## Concepto y antecedentes del comercio justo

El comercio justo (*Fair Trade*) es un movimiento internacional que tiene el propósito de garantizar un trato comercial equitativo para los pequeños productores de países en desarrollo. Hasta ahora la abanderada del Comercio Justo es la *Fair Trade Labelling Organisation Internacional* (FLO), responsable de la definición y de la certificación de los estándares del Comercio Justo. Constituida en 1997, FLO tiene presencia en más de 20 países de Asia, Europa y Norte América. Su sede está en Bonn, Alemania.

Los antecedentes del Comercio Justo se remontan a la Guerra fría, con la primera Conferencia de la Asamblea de la ONU sobre Comercio y Desarrollo (UNCTAD, 1964), celebrada en Ginebra, en la que un conjunto de países del Tercer Mundo, cuyos dirigentes estrenaban nuevos gobiernos nacionales como resultado de la descolonización, presionaron bajo el lema «Comercio, No Ayuda», exigiendo a los países ricos de las metrópolis que abrieran sus fronteras a sus productos agrícolas.

La ayuda al desarrollo había tenido una clara intención anticomunista. «La ayuda extranjera es un método mediante el cual los EEUU mantienen una posición de influencia y de control sobre el mundo entero y sostiene a un gran número de países que sin ella se hundirían definitivamente o pasarían al bloque comunista<sup>1</sup>.»

En este contexto, se abre la primera tienda de solidaridad en Holanda (Brenkelen) en 1969 y dos años más tarde en este país ya existen 120 tiendas de solidaridad. Estas tiendas se consideran la primera generación de Comercio Justo.

Las relaciones comerciales entre Norte y Sur que siguen la premisa del comercio justo exigen como criterio para los intercambios económicos<sup>2</sup>:

- Que los procesos de cultivo y de producción sean respetuosos con el medio ambiente.
- Participación de pequeños productores agrupados en cooperativas u otras asociaciones alternativas, en las que se garanticen unas condiciones dignas de trabajo.
- Operaciones comerciales directas con las contrapartes, evitando los intermediarios y especuladores del mercado.
- El precio de compra tiene que superar siempre al de los circuitos tradicionales y debe proporcionar los beneficios necesarios para el sostenimiento de la actividad.
- Se garantiza una cooperación a largo plazo con los productores y un ade-

1. John F. Kennedy, Discurso ante el Economic Club de Nueva York, 1962. Citado por Torres Pérez, José y otros. Para entender el comercio justo ESPANICA, <http://www.nodo50.org/espanica>

2. Véase OneWorld.net, 01/07.

lanto de los pagos, a fin de eliminar o al menos reducir la financiación de los productores en la banca comercial y la llamada «venta de futuro».

– Parte de los beneficios deben invertirse en programas de desarrollo social y comunitario.

– Por último, los precios deben ser transparentes tanto para los productores como para los consumidores.

La relación directa con los productores constituye, tal vez, el elemento más novedoso y su principal potencial para asentarse como alternativa a los circuitos comerciales tradicionales. En definitiva, con el comercio justo se intenta conseguir una nueva cultura de la producción y del consumo, sacando del anonimato y el desconocimiento mutuo a consumidores y productores<sup>3</sup>. El acto de comprar un producto se convierte así en un hecho cultural en el que se reconocen el origen, la calidad y las repercusiones de la compra, más allá del mero acto de pagar el precio más bajo, sin sentir ninguna responsabilidad sobre la calidad del producto, su impacto en el medio ambiente y las condiciones sociales de su producción.

## **El movimiento de «Comercio Justo» en España**

El movimiento de Comercio Justo llega a España a fines de la década de 1980; un referente es el I Encuentro Estatal de Economía Alternativa, Justa y Solidaria, celebrado en Córdoba en mayo de 1993 y la creación de la Coordinadora Estatal de Organizaciones de Comercio Justo en 1996.

La Asociación del Sello de Productos de Comercio Justo en España ofrece diferentes productos, entre ellos café de varios países, a través de una red de tiendas y cafeterías extendida por todo el territorio nacional. Las principales empresas y organizaciones españolas que ofrecen café con el sello de Comercio Justo son: Alternativa 3, Autobar-España, Azkoyen Hostelería, Cafés Batalla, Cafés Castel, Cafés CIVIT, Cafés Novell, Cafés ROVI, Cafés Saula, Café Vitoria, La Casa del Café, Gematrade, Góngora Representaciones, IDEAS, Intermon-Oxfam, Serventa, Supracafé, Tupinamba, Unión Tostadora y Vendin.

La organización de comercio justo ESPANICA vende café cultivado por cooperativas de pequeños productores nicaragüenses (de los departamentos de Matagalpa y Nueva Segovia) que poseen una parte de las tierras estatales (Área Propiedad del Pueblo) durante la revolución sandinista. Ya en 2005 se podía adquirir café nicaragüense de Comercio Justo en 30 capitales y 98 tiendas con la colabo-

3. «El consumidor, al tomar su tacita de café, a duras penas tiene idea del trabajo que un campesino en un país lejano ha tenido que realizar. El campesino, a su vez no tiene ninguna noción del destino de los sacos de café que ha entregado. Habiéndose acabado el anonimato entre productor y consumidor, ambos pueden sentarse a la mesa para llegar a acuerdos.» N. y Hoff. Frans van der Roozen, Comercio Justo, p. 55.



ración de asociaciones y ONG: Caritas, Movimiento Scout, Sindicato Comisiones Obreras, Sindicato Agrario COAG, Estibadores de los puertos de Barcelona y de Las Palmas de Gran Canaria, Trabajadores de Fujitsu, Asesores y Consultores Sproa de Madrid; AAVV de Getafe, Ingenieros sin Fronteras, Farmacéuticos en Acción y Consejos de Estudiantes de diversas universidades. Entre los establecimientos podemos destacar las cafeterías universitarias de Cantabria, Granada, Deusto, Alcalá de Henares, Murcia, Valladolid, Juan Carlos I, Carlos III, Autónoma, Politécnica y Complutense, de Madrid. También en instituciones como el Ministerio de Medio Ambiente y el Instituto Geográfico Nacional.

### El café en Nicaragua. Estructura de la propiedad, producción y exportación

Nicaragua participa en el comercio justo como país productor de café y, en menor medida, con cacao<sup>4</sup>, miel, ajonjolí (sésamo) y marañón (anacardo o – en portugués – *caju*). Organizaciones como Del Campo, CIPRES, CECOCAFEN, PRODECOOP, UCPCO exportan por los circuitos de Comercio Justo a los Estados Unidos, Japón, Alemania, Bélgica y México.

El peso de la actividad cafetalera en la economía nicaragüense es significativo. En el período 1995–2000, el café representó anualmente, en promedio el 29,1% del PIB del sector agrícola y el 5,9% del PIB global<sup>5</sup>.

CUADRO 1. NICARAGUA. ÁREA DE SIEMBRA DE CAFÉ

Tamaño de finca Mz	Nº de Fincas		Sumatoria manzanas	% Manzanas
	#	%		
1'01 a 2'5	9.925	43'68	18.502	10'76
2'51 a 5'00	7.349	32'34	27.257	15'85
5'01 a 10'00	3.031	13'34	22.594	13'14
10'01 a 20	1.161	5'11	17.195	10'00
> 20	1.258	5'54	86.372	50'24
<b>Total</b>	<b>22.724</b>	<b>100</b>	<b>171.920</b>	<b>100'00</b>

Fuente: Cenagro, 2002.

4. Cacaonica exporta cacao orgánico producido en Waslala por pequeños productores con el apoyo del ONG alemán Promundo Humano. Citado por PNUD, Informe de Desarrollo Humano, 2005, p. 189.
5. Ministerio Agropecuario Forestal, MAGFOR. Programa para el Sector Agropecuario y Economía Rural en Nicaragua. Estrategia para Reconversión y la Diversificación Competitiva de la Caficultura en Nicaragua. Nicaragua, 2002.

Según datos oficiales la cosecha cafetalera nicaragüense en el ciclo 2005-2006 fue de 2, 074,571 40 quintales, una cosecha récord. La cosecha para exportación en el mismo ciclo fue de 1.8 millones de quintales, que generaron ingresos cercanos a los 200 millones de dólares<sup>6</sup>.

El rendimiento promedio de la producción cafetalera nicaragüense es muy bajo, de 8 a 12 quintales por manzana en los mejores años. En Brasil obtienen 40 quintales por manzana. En Costa Rica sacan 45 quintales, con costos de producción un poco más bajos que Nicaragua.

CUADRO 2. NICARAGUA. ÁREA, PRODUCCIÓN, RENDIMIENTO, EXPORTACIONES Y CONSUMO INTERNO DE CAFÉ

Ciclo Agrícola	Área cultivada <sup>a</sup>	Producción <sup>b</sup>	Rendimiento <sup>c</sup>	Volumen Exportaciones <sup>b</sup>	Consumo interno <sup>b</sup>
1965-1966	128'80	697'30	5'40	612'90	84'40
1975-1976	120'00	1.068'20	8'90	879'60	188'60
1985-1986	121'30	769'00	6'30	739'70	29'30
1995-1996	133'00	1.304'40	9'80	1.158'70	145'70

Notas: a. En miles de manzanas. b. En miles de quintales. c. Quintales por manzana. Fuente: UNICAFE, 2000.

CUADRO 3. NICARAGUA. PRODUCCIÓN Y EXPORTACIÓN DE CAFÉ. 2000-2006

Años	Area (Miles Mz)	Producción (Miles qq)	Rendimiento (qq por mz)	Exportaciones (Miles qq/oro)	Valor (Miles US\$)	Precio (US\$)
2000	154'7	1.808'5	11'7	1.855'4	109.133'6	58'2
2001	154'7	1.185'0	7'7	1.098'1	65.596'2	59'7
2002	165'2	1.272'0	6'4	1.163'6	80.616'7	69'3
2003	165'2	1.292'0	6'4	1.000'0	80.616'7	69'3
2004	165'2	1.795'0	6'1	1.758'9	126.773'5	72'1
2005	165'2	1.100'0	12'5	1.227'6	125.769'9	101'1
2006	182'0	2.074'0	12'5	1.800'2	210.333'6	120'0

Fuente: Banco Central de Nicaragua. Publicado por La Prensa, 6 febrero 2007.

6. Declaraciones de funcionarios del MAGFOR al periódico nicaragüense El Nuevo Diario (END). El quintal son 100 libras, equivale a 45 kilogramos, los sacos de café son de un quintal. La equivalencia en área es 1 hectárea = 1.4 manzanas.



El Cuadro 3 evidencia la crisis cafetalera con una fuerte caída del precio en el año 2000 y 2001, la caída de la producción y el rendimiento en el 2001 y la débil recuperación en los años siguientes, paralela al repunte del precio internacional.

Es significativo señalar que incluso en los años de crisis los precios recibidos por los productores nicaragüenses en los circuitos de Comercio Justo, como veremos más adelante, fueron mayores que los convencionales.

Nicaragua es el país más extenso de América Central, con 131 812 km<sup>2</sup>, de los que 10 384 km<sup>2</sup> pertenecen a los lagos principales de Managua y Nicaragua y a lagunas menores interiores y costeras<sup>7</sup>. Su extensión es similar a la de la Comunidad Valenciana (España) y mayor que el Principado de Mónaco o que Andorra. La forma trapezoidal del país se puede dividir en tres regiones morfoestructurales: La Llanura Caribeña, surcada por caudalosos ríos que descienden hacia una costa baja salpicada de lagunas y manglares. Es la tierra caliente, húmeda y lluviosa. Altiplanos y Sierras de la Región Central, con altitudes medias por encima de 600 metros<sup>8</sup>, con la meseta segoviana y la cordillera Dariense como principales ejecutores del paisaje. Estamos en la tierra templada, con temperaturas medias anuales inferiores a 20° C y dominio clímax del bosque tropical seco. Finalmente, la Depresión Lacustre, Volcanes y Llanuras del Pacífico, región joven salpicada de formaciones volcánicas y basculada suavemente hacia el océano Pacífico.

La región central es la más apta para el cultivo del café, especialmente los departamentos de Jinotega y Matagalpa, donde el cultivo encuentra las mejores condiciones ambientales, por altura, suelos y bonanza del clima<sup>9</sup>.

La inserción de Nicaragua al mercado mundial se produjo a través del café. Hasta mediados del siglo XIX la producción agrícola descansó en la hacienda colonial ganadera junto con la producción de granos básicos para el consumo interno y algunas exportaciones de añil.

La llegada del café se da a partir de 1840, siendo el último país de Centroamérica que se inicia en esta actividad. Su impacto en las estructuras económicas y sociales fue enorme, sentando las bases del modelo agroexportador en Nicaragua<sup>10</sup>.

Como parte de las transformaciones de adecuación al mercado mundial hubo incentivos a la inmigración, sobre todo alemana, mediante estímulos fiscales y crédito para los grandes productores de café, acompañados de un violento proce-

7. Incer, 1998.

8. Aguirre, 2002, mapa.

9. F. Guharay *et al.*, *Manejo integrado de plagas en el cultivo del café*, Managua, CATIE, 2000, p. 13.

10. La revista *Envío* – publicación mensual de la Universidad Centroamericana, UCA, de Managua – ha dedicado diversos artículos a la producción cafetalera nicaragüense. Se difunde en español, inglés e italiano. Sus artículos pueden consultarse en la página web: [www.envio.org.ni](http://www.envio.org.ni)

so de expropiación de tierras indígenas. Estas políticas fueron ejecutadas tanto por gobiernos conservadores como liberales; la revolución liberal del general José Santos Zelaya (1893-1909) reprimió la rebelión indígena (1881) y promulgó la Ley de las Comunidades (1906). Así, «el progreso» llegó a Matagalpa y Jinotega en hombros de los indios – que abrieron caminos para sacar el café en condiciones de trabajo cercanas a la esclavitud – y se estableció contra los indios.

En los años 1950 y siguientes los buenos precios del café consolidan la dictadura militar de la dinastía Somoza. El fundador de la dinastía, Anastasio Somoza García, para entonces ya se había convertido en el principal cafetalero del país, después de declararle la guerra a Hitler y confiscar las fincas de muchas familias alemanas.

La inserción al mercado mundial con el café como principal producto de exportación – y a gran distancia de otros rubros – generó una gran desigualdad en la distribución de las riquezas y extrema vulnerabilidad en la economía de Nicaragua. Un fenómeno similar se produjo en el resto de países centroamericanos, salvo Costa Rica.

El precio internacional del café ha presentado grandes fluctuaciones y caídas dramáticas en la historia con efectos nefastos para los países productores. Galeano<sup>11</sup> compara la curva de los precios del café al encefalograma de la epilepsia. Entre 1962 y 1989 se logró una relativa estabilidad, basada en el Acuerdo Internacional del Café (AIC) que preservaba el equilibrio del mercado gracias a un sistema de contingentes de exportación y precios mínimos y máximos concertados. Pero en 1989 los países consumidores y los países productores no lograron mantener el acuerdo y el sistema se desplomó.

Un nuevo intento de estabilizar los precios se dio por pocos años, entre 1993 y 2000, esta vez por parte de la Asociación de Países Productores de Café (APPC), que acogió a catorce países miembros y fue diseñada de manera similar a la OPEP con respecto al petróleo; sin embargo, entró en crisis en el 2000, al aprobar una resolución que exigía a sus miembros retener el equivalente al 20% del volumen de sus exportaciones. Cuando el plan de retención fracasó y la sobreoferta global superó el 10%, la ACPC resolvió, en septiembre 2001, suspender el plan y dejó de funcionar.

La crisis mundial del café en 2001 desencadenó el hambre en Nicaragua. En julio del año 2001, después de pasar meses en el municipio de El Tuma, decenas de familias se instalaron en la ciudad de Matagalpa, cabecera del departamento del mismo nombre, y permanecieron casi un mes en el parque Los Monos, viviendo de la caridad, a la espera de una respuesta del gobierno. Eran obreros agrícolas, acompañados de sus familias numerosas, expulsados de los lugares

11. «Las gráficas de los precios del café, como las de todos los productos tropicales, se han parecido siempre a los cuadros clínicos de la epilepsia...», Eduardo Galeano, *Las venas abiertas de América Latina*, Cuadragésima edición, Siglo XXI Editores, España, 1985, p. 158.



donde habían vivido durante años y donde ya no les daban empleo. Después marcharon hacia Managua con sus familias para protestar por la pérdida de sus fuentes de trabajo y exigir al gobierno la búsqueda de salidas a la crisis. Fueron varias las causas de la hambruna 2001 : caída del precio internacional del café, la falta de financiamiento, recesión cafetalera y embargos bancarios de las fincas al quedar en mora; la suma de todos estos factores llevaron a la quiebra a productores cafetaleros grandes, medianos y pequeños.

Se calcula que existen en el país 30000 productores de café que generan empleo a 175000 trabajadores permanentes y a más de 300000 en la época de corte. El 96% de las fincas cafetaleras están en manos de pequeños productores. Son fincas de menos de 20 manzanas, pero que juntas suman el 50% del total del área cultivada de café. Los pequeños productores cafetaleros tienen costos de producción más bajos: 45 dólares, por debajo de los costos en las medianas y grandes haciendas cafetaleras; pero sólo producen de tres a seis quintales por manzana, por debajo del rendimiento promedio nacional.

La distribución actual de la propiedad agraria en Nicaragua proporciona unas condiciones adecuadas para facilitar el Comercio Justo. Con la revolución sandinista la reforma agraria<sup>12</sup> redujo al 10% la gran propiedad y dejó en manos de pequeños propietarios el 78% de la tierra cultivable. En los 1990, el 65% del área agrícola está en manos de pequeños productores, apenas el 8% a la gran producción y ha aumentado hasta un 25% la mediana producción<sup>13</sup>. Las cooperativas y los pequeños productores son un sujeto económico nuevo, que mueve la economía popular con tecnología intensiva en trabajo; se trata de los pequeños productores cafetaleros, junto con otros pequeños productores agrícolas, industriales y comerciantes por cuenta propia, además de un millón de mujeres que trabajan en su propio hogar y en producción de patio<sup>14</sup>. A pesar del potencial económico de la pequeña producción, en Nicaragua, a partir de 1990 la banca privada dio la espalda a la pequeña producción, mientras la banca estatal se sumió en una profunda crisis.

A diferencia de las políticas de la revolución sandinista, que se caracterizaron por el crédito fácil y las condonaciones de deudas al sector rural – dando lugar a la que se denominó «cultura del no pago» –, las políticas neoliberales de los gobiernos siguientes se caracterizaron por «apretar las tuercas» al sector rural, cerrando la ventanilla de crédito público y dejando que la banca privada redujera las habilitaciones o créditos de corto plazo, que las casas comercializadoras del café otorgaban a los productores, eso sí con intereses leoninos.

12. INIES, Nicaragua. *Apuntes sobre las transformaciones de un país en revolución*, Managua, INIES, 1987, p. 88.

13. Datos de 1994, elaborados por la organización no gubernamental CIPRES, Managua, en base a fuentes oficiales (CIERA, INRA, CORNAP). El CIPRES fue dirigido por Orlando Núñez. El Programa Hambre Cero, lo dirige actualmente Daniel Ortega.

14. O. Núñez, *La otra estrategia*, Managua, CIPRES, 2003, p. 21.

Además, la falta de títulos de propiedad constituye un grave problema para la pequeña producción cafetalera. Esta situación radica en que la reforma agraria sandinista y la re inserción de las fuerzas de la Resistencia y del Ejército pusieron muchas fincas cafetaleras en manos de pequeños productores, pero no les dieron títulos de propiedad. El saldo de una estrategia que buscaba salidas de corto plazo a una crisis político-militar fue que más de quince años después el 35% de los productores cafetaleros de Matagalpa y Jinotega no tienen títulos de propiedad legales. Este es otro factor que influye en la reducción de las habilitaciones, debido a la inseguridad en la tenencia de la tierra.

FOTOS 1. LAS DELICIAS, CAFETAL CON SOMBRA DE CECOCAFEN



Foto: © Pascal Chaput.

### « Comercio justo » y mercados especiales de café

En el ciclo 2005-2006, según la Organización Internacional de Café (OIC), la producción mundial fue de 119 millones de sacos o quintales. Los países nórdicos son los mayores bebedores de café en el mundo entero con un consumo per cápita de 10,5 kg al año. Les siguen Holanda con 9 kg, Suiza y Alemania con 8 kg. En términos de volumen la Unión Europea y los Estados Unidos son los mayores compradores de café. Juntos importan el 80% del café que se vende en el mercado mundial.



El Comercio Justo forma parte de los nichos de mercado en los que Centroamérica viene explorando y abriendo caminos desde hace algunos años. Son mercados basados sobre todo en la calidad y es precisamente en los mercados de esta naturaleza donde se desarrollan las experiencias de Comercio Justo y de venta de productos orgánicos o ecológicos. La producción agrícola sin químicos tiene un reconocimiento cada vez mayor por parte de los consumidores, en especial en los países europeos, así como en EEUU y Canadá. El mercado del café es significativo para analizar los mercados especiales o diferenciados, siendo la exportación de café en los canales de Comercio Justo un tipo de comercio que ha crecido en años recientes<sup>15</sup>. Para competir en los mercados diferenciados de café se requiere capacitación e inversiones. Un reto importante es conseguir un sello nacional que identifique estos productos en el mercado mundial.

Si bien el mercado de café diferenciado es sólo el 1% del volumen a nivel mundial, la demanda de cafés diferenciados de alta calidad crece con fuerza. Se entiende por cafés diferenciados los que han logrado establecer nichos de mercado por la tecnología limpia empleada (cafés amigables con los pájaros, ecológicos y orgánicos), por la condición de quienes lo producen y su compromiso con temas sociales (cafés bajo el régimen de Comercio Justo, cafés sin mano de obra infantil), por el destino de los ingresos (inversiones sociales) y por las características organolépticas intrínsecas (cafés finos con tazas excepcionales). Hay otras formas de diferenciación como son las variedades (Maragogype, bourbon y otras), el tamaño del grano y la preparación del café oro (cero defectos).

La calidad del café depende de determinadas condiciones agroecológicas: altura (900 a 1 200 mt), temperatura (17° a 23°), lluvias, suelos. Nicaragua tiene estas condiciones. También depende de la variedad de café; así para los mercados diferenciados son relevantes las diferentes variedades de café. Las dos principales son el arábica (café suave) y el robusta (café fuerte). Tres cuartas partes de la producción mundial de café es arábica, *Coffea arabica*. En América Latina el 99% del café es arábica, muy apreciado por su calidad, exige condiciones agroecológicas óptimas, propias de zonas altas y sus costos de producción son elevados, aunque los pequeños productores los reducen con fuerza de trabajo familiar.

El café robusta – *Coffea canephora* – crece en áreas tropicales a menores altitudes, principalmente en el centro y oeste del África ecuatorial – representando más del 60% de su producción –, sureste de Asia y en menor cantidad en algunos países latinoamericanos: Brasil, México y Ecuador. El robusta es utilizado por las empresas tostadoras para producir mezclas y es la materia prima del café

15. En 2002 se realizó en La Habana, Cuba, el taller de comparación de comercio justo y café orgánico, en la búsqueda de circuitos comerciales entre los países latinoamericanos y con la premisa que el comercio de carácter ético-social es «inseparable de una agricultura ecológica», entendiendo como sinónimos los términos ecológico, biológico y orgánico. Hemos incluido en las fuentes de referencia la memoria de este taller.

«instantáneo». La productividad del café robusta es más alta y es más resistente a las plagas y variaciones climáticas. Por estas razones sus costos de producción son más bajos.

Para Nicaragua y los países centroamericanos los mercados diferenciados de café representan una oportunidad con ventajas comparativas, siempre que se logre mantener la calidad y se invierta en el mercadeo. Según la CEPAL, el 80% del café nicaragüense es elegible para ser comercializado en los mercados de café especiales o diferenciados. El Comercio Justo del café, el café orgánico y la subasta *on line*, conocida como la Taza de la Excelencia, son iniciativas promisorias.

Desde mediados de los años 1990, Nicaragua se ha situado entre los principales exportadores de café orgánico, junto a México y Guatemala. En África los principales exportadores de café orgánico son Kenya y Tanzania. Los importadores principales son Alemania, los Países Bajos y los EEUU (25%). Año con año ha venido aumentando el número de medianos y pequeños productores nicaragüenses, devotos del café orgánico; ya que la fuerza de trabajo familiar es el recurso del que disponen en abundancia y el dinero para agroquímicos es el que tienen más escaso<sup>16</sup>.

La participación en el concurso denominado «la Taza de la Excelencia» es un esfuerzo para dar rostro al café nicaragüense. El concurso anual «Taza de la Excelencia» culmina con una certificación de la calidad y una subasta electrónica en la que se obtienen precios acordes con la clasificación del café. Tres rondas de catación garantizan la calidad del café seleccionado. En la última ronda participan los mejores catadores internacionales. Brasil y Guatemala fueron pioneros en esta experiencia, a la que Nicaragua se sumó en 2002. Los mejores cafés provenían de Nueva Segovia, Madriz. En 2003 los ganadores cultivaban en Jinotega y Nueva Segovia (altura promedio de 1 185 metros sobre el nivel del mar), donde disponen de despulpadoras en buen estado y fermentan su café en 24-36 horas.

16. Varias agencias de cooperación promueven la producción orgánica, como parte de la diversificación productiva. Así, el Banco Interamericano de Desarrollo (BID) a través del Programa de Cooperación Técnica financiado con recursos del Fondo Francés de Cooperación Técnica ejecuta desde el 2004 el Prototipo del Sistema de Información sobre Alternativas de Diversificación de Cafetales (SIAD) producto de un estudio del CIRAD y el CATIE.



FOTOS 2. CANASTO CON CAFÉ RECIÉN CORTADO



Foto: © Pascal Chaput.

Una forma de mejorar la producción cafetalera es la diversificación productiva de la finca. Los cultivos que persiguen armonía entre la producción cafetalera y el medio ambiente proponen cafetales diseñados como sistemas forestales de cinco pisos que apuestan por la diversidad. En el primer piso, un estrato alto poblado de especies maderables que brinden sombra a los cafetos y cuyo manejo sea rentable y beneficie al ecosistema. El segundo piso se compone con especies que proporcionan sombra, leña y frutas. El tercer piso es el resultado de intercalar surcos con musáceas, aguacate y cítricos para alimentación e ingresos de corto plazo de la familia productora. En el cuarto piso están los cafetos. Y en el quinto, las plantas que dan cobertura inmediata al suelo, lo protegen, evitan su erosión y aportan materia orgánica. Esta forma de caficultura incluye manejo integrado de plagas, asociación agroforestal en consonancia con las diferentes zonas cafetaleras, mejoramiento de la biodiversidad tropical, manejo del bosque natural, recuperación de las fuentes de agua y tratamiento de las aguas residuales del beneficiado. Además del cultivo, las restantes fases del proceso de producción, es decir, el beneficio y secado, se realizan también en sintonía con el medio natural, lo que aporta calidad al fruto final.

Otra forma de mejorar los resultados es aprovechar los subproductos del café, tales como el mucílago, la pulpa y la cascarilla. El mucílago es una sustancia viscosa rica en pectina, que recubre la semilla de las bayas de café; después del corte

el mucílago se lava y forma parte de las llamadas aguas mieles, muy contaminantes de los ríos, aunque con la tecnología adecuada sirve para generar biogás. Otro subproducto del café puede obtenerse de la pulpa – que es la carne de la baya o uva – y se separa en los beneficios húmedos. La pulpa se puede convertir en fertilizantes orgánicos por la vía de descomposición directa o por medio de la lombricultura. También es posible aprovechar la pulpa en la alimentación animal (cerdos, tilapias y otras especies). Finalmente, la cascarilla que recubre el grano – llamado café en pergamino – se separa en los trillos de los beneficios secos. La cascarilla se puede utilizar como fuente de energía, directamente o en la forma de *pellets*.

### **Calidad certificada. Puesta en valor de la producción**

Los mercados diferenciados de café ofrecen a Nicaragua la posibilidad de reducir su dependencia de las caídas del precio internacional causante de periódicas crisis. La formación de catadores propios es un paso de gran importancia para las asociaciones de pequeños productores cafetaleros.

La certificación de la calidad del café comprende diferentes aspectos: características del producto final, o taza de café; características del proceso productivo con énfasis en los aspectos ecológicos; o características de las condiciones sociales del proceso productivo, por ejemplo café sin trabajo infantil.

Los aspectos sociales son el tema central en el Comercio Justo, que no descuida la calidad del producto ni la producción amigable con el medio ambiente. Los organismos especializados en el comercio equitativo son cooperativas o asociaciones de productores, importadores y tostadores, distribuidores y consumidores individuales y grupos de consumidores. La certificación del Comercio Justo con sellos de garantía es heredera de las tiendas de solidaridad y constituye la llamada segunda generación del Comercio Justo. En el 2004, había en todo el mundo 200 uniones de cooperativas de café integradas por 675 000 productores y 350 compañías cafetaleras que producían de acuerdo a los estándares de calidad normados por la Organización Internacional de Sello de Garantía de Comercio Justo, FLO (*Fair Trade Labelling Organisation Internacional*). Para controlar y brindar al consumidor un producto que cumpla con los estándares de calidad se han diseñado diferentes etiquetas, marcas o sellos de comercio justo: Max Havelaar, Transfair, Comercio Justo México, Fairtrade Mark, Reilu Kauppa, Vai Kuttava, Valinta y Rättvisenmärk.

En el café orgánico las normas las establece la IFOAM (*International Federation for Organic Agriculture Movement*) y son aplicadas por instituciones acreditadas por la misma IFOAM. Las principales son OCIA (*Organic Crop International Agricultura*) y Naturland. Por su parte, las transnacionales de la alimentación ya han caído en la cuenta que el comercio de productos orgánicos es



atractivo: Nestlé ya vende masivamente café soluble orgánico en el Reino Unido.

En cuanto a las normas ISO, éstas se refieren a los sistemas de gestión, dos son relevantes para el café: la ISO 9001 (empresarial) y la ISO 14001 (ambiental).

En el caso de Nicaragua, falta un sello nacional que identifique su café; también este proceso requiere capacitación, formación profesional, inversiones. En este sentido cabe mencionar que, según noticias publicadas en Nicaragua a fines del 2006, España se propone promover la denominación de origen del café nicaragüense como uno de los primeros pasos para mejorar la calidad del café y darle mayor valor agregado.

## **El « Comercio Justo » en la producción cafetalera de Nicaragua**

Nicaragua ocupa el quinto lugar de América Latina en el Comercio Justo. En el ciclo 2002-2003 exportó por las cadenas de Comercio Justo 85 334 quintales de café, aproximadamente la décima parte de su producción. La participación nicaragüense en el Comercio Justo constituye el 6% de América Latina y el 3% del total mundial.

Para comerciar con equidad son necesarias unas contrapartes responsables y con voluntad de mantener en el tiempo la relación económica. Para que la actividad sea sostenible debe ser rentable para ambas partes: productor y comprador, oferta y demanda. Las empresas más representativas, que exportan café nicaragüense en las redes de Comercio Justo son:

PRODECOOP, Promotora de Desarrollo Cooperativo de Las Segovias. Es una de las experiencias más exitosas de las cooperativas cafetaleras insertas en los mercados de comercio justo. Fue constituida en 1993 y agrupa a más de 2000 pequeños productores miembros de 40 cooperativas.

SOPPEXCCA, Sociedad de Pequeños Productores y Exportadores de Café. Fundada en 1993, esta unión de 12 cooperativas es una experiencia singular de comercio justo, ya que las mujeres tienen un lugar muy relevante en ella: la mitad de sus socios son socias. Viven y cultivan café en las montañas de Jinotega, donde se producen algunos de los mejores cafés de Nicaragua.

CECOCAFEN, Central de Cooperativas Cafetaleras del Norte. Fundada en 1997 con 500 productores de cooperativas de los departamentos de Matagalpa y Jinotega, ha experimentado un significativo crecimiento en número de socios, volumen de exportaciones, acceso a créditos y credibilidad basada en su eficiencia y en el cumplimiento de sus compromisos. « Buscamos calidad de vida, ofrecemos café de calidad » es el lema de CECOCAFEN, una frase que resume no sólo sus políticas sino también la filosofía del Comercio Justo. Esto significa que toman en cuenta la manera de manejar el café, el cuidado del medio ambiente y el ser justos con los trabajadores.

Esta organización ha resistido con éxito a las políticas neoliberales, contrarias a la organización de cooperativas, que han negado el apoyo a pequeña y mediana producción y caracterizaron los sucesivos gobiernos por más de quince años.

A pesar de condiciones adversas, la infraestructura productiva de CECOCAFEN ha crecido. A finales del 2005 contaba con 44 beneficios húmedos ecológicos, 32 despulpadoras, una planta seleccionadora, una bodega – llamada Solcafé – en la ciudad de Matagalpa y un laboratorio de catación. El laboratorio significa un valioso avance en la capacidad de colocar su producto en el mercado mundial, ya que los puntajes de sus catadores locales, aunque son personas que se han formado en los últimos años, coinciden en los encuentros internacionales con los de veteranos catadores europeos y norteamericanos que representan a las empresas compradoras del grano de oro. En el informe de su Novena Asamblea<sup>17</sup> la Central de Cooperativas Cafetaleras del Norte presentó estos datos:

- En 1997 inicia con 500 productores que exportaron 7 000 quintales de café. En el 2005 su membresía llegaba a 2 000 socios.

- La certificación alcanza a 1 153 productores y 4 582 manzanas de tierras cultivadas, distribuidas en café orgánico (3 046 mzs), café Practices (1 200 mzs), de calidad especial, Utz Kapeh (280 mzs) específico para una cadena de supermercados holandeses y 56 manzanas bajo sombra (Rainforest Alliance), que es café orgánico con énfasis en el entorno forestal.

Otro avance significativo de CECOCAFEN se refiere al crédito. En los primeros años ninguna entidad financiera estaba dispuesta a otorgarles crédito; sin embargo, ya en 2005, 13 organismos financieros les concedieron créditos por valor de 6 600 000 dólares. Un 31% de este crédito se destinó a mantenimiento de cafetales y el 69% restante para actividades de acopio.

CECOCAFEN exportó 166 contenedores en el ciclo 2005-2006, con un total de 70 214 quintales de café (unos 3 160 000 kg), el 90% producido por las cooperativas socias. Los destinos principales de las exportaciones fueron Europa (42%) y Norte América (58%). En cuanto a la composición de las exportaciones: un 31% fue colocada en circuitos de Comercio Justo, otro 31% en café orgánico, 22% en circuitos de cafés especiales y sólo el 16% en los canales de comercio convencional. CECOCAFEN vende su producción a distintas empresas de Comercio justo en distintos países: Peace Coffee, Café Nica Organic, Caffé del Nicaragua, Café San Ramón Organic, Alternative Grounds (Fair Trade Coffee), Café Wuppertal, Café Direct y Nicaragua Kaffe Max Havelaar.

17. Informe de la Novena Asamblea de Socios de CECOCAFEN, 2005.



FOTOS 3. PREADO DEL CAFÉ EN LA FINCA



Foto: © Pascal Chaput.

Para valorar el potencial económico de estas nuevas asociaciones de productores es pertinente considerar que las cuatro exportadoras convencionales más fuertes concentran el 67% del café que exporta Nicaragua, unos siete de cada diez quintales exportados. Por su parte, CECOCAFEN y PRODECOOP son responsables del 3% y el 2,4% respectivamente de las exportaciones cafetaleras de Nicaragua, ocupando los lugares séptimo y noveno entre las casas exportadoras de café.

Con relación al precio, el del Comercio Justo es más alto que el de la bolsa de Nueva York. El café de Nicaragua se cotiza en la bolsa de Nueva York en la categoría «Otros suaves» con los nombres: Nicaragua y Matagalpa-Jinotega<sup>18</sup>. En 2005-2006 el precio del café en el mercado nacional estuvo a 110 dólares el quintal y CECOCAFEN liquidó la cosecha a 134 dólares el quintal. En el ciclo 2002-2003, con un precio promedio en el país de 68'93 dólares por quintal, las asociaciones de cooperativas ligadas al Comercio Justo CECOCAFEN y PRODECOOP pagaron 110'00 y 104'76 dólares por quintal. Los precios promedio

18. El café robusta se cotiza en la bolsa de Londres, mientras que la principal referencia para el arábica es Nueva York, en concreto el mercado «C» o CSCE (Bolsa para Café, Azúcar y Cacao, por su siglas en inglés). Buitrago, J. *Guía práctica para la venta de café*. Managua. 1998. 2ª edición, p. 21.

de las casas comerciales CISA y Atlantic fueron 71'15 y 64'94 dólares por quintal. Incluso en la crisis del 2001, con un precio promedio en el país de 60'22 dólares por quintal y cuando CISA y Atlantic no daban por un quintal de café más que 56 dólares, PRODECOOP pagó 80'25 dólares, CECOCAFEN promedió 99'61 y COSATIN – una cooperativa de Boaco – llegó hasta más de 104.

Lo mismo sucede con el café orgánico. En plena crisis la Unión de Cooperativas Productoras de Café Orgánico (UCPCO) pagó 144'51 dólares.

En cuanto al café de la Taza de la Excelencia, que se subasta en Internet, para sorpresa de muchos, el primer lugar del 2002 batió un récord cuando fue comprado a 1175 dólares el quintal. Los dos primeros lugares fueron reconocidos a Eliseo Lumbí y Arturo González, dos pequeños productores de Jinotega. En 2003 el precio máximo concedido en la subasta llegó a 705 dólares el quintal, menos de la mitad del año anterior.

FOTOS 4. MARCAS DE CAFÉ ORGÁNICO Y DE COMERCIO JUSTO



Foto: © Pascal Chaput.



FOTOS 5. SELECCIÓN DEL CAFÉ, CECOCAFÉN



Foto: © Pascal Chaput.

## **CECOCAFEN : beneficios sociales y retos de futuro**

Uno de los objetivos y requisitos para entrar en las redes de Comercio Justo es la existencia de actividades paralelas, beneficios sociales que aumenten la calidad de vida de los asociados. La participación democrática se traduce, por ejemplo, en la discusión de la nueva Ley Cooperativa y su reglamento.

Otro aspecto digno de resaltar es el enfoque de género, que en CECOCAFEN (Central de Cooperativas Cafetaleras del Norte) se concreta en que 652 mujeres participen en 26 grupos de ahorro solidario. El monto de ahorro son 100 000 dólares; el volumen del crédito es de 113 000 dólares, concedido a esposas, compañeras e hijas de los socios, bajo la modalidad de ahorro solidario con el fin de obtener ingresos complementarios al cultivo del café, contribuyendo además a la diversificación productiva de la finca cafetalera. Este es un programa que nació después del huracán Mitch, en 1997, cuando la pobreza se recrudeció. Las mujeres además de resolver una parte de sus necesidades y las de su familia, participan en las decisiones de la finca.

La educación es otro de los pilares que sostienen la filosofía del Comercio Justo. En CECOCAFEN se traduce así: 480 jóvenes participan en el programa de educación y se preparan los nuevos gestores de las cooperativas. Los jóvenes reciben becas para estudiar carreras relacionadas con la producción cafetalera y agrícola, aportando además 100 horas de trabajo como retribución. En 2005, 32 jóvenes alfabetizaron a 375 personas, apoyaron la educación de adultos, la actualización de libros de contabilidad, actas y documentos de las juntas directivas, prepararon jornadas de salud y colaboraron en la reparación de escuelas y caminos.

CECOCAFEN tiene lazos con distintas organizaciones europeas y norteamericanas, tales como: Alterfin, Exquale Exchange, CCC-CA, Oikocredit, Cafè Direct, EICO. Está afiliada a Red de café/CLAC y CAFENICA y mantiene relaciones de cooperación con Lutheran World Relief, INTERMON (España), Ayuda Obrera Suiza (AOS) y Centro Cooperativo Sueco. Los retos de futuro expresados en el informe de la Asamblea 2005 fueron los siguientes:

- Capacitación e inversión (trabajo familiar y financiación) para mejorar la producción con insumos orgánicos, diversificación de la finca, renovación de cafetales.
- Formulación de proyectos de beneficio social y productivo.
- Mejorar los rendimientos productivos de cada plantación de café.
- Bajar costos de acopio y transporte.
- Mantener la calidad del café.
- Mantener el compromiso social de una vida digna para todos y todas.



## El «Comercio Justo» como estrategia de desarrollo

Para valorar el potencial del Comercio Justo de cara al desarrollo humano sostenible es pertinente preguntarnos acerca de su posibilidad y viabilidad, no tanto desde el punto de vista teórico, sino desde el punto de vista práctico. Desde una perspectiva teórica baste mencionar, en breve, que muchos defensores del neoliberalismo sostienen que la ética no entra en la dinámica del mercado, que la justicia es un elemento extraeconómico y que los planteamientos éticos o morales están fuera de lugar en el comercio. Sin embargo, Adam Smith no sólo habló de la «mano invisible», sino también de la «mano que ayuda»<sup>19</sup>; y si la economía continúa alejándose de la ética, la sociedad del siglo XXI no podrá sostenerse. Desde una perspectiva opuesta, la del marxismo clásico, la plusvalía hace que todo intercambio comercial sea injusto.

FOTOS 6. PULPA CON LOMBRICES, UTILIZADA PARA COMPOST,  
ALIMENTO DEL GANADO O BIOCOMBUSTIBLE



Foto: © Pascal Chaput.

19. Así lo señaló en diciembre 2004, el entonces Ministro de Hacienda británico, Gordon Brown, en un discurso en el Memorial Pablo VI, que organiza anualmente CAFOD, la agencia católica de cooperación al desarrollo. El ministro afirmaba que combatir la pobreza mundial tiene un sentido ético y práctico a la vez. Citado por la revista *Envío*.

Ahora bien, sin entrar en un debate teórico es un hecho que la propuesta del Comercio Justo se ha extendido por el mundo y cuenta con partidarios tanto en los países productores como en los consumidores. Mientras tanto, también es un hecho que el principal interés de la mayor parte de los agentes presentes en el mercado es obtener mayores ganancias, ya sea aumentando los volúmenes de venta, si los precios son bajos, o bien, elevando los precios cuando se trata de un producto escaso.

Una anécdota ayuda a entrever los mecanismos de la competencia del mercado. Cuando estaban iniciando en Castellón los hipermercados, el representante de una empresa ofreció latas de atún a 50 pesetas con la condición de que le compraran un camión como mínimo. El precio al consumidor era 100 pesetas la lata de atún, con lo cual el vendedor consideraba su oferta muy atractiva; puesto que ofrecía un precio bajo, a cambio de un volumen grande. Pero la contrapropuesta del gerente del hipermercado fue la siguiente: un producto no tóxico, que parezca atún (aunque no lo sea), a 25 pesetas la lata y le aseguraban la compra no de uno sino de cinco camiones. El vendedor envió su informe a la fábrica sin muchas esperanzas; aunque su sorpresa fue grande cuando recibió comunicación de la oficina central: «Trato hecho».

La competencia por volumen es la que rige el mercado mundial del café, aunque vaya en muchos casos en detrimento de la calidad. Sus actores – bolsa, las empresas transnacionales y la misma cooperación internacional – ninguna o muy escasa preocupación sienten por el comercio «justo». Sin embargo, en la medida que el Comercio Justo es exitoso, su lenguaje y sus símbolos corren el riesgo de ser cooptados por las empresas convencionales importadoras, tostadoras y distribuidoras del café en los países más ricos.

El Comercio Justo es más un propósito que un logro ya alcanzado. Se ha logrado aumentar el precio al productor, gracias a que el consumidor paga un precio más alto – casi un dólar más por cada 100 gramos –, dado que las condiciones sociales en que es cultivado son parte de la calidad del producto. Otro logro ha sido la organización de la exportación sin intermediarios en el país de origen. No obstante, todavía casi el 100% del café que pasa por las cadenas de Comercio Justo sale de los países productores como grano verde, siendo insignificante la parte procesada por los productores y exportadores. Las compañías de los países compradores concentran en sus manos buena parte del proceso comercializador: compra de café verde, relación con las navieras, tostado, empaquetado, etiquetado, publicidad y distribución a los minoristas hasta llevar la taza a la mesa del consumidor.

Por estas razones los caficultores reciben un bajo por ciento del precio final. Si en la cadena convencional el productor recibe un 8% del precio final, algunas empresas del Comercio Justo le ofrecen apenas un 8,4%. No hay señales de que esta situación vaya a cambiar a corto plazo; más bien, como señala René



Mendoza: «el valor agregado del café se va moviendo hacia el Norte»<sup>20</sup>. Además, la escala de sus operaciones mantiene más altos los costos unitarios del Comercio Justo, lo cual le resta competitividad; mientras Nestlé controla el 87 % de las ventas de café instantáneo en el Reino Unido, Cafedirect apenas vende el 1,5 %.

Uno de los responsables de esta situación – no sólo de la inestabilidad de los precios – es el mercado financiero internacional. También juegan un papel decisivo las corporaciones transnacionales que dominan la industria mundial del café: Procter & Gamble, Philip Morris, Sara Lee y Nestlé. La expansión del uso de granos de café genéticamente modificados (café transgénico) por parte de las corporaciones transnacionales amenaza con reducir más todavía los precios del café y socavar las bases económicas de los pequeños productores. Finalmente, en los últimos años han afectado al sector diversos aspectos coyunturales, como fue el caso de la presión internacional para imponer a Vietnam el modelo agro-exportador.

En el caso de Centroamérica, la pobreza, la falta de empleo, junto a otras condiciones sociales, políticas y económicas llevó a sus gobiernos a adoptar estrategias de crecimiento económico basadas en la exportación de un solo cultivo – o de un número reducido de productos agrícolas – que es lo que caracteriza al modelo agroexportador y hace vulnerables sus economías nacionales, impidiendo la formación de un mercado interno próspero.

Para salir del círculo vicioso de las exportaciones de materias primas y dependencia de las importaciones de productos industriales y alimentos, se requiere contar con políticas de fomento del mercado interno y con instituciones económicas y políticas fuertes en cada país. Con estas condiciones, los nichos de mercado de café diferenciado puede ser una estrategia para reducir la dependencia de las fluctuaciones del precio internacional del café, sobre todo para países pequeños que dependen en gran medida de la producción cafetalera; siempre y cuando este esfuerzo vaya acompañado de políticas orientadas a la diversificación productiva y de la apertura de mercados para nuevos productos, tanto agrícolas como agroindustriales, a fin de apartarse del modelo de monocultivo agroexportador.

En resumen, el fomento del Comercio Justo debe ir acompañado de otras políticas: la diversificación productiva, el mercado nacional interno, la seguridad alimentaria y el fortalecimiento de las instituciones económicas y políticas del país.

Dado que en Nicaragua el hambre es crónica y hereditaria, la soberanía alimentaria es un requisito del desarrollo humano sostenible, que necesariamente tiene que acompañar al fomento de las exportaciones. La producción de alimentos en Nicaragua entró en crisis en las últimas décadas, al tiempo que la clase política trataba de «vender» el país a la inversión extranjera y aumentar el volumen de las exportaciones. De tal modo que en la actualidad la sociedad nicaragüense ya

20. Mendoza V. René, *La paradoja del café: el gran negocio mundial y la peor crisis campesina*. Managua. 2002, p. 105 y añade: «en 1941 los productores obtuvieron la tercera parte del precio final, mientras que en 2002/2001 consiguieron menos de la décima parte».

no produce todos los alimentos que consume. Para revertir esta situación es necesario industrializar la plataforma productiva de la rama de alimentos y fortalecer las relaciones campo-ciudad. Nicaragua importa 30 millones de dólares al año en hortalizas, que pueden ser producidas en el país, lo que implicaría una redistribución interna de ese dinero que sale al exterior. Además, el 80% de los alimentos – tanto los destinados al mercado interno como a la exportación – son producidos por pequeños y medianos productores; por lo que con una serie de medidas y políticas dirigidas a la pequeña producción agropecuaria, mejoraría la seguridad alimentaria del país y a la vez contribuiría al desarrollo humano sostenible.

La pequeña producción se ha convertido en un sujeto económico emergente, a pesar de la falta de apoyo de los sucesivos gobiernos neoliberales e incluso de políticas adversas. La pequeña producción ahorra divisas, porque no necesita importar maquinaria agrícola, ni combustible, ni agroquímicos – en el caso de la producción orgánica.

Ahora bien, las políticas económicas, sociales y políticas sólo pueden consolidarse si se resuelve la cuestión de la institucionalidad. Según Alejandro Serrano Caldera, «la cultura política nuestra percibe la ley y las instituciones como instrumentos en manos del poder y no como causa y cauce del poder, como un sistema de límites al poder»<sup>21</sup>. Por esta razón la sociedad nicaragüense se encuentra ante la encrucijada de continuar con la debilidad de sus instituciones políticas, generando inestabilidad y corrupción, o entrar por la vía del respeto a las instituciones y las leyes. La corrupción, resultado de tener instituciones débiles, causa estragos en la economía, en el tejido social, en las instituciones y representa uno de los mayores lastres que frenan el despegue hacia el desarrollo.

El «desmoche» – o juego de naipes – ilustra la situación de las instituciones en el país; ya que en el póquer el único indicio de institucionalidad son los propios jugadores, que cuidan muy bien de impedir que el adversario haga trampas, mientras intenta cada uno hacerle trampas al otro. Es lo que expresa la frase de Max Aub en su novela *Campo Cerrado*: «como todos son fulleros juegan honradamente».

Uno de los puntos para sanear la institucionalidad consiste en el respeto a la Constitución – dado que las permanentes reformas de la Carta Magna no han conseguido fortalecer las instituciones ni han sacado al país de la pobreza. La transparencia en la gestión pública y civil con participación ciudadana es otro requisito del desarrollo sostenible, así como la renegociación de la deuda interna con la banca privada nacional -o la internacional radicada en el país-. Otra con-

21. Alejandro Serrano Caldera, «La Nicaragua Posible», *La Prensa*, 11 de febrero 2007. Con este título Caldera promovió un proceso de diálogo sobre la institucionalidad y el proyecto de Nación entre 1990 y 1992, que fue reavivado a mediados del 2006 en el curso de verano, celebrado en España con este mismo título, coordinado por la Universidad de Alcalá de Henares y la UNAN-León de Nicaragua.



dición tiene que ver con el sistema de administración de Justicia, a recuperar la confianza en el Estado de derecho por parte de la ciudadanía y de los inversionistas internacionales medianos – no sólo las grandes transnacionales con capacidad de presionar e imponerse a la clase política. Revertir el carácter regresivo de la tributación y lograr la equidad en el régimen tributario es otra de las condiciones necesarias para fortalecer la institucionalidad del país; debido a que con la situación actual quienes reciben mayores ingresos son los primeros en evadir los impuestos o conseguir exoneraciones.

Finalmente, tanto por la experiencia relativamente reciente de Nicaragua, como por los más de treinta años de esta nueva práctica comercial, es posible vislumbrar un futuro esperanzador para el Comercio Justo, siempre y cuando – además de los factores ya mencionados – se mantenga la diferencia entre los circuitos convencionales y los alternativos.

El Comercio Justo desde sus orígenes ha caminado unido al trabajo de ONG en los países compradores y, en los países exportadores, ha estado cercano a la vida de pequeños productores, cooperativas y otras empresas asociativas. Si estos cauces se consolidan y crecen, el comercio equitativo será sostenible en el tiempo y podrá generalizarse con nuevos productores y nuevos mercados. A esto apostaron y siguen apostando, entre otros protagonistas del Comercio Justo, los fundadores de la marca Max Havelaar – que es también el título de una famosa novela holandesa sobre las subastas de café y significa una apasionada defensa de los nativos de las llamadas *Indias* Orientales. Para ellos el Comercio Justo constituye una toma de posición contra la protesta impotente y una apuesta por la globalización, aunque no la del capital sino la de «Otro Mundo Posible».

## BIBLIOGRAFÍA Y FUENTES

- AGUIRRE SACASA Francisco Xavier, « Un Atlas Histórico de Nicaragua, Colección Cultural de Centro América », *Serie Histórica*, nº 15, 2002.
- AUNA, ACTAF, ANAP, CEDECO, MAELA, *Memoria II Taller : Buscando la equivalencia entre Comercio Justo y Café Orgánico*, La Habana, 2002.
- BUITRAGO José A., *Guía práctica para la venta de café*, Managua, 1998 (2ª edición).
- CEDECO, *Taller : Mercados locales de productos orgánicos y comercialización justa en América Latina*, La Habana, 2003.
- CEDECO, *Curso taller. Comercialización de productos orgánicos*, Costa Rica, 2003, Dossier fotocopias.
- ECO MERCADOS, *Mercado europeo de jugo de piña orgánica. Comercio Justo*, Managua, 2005.
- ECO MERCADOS, *Mercado europeo de banano orgánico. Comercio Justo*, Managua, 2005.
- ECO MERCADOS, *El mercado estadounidense para piña fresca orgánica, convencional. Comercio Justo*, Managua, 2005.
- ECO MERCADOS, *El mercado norteamericano para mango fresco orgánico. Comercio Justo*, Managua, 2005.
- GALEANO Eduardo, *Las venas abiertas de América Latina*, Siglo XXI Ed., España, 1985 (Cuadragésima edición).
- GUHARAY F. et al., *Manejo integrado de plagas en el cultivo del café*, Managua, CATIE, 2000.

- **INCER Jaime**, *Geografía dinámica de Nicaragua*, Editorial Hispamer, Managua, 1998.
- **INIES NICARAGUA**, *Apuntes sobre las transformaciones de un país en revolución*, Managua, INIES, 1987, p. 88.
- **MENDOZA V. René**, *La paradoja del café: el gran negocio mundial y la peor crisis campesina*, Managua, 2002.
- **NÚÑEZ O.**, *La otra estrategia*, Managua, CIPRES, 2003, p. 21.
- **MINISTERIO AGROPECUARIO Y FORESTAL (MAGFOR)**, *Programa para el Sector Agropecuario y Economía Rural en Nicaragua. Estrategia para Reconversión y la Diversificación Competitiva de la Caficultura en Nicaragua*, Managua, 2005.
- **PNUD**, *Informe de Desarrollo Humano 2005. Las Regiones Autónomas de la Costa Caribe. ¿Nicaragua asume su diversidad?* Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, 1ª edición, Managua, 2005.
- **ROOZEN Nico, HOFF Frans van der**, *Comercio Justo. La historia detrás del café Max Havelaar, los bananos Oké y los tejanos Kuyichi*, Ámsterdam, Uitgerij Van Gennep, VG. Traducido al español por Michel Janssen, 2003.
- **SIMAS, BIOFACH**, Nuremberg, Alemania, *La Feria de Productos Orgánicos más grande del Mundo*, Managua, DVD, 2006.

## INTERNET

Organismos	Web / correo electrónico
AUNA. Cuba	auna@ceniai.inf.cu
Bio Latina. Nicaragua (Latinoamérica)	biolatin@ibw.com.ni
CEDECO. Costa Rica	amadore@dracs.co.cr
CIMS (Centro de Inteligencia sobre Mercados Sostenibles) Alajuela, Costa Rica	www.cims-la.com Email: info@cims-la.com
Comercio Justo. México	comjustomex@laneta.apc.org
ESPANICA	www.nodo50.org/espanica Email: espanica@nodo50.ix.apc.org
FLO Internacional	www.fairtrade.net. Email: coordination@fairtrade.net
International Federation for Organic Agriculture Movement (IFOAM)	www.ifoam.org
Naturland	www.naturland.de
MAELA. Movimiento Agroecológico de América Latina y el Caribe. Chile.	maa@ctcreuna.cl
Max Havelaar Holanda:	www.maxhavelaar.nl Email: maxhavelaar@maxhavelaar.nl
OCIA	www.ocia.net
OXFAM	www.oxfam.org
San Ramón. Nicaragua	www.durham-sanramon.org
SIMAS. Nicaragua	www.simas.org.ni
Solidaridad Holanda	www.solidaridad.nl Email: solidaridad@solidaridad.nl
Specialty Coffee Association of Europe (SCAE)	www.scae.com
Transfair International	www.fairtradecertifiedcoffee.com

**RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT**

Le café est fondamental dans l'économie du Nicaragua. La qualité recommandée est une façon de maintenir la culture et d'augmenter les ressources des familles campagnardes. Ce que l'on appelle «Commerce équitable» est une nouvelle forme d'échange commercial qui cherche l'équité et l'aptitude à soutenir des opérations prolongées, soulignant les valeurs environnementales et sociales.

La réalité nicaraguayenne et l'expérience de la Coopérative Centrale de Cafetaleras du Nord, CECOCAFEN, analysées dans cet article, permettent d'appréhender le potentiel de la production de café de qualité pour le développement de petits pays dans lesquels le café constitue un des principaux produits d'exportation.

El café es básico en la economía de Nicaragua. La calidad certificada es una forma de mantener el cultivo y aumentar los recursos de las familias campesinas. El llamado «comercio justo» es una nueva forma de intercambio comercial que busca la equidad y la sostenibilidad, destacando valores ambientales y sociales.

La realidad nicaragüense y la experiencia de la Central de Cooperativas Cafetaleras del Norte, CECOCAFEN, analizadas en este artículo, permiten vislumbrar el potencial de la producción de café de calidad para el desarrollo de países pequeños en los que el café constituye uno de los principales rubros de exportación.

The coffee is basic in the economy of Nicaragua. The registered quality is a form to maintain the culture and to increase to the resources of the families farmers. The call Fair Trade is a new form of commercial interchange that looks for the fairness and the sustainability, emphasizing environmental and social values.

The Nicaraguan reality and the experience of the Coffee Cooperatives of North, CECOCAFEN, analyzed in this article, allow to glimpse the potential of the production of coffee of quality for the development of small countries in which the coffee constitutes one of main products of export.

**MOTS CLÉS**

- café
- Nicaragua
- «commerce équitable»

**PALABRAS CLAVES**

- café
- Nicaragua
- «comercio Justo»

**KEYWORDS**

- coffee
- Nicaragua
- «fair trade»



Véronique Marchand\*

## ***Pollera y vestido,* le langage socioethnique du vêtement<sup>1</sup> : migration, génération, profession et instruction**

**A** La Paz, capitale de la Bolivie, la plupart des commerçantes portent la *pollera* (jupe bouffante), la *manta* (le châle), deux longues tresses surmontées du traditionnel *sombrero* (chapeau melon de style *borsalino*), les ballerines vernies assorties et de nombreux bijoux : broches, bagues et boucles d'oreilles en pendentif. Les tissus, aux couleurs vives, sont brodés et brillants et leurs teintes sont accordées avec soin ; les bijoux, d'or ou d'argent, sont sertis de pierres étincelantes. Cette tenue les distingue des Indiennes (*Indias*) qui portent des vêtements plus sobres, en toile unie, et des *señoras*, les dames de la ville, habillées de *vestido*, à l'occidentale. Cette apparence vestimentaire des commerçantes est le support de la qualification *cholas*, ce qui

\* Chargée de recherches CNRS, rattachée au CLERSÉ, MESHS.

1. Cette réflexion est inspirée de ma recherche en thèse sur les protestations des commerçantes de La Paz, dont le travail de terrain, basé notamment sur l'observation, dure 17 mois, s'étalant de 1996 à 2000. L'analyse croisée des protestations des différentes catégories de commerçantes - les vendeuses de marchés couverts, les vendeuses de rue regroupées en associations syndicales et les ambulantes - permet de rendre compte des négociations, manifestations et grèves de la faim, dans leur genèse, sans perdre de vue le quotidien des marchés, univers aussi animés que colorés. Cette étude ne peut se passer des interrogations sur l'insertion socioethnique des commerçantes, sur la place de ces femmes dans la société bolivienne. Les questions relatives aux vêtements s'inspirent précisément de ces interrogations. Cf. Véronique Marchand [2006].

signifie pour résumer, « Indiennes en ascension sociale »<sup>2</sup>. Les *cholas* sont souvent d'origine rurale : migrantes elles-mêmes, ou filles ou petites-filles de migrantes. Elles parlent *aymara* ou *quechua* et espagnol. Les commerçantes de La Paz occupent un statut social intermédiaire à la fois du point de vue socioethnique, économique, culturel et linguistique. Femmes entre deux mondes, leur activité même est une passerelle entre la nécessité d'écoulement des produits alimentaires de la campagne, et leur consommation en ville.

Pendant leur temps de travail, les commerçantes portent le tablier et le bonnet, mais pendant les fêtes, très nombreuses sur les marchés, apparaissent les diverses subtilités vestimentaires.

Les principales fêtes sont celles de La Paz, le 16 juillet, l'anniversaire de la fondation du marché, la *posesión* des nouvelles *maestras*<sup>3</sup> et le *presterio*. Ce sont des moments privilégiés de renforcement des règles, des codes en vigueur sur les marchés. Les fêtes sont à la fois des rites qui permettent la socialisation, en tant que circulation et transmission de valeurs, et des moments de pause qui sont autant de « concentrés » d'espaces relationnels : elles donnent à voir, en un temps relativement court, différentes interactions particulièrement significatives. Elles sont l'occasion, par excellence, de démonstration de ce que l'on porte. Les différents événements qui ponctuent la vie du marché sont l'occasion de cérémonies et le système du *Maestrerio Mayorazgo* est très lié au domaine religieux : au moment de l'intronisation des nouvelles dirigeantes, appelée *posesión*, on retrouve certaines pratiques inspirées de la religion catholique. Surtout, et c'est ce qui nous intéresse ici, ce sont les moments où la valorisation de la *pollera* est la plus visible et prend une dimension collective : les vendeuses rivalisent dans la qualité des tissus, dans le nombre de jupons, dans la quantité et l'éclat des bijoux : les bagues, les boucles d'oreilles, les broches sur le châle et le chapeau. En dansant la traditionnelle *cueca*, jupes et jupons n'en finissent pas de virevolter. La tenue vestimentaire est alors synonyme de coquetterie, de plaisir et de prestige social ; ici, le renversement laudatif du stéréotype *chola* ne s'exprime pas en paroles, mais par une *hexis corporelle*, entendue par Bourdieu comme « une certaine organisation durable du corps et de son déploiement dans le monde » [2001]. Dans son ouvrage intitulé *Les Méditations pascaliennes*, l'auteur décrit le processus « d'incor-

2. Au départ, *cholas* est une désignation exogène, particulièrement dépréciative et insultante. Cette expression, dans la bouche des *señoras*, sert à rappeler l'ascendance indienne et à associer les commerçantes aux paysannes, comme souvent s'agissant de catégories ethniques ; les commerçantes renversent les significations, se réapproprient positivement le stigmaté : la « vraie *chola* » devient alors la citadine, bien distincte des *indias*. Sur les autodésignations ethniques et les variations d'appellations selon le texte et les interlocuteurs, cf. mon article dans la même revue, Véronique Marchand [2001, p. 207-224].

3. *Maestras* est le nom donné aux dirigeantes des marchés élues par leurs collègues pour les représenter au niveau de la mairie. Chacune leur tour, les vendeuses accueillent chez elles le Saint « protecteur » du marché, c'est ce qu'on appelle le *presterio*.



poration » par lequel les divisions sociales sont intériorisées par les corps, sous la forme d'*hexis corporelle* liée à l'*habitus*<sup>4</sup>. À travers le jeu de mots « nous apprenons par corps » [2003, p. 204], l'auteur exprime clairement cette intériorisation quasi inconsciente de la relation au monde social, qui ne demande aucune justification de finalités ou de moyens d'action des acteurs. Nous sommes dans le cas d'un langage social non verbal, du non-dit : l'*hexis corporelle* s'exprime notamment par le vêtement, la façon de se mouvoir, par la danse, la fierté lisible sur les visages, par les corps, tout entiers engagés.

Mais, à y regarder de près, toutes les commerçantes ne sont pas *de pollera*. Qu'est-ce qui explique que certaines femmes soient *de pollera* et d'autres, *de vestido*? Cette distinction est à analyser, non pas pour rechercher des traits culturels particuliers, figés et invariants, à identifier, mais dans le sens où ce vêtement est un support de significations en lien avec la place sociale des vendeuses. Les diverses études en sciences sociales sur les groupes ethniques et, *a fortiori*, andins, ont tendance à définir un groupe ethnique par un contenu qui serait le plus exhaustif possible, culturel, linguistique, vestimentaire, culinaire, etc., se référant à un passé originel commun. Il s'agit ici, au contraire, non de faire l'inventaire des caractéristiques des *cholas*, mais d'examiner plutôt à partir de quand on sort de ce groupe, ou de rechercher, dans la perspective de Frederik Barth, le principe « d'organisation sociale » du groupe ethnique, en examinant la « frontière » sociale avec les autres groupes [1995]. Cette conception n'est pas incompatible avec la théorie de Bourdieu mobilisée plus haut car, pour ce dernier, l'*hexis corporelle*, et notamment le vêtement, reflète une intériorisation ou « incorporation » des divisions sociales; or Frederik Barth se propose d'étudier les groupes ethniques en prenant justement comme angle d'attaque les « frontières sociales ». La différence vestimentaire est donc ici à prendre comme un signe visible de frontière, de passage d'un groupe à l'autre. Certes, les groupes socioethniques sont dotés de contenus culturels, mais qui n'ont de sens que grâce à la compréhension sociologique des limites du groupe qui les mobilise. Face à la multitude des initiatives politiques d'obédience indigéniste qui en appellent à « l'ethnicité » en Amérique latine (et ailleurs bien sûr), et à l'ethnisation croissante des rapports sociaux, la compréhension des phénomènes ethniques en sciences sociales représente un enjeu de taille. Le cas bolivien est éclairant : le 18 décembre 2005, Evo Morales, le dirigeant du MAS (Mouvement vers le socialisme), remporte les élections présidentielles au premier tour, avec 53,7% des voix; une victoire jamais égalée depuis le retour de la démocratie, en 1982. Cet ex-leader du mouvement paysan bolivien est présenté comme « le président indien » [*Le Monde*, le 20/01/06]. Il remporte le référendum révocatoire d'août 2008 (à 63% des voix), ce qui confir-

4. Dans *Le sens pratique*, l'*hexis corporelle* est « une disposition permanente, manière durable de se tenir, de parler, de marcher et, par là, de se sentir et de penser » [1980, p. 117]. Nous retrouvons l'idée selon laquelle elle est l'expression corporelle de l'*habitus*.

me sa popularité et son pouvoir; c'est dire à quel point l'argument ethnique est un argument politique fédérateur pour cet ancien syndicaliste *cocalero* (producteur de coca) qui se veut l'instigateur de la «revanche indigène». Mais qui sont ces indigènes? Étudier les femmes *de pollera* en Bolivie contribue indirectement à répondre à cette question, dans le sens où elles constituent un groupe socioethnique intermédiaire, dont les rapports ambigus à l'indianité révèlent, en tant qu'analyste, la complexité des relations socioethniques en Bolivie. Plus largement, mon article s'inscrit dans une interrogation sur les phénomènes d'exode rural qui viennent grossir de manière explosive les rangs des migrants des capitales latino-américaines, notamment des femmes, et sur l'insertion citadine et la paupérisation certaine de ces populations. La cristallisation des rapports sociaux en catégories ethniques en est une expression.

La réflexion proposée ici repose sur la distinction nette, clairement visible dans les marchés, *de pollera/de vestido*. Au-delà des discours, de la parole subjective sur l'ethnicité [Marchand, 2001], quelles sont les variables objectives qui expliquent que certaines femmes sont *de vestido* et d'autres *de pollera*? Quel est le sens sociologique de cette différence d'habillement? Cet article se propose de passer en revue l'ensemble des caractéristiques – ou variables – biographiques des femmes, selon leur tenue vestimentaire, afin de déceler la plus pertinente.

## Des générations de commerçantes

Les marchés couverts de La Paz les plus anciens (Lanza, Camacho, Sopocahi) ont été créés dans les années 1930, à la suite des mobilisations des premières vendeuses organisées syndicalement au sein de la Fédération ouvrière féminine (FOF), fondée en 1927. Bien qu'exceptionnels du point de vue de l'ancienneté elle-même des bâtiments<sup>5</sup>, ces trois marchés sont particulièrement intéressants car ils renferment dans leurs murs plusieurs générations de commerçantes qui semblent corrélées au port – ou non – de la *pollera*.

Au marché Sopocachi, il existe trois générations de commerçantes: on trouve les «anciennes» qui, à part quelques exceptions, n'ont pas connu la fondation du marché mais ont commencé à y vendre très peu de temps après sa création, les filles (des fondatrices ou, plus largement, des anciennes) majoritaires, et les petites-filles qui, soit occupent un poste de vente, soit aident leur mère et n'ont donc pas (encore) de capital propre. Même si les fondatrices sont pour la plupart décédées, elles sont encore bien présentes dans la mémoire des vendeuses, qui ont une certaine fierté à se définir comme fille de fondatrice; les postes de vente, encore occupés par les filles, en sont la trace matérielle, visible et chargée de nombreux souvenirs. En effet, la transmission du poste de vente se fait majori-

5. En tout, il existe 90 marchés couverts à La Paz, beaucoup plus récents.



tairement de mère en fille. Mais en l'absence de fille, ou dans le cas où celle-ci occupe une autre profession, c'est alors la nièce qui reprend le poste de vente, ou encore la belle-fille. Dans les marchés, on peut sentir une véritable pression des « anciennes » pour que le poste de vente reste dans la famille. Cristina, *de vestido*, 40 ans se souvient des recommandations de sa mère avant de lui transmettre son poste :

Elle était vieille, elle me disait « Ma fille, je ne peux plus. Toi, descends au marché » elle me disait. Et elle disait toujours qu'elle aimait son poste parce qu'elle disait « Moi, toute ma jeunesse j'ai été ici, et je n'avais pas de clients, et moi, ici, mes bijoux, j'ai tout sacrifié, je les ai vendus pour entretenir le poste parce qu'il n'y avait pas de vente, nous étions obligées de jeter les marchandises, nous jetions et toi, ne te défais pas du poste! », elle me disait [le 22/12/98].

Une fois que la fille est désignée pour reprendre le poste, ne pas s'en défaire est en quelque sorte une obligation morale, une preuve de respect vis-à-vis des sacrifices endurés par la mère, un signe de reconnaissance d'un long chemin parsemé d'embûches pour obtenir et conserver ce moyen de subsistance, malgré les fluctuations de la vente. Tout se passe comme si son abandon était synonyme d'offense à la mémoire de la mère et, au contraire, ne pas le lâcher revenait à lui rendre hommage. Carla, *frutera, de pollera*, âgée de 67 ans, a transmis le poste de sa mère à sa fille, tandis qu'elle en occupe un second :

Ma fille aînée vend, ma mère est morte, elle est morte, elle a laissé le poste et ma fille aînée y vend, moi, je ne l'ai pas abandonné, je n'ai pas détruit son poste [...] Il est là, derrière, dans le coin, celui-là, elle y est la Paulina [sa fille], oui, il existe ce poste, je le soigne [le 26/01/99].

Certaines expressions sont comparables à celles utilisées lors de l'entretien d'une tombe, en tant que trace et hommage à la mère défunte, mais la différence est de taille : il s'agit ici de faire honneur à la disparue en poursuivant, en famille, la même activité, sur le même lieu, avec comme objectif de la faire fructifier le plus possible. Et même dans le cas où la vendeuse n'a pas de fille à qui transmettre le poste de vente, il est important que celui-ci reste dans la famille. Ainsi, Rosa, 36 ans, *de vestido*, vendeuse de produits d'épicerie, était *ama de casa* [femme au foyer] quand sa belle-mère décède. Elle se retrouve alors dans l'obligation de venir vendre au marché, bien qu'elle n'en ait pas envie et que le revenu de son époux soit suffisant. Le contraste est frappant entre celles qui ont grandi dans le marché, pour qui on peut parler de véritable socialisation, dans le sens d'une intériorisation quasi inconsciente de normes et de valeurs, et celles qui ont intégré adultes le marché, en reprenant le poste de leur belle-mère, comme dans le cas de Rosa dont le discours traduit davantage l'idée d'un apprentissage laborieux.

Je ne savais rien, j'étais nulle! Je suis descendue au marché, je devais noter, demander aux camarades, dire « Combien ça coûte ça? Et ça, combien ça coûte? », c'était pour moi comme des devoirs à la maison [le 21/11/98].

Au contraire, pour les filles des anciennes, socialisées dans l'univers des marchés, la transmission est une continuité quasi « naturelle ». À la question « Vous vendez depuis combien de temps? », Emma, qui a repris le poste de légumes de sa mère, une fondatrice du marché, répond : « Depuis que je suis née. » Le respect de la mémoire des anciennes à travers la transmission familiale des postes de vente est aussi un appel à la reconnaissance de leurs combats, au sein de la FOF (Fédération ouvrière féminine). Les anciennes décrivent les premières années dans le marché comme une époque de sacrifices, de luttes, en raison de la sévérité des contrôles endurés, des amendes à payer et des arrestations. Un esprit d'unité et de solidarité est également décrit ; les témoignages croustillants d'actions collectives ne manquent pas :

Nous avons beaucoup lutté. Après elle est morte cette dame, son poste est là, une fois prisonnière, comme une prisonnière, ils ont voulu l'enlever, alors, tout le monde à l'intérieur s'est levé, comme ça, les camarades d'ici, nous étions toutes *de pollera*, seulement *de pollera*. Maintenant, les filles, les petites-filles ont changé, elles sont *de vestido*. Alors, ils voulaient s'attaquer à elle, nous l'avons..., ils voulaient l'enlever comme une prisonnière [...] Nous, nous les avons fait fuir, les vendeuses de légumes, avec des tomates pourries, les vendeuses de fruits, avec des bananes, périmées, avec ça nous les avons fait fuir [bis]. « Pourquoi vous allez l'enlever? Pourquoi? Alors emmenez-nous toutes » on disait. Nous les avons fait fuir. Bien sûr, il n'y a plus tout ça [Carla, *frutera, de pollera*, 67 ans, le 26/01/99].

Elle précise que toutes les vendeuses portaient la *pollera*, ce qui renforce le sentiment d'unité, de cohésion dans la lutte. Dans la description de ces scènes, qui s'apparente parfois à des reconstitutions, au style direct, l'esprit combatif mêle fierté et humour. On y trouve aussi une pointe de nostalgie. Les événements relatés sont bien réels mais l'on peut penser que ces récits de lutte comportent également une part d'idéalisation, phénomène assez classique quand les personnes âgées racontent les événements qui ont marqué leurs années de jeunesse. Mais, et c'est l'essentiel, cette reconstruction du passé participe à l'efficacité d'une certaine autorité des anciennes. Cet extrait d'entretien avec Serena, *de pollera, verdurera* [vendeuse de légumes] âgée de 83 ans, est un véritable appel à la reconnaissance des « anciennes » [*antiguas*] :

Maintenant non, il n'y pas de contrôle. Pour cela, on doit remercier les anciennes, parce que nous avons fait respecter le marché, grâce à nous, elles sont assises et ça, c'est la vérité mademoiselle! [Le 10/06/99].



Le respect des anciennes est associé au sentiment de dette ; les avantages des filles, comme la détention d'un poste de vente, n'existeraient pas sans les combats de leurs mères. Ces générations dessinent aussi des rapports au marché différents. Deux pôles extrêmes, d'un côté, les anciennes, pour qui le marché est plus qu'un lieu de travail, et, de l'autre, les vendeuses plus jeunes, *a fortiori* les belles-filles, qui ont un regard plus extérieur, voire critique. Par exemple, les anciennes emmenaient leurs filles au marché alors que celles-ci préfèrent tenir leurs enfants à l'écart du marché. Pour Paula, *de vestido*, bouchère de 40 ans qui a repris le poste de vente de sa belle-mère :

Il ne faut pas venir avec les enfants au marché parce qu'ils voient le négoce, l'argent et ils veulent de l'argent et ne veulent plus étudier. Moi, jamais je ne les ai amenés ici [le 15/01/99]!

Le cas de Francisca, *de pollera, carnicera* âgée de 83 ans, bien affaiblie physiquement, qui pour rien au monde ne lâcherait son poste de vente, sans qu'aucune raison financière ne le justifie, montre cet attachement au marché. D'ailleurs, vendre n'est même plus sa préoccupation :

Mes enfants m'ont dit « Laisse-le [le poste] maman, laisse-le, ne vends plus, ne va plus au marché », ils me disent. Ma belle-fille aussi m'a dit « Tu ne peux plus vendre maman, laisse le poste ». Pour ne pas être à la maison, je vends du *charquecito* [viande séchée], ceci au moins, c'est ça que je vends. Parfois, je ne vends pas, il y a des jours où je n'en vends même pas la moitié (elle rit). Je suis seulement là [...] J'aime bien, j'aime bien faire quelque chose : « J'y vais, c'est l'heure » je suis pressée d'aller au marché [...] « Je vais aller au marché, je vais aller dormir là-bas ». Au marché, je ne fais que dormir [le 27/06/99].

De même que celles qui ont été socialisées toutes petites dans le marché disent y être depuis qu'elles sont nées, les anciennes comptent y finir leurs jours. Le marché est donc plus qu'un espace de vente, c'est le lieu où elles vivent : « Jusqu'à ce que l'on vive, il faut être en train de vendre » [Valentina, *de pollera*, 70 ans, le 16/06/99].

Au premier abord, il semblerait que les plus jeunes soient *de vestido* et les anciennes portent la *pollera*. Si, en effet, toutes les anciennes sont *de pollera*, pour autant la *pollera* n'est pas l'exclusivité des anciennes. L'approche en termes générationnels est donc éclairante, puisqu'on ne trouve aucune ancienne qui ne soit pas *de pollera*, mais elle ne suffit pas. D'autres facteurs doivent être examinés et, plus précisément, l'attachement à l'univers commercial.

## Un groupe professionnel

Les vendeuses déplorent souvent la baisse de la vente. Elles évoquent de nombreux facteurs explicatifs, « externes », comme le jeu de la concurrence avec

l'implantation d'un supermarché dans le quartier Sopocachi en 1994, la création de nouveaux marchés couverts dans la zone Sud, la prolifération des postes de vente dans la rue surtout depuis la crise économique, mais aussi les effets de cette dernière sur le pouvoir d'achat, la réduction des aires de stationnement à proximité du marché, etc. Au-delà de ces paramètres extérieurs, la quantité de marchandises vendues dépend également de la vendeuse elle-même, de la manière dont elle réalise son activité : encore faut-il savoir vendre. Quels sont les savoirs, les connaissances, les astuces, qui permettraient de reconnaître les « bonnes vendeuses » des autres ? Je m'intéresse ici à un certain type de « qualifications » au sens où l'entend Catherine Paradeise<sup>6</sup>, en l'occurrence, aux significations développées par les vendeuses elles-mêmes, relatives aux connaissances et aux savoir-faire qui définissent le « savoir vendre ». En effet, la perspective choisie par l'auteur permet de se référer aux qualifications dans leur acception endogène, sans se restreindre – comme trop souvent – aux connaissances et aux savoir-faire requis de l'extérieur. Autrement dit, il s'agit ici de mettre l'accent sur « les qualités acquises du côté de la qualification de la personne<sup>7</sup> ».

Une première série de connaissances concerne la marchandise elle-même. Les fluctuations des bénéfiques peuvent s'expliquer par des variations du coût du produit auprès des fournisseurs, en fonction notamment de la plus ou moins grande disponibilité des produits. Même si le comportement de la vendeuse ne peut avoir d'influence directe sur ces conditions extérieures, elle doit en tenir compte et en avoir une bonne connaissance. De même, il est important de savoir adapter la marchandise au milieu social du client, qui dépend du quartier dans lequel est situé le marché, comme le montre Paula, *de vestido*, vendeuse de viande :

Nous, nous ne vendons pas de têtes, pas de pattes parce qu'ici on n'en veut pas. Du côté de la Buenos Aires, à la Rodriguez [quartiers plus populaires de La Paz], ce sont des gens de plus faibles ressources, ils achètent ça parce que c'est moins cher que la viande. Ici, non, non, c'est pourquoi on n'en amène pas [le 15/01/99].

Dans tous les cas, il s'agit de vendre des produits de la meilleure qualité possible. Plus les marchés sont situés en hauteur, plus le pouvoir d'achat de la population est faible, et plus les prix des produits sont bas<sup>8</sup>. Les vendeuses doivent choisir les fournisseurs, dans un lieu donné, et savoir sélectionner les produits. Carla, *frutera, de pollera*, 67 ans, explique qu'elle doit se rendre au marché

6. Il s'agit ici de mettre en évidence certaines qualités acquises et requises : comme le montre Catherine Paradeise, même s'il faut distinguer dans la qualification « les qualités acquises du côté de la qualification de la personne » et les « qualités requises du côté de la qualification du poste » [1988, p. 37], les deux s'articulent.

7. *Ibidem*.

8. La Paz est une cuvette dont l'altitude s'échelonne entre 3 000 et 4 000 mètres et le niveau de vie des habitants est corrélé à la présence d'oxygène dans l'atmosphère.



Rodriguez le plus tôt possible pour obtenir les meilleurs fruits :

J'observe chez qui acheter « Ah, celui-ci, il est bon », j'achète, bon, j'achète celui-ci [...] Je suis obligée d'y aller : si je ne vais pas acheter à six heures du matin, à quelle heure vais-je sortir de la maison ? Je vais apporter n'importe quoi ? Ici, on ne veut pas de ça, on veut du bon [le 26/01/99].

Autrement dit, les clients du marché Sopocachi n'auraient plus à choisir car les produits proposés à la vente seraient déjà sélectionnés. C'est la raison pour laquelle la clientèle accepte de payer plus cher que si elle se rendait en haut de la capitale. On peut repérer également certaines pratiques visant à mettre en valeur les marchandises proposées à la vente : les vendeuses les disposent, les ordonnent, les classent selon leur variété, leur couleur, leur forme ; une *frutera*, par exemple, astique les fruits situés en évidence jusqu'à ce qu'ils luisent et les agence afin que son poste soit le plus attrayant possible. Le deuxième ensemble de pratiques, le plus important aux yeux des vendeuses, concerne la relation au client, considérée comme la clef de la réussite. Tout se passe comme si elle constituait le point de départ d'un engrenage vers la prospérité. Cette qualité semble primordiale à la fois pour conquérir de nouveaux clients et garder les « habitués ». Il s'agit de développer une véritable capacité à séduire la clientèle. Lors des entretiens avec les vendeuses sur leur poste de vente, j'ai pu être témoin des nombreuses stratégies déployées pour convaincre les clients potentiels<sup>9</sup>. De plus, les vendeuses ont également leurs *caseros*, des habitués, elles savent donc anticiper et s'adapter en ajustant les prix à la « tête » :

Ça dépend, il y a des clients qui achètent sans rien dire mais il y a des clients qui disent « Non, ceci coûte tant ! », ils savent [Eugenia, *de vestido*, le 12/1/98].

Elles peuvent également prévoir le produit recherché : lors de l'entretien avec Dominga, *cafetera*<sup>10</sup>, *de vestido*, celle-ci sert ses *caseros*<sup>11</sup> dès qu'elle les aperçoit, sans attendre qu'ils passent la commande.

Tous ces savoir-faire, ces compétences, ces valeurs, montrent que les vendeuses de marchés constituent bien un groupe professionnel, même si la vente n'est pas une *profesión* dans le sens bolivien – inspiré du sens américain –, selon lequel le *profesional* exerce une activité qui requiert un niveau d'études universi-

9. On peut citer, par exemple, cette *frutera* qui vante ses produits, appelle la cliente de manière affectueuse : « Ceci, prends-le, 6 pour 10, je vais te le donner. C'est délicieux, c'est pour toi, goûte ! Je te le donne très tranquille. Mûr ? Comment aimes-tu ? Tu aimes tout ? Et ceci ? J'en ai acheté pour en avoir. Il n'y en a plus, il n'y en a plus, ils sont moches maintenant. Ceux-ci sont jolis, une *caserita* en avait, j'en ai acheté. Les autres sont trop mûrs. Ciao *señora*, Ciao jolie *señora* ! » [Carla]. Il s'agit de plaire, charmer, flatter, etc.

10. Vendeuse de café, de thé et de petits-déjeuners.

11. Le terme de *casero/casera* [habitué(e)] définit un type de relation privilégiée et réciproque entre la commerçante et le/la client(e).

taires. En général, pour les enquêtées, la vente représente donc un « travail » et non *una profesión*, les vendeuses n'ayant pas de diplôme pour l'exercer : « Pour moi, vendre, ce n'est pas une profession ; une profession, c'est beaucoup plus » [Teofila, *de vestido*, le 21/12/98].

Mais, dans certains cas, il arrive qu'en réaction, ou même par provocation, elles qualifient la vente de *profesión*, ou même « d'art », justement pour insister sur les nombreuses connaissances – non universitaires – qu'elle requiert ; l'idée d'art étant plus liée à celle de « savoir reçu » grâce à un don qu'à celle de compétences acquises par l'apprentissage :

Comme on dit, tout ce que l'on fait, c'est un art, on dit. Ça se peut parce que pour vendre il faut savoir vendre, parce qu'il y en a d'autres qui ne savent pas parce qu'elles ne savent pas s'occuper de la clientèle, elles n'ont pas de patience et je pense que moi, parfois, je ne suis pas comme ça : j'ai de la patience, je m'en occupe bien, je suis très affectueuse [Paulina, *de vestido*, le 18/01/99].

Même si cette vendeuse dit ne rien avoir appris de sa mère, elle venait l'aider au marché avant de reprendre son poste de vente. Il s'agit donc bien d'une transmission inconsciente de savoir-faire, par la pratique et la socialisation.

Nous sommes là face à un « groupe professionnel », dans le sens de la sociologie des groupes professionnels : il s'agit d'une identification professionnelle, dans le sens d'une autoreconnaissance qui permet une valorisation de l'activité, un sentiment d'appartenance à un « nous », qui « accompagne l'expérience pratique pour lui donner forme et sens » [Demaillé, *in* Minet, 1994, p. 81]. La transmission de normes, de valeurs et la construction d'un « nous » se trouvent même renforcées par la reproduction familiale et la socialisation des filles par les mères dans le marché. Ce groupe professionnel est constitué de sous-groupes spécialisés dans le sens où certains savoir-faire dépendent du type de produit vendu : des compétences spécifiques se développent en fonction des exigences de chaque branche. Par exemple, les produits d'épicerie, fournis à crédit, demandent une certaine capacité d'anticipation et de gestion du capital.

On peut esquisser une hiérarchisation entre les différentes branches du marché car certaines sections sont considérées comme plus avantageuses que d'autres, selon les tâches qu'elles demandent mais aussi les bénéfices qu'elles engendrent. Et cette hiérarchisation est approuvée par toutes les vendeuses rencontrées, quel que soit le type de produit proposé. L'épicerie est l'activité la plus convoitée par les vendeuses, et les *abarroteras* elles-mêmes reconnaissent les avantages de cette branche : elle est perçue comme la plus « propre », la plus pratique, c'est-à-dire celle qui requiert le moins de travail physique, et une des plus lucratives : comme on fournit les *abarroteras* sur place, elles ne doivent pas retirer le coût du transport – qui comprend également la paie du chargeur (environ 10 *bolivianos* en 1998 par commission) – de leur bénéfice. C'est celle qui demande



la plus grande capacité de gestion. Tout en bas de cette échelle, se trouve la vente des légumes : elle est perçue comme « sale »<sup>12</sup>, le capital investi est moindre, les denrées sont périssables. De plus, c'est l'activité qui demande le plus de travail, comme aller chaque jour très tôt le matin en haut de la capitale pour se fournir et sélectionner les meilleurs produits. Juste au-dessus, les *fruteras* connaissent les mêmes inconvénients que les *verdureras*, comme le caractère périssable des produits, mais l'avantage est qu'elles ne doivent pas les laver. Puis arrive la *cafetera*. Dominga, *de vestido*, considère que cette branche demande beaucoup plus de travail que l'épicerie : il faut toujours être en mouvement. Mais, en même temps, elles ont une partie de leur vente assurée car les vendeuses du marché représentent une clientèle fixe :

Le café se vend tous les jours et deux, trois fois par jour ils consomment. Au contraire, par exemple, les légumes, la personne achète une seule fois par jour et il y a beaucoup de gens qui vendent et il y a beaucoup de concurrence. L'épicerie, bon, moi je préférerais vendre de l'épicerie parce que ça se conserve, les boîtes. C'est plus reposant. On reçoit ici la marchandise, elles s'installent, elles la rangent et après... Au contraire, nous, nous travaillons plus dans l'agitation [Dominga, le 16/11/98].

Enfin, la vente de viande est présentée comme plus éprouvante que celle de produits d'épicerie mais beaucoup plus lucrative que le commerce de café, de fruits et de légumes. On aboutit donc au classement final :

*Abarrote* > *Carnicera* > *cafetera* > *frutera* > *verdurera*

Étant donné cette « inégalité » des branches alimentaires, vendre sur le même poste que sa mère n'est pas forcément perçu comme une stagnation, une reproduction à l'identique d'une activité et d'un statut : se spécialiser dans un autre type de produit plus lucratif est aussi une forme d'ascension sociale. C'est d'ailleurs une des raisons de la prolifération des postes de vente d'épicerie. Par exemple, Carla, *de pollera*, est spécialisée dans les fruits, alors que sa mère vendait des légumes :

Mais moi, j'ai changé, plus les légumes [...] C'est très... Il faut laver les légumes, les carottes et pire, ça aurait pu me donner du rhumatisme [le 26/01/99].

Le poste de sa mère est aujourd'hui occupé par la propre fille de Carla, *de vestido*, qui s'est spécialisée dans les produits d'épicerie. Elles ont donc réussi à « gravir les échelons » sur trois générations. La mère est *de pollera*, tandis que sa fille s'habille à l'occidentale. Si ni la génération ni l'appartenance au groupe professionnel des commerçantes ne permet d'expliquer la distinction *pollera/vestido*, ces

12. Le « sale » est associé au travail qui demande un contact avec la terre. Cela évoque la manière dont sont désignées les *indias*, les paysannes, avec souvent la présence du champ lexical de l'hygiène.

deux facteurs sont beaucoup plus éclairants quand ils sont combinés : à La Paz, le port de la *pollera* est obligatoirement associé à certaines professions, en l'occurrence celle du commerce<sup>13</sup>, et à l'attachement, la fierté d'appartenir au marché. Les femmes commerçantes de la première génération sont, à coup sûr, *de pollera* mais certaines de leurs filles peuvent aussi travailler au marché et être habillées à l'occidentale. L'appartenance au groupe professionnel représente donc une variable explicative nécessaire mais non suffisante.

## Le niveau d'instruction

Dans la plupart des marchés, où il n'y a qu'une génération de vendeuses, la majorité des femmes portent la *pollera*. Pourtant, au marché Sopocachi, j'ai pu compter 42 femmes *de pollera*, soit 35% des vendeuses : toutes les anciennes le sont, tandis que la plupart des vendeuses de la deuxième génération sont *de vestido*. Les vendeuses abordent très rarement ce sujet en tant que tel<sup>14</sup>, sûrement parce que le rapport au vêtement est tellement intériorisé que les choses semblent aller de soi. Cependant, quand je les interroge de manière candide<sup>15</sup>, elles ont tendance à osciller entre deux extrêmes. D'une part, le vêtement est présenté comme quelque chose de quasi « inné », ou en tout cas que l'on s'est tout à fait approprié : on est *de pollera* ou *de vestido* depuis bébé, c'est quelque chose que l'on ne décide pas<sup>16</sup>. Ce vêtement est présenté comme quelque chose d'indissociable de la personne, dont on ne se sépare qu'à la mort, un élément qui sert même à définir une personne. D'ailleurs, l'utilisation du verbe « être » [*ser*<sup>17</sup>] dans les expressions « être *de vestido* » ou « être *de pollera* » est symptomatique : il donne l'impression qu'il s'agit d'une qualité inhérente à la personne ; ce qui, justement, pourrait induire le chercheur en erreur et le conduire à construire une définition plutôt substantiviste, à partir de traits caractéristiques figés et invariants, en termes culturels et d'origine, par exemple. L'habillement est presque présenté

13. On retrouve ce style vestimentaire aussi chez les employées domestiques, que je n'ai pas étudiées, mais dont l'analyse mériterait un réel approfondissement. À ce propos, le premier syndicat des employées domestiques [Trabajadoras del Hogar] voit le jour en 1984, pour lutter notamment pour la journée de travail de 8 heures (INE [Instituto Nacional de Estadísticas], 1997), la plupart (81,44%) travaillent encore plus de 41 heures par semaine, cf. Journal *La Prensa*, La Paz, le 23/6/98.

14. Quand elles en parlent, c'est plus pour désigner certaines personnes comme étant *de pollera* ou *de vestido*.

15. Chose que je n'aurais pas pu faire si je n'avais pas été étrangère. Si cette extériorité représentait un atout, dans certains cas, je ne pouvais en abuser.

16. C'est le propre du phénomène d'intériorisation de l'*hexis corporelle* tellement profonde, dès la prime enfance, qu'elle semble innée. « C'est ainsi au fait que le corps soit devenu dépositaire de dispositions enracinées que certaines actions, certaines manières d'agir et de se comporter doivent leur apparence de naturel » [Bourdieu, 2001, p. 25].

17. En général, elles utilisent le verbe *ser* plutôt que *estar*, ce qui renforce l'idée d'un élément intrinsèque à une personne.



comme la peau, ce qui pourrait inciter à oublier qu'il est avant tout une forme de langage – certes corporel, donc non verbal – et plus précisément, de langage social, tout comme l'*hexis* corporelle de Pierre Bourdieu est « aussi durable que les inscriptions indélébiles du tatouage » [2003, p. 205]. Si le port de ce vêtement ne s'interrompt qu'à la mort, les vendeuses ont également de la difficulté à en dater les origines.

Par exemple, Paulina, *de vestido*, montre qu'elle n'est pas responsable du choix de sa tenue vestimentaire : « Ma mère depuis toute petite m'a habillée *de vestido* et je continue comme ça ». Fernanda, vendeuse du marché aux fleurs, qui porte la *pollera*, dit, à propos de l'habillement de sa fille : « Elle est professeur, elle est *de vestido* /.../ bébé je l'ai élevée comme ça ». Comme les deux femmes l'expriment, on élève sa fille *de vestido* ou *de pollera*. Le port de ce vêtement est donc étroitement lié à un projet parental, et, plus précisément, à un projet maternel. On a beau chercher et chercher des indicateurs qui permettent de distinguer les femmes *de pollera* de celles *de vestido*, aucun ne semble infaillible. En réalité, la variable la plus pertinente est le niveau d'instruction. C'est le meilleur indicateur car il témoigne plus largement de la volonté d'ascension sociale pour la fille, hors du monde du marché. Dans le cas des commerçantes *de vestido*, de la deuxième ou troisième génération, le port du vêtement paraît « inné » car il est déterminé par la décision de la mère qui avait envisagé un projet différent pour sa fille que celui de la vente dans le marché ; celle-ci était alors une solution de repli. D'ailleurs, les filles *de vestido* ont généralement un niveau d'instruction élevé. Par contre, quand les filles sont *de pollera*<sup>18</sup> depuis toujours, cela signifie, au contraire, qu'il y a continuité avec la situation de la mère, elle-même, *de pollera*. Autrement dit, la vente dans le marché représentait le seul destin envisagé depuis toujours pour la fille. En général, ces vendeuses ont un niveau d'instruction faible et aident leur mère sur le marché depuis leur enfance. Intéressons-nous maintenant de plus près à l'instruction des vendeuses, variable qui apparaît la plus corrélée au port *de la pollera* ou *del vestido*. Le vêtement est un langage, qui parle « d'école, d'études, de rêves scolaires » parfois accomplis ou inachevés, mais souvent irréalisés.

18. Sur la possibilité de changement de tenue vestimentaire au cours de la vie, notons que, dans certains cas (rares), des femmes, au départ, *de vestido*, revêtent la *pollera* au moment où, adultes, elles intègrent le marché : la socialisation dans l'univers du marché ne s'est donc pas faite avant, pendant l'enfance. C'est le cas de Petronila Infantes, leader de la FOF, qui porte la *pollera* quand elle commence à vendre, au grand désespoir de ses parents qui y voient un signe de « déclassement » [Dibbits, Peredo, Peterse, Vollger et Wadsworth, 1989]. Mais il faut recontextualiser cet exemple : il a lieu au début du siècle, époque où les marchés sont constitués exclusivement de femmes *de pollera*. Aujourd'hui, les femmes *de vestido* qui intègrent le marché adultes, ne changent pas d'apparence vestimentaire pour cela, sûrement aussi parce que les femmes *de pollera* ne constituent plus la majorité des vendeuses.

La plupart des vendeuses *de vestido* de la deuxième génération ont fait des études – jusqu’au bac, en général – et, au moment de se marier, abandonnent, ont des enfants, sont « mères au foyer » et reprennent le poste de leur mère quand celle-ci ne se sent plus capable de vendre. Autrement dit, les mères envisagent la reprise du poste dans le marché tout en permettant à leurs filles de faire des études : un double « destin » est prévu. On a donc bien la volonté de sortir du marché, c’est-à-dire, pour les mères, de prévoir une ascension sociale, tout en considérant quand même la vente comme une situation de repli ; cela signifie que le poids de la transmission du poste de vente et de la reproduction familiale est plus fort<sup>19</sup>. Autrement dit, « on n’en sort pas si facilement ».

Qu’en est-il des vendeuses de la première génération ?

Les « anciennes », de la première génération ont un faible niveau d’instruction, ou ne sont même jamais allées à l’école<sup>20</sup>. Permettre à sa fille de faire des études représente une véritable rupture. Et, au contraire, certaines reproduisent le même schéma : on assiste à une continuité. Cette bouchère du marché Lanza, âgée de 83 ans, *de pollera*, relate cette discrimination sexuelle vis-à-vis de l’instruction :

Avant, la maman, le papa, ne voulaient pas faire étudier les jeunes filles : « Ah ! Elle va devenir un bandit, cette jeune fille. Pourquoi devrait-elle savoir lire ? », ils disaient. « Les garçons, si », ils disaient. C’est pour ça que nous ne savons pas. Mon père, ma mère ne voulaient pas [...]. Mes enfants, je les ai fait étudier, je les fais étudier, grâce à Dieu ! Moi, je disais toujours : « Mes enfants ne vont pas être comme moi ! » ils ne vont pas prendre, manipuler les couteaux, mes enfants vont être différents ». Grâce à Dieu je l’ai réalisé [Francisca, *de pollera*].

Mais l’ascension sociale de ses enfants ne concerne en réalité que ses fils, car elle préfère que sa fille, elle aussi, *de pollera*, l’aide au marché. Cette logique de reproduction, pour les filles, ne fait ici aucun doute :

Ma mère, mon père savaient me commander comme ça : comme ça aussi je voulais éduquer ma fille « Comment ? Elle va être avec ses amies ? Elle va aller se promener ? Alors, qu’elle travaille au marché ! ». Je l’ai retirée aussi de l’école.

Mais on peut également trouver aussi une volonté de rupture pour les enfants des deux sexes. Fernanda, une fleuriste âgée de 74 ans du marché *Pasaje de las*

19. D’ailleurs, dans la plupart des autres marchés, plus récents, comme le Marché Strongest, créé en 1973, on ne trouve qu’une génération de vendeuses et une grande majorité de femmes *de pollera*, ce qui montre bien que ce jeu de l’ascension sociale n’a pas encore eu ses effets.

20. Le taux d’analphabétisme reste très inégal selon le sexe, en Bolivie : plus du quart (27, 70%) de la population féminine (de plus de 15 ans) est analphabète en 1992, pour 11,8% des hommes. Certes, le taux de variation depuis le recensement de 1976 est de -43%, chez les femmes, mais il reste inférieur à la population masculine (-51, 20%). À l’intérieur de la population féminine, il faut prendre en compte le clivage rural/urbain : une femme sur deux (49,90%) est analphabète en milieu rural. Pour toutes ces données, cf. INE [1993].



*Flores, de pollera*, éprouve une immense fierté car aucun de ses enfants, y compris sa fille – *de vestido* – ne vend aujourd’hui :

Ils sont professionnels : ma fille est professeur, mon fils aussi, il est agronome [...]. Oui ils ont étudié, ils ne vont plus être fleuristes, ma fille ne vient pas, ni mes petits-enfants ; ils ont leur profession. Mes petits-enfants aussi, j’ai des petits-enfants, ils ont leur profession. Ils ne viennent pas ici. C’est pour ça, les filles qui sont ici, elles sont sottes ici ! Je dis [...]. On va laisser transmettre seulement cela. Qu’est-ce qu’on laisse ? Ils ont tous leur profession, une maison, tout, avec leur profession, ils vont tout construire, ils vont tout réussir, n’est-ce pas ? [le 17/06/99].

La « profession » est ici associée à une activité qui requiert un certain niveau d’études : elle représente le moyen d’accéder à un confort matériel, grâce notamment à l’accès à la propriété.

Quel que soit le niveau d’instruction des vendeuses de la deuxième génération, celles-ci mobilisent tous leurs efforts pour que leurs enfants, et notamment leurs filles, poursuivent des études, aient une « profession » et ne vendent pas. Pour celles qui ont quitté l’école très tôt, cette volonté se nourrit d’un esprit de revanche. Quant à celles qui ont un niveau d’instruction relativement élevé – en général jusqu’au bac – et qui ont interrompu leurs études, elles ont l’impression d’avoir échoué près du but. Le désir d’instruction pour leurs enfants est donc lié à un sentiment de frustration et elles font tout pour que cet « échec » ne se renouvelle pas. Elles dissuadent leurs filles – *de vestido* – de se marier « trop jeunes », et leur font faire des études. L’activité de la vente est complètement orientée vers cet objectif. Par exemple, Dominga, *de vestido*, vendeuse de café, âgée de 35 ans, a dû quitter l’école pour venir aider sa mère au marché. Parallèlement à la vente, elle décide de suivre des cours du soir dans un centre de formation accélérée, et obtient finalement le baccalauréat. Elle ne peut aller au-delà car il lui est impossible d’abandonner son poste de travail, faute de moyens financiers suffisants. Elle mise alors tout sur la réussite professionnelle de ses enfants, car elle exprime d’une certaine manière sa propre réussite. Ces mères convoitent pour leurs enfants un travail salarié avec des horaires fixes, en opposition directe avec l’activité de la vente, au revenu instable. Cristina, *verdurera, de vestido*, 40 ans, a quitté le lycée un an avant le bac, au moment de son mariage :

Être dans le négoce, ce n’est pas si lucratif. Au moins, en travaillant, on a un salaire, n’est-ce pas ? Un salaire... Mais ici, il y a des moments... C’est pour ça, je dis toujours à mes enfants « Non, étudiez, étudiez, ne soyez pas comme moi » [le 22/12/98].

De même, Paulina, une *abarrotera* âgée de 43 ans, *de vestido*, obtient le bac et commence à vendre à 18 ans, peu de temps après son mariage, alors qu’elle voulait au départ poursuivre des études supérieures. Sa fille est actuellement à l’université et Paulina aimerait qu’elle travaille dans un bureau. L’image du bureau,

« propre » revient souvent, elle représente l'idéal convoité pour la descendance car elle apparaît en tout point opposée à la vente<sup>21</sup>. Les belles-filles souhaitent d'autant plus tenir leur(s) fille(s) à distance du marché qu'elles ont un regard plus extérieur, voire critique, vis-à-vis de la transmission familiale des postes de vente, presque comme s'il s'agissait de les garder « à l'abri du danger » de la stagnation sociale :

Les mères doivent préparer leurs filles, pas toujours vendre n'est-ce pas ? [...] Savoir ce qui leur convient ou non. Mais à quelqu'un qui est médiocre, on dit : « Il faut vendre », ça se termine là. Non, non, pour moi, ça, ce n'est pas progresser parce que mes filles à moi, elles ne connaissent pas ici [Rosa, *de vestido*, le 21/11/98].

Aucune vendeuse de la première génération n'a pu faire d'études et toutes portent la *pollera*. Celles qui sont *de vestido* à la deuxième et troisième génération ont fait des études le plus souvent jusqu'au baccalauréat : le destin commercial était plutôt rejeté dans ce cas, pour devenir ensuite une solution de repli en raison de l'impossibilité de poursuivre les études. Le vêtement est donc le reflet de la relation à l'univers commercial dans un jeu générationnel de femmes.

Le port d'un certain type de vêtement n'est pas réductible à l'appartenance à un groupe social, c'est bien plus que cela : c'est un rapport complexe aux autres, une manière de se positionner, non dénuée de contradictions. Les études en sciences sociales sur les Indiens en Bolivie qui traitent de la *pollera* perçoivent cet habillement comme un indicateur culturel d'une position migratoire, des « Indiennes devenues citadines » ou comme le signe de l'appartenance au monde des marchés. Cela ne suffit pas, la preuve : des femmes qui appartiennent au même groupe professionnel des marchés, nées à La Paz, et dont les mères sont dites Indiennes, originaires de la campagne, n'ont pas forcément le même style vestimentaire. Certes, l'inscription dans un processus migratoire est indubitablement à prendre en compte mais elle n'a de sens que conjuguée au rapport à la génération précédente, en l'occurrence des mères, et à leur profession. Cela revient à s'interroger sur le degré de proximité sociale avec l'univers professionnel des marchés, traversé par un ensemble de valeurs commerciales, religieuses et culturelles. C'est finalement le niveau d'instruction qui, combiné aux autres critères, apparaît la variable la plus pertinente, car elle traduit l'éloignement de celles qui ont fait des études et leur volonté d'échapper au marché. Cette analyse sur le langage socioethnique de l'apparence vestimentaire montre que toute recherche sur ce thème basée exclusivement sur l'observation synchronique ne

21. La vente de légumes est présentée comme « sale », alors que le bureau est « propre ». Cette opposition évoque celles classiquement associées dans leurs discours campagne/ville, paysan/citadin, *indias/señoras*. Les commerçantes qui rêvent que leurs filles travaillent dans un bureau désirent qu'elles ne soient pas assimilées, comme elles l'ont été, aux paysannes, aux *indias*. Plus largement, la ville est ici considérée comme « propre ».



peut que s'avérer stérile. La subtilité des significations vestimentaires révèle la trace visible et tangible d'un rapport invisible et dynamique au monde social, qui est corrélé à une combinaison de variables et s'inscrit dans le temps long. Elle nous instruit sur la relation au passé, aux ascendants, en l'occurrence aux mères, et sur la manière dont les femmes envisagent ou envisageaient leur position sociale dans l'avenir. Autrement dit, la façon dont l'acteur se projette socialement et le rôle joué par sa famille et son entourage dans cette projection doivent compléter l'approche en termes d'*hexis corporelle* relative à une position sociale. Pour conclure, l'analyse de la distinction vestimentaire est ici plus révélatrice de ce qui n'est pas que de ce qui est ou, plutôt, elle dévoile ce que ces femmes auraient voulu être, leurs rêves et regrets. Si le port d'un certain type de vêtement et plus largement l'existence d'une certaine *hexis corporelle* sont les signes distinctifs d'un certain habitus<sup>22</sup>, ce qui est surtout le cas des commerçantes *de pollera*, dont l'apparence vestimentaire est une reproduction conforme de la tenue des mères, pour les filles *de vestido*, le type de vêtements nous instruit davantage sur leur difficile ascension sociale, les projets infructueux de quitter une position sociale, les espoirs déçus, les convoitises, fantasmes et désillusions sociales. Finalement, l'étude de la distinction vestimentaire comme analyseur des parcours biographiques et, de manière plus générale, de l'organisation du monde social en Bolivie nous montre que toutes les femmes *de vestido* rencontrées, dont les mères sont *de pollera*, veulent échapper au stigmate de la *chola*, qui évoque, comme une piqûre de rappel, l'ascendance indienne. Il s'agit pour ces Boliviennes d'échapper à ce stéréotype afin d'être traitées autrement que comme des Indiennes, c'est-à-dire avec mépris et/ou condescendance. Comme toutes les désignations ethniques exogènes, celle d'Indien/ne est parfois reprise positivement dans la bouche des acteurs victimes d'ostracisme et dans la bouche d'acteurs politiques pour qui l'argument ethnique est un instrument fédérateur de la population à séduire. Cet article nous montre en tout cas que ce retournement du stigmate ne va pas de soi, en tout cas pas pour tout le monde : l'étude réalisée montre la force et la volonté avec lesquelles des femmes projettent pour elles-mêmes et/ou pour leurs filles une vie de citoyennes boliviennes et citadines, loin des catégories politiques indianistes.

22. C'est l'idée développée dans les travaux de Bourdieu : l'*hexis corporelle* est liée à l'*habitus*, qui dépend à son tour d'une appartenance de classe.

## BIBLIOGRAPHIE

- BARTH Frederik**, « Les groupes ethniques et leurs frontières », in **Philippe POUTIGNAT, Jocelyne STREIFF-FENART**, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, p. 203-249.
- BOURDIEU Pierre**, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 2003.
- BOURDIEU Pierre**, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.
- BOURDIEU Pierre**, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.
- DEMAILLY Lise**, « Compétence et transformations des groupes professionnels », in **François MINET** (dir.), *La compétence – Mythes, construction ou réalité ?*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 71-89.
- DIBBITS Ineke, PEREDO Elisabeth, PETERSE Margarita, VOLLGER Ruth, WADSWORTH Ana Cecilia**, *Agitadoras de buen gusto, Historia del Sindicato de Culinarias (1935-1958)*, La Paz, TAHIPAMU, 1989.
- GUAYGUA Germán, RIVEROS Ángela, QUISBERT Máximo**, *Ser joven en El Alto, Rupturas y continuidades en la tradición cultural*, PIEB, 2000.
- HUGHES Everett C.**, *Le regard sociologique, Essais choisis*, Paris, EHESS, 1996.
- INE**, *Censo nacional de población y vivienda 1992*, Bolivia, 1993.
- LARSON Brooke, HARRIS Olivia**, *Ethnicity, Markets and Migration in the Andes. At the Crossroads of History and Anthropology*, Duke University Press, Durham and London, 1995.
- LOAYZA CASTRO Natasha**, *El trabajo de las mujeres en el mundo global. Paradojas y promesas*, La Paz, Centro de Promoción de la Mujer «Gregoria Apaza», 1997.
- MARCHAND Véronique**, *Organisations et protestations des commerçantes en Bolivie*, Cholitas, Paris, L'Harmattan, 2006.
- MARCHAND Véronique**, « Les cholas des marchés de La Paz : une approche interactionniste », *Cahiers des Amériques latines*, n° 36, 2001/1, p. 207-224.
- PARADEISE Catherine**, « Faut-il repenser le concept de qualifications ? », in *Formation et qualification : modes d'emploi*, Publication du GREP, Paris, 1988, p. 43-52.
- PAREDES CANDIA Antonio**, *La chola boliviana*, La Paz, ISLA, 1992.
- PEREDO Elisabeth**, *Recoveras de los Andes, La identidad de la chola del Mercado : una aproximación psicosocial*, La Paz, ILDIS, 1992.
- SELIGMAN Linda**, « To Be In Between: The Cholas as Market Women », *Comparative studies in society and history*, Cambridge University Press, vol. 31, 1989, p 694-721.

## RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

La plupart des commerçantes de La Paz, la capitale de la Bolivie, s'inscrivent dans un processus migratoire depuis la campagne et se caractérisent par une apparence vestimentaire particulière dont la *pollera* [jupe bouffante], le *sombrero* [chapeau melon] et la *manta* [châle] sont les attributs principaux. Cette tenue les distingue à la fois des « Indiennes », habillées de manière plus sobre, et des *señoras*, les « dames de la ville », *de vestido*, c'est-à-dire habillées à l'occidentale. Mais certaines des commerçantes sont,

elles aussi, *de vestido*. Comment expliquer cette distinction ? Comment quitte-t-on le groupe des femmes *de pollera*, appelées aussi *cholas* [« Indiennes en ascension sociale »] ? Les femmes *de pollera* appartiennent à la première génération de migrantes, et semblent plus attachées à l'univers professionnel du marché. Si ces variables sont nécessaires à la compréhension de cette distinction vestimentaire, elles ne sont pas suffisantes car certaines femmes de la deuxième et troisième génération sont aussi *de pollera*. Le niveau d'instruction apparaît le critère le plus pertinent, combiné aux variables générationnelle, migratoire et



professionnelle. Derrière le fait d'être *de vestido*, se cache un projet d'ascension sociale corrélé à un niveau d'études plus élevé.

La mayoría de las comerciantes de La Paz, capital de Bolivia, forma parte de un proceso migratorio proveniente del campo y se caracteriza por una vestimenta particular cuyos atributos principales son la pollera, el sombrero y la manta. Esta tenida las distingue tanto de las «Indias», vestidas de manera más sobria, como de las «señoras de la ciudad», de vestido, ósea, vestidas a la manera occidental. Sin embargo, algunas comerciantes también son de vestido. ¿Cómo explicar esta distinción? ¿Cómo se deja el grupo de mujeres de pollera, también llamadas cholitas («Indias en ascension social»)? Las mujeres de pollera pertenecen a la primera generación de emigrantes y parecen estar más aferradas al medio profesional del mercado. Pese a ser necesarias para la comprensión de dicha distinción vestimentaria, estas variables no son suficientes dado que ciertas mujeres de la segunda y tercera generación también son de pollera. El nivel de instrucción aparece como el criterio más pertinente, combinado a las variables generacionales, migratorias y profesionales. Detrás del hecho de ser de vestido se esconde un proyecto

de ascension social correlacionado con un nivel de estudios superior.

Most tradeswomen of La Paz, the capital of Bolivia, enter into a migratory process starting from the country and characterize themselves by a particular appearance of dress, the principal attributes of which are the *pollera* (ample skirt), the *sombrero* (bowler hat) and the *manta* (shawl). This dress distinguishes them both from the «Indian Women», dressed in a more sober way and from the *señoras*, «the ladies of the town», *de vestido*, that is: dressed in the western way. But some of the tradeswomen are also *de vestido*. How to explain this distinction? How can the women leave their group of the women *de pollera* called also *cholitas* [«Indian Women in social ascent»]? The women *de pollera* belong to the first generation of migrants and seem more tied to the professional world of market. These variables are necessary to account this dress differentiation, but they are not sufficient because some women of the second or third generation are also *de pollera*. The sole really relevant criterion is the level of instruction, combined with other variables. As a matter of fact, to be *de vestido* hides a plan of social ascent correlated to the higher level of instruction.

## MOTS CLÉS

- Bolivie
- vêtement
- La Paz
- femmes
- migration
- commerçantes
- ascension sociale

## PALABRAS CLAVES

- Bolivia
- vestimenta
- La Paz
- mujeres
- migración
- comerciantes
- ascension social

## KEYWORDS

- Bolivia
- vestment
- La Paz
- women
- migration
- tradeswomen
- social ascent



# **INFORMATION SCIENTIFIQUE**





**Esteban Mira Caballos, *Conquista y destrucción de las Indias*, Tomares, Muñoz Moya Editores, 2009, 404 p.**

L'ouvrage *Conquista y destrucción de las Indias* d'Esteban Mira Caballos se présente comme un essai critique sur l'entreprise de conquête menée à bien par la Couronne d'Espagne au Nouveau Monde. Il propose peut-être plus précisément une révision de la vaste production bibliographique – surtout espagnole – consacrée à la vision de cette Conquête depuis le XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, selon un point de vue que l'auteur pose d'emblée comme personnel, tributaire de «aucun groupe de recherche, aucune université, aucune institution culturelle ou scientifique» et même de «aucun parti politique» [p. 14]. S'il n'y a là rien en soi qui puisse remettre en question la légitimité de l'œuvre présentée, aussi bien sa présentation déficiente que le manque de rigueur conceptuelle dont elle souffre accréditent cependant les soupçons qu'un lecteur chagrin aurait pu nourrir dès la lecture de l'introduction ou de la quatrième de couverture. Certes, rien n'interdit d'intégrer dans un travail historique un certain nombre de concepts et d'outils d'analyse généralement employés dans un autre registre de discours. On peut néanmoins douter de la pertinence, concernant un sujet aussi complexe – et documenté – que la Conquête du Nouveau Monde, du rapprochement suivant, par exemple: «le choc de civilisation fut aussi terrible que le serait une hypothétique rencontre aujourd'hui avec des

extra-terrestres qui viendraient détruire notre forme de vie» (quatrième de couverture). Outre que l'on est fondé à douter de l'efficacité heuristique de ce qui apparaît comme un scénario classique de films de série B hollywoodiens (*Mars Attacks*, de Tim Burton, en étant un des avatars récents les plus connus), il est permis de s'interroger sur les résonances du concept de «choc des civilisations», popularisé par le penseur néo-conservateur Samuel Huntington, manié *ad nauseam* par une certaine presse pour décrire l'actualité géopolitique, mais décrié pour sa vision simpliste et néo-orientaliste par à peu près tous les spécialistes. Or ce concept, qui est loin d'être neutre, n'est nullement recontextualisé ici; il est employé comme le premier terme d'une opposition bipolaire qui le mettrait en regard avec son double positif: la fameuse – et tout aussi controversée – «rencontre» initiée par l'arrivée des caravelles de Christophe Colomb, vision quelque peu irénique de la Conquête que l'auteur s'emploie à fustiger à longueur de pages plus qu'il n'en démonte réellement les soutènements idéologiques. On touche ici du doigt le défaut qui vertèbre cet ouvrage: tout à la démonstration de la nocivité de l'entreprise de conquête espagnole, Esteban Mira Caballos en oublie souvent la précision qui devrait être de mise dans ce genre d'essais. Certes, l'auteur se drape d'emblée dans une indépendance ombreuse, mais on peut regretter que sa promptitude à dénoncer la frilosité de certains «intellectuels» se fasse au détriment de la simple rigueur qui, elle,

n'a pas vocation à être l'apanage de l'Université ou du savoir académique – voire se demander tout simplement si elle ne masquerait pas certaines lacunes théoriques.

Le poids de la tradition historiographique nationaliste, qui glorifia longtemps l'action civilisatrice et évangélicisatrice des sujets de la Couronne d'Espagne, est sans doute pour beaucoup dans la lourdeur de la charge portée par l'auteur contre le rôle de son pays dans ce qu'il appelle, à la suite de Bartolomé de Las Casas, la « destruction des Indes ». Or, précisément, non seulement cette ligne critique a toujours accompagné l'action des conquérants, mais cela fait beau temps que cette dernière a fait l'objet hors d'Espagne et en Espagne même d'une relecture qui a battu en brèche les derniers relents de national-catholicisme. Nombre de dénonciations tonitruantes que l'on peut lire dans ces pages peuvent sembler du coup quelque peu rebattues, pour ne pas dire creuses. On est notamment fondé à s'interroger sur la pertinence du recours au concept de *génocide* pour décrire l'action des conquistadors espagnols et, plus généralement, pour expliquer la dramatique hécatombe démographique subie par les Amérindiens au XVI<sup>e</sup> siècle. Le choix de ce concept ne va pas de soi et devrait tout au moins donner lieu à une série de justifications, d'autant qu'il est central dans la seconde des sept parties que compte l'œuvre [*¿Salto civilizador o genocidio?*], p. 38-92] et qu'il constitue l'un des principaux fils argumentatifs de l'œuvre. Las, il n'en est rien et, si

le lecteur est invité à revenir sur « *civilización y barbarie en la historia* » [p. 65], sous-partie où défilent pêle-mêle l'extermination des Juifs d'Europe par les nazis, les turpitudes d'Idi Amin Dada en Ouganda, les massacre de Pol-Pot contre son peuple et de l'armée turque contre les Arméniens, les atrocités commises par la junte guatémaltèque, le cauchemar des goulags soviétiques ou les charniers du Rwanda, on peut regretter un certain flottement qui laisse à penser que le terme de génocide est employé dans un sens très lâche. Le terme « solution finale » est ainsi employé pour désigner l'exécution de « *caciques, curacas y reyes* » [p. 228]; les dures campagnes contre les Indiens du Chaco, de la pampa, des vallées calchaquies, des grandes Antilles ou contre les Chichimèques du nord de la Nouvelle Espagne sont pensées sur le modèle de l'extermination génocidaire, par opposition aux mesures d'intégration dans les structures d'exploitation qui auraient été réservées aux Indiens du Mexique central ou de l'ex-empire inca, plus productifs pour des raisons *culturelles*. Cette présentation franchement simpliste et un tantinet évolutionniste des espaces de la conquête dénote une méconnaissance totale des travaux récents sur les confins de l'empire espagnol. Dans la plupart des cas, les campagnes extrêmement dures des colonnes de conquête dans ces dernières régions ne reculaient effectivement jamais devant une mise en scène macabre de la violence et de la cruauté des conquérants pour asseoir leur pouvoir; mais, inversement, ces derniers



n'auraient jamais pu se maintenir dans ces régions périphériques sans la captation de la main-d'œuvre indienne. La conquête et la colonisation de ces zones se sont donc faites à force de razzias esclavagistes et en maintenant brutalement les populations locales dans un régime de travail forcé connu comme le « service personnel » très longtemps après son abolition officielle, mais cela nous éloigne passablement d'une perspective génocidaire *stricto sensu* qui aurait causé la perte des établissements espagnols.

Outre que cette perspective est fautive historiquement, elle est particulièrement discutable d'un point de vue anthropologique. Pour mieux cerner les contours des peuples « génocidés », l'auteur prend pour argent comptant la typologie sociopolitique des groupes indiens telle qu'elle a été créée par les agents de la Conquête : « *En realidad, como es bien sabido [sic], en América hubo tres categorías de pueblos indígenas, a saber una formada por las complejas civilizaciones de los Andes y Mesoamérica [...], una segunda categoría que abarcaba las regiones caribeña y las áreas araucanas [sic], sedentarias en su mayor parte pero con una estructura socio-política poco desarrollada [...] Y una tercera categoría en que se incluían los amplios territorios tropicales y septentrionales donde habitaban pueblos seminómadas, dedicados básicamente a la caza y a la recolección y, por tanto, muy atrasados cultural y tecnológicamente* » [p. 70]. Or cela fait plus de quinze ans que les spécialistes de l'histoire et de l'ethnohistoire des frontières de l'Amérique espagnole ont démontré

qu'il fallait toujours recontextualiser le discours sur les barbares belliqueux, agressifs, « sans foi, sans loi, sans roi », qui errent « comme des Gitans », dans le désert ou dans les bois, sans connaître l'agriculture : il s'agit le plus souvent de la définition en creux de l'ennemi, de l'Indien à conquérir. Une fois soumis, très souvent, il (re)devient comme par enchantement – sous la plume des mêmes auteurs – un excellent agriculteur sédentaire et il n'est plus question de le faire disparaître, même de manière incantatoire. Il suffit pour s'en convaincre de penser aux groupes génériquement appelés « Chichimèques » de la Nouvelle Galice et de la Nouvelle Biscaye appelés à former, une fois leur soumission acquise, le gros des travailleurs agricoles chargés de ravitailler les centres miniers de la province. Reproduire de manière acritique ce quadrillage de l'espace social – et climatique... – américain revient à prolonger le discours colonial et n'aide en rien à la compréhension du processus de conquête, d'assujettissement et d'exploitation des populations concernées. La même réserve doit être formulée quant à l'emploi du mot « croisade » dans le contexte américain [chapitre VI, « *La guerra santa contra el infiel* »] dont on peut se demander si elle apporte vraiment de nouvelles lumières à cette histoire...

Ces flottements conceptuels ne sont par ailleurs guère compensés par le traitement, un peu léger, des sources citées dans le corps de l'ouvrage. Si l'on doit se féliciter du souci apporté à la reproduction en annexe de plusieurs docu-

ments d'archive, il est en revanche regrettable que la plupart des citations proposées par l'auteur à l'appui de ses analyses ne soient pas référencées. Tantôt elles sont attribuées à tel ou tel auteur, tantôt à un ouvrage précis, mais dans les deux cas sans aucune indication de page, de maison ni de lieu d'édition, de date, etc. C'est d'autant plus fâcheux qu'il s'agit souvent d'écrivains très prolifiques (de Las Casas à Nietzsche, pour n'en citer que deux). Et ce qui est agaçant s'agissant de citations de livres devient franchement ennuyeux lorsque ces références concernent des documents de première main, de type administratif ou judiciaire. C'est ainsi que le lecteur sera invité, s'il veut en savoir plus, à rechercher seul «une cédule royale de 1526» [p. 110], une lettre au roi de Fray Bernardino de Manzanedo «datée de 1518» [p. 114] ou un rapport lu «vers 1525» par Fray Tomás Ortiz devant le Conseil des Indes [p. 115], sans qu'aucune référence ne vienne l'orienter plus avant. On l'aura donc compris, la lecture de cet ouvrage ne revêt pas un caractère d'urgence particulier bien que le sujet ne manque pas d'intérêt.

**Christophe Giudicelli**  
(Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 –  
MASCIPPO)

**Georg Wink, *Die Idee von Brasilien. Eine kulturwissenschaftliche Untersuchung der Erzählung Brasiliens als vorgestellte Gemeinschaft im Kontrast zu Hispanoamerika*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2009, 367 p.**

L'ouvrage de Georg Wink, actuellement post-doctorant à l'Université Fédérale du Minas Gerais au Brésil, est le résultat de ses recherches doctorales à l'Université de Mayence (Allemagne). Il s'inscrit dans le champ des *cultural studies* allemandes (*Kulturwissenschaften*) et entend combiner de manière originale histoire et littérature. Comme le mentionne l'auteur dans sa préface, l'écriture de son livre a été motivée par deux observations: d'une part, le fait que la division du monde en «nations» soit souvent présentée comme une évidence; d'autre part, le fait que l'Amérique latine reste la plupart du temps écartée des études sur la nation et le nationalisme. Ainsi, G. Wink consacre son ouvrage à un double questionnement: en quoi le concept de nation peut-il valablement être employé dans le contexte latino-américain? Comment justifier la divergence classiquement constatée entre les voies suivies par l'Amérique hispanique et le Brésil dans leur rapport à la nation? Cela étant posé, le livre est construit selon un principe binaire. La première partie pose des jalons théoriques et historiographiques qui ont trait à l'Amérique latine en général, tandis que la seconde s'attache de manière plus précise à l'histoire du discours national brésilien. Tout d'abord,



G. Wink développe en un long préalable une définition de la nation comme communauté imaginée (au sens où l'entend Benedict Anderson) et comme construction discursive (Homi Bhabha, Michel Foucault). Contre la définition européocentrée du mot « nation » en lien avec une modernité spécifique (industrialisation, urbanisation, démocratisation), G. Wink pense le « national » comme une communauté de représentations qui se construit en se racontant. L'auteur justifie ainsi son usage d'un corpus très varié, passant par divers textes (journaux, lettres, essais, romans, déclarations d'indépendance, constitutions), ainsi que par l'étude de symboles et lieux de mémoires nationaux (hymne, drapeau, monuments, recensement, cartes et musées). Dans le second moment de cette première partie, il démontre en quoi l'on peut véritablement parler d'émergence de « nations » hispano-américaines au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Il se réfère notamment au rôle joué par quatre médias principaux de la symbolique républicaine (hymnes, drapeaux, monuments et manuels scolaires), dans la constitution d'une rhétorique aux motifs à la fois républicains (référence au « contrat social » et à la Révolution française, bonnet phrygien, etc.) et pré-colombiens (soleil incaïque, traits indigènes prêtés aux allégories féminines de la nation). Le discours de l'opposition à la couronne espagnole a également servi de ciment aux nouvelles nations, à travers la *Leyenda negra* et particulièrement la diffusion des écrits de Las Casas sur la *Destruction des Indes*

(1552). Il reste que G. Wink ne suit pas les travaux de Benedict Anderson sur un point : alors que, pour ce dernier, les élites créoles ont joué un rôle majeur dans l'unification des nations hispano-américaines dès avant les indépendances, par leurs activités dans l'administration et dans la presse, l'auteur du présent ouvrage situe au contraire l'émergence des nouvelles nations dans la période postérieure aux indépendances.

La seconde partie de l'ouvrage, consacrée à la nation brésilienne, suit une logique chronologique et traite successivement de la période coloniale, de l'époque impériale, du tournant républicain et enfin du début du XX<sup>e</sup> siècle. La thèse défendue par G. Wink est alors la suivante : l'évolution singulière du Brésil, depuis l'Empire jusqu'à la République, est traversée par un « récit brésilien » (*Brasilienerzählung*) constitué dès l'époque coloniale et constamment réactivé dans l'histoire. Ce « récit brésilien », par lequel les élites auraient fait exister le Brésil comme nation dès avant l'Empire, expliquerait la particularité brésilienne par rapport à l'histoire hispano-américaine, et notamment le fait que le Brésil ne se soit pas divisé en plusieurs États. Pour G. Wink, la recherche évacue trop vite les raisons du retard avec lequel s'est développé le nationalisme brésilien lorsqu'elle les ramène à deux arguments récurrents : le maintien d'un lien institutionnel fort avec la métropole et l'université de Coimbra d'une part, le monopole portugais de la presse jusqu'en 1808 d'autre part. Certes, le discours répu-

blicain et nationaliste se développe au Brésil beaucoup plus tard que dans les États hispano-américains voisins. Cela ne signifie pas pour autant que la « nation » brésilienne n'ait pas eu d'existence antérieure. Tout d'abord, G. Wink décrit les cinq répertoires discursifs du « récit brésilien » tel qu'il fut établi dès le XVI<sup>e</sup> siècle par Hans Staden ou Jean de Léry, puis repris par d'autres : le Brésil comme synecdoque du Nouveau Monde ; le mythe de l'insularité (*Ilha Brasil*) ; le Brésil comme paradis naturel et édénique ; le mythe du bon sauvage et l'intégration des cannibales à ce paradigme ; enfin, le mythe du *Quinto Imperio*. L'auteur met également en évidence certaines des grandes spécificités du Brésil par rapport aux Républiques voisines : ainsi, le fait que la *Leyenda negra* n'ait pas circulé au Brésil a permis que perdure par la suite le mythe de la nation constituée pacifiquement, occultant entre autres les affrontements intérieurs du XIX<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, le mythe de *El Dorado*, très prégnant en Amérique hispanique, ne s'est pas appliqué au Brésil où il a fait place à la représentation d'un paradis végétal ou d'un Jardin d'Éden. Ce n'est pas par hasard si la couleur verte s'est imposée dans les drapeaux successifs du Brésil – en lien, aussi, avec la dynastie de Bragançe. Dans les chapitres suivants, G. Wink montre comment le « récit brésilien » se perpétue ensuite par-delà les césures de l'« inversion brésilienne » (*inversão brasileira*) de l'indépendance (1822), de la fondation de l'Empire (1824) et de la proclamation de la République (1889).

L'auteur développe de nombreux exemples de cette continuité : le transfert de la cour portugaise au Brésil en 1808 rénove la théorie médiévale du *translatio imperii* et de sa variante portugaise messianique (*Quinto Imperio*) ; la « restauration par l'indépendance » (1822-1824) s'exprime dans le faible réinvestissement des symboles nationaux par le nouveau pouvoir, toujours très proche de la couronne portugaise ; enfin, si la République de 1889 imprime un tournant paradigmatique profond au « récit brésilien » (modernité américaine, lusophobie, blanchiment de la race, *ufanismo*, etc.), la plupart des répertoires discursifs traditionnels perdurent. Ainsi du mythe de la « *Ilha Brasil* », puisque la rhétorique de l'altérité avec l'Amérique hispanique est globalement maintenue, et des symboles impériaux qui sont réhabilités dès 1890 (hymne impérial, drapeau quadricolore, fêtes du quatrième centenaire du Brésil, érection d'une statue de Pedro II en 1922 devant le Colégio 15 de novembro).

Ainsi, ni les mythes rétrospectifs de *Tiradentes* et du *Grito de Ipiranga* ni même l'*ufanismo* d'un Conde Affonso Celso (1908) ne signifieraient l'abandon du « récit brésilien » traditionnel. Ils constituent plutôt une synthèse réussie avec le nouveau registre discursif de la République. Dès lors, les « contre-discours » littéraires du début du XX<sup>e</sup> siècle que G. Wink étudie pour terminer – à l'exemple de *Os Sertões* de Euclides da Cunha, de *Canaã* de Graça Aranha et de *Triste fim de Policarpo Quaresma* de Lima Barreto – ne proposent pas non



plus, pour critiques qu'ils soient face au discours dominant, de véritable solution alternative. L'auteur insiste par ailleurs sur le fait que la constitution d'un discours homogène sur le Brésil est avant tout l'œuvre d'élites : il ne s'est ancré dans les représentations mentales du reste de la population que progressivement, à partir de l'ère républicaine surtout. G. Wink suggère ainsi que la nation ne se construit pas forcément par le bas comme la conception républicaine le suggère : elle serait conciliable avec une légitimité de type divin ou dynastique. Il convient donc de remettre en cause le consensus selon lequel l'histoire progresserait « naturellement » de la monarchie vers la République : malgré sa constitution républicaine, le Brésil resterait toujours aussi une nation impériale. L'auteur se situe là dans la lignée de plusieurs chercheurs qui, loin de voir la période dynastique comme un « égarement », cherchent à l'inscrire dans une continuité historique : les historiens J. Murilo de Carvalho, M. de Lourdes Viana Lyra, I. Lis Carvalho Souza, K. Schultz, C. G. Mota, ou encore la philosophe M. Chauí. Pour G. Wink, en effet, dès que l'on surestime la césure de l'indépendance de 1822, sur le modèle des nations hispano-américaines, on néglige le rôle tout aussi fondamental de l'« inversion brésilienne » de 1808.

Si cet ouvrage est de structure limpide et procède de manière rigoureuse et conséquente, sa structure binaire, qui sépare les considérations théoriques initiales de l'argumentation portant sur la nation brésilienne, en rend la

lecture ardue. Le grand apport du livre de G. Wink, outre des thèses qu'il étaye de façon très scrupuleuse, réside toutefois dans l'originalité de sa méthode et de son *corpus*. Ainsi, la pluralité d'objets analysés, par-delà la frontière entre textes littéraires et lieux de mémoires, est l'une des grandes originalités du volume, même s'il en résulte un corpus par nature illimité et d'autant plus difficile à dominer qu'il traite d'un temps long. Il n'en reste pas moins que G. Wink propose ici une démonstration utile et convaincante.

Élise Lanoë

(Université Lille 3 / CECILLE)

**Joseane Lucia Silva,**  
**« L'anthropophagisme »**  
**dans l'identité culturelle**  
**brésilienne, Paris, L'Harmattan,**  
**coll. « Pouvoirs Comparés », 2009,**  
**198 p.**

Le mouvement moderniste, qui s'affirme lors de la *Semana de Arte Moderna* à São Paulo en 1922, a fortement contribué à la valorisation de la production artistique brésilienne, à l'échelle nationale comme au plan international. Ses effets se sont clairement fait sentir dans des domaines aussi variés que la musique, les arts plastiques, l'architecture, la littérature – voire les sciences sociales. Ce mouvement constitue initialement une appropriation des avant-gardes européennes (phase « futuriste »), qui trouve par la suite des développements plus spécifiques dans ses sources d'inspiration – la culture populaire notamment – et ses questionne-

ments, de plus en plus politisés au sortir de la décennie des années 1920. Il participe également de la mutation des conditions d'exercice des métiers culturels, avec en particulier la multiplication des institutions culturelles dans les années 1930 et le développement d'un marché national de l'art et de la culture (avec « substitution des importations »). Le mouvement s'articule, se structure et se dédouble, tout au long de l'entre-deux-guerres, autour de revues et de cercles littéraires, de personnalités consacrées, de mécènes, d'hommes et de partis politiques ou encore d'institutions. Cette évolution rapide s'appuie notamment sur une intense circulation de manifestes, qu'ils soient collectifs ou individuels. Deux textes d'Oswald de Andrade (1890-1954) ont incontestablement marqué le tournant nationaliste du mouvement : le *Manifesto Pau-Brasil* en 1924 et le *Manifesto Antropofágico* en 1928.

Dans cet ouvrage, Joseane Lucia Silva s'intéresse à un moment de maturité d'une partie de ces avant-gardes brésiliennes, lorsqu'elles parviennent à affirmer leur autonomie nationale et leur modernité en construisant un rapport nouveau aux échanges internationaux et aux traditions brésiliennes. L'ouvrage est tiré de deux études universitaires bien distinctes qui marquent la progression académique de l'auteur. Comme le souligne la préface de Pierre Cabrol, la finesse du questionnement sur la thématique de l'identité – et, en particulier, sur le rôle de la circulation internationale dans les constructions identitaires personnelles et collectives –

s'appuie non seulement sur une documentation d'archives et sur la presse française et brésilienne, mais trouve également son point de départ et son moteur dans un questionnement existentiel de l'auteur, lié à sa propre circulation internationale et à sa double nationalité brésilienne et française.

La première partie traite de l'anthropophagisme comme idéologie, depuis le *Manifesto Antropofágico* d'Oswald de Andrade jusqu'à une période récente. La construction d'un objet d'étude sur le succès intellectuel et artistique de la métaphore d'Oswald de Andrade dans le questionnement identitaire brésilien soulève de nombreuses difficultés, notamment du fait que le modernisme constitue jusqu'à aujourd'hui une sorte de sacré national ayant donné lieu à une profusion d'études. Ce projet suppose, comme s'y consacre l'auteur, de prendre en compte la diversité des implications symboliques de cette image, dans une diversité tout aussi grande de situations historiques de référence ou d'emploi de la figure. La première partie de l'ouvrage propose ainsi une succession chronologique « d'entrées » sur les implications identitaires de la métaphore anthropophagique, en offrant de nombreuses références de première main (traduites par l'auteur) : généalogie du questionnement national dans la production savante au Brésil ; étude du contexte de formulation du manifeste ; analyse du texte et d'un mouvement artistique qui n'a jamais vraiment pris forme tout en ayant marqué les esprits. La première partie de l'ouvrage s'achève sur diffé-



rentes formes de réception consécutives, notamment sous l'appellation de « néo-anthropophagisme » – un néologisme créé par l'auteur.

La diversité du matériau analysé – dans tous les arts et jusqu'à nos jours – ainsi que la multiplication des biais d'interprétation – plutôt ancrés dans l'histoire de l'art, la psychanalyse et l'anthropologie –, ne rendent pas aisée la tâche d'interprétation transversale. Outre l'absence de définition de la notion centrale qu'est l'idéologie, on perçoit une tendance à la réduction de l'anthropophagie à une représentation du métissage. De plus, certains aspects importants du succès de l'idée d'« anthropophagie culturelle » restent sous silence : en particulier, le fait que, au-delà d'une façon de se représenter la diversité des influences culturelles, il s'agisse symboliquement d'inverser, par l'irrévérence notamment, les rapports de domination entre le savant et le populaire ou entre le national et l'étranger. On ne se pose d'ailleurs jamais la question de savoir qui est le véritable anthropophage dans cette métaphore.

La seconde étude du livre analyse la trajectoire du peintre moderniste Candido Portinari (1903-1962), avec un fort accent mis sur les questionnements identitaires qu'il a inscrits dans ses toiles – en dehors, d'ailleurs, de toute affiliation formelle au mouvement anthropophage. L'analyse de sa trajectoire est finement présentée, appuyée sur des analyses d'œuvres et de correspondances à la fois courtes et percutantes, qui n'écartent pas la présentation du contexte de la production

(commandes privées et publiques). L'analyse du rôle de sa trajectoire internationale (successivement européenne et nord-américaine), autant sur l'évolution de sa technique et de ses motifs artistiques que sur son questionnement identitaire ou sur son processus de consécration et de réception au Brésil, sont particulièrement nourris. La biographie de Portinari permet de mettre à jour les transformations rapides des conditions de pratique et de réception des arts plastiques au Brésil, ainsi que les différents types de tensions caractéristiques des années 1920-1950 qui s'exercent sur cet artiste au moment de sa production.

Dûment référencée, la riche documentation rend ce travail utile à divers publics. L'ouvrage, dépouillé dans la version publiée d'un cadre disciplinaire, méthodologique et théorique trop pesant, s'inscrit dans une démarche revendiquée de divulgation. Avec quelques références bibliographiques supplémentaires, il constituerait un bon guide pour le chercheur noyé dans la vaste production scientifique qu'ont suscitée le modernisme et Portinari au Brésil. Sa publication dans le contexte de l'année de la France au Brésil, en 2009, contribue par ailleurs de façon originale à la réflexion sur l'identité nationale. Ce détour par un cas de figure éloigné, le Brésil du début du siècle dernier, est en effet susceptible de dédramatiser – voire de neutraliser – le débat politique actuel. L'étude mériterait toutefois d'orienter plus facilement des lecteurs français vers des publications accessibles et témoignant des

modalités de réception du modernisme en France. De ce point de vue, il serait intéressant de mettre en relief les contrastes entre, d'une part, la réception du modernisme brésilien en France et aux États-Unis au sortir de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte de décolonisation et de Guerre froide, et, d'autre part, un bilan des intentions et des effets de l'année de la France au Brésil, dans le contexte d'un réinvestissement politique de la question de l'identité nationale et du métissage.

Vassili Rivron  
(Université de Caen Basse-Normandie)

**Luc Capdevila  
et Frédérique Langue (dir.),  
*Entre mémoire collective  
et histoire officielle. L'histoire  
du temps présent en Amérique  
latine*, Rennes, Presses  
universitaires de Rennes, 2009,  
278 p.**

L'ouvrage que coordonnent Luc Capdevila et Frédérique Langue vient confirmer la vigueur d'une orientation de recherche qui n'a cessé de prendre de l'importance en Amérique latine depuis la fin des dictatures militaires dites de «sécurité nationale» et le retour de la démocratie. Cette coïncidence n'a rien de surprenant puisque, comme le souligne d'emblée le titre de l'ouvrage, ce sont bien les rapports étroits, mais aussi les différences profondes, entretenus entre l'écriture de l'histoire et les processus mémoriels qui sont à l'origine de cette montée en puissance de l'histoire

dite «du temps présent». Inutile de revenir ici sur les débats épistémologiques suscités par cette appellation, surgie en France à la fin des années 1970 et qui, en Amérique latine, se traduit de manière très diverse en «histoire du passé récent» – ce qui n'a pas le même sens... –, en «histoire du présent» ou encore en «histoire du passé vivant» – ou brûlant, comme une plaie vive. Autant d'appellations latino-américaines qui, toutes, soulignent à leur manière la difficulté à cerner un matériau historique qui, comme l'écrivait H. Rousso à propos de la France de Vichy, relève «d'un passé qui ne passe pas». Bien plus même, ces dénominations latino-américaines d'une histoire du temps présent mettent en évidence sa dimension mémorielle étroitement liée à une demande sociale de justice – voire dépendante de cette demande – à l'encontre des responsables de crimes et tortures infligés aux opposants politiques des régimes dictatoriaux. De ce point de vue, on doit souligner l'intérêt du chapitre introductif rédigé par les deux coordinateurs de l'ouvrage. Leur «invitation à une histoire comparée des temps présents» est d'abord un solide et convaincant «état de la question». Il permet de voir comment s'est progressivement affirmé, outre-Atlantique, un nouveau champ de recherche historique. S'agit-il pour autant, comme ils l'affirment peut-être un peu rapidement, d'un nouveau «courant disciplinaire»? Reprenant le titre d'un texte d'Antoine Prost, nous considérons qu'il s'agit plutôt d'une «histoire comme les autres», même si



elle se heurte à une limite qui lui est bien spécifique : sa difficulté à identifier les « conséquences » des phénomènes observés et analysés. Par contre, nous partageons pleinement leur affirmation quand ils identifient l'articulation passé/présent comme l'un des aspects essentiels de ce terrain historique. Dans le même temps, et comme l'a clairement montré la mise en cause ayant visé Olivier Pétré-Grenouilleau à propos de son étude sur la traite négrière, ce n'est pas là une spécificité de l'histoire du temps présent. Quoi qu'il en soit et compte tenu du nouveau contexte politique qui accompagne le retour à la démocratie en Amérique latine, on ne s'étonne pas de voir cette « histoire du temps présent » prendre tout à la fois une place importante dans le champ historiographique latino-américain et une coloration particulière. Phénomène d'autant moins surprenant quand on sait comment l'histoire occupe dans ces sociétés, et ce depuis les indépendances, une place réellement centrale.

L'ouvrage juxtapose trois grandes parties qui répondent à autant d'objectifs précis, chacun étroitement en rapport avec le sujet général de l'ouvrage. La première partie porte précisément sur les « mémoires à vif » ou les « mémoires blessées » d'Amérique latine. Il regroupe cinq contributions dont une, inattendue au vu du titre de l'ouvrage, sur l'Espagne. L'élément commun à toutes ces contributions se situe dans la volonté de lutter contre l'oubli qui anime les victimes des régimes autoritaires. Sont ici convoqués trois des systèmes représ-

sifs emblématiques de ces « années de plomb » latino-américaines : le Guatemala avec ses probables 300 000 victimes d'une guerre civile, aux relents autant ethnico-racistes qu'idéologiques, étudié par M. Casaus Arzú ; le Nicaragua qui fut l'un des terrains de prédilection de ces « guerres de basse intensité » des années 1980, mais dont pourtant les victimes se comptent par milliers, analysé par N. Borgeaud-Garciandía ; l'inévitable Chili du dictateur-symbole de ces régimes de sécurité nationale abordé par M. Garate. À ce sinistre cortège qui n'a rien d'inattendu viennent s'ajouter deux études de cas, plus surprenantes au premier abord et finalement assez bienvenues : la première concerne le cas cubain et une « opération » relativement méconnue car oubliée, baptisée « Pedro Pan », qu'étudie E. Burgos ; la seconde concerne le retour en force de la mémoire républicaine de la guerre civile dans l'Espagne démocratique d'aujourd'hui, présenté par M. Joly. Ces cinq contributions partagent par ailleurs un second élément qui renvoie à une approche et une démarche communes. Toutes s'appuient en effet sur un même recours aux témoignages des victimes ou de leurs proches, notamment de leurs descendants. En ce sens, on peut d'abord lire ces contributions comme autant de recueils de paroles de celles et ceux qui furent, directement ou indirectement, malmenés et broyés par une histoire douloureuse qui, bien souvent, les dépasse. Ces « parcours de vies » ne prétendent bien sûr à aucune exemplarité. Ils sont là comme autant de

matériaux bruts que l'historien fait surgir à travers les entretiens qu'il réalise. Ils témoignent aussi de la vigueur d'une demande sociale qui refuse de se résoudre à l'oubli et vis-à-vis de laquelle l'historien agit, en quelque sorte, comme le médiateur ou l'accoucheur. Et plus l'amnésie collective semble avoir été efficace, comme dans l'Espagne franquiste, plus le retour de la mémoire semble irrépensible, à l'image du rôle central qu'occupent aujourd'hui les « porteurs de mémoire ».

La seconde partie de l'ouvrage aborde un sujet différent, mais qui fait pleinement écho aux souffrances évoquées par les auteurs de la première partie. L'aire géographique se réduit à l'espace du cône sud latino-américain et il ne s'agit plus tant de travailler sur des témoignages directs recueillis par l'historien que de revenir à des sources plus traditionnelles pour lui, à savoir des traces écrites. Cependant, ces « écritures » sont, pour le moins, originales. La contribution de J.M. Pedro et de C. Scheibe Wolf propose en effet une analyse des « mots écrits sur les murs » de quelques grandes villes du sud latino-américain. De La Paz à Buenos Aires en passant par Montevideo et le Brésil, les murs qui « prirent la parole » depuis les années 1960 constituent le matériau utilisé. Cela permet aux auteurs de reconstituer une chronologie des discours de gauche latino-américains approchés sous l'angle du féminisme. Une tout autre « écriture » est celle qu'étudie M.M. Raimondi : elle s'appuie sur le développement d'un

théâtre alternatif dans la ville de Buenos Aires, qui s'accompagne de la multiplication de textes. Cette nouvelle activité culturelle, surgie avec le retour de la démocratie, se réalise le plus souvent dans un cadre associatif à l'échelle du quartier. Elle permet ainsi de « libérer la parole » en laissant les traditionnels « sans voix » s'exprimer sans véritable restriction, si ce n'est celle qu'ils s'imposent à eux-mêmes. Il s'agit donc clairement d'exprimer leurs refus ou leur résistance face à des décisions dont ils condamnent les orientations. Là encore, aucune prétention à l'exemplarité, mais plutôt des manifestations de la subjectivité dans un contexte micro-politique. Ces espaces de parole donnent naissance à un théâtre éminemment politique qui se nourrit de la demande sociale, au sein de laquelle la question mémorielle est inévitablement omniprésente. Enfin, les trois dernières contributions de cette seconde section de l'ouvrage concernent l'espace paraguayen et sa relation à la mémoire des guerres qui, de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle – guerre de la Triple Alliance (1864-1870) – à la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle – guerre du Chaco (1932-1935) –, affectèrent la région. Ces épisodes militaires représentent probablement les guerres les plus importantes et les plus meurtrières de l'histoire de l'Amérique post-coloniale et constituent des clés de lecture incontournables afin de comprendre les dynamiques internes des pays de la région. Les enquêtes et les analyses développées par les auteurs de ces contributions



permettent de saisir la place qu'occupe, aujourd'hui encore, la mémoire de ces événements, lointains en termes chronologiques et tellement présents chez les populations concernées. À l'image de la contribution de Capucine Boidin, au titre de fable, on observe combien ces fractures lointaines restent encore, transmission orale aidant, des facteurs de clivage d'une actualité vivante.

L'ultime partie de l'ouvrage aborde un dernier aspect, d'une certaine manière atemporel, tant il est vivant et actif en Amérique latine depuis 200 ans. Il renvoie à l'utilisation de l'histoire par les pouvoirs en place afin de développer une « histoire officielle ». Cette pratique, aussi ancienne que les États nés des anciennes colonies ibériques, s'est concrétisée dans le développement d'un courant historiographique baptisé d'« *historia patria* » qui atteint son apogée au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette fabrication d'une « mémoire nationale », construite sur cette histoire officielle, ne rencontrait pas de véritable opposition dans le cadre des régimes autoritaires ou des démocraties « confisquées » qui caractérisent l'histoire politique latino-américaine des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Tel n'est plus le cas aujourd'hui avec la démocratisation qui s'opère sous nos yeux depuis le recul des régimes dictatoriaux. On comprend alors combien cette prétention à vouloir écrire une histoire officielle, chargée d'exprimer et surtout de légitimer une mémoire nationale, se heurte vigoureusement à l'affirmation de mémoires plurielles portées par les collectifs les plus divers. C'est l'étude de

ces confrontations, le plus souvent vives, que retracent Frédérique Langue pour le Venezuela chaviste en recherche de légitimation bolivarienne, D. Albarrán pour le Chiapas zapatiste face à une nation mexicaine fille de la Révolution, Gérard Borrás pour les Indiens de l'Altiplano bolivien et Luc Capdevila pour le cas paraguayen auquel la seconde partie de l'ouvrage a déjà accordé une large place. Tous ces exemples, hautement significatifs des enjeux et des débats latino-américains sur la place de l'histoire dans les processus de constructions nationales, illustrent à merveille les transformations en cours dans les rapports que ces sociétés entretiennent avec l'Histoire. Ils mettent en évidence les changements de régimes d'historicités à l'œuvre dans ces sociétés pluriethniques et multiculturelles, offrant à l'historien un terrain d'observation des plus féconds.

Michel Bertrand  
(Université de Toulouse  
Le Mirail / FRAMESPA)

**Amparo Menéndez Carrión,**  
***Repensar la polis. Del***  
***clientelismo al espacio público,***  
**Montevideo, CLAEH, 2007, 270 p.**

Cet ouvrage est constitué d'une anthologie de textes d'Amparo Menéndez Carrión, réalisée sous la houlette de Paulo Ravecca qui en signe l'étude introductive. Quatre grands moments structurent le recueil tout en retraçant l'itinéraire intellectuel de la politologue : des années 1980 aux années 2000, de l'Équateur à l'Uruguay, se dessine un fil conducteur dont les mots

clefs sont successivement le clientélisme, la gouvernabilité, la citoyenneté et l'espace public.

Née en 1949, l'auteur de *La conquista del voto. De Velasco a Roldós* [1986] quitte l'Uruguay avant même que ne survienne la dictature et part étudier aux États-Unis. Formée à Baltimore dans les rangs de la Johns Hopkins University où elle obtient son doctorat, elle est directrice de FLACSO Équateur entre 1987 et 1995 et observe ainsi, depuis un point de vue privilégié, la réalité politique de cette nation andine. De retour en Uruguay, elle est amenée à s'interroger sur les spécificités de son pays et sur les évolutions d'une société marquée historiquement par un fort niveau d'intégration sociale. Le premier moment reprend donc les parties les plus significatives du livre paru en 1986, consistant en une analyse et une interprétation du phénomène clientéliste en Équateur à partir de données empiriques recueillies dans les quartiers populaires de la ville de Guayaquil. La lecture de Menéndez Carrión dénonce l'assimilation de ces pratiques à un populisme qui serait nécessairement néfaste et plaide pour la prise en compte de la rationalité des acteurs placés dans une «structure d'opportunité» à laquelle ils s'adaptent. De ce point de vue, le texte n'a pas perdu de sa charge polémique dans le contexte du «virage à gauche» de l'Amérique latine depuis les tournants des années 1990 et 2000. Le second moment reprend un article paru en 1991 dans la revue *Revista de Ciencias Sociales*. L'auteur y développe sa

réflexion sur la gouvernabilité, mais déplace son objet en le théorisant depuis la citoyenneté. Pour reprendre ses termes, il s'agit de participer à la formulation d'un «projet libertaire depuis et pour nos sociétés concrètes». Cette approche implique notamment de s'éloigner du «fétichisme institutionnel» [p. 164] pour visualiser les possibilités des «secteurs libertaires» à produire de nouveaux pouvoirs et de «résister et transformer les relations de domination existantes». Le point de vue est avant tout andin, espace qui se caractérise selon Menéndez Carrión par une culture politique autoritaire. Les processus de *ciudadanización* et la contestation des rapports de domination auxquels ils donnent lieu deviennent la voie à suivre d'un point de vue scientifique, mais aussi plus directement politique. Une dizaine d'années plus tard, un troisième moment poursuit la réflexion sur la citoyenneté en tant que lieu d'*empoderamiento*, c'est-à-dire de résolution toujours incomplète de ce que la politologue nomme «*la convivencia entre extraños*». Constitué par deux articles publiés dans la revue équatorienne *Ecuador Debate* en 2002 et 2003, l'auteur élabore ce que l'on pourrait appeler une théorie critique de la citoyenneté. Quand et comment ce thème a-t-il été discuté en Amérique latine? Quel est l'impact des politiques de libéralisation du commerce ou encore de ce qu'elle analyse comme la «dépolitisation de l'administration du pouvoir» depuis les transitions? Pourquoi y a-t-il une urgence à penser la citoyenneté dans



des démocraties latino-américaines d'aujourd'hui? Le quatrième moment correspond au retour en Uruguay et se réduit ici à un entretien sur la télévision uruguayenne paru dans l'hebdomadaire *Brecha*. On attend dès lors le résultat des recherches menées sur la *polis* uruguayenne et son espace public. Dans quelle mesure l'«exception latino-américaine» résiste-t-elle à une fragmentation sociale qui semble prendre le pas? Le parcours proposé par ce *reader* à travers la production de la politologue uruguayenne met en évidence la dimension critique de ses travaux, liée à une approche méthodologique qui assume les effets politiques des théories académiques. La réflexion de Menéndez Carrión sur la fonction sociale du politologue, sa volonté de participer à la construction d'un agenda citoyen ou encore l'importance qu'elle accorde dès les années 1990 à la «*rendición de cuentas*» comme mécanisme démocratique tranchent avec les positions plus formelles adoptées par nombre de politologues au même moment. L'attention particulière aux pratiques des gens du commun et à leur occupation de l'espace public implique aussi de regarder leurs tentatives plus militantes de réappropriation de cet espace public. Dès lors, le ton adopté est souvent prescriptif. Il s'agit de «*resocializar a la gente*» [p. 188], d'encourager la création de nouveaux espaces de prise de décision collective ou de stimuler l'apprentissage de la participation citoyenne. Cette impulsion se fonde sur une conscience inquiète de la continua-

tion de la verticalité des relations sociales dans les Andes.

Enfin, puisque l'auteur a l'habitude de présenter et d'analyser la littérature existante sur les problématiques qu'elle aborde, permettant ainsi à son lecteur de suivre l'évolution de son travail parallèlement à celle de la recherche latino-américaniste en science politique, Paulo Ravecca insiste sur les enjeux liés à la réception de Menéndez Carrión dans l'Uruguay d'aujourd'hui et montre que son appréhension de l'Amérique latine à partir de l'hétérogénéité qu'elle renferme se révèle particulièrement riche d'enseignements.

Cécile Casen  
(Université de Clermont-Ferrand / CREDA)

**Arnaud Martin (dir.), *La mémoire et le pardon. Les commissions de la vérité et de la réconciliation en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, coll. «Pouvoirs comparés», 2009, 274 p.**

*La mémoire et le pardon* est un ouvrage hybride, qui fait coexister, d'une part, des témoignages d'acteurs des processus de «justice transitionnelle» en Amérique latine qui tendent parfois vers l'analyse scientifique et, d'autre part, des analyses d'experts et universitaires qui tendent souvent vers le jugement moral et politique porté sur ces mêmes processus. Le recueil vient donc prendre sa place dans la vaste bibliothèque d'une «justice transitionnelle» qui relève davantage de l'expertise, soucieuse de dégager rapidement des enseignements pratiques de portée

universelle, que des sciences sociales, qui peuvent prendre le temps de décrire des processus complexes et d'examiner attentivement les catégories de l'expertise et du débat public.

Un fil directeur peut être mis en avant : l'évaluation du travail des commissions dites de vérité et de réconciliation, formant un ensemble jugé assez homogène pour représenter un type d'institution mobilisable lors des processus de transition de régimes autoritaires répressifs ou de « guerres civiles » vers la démocratie et la paix. À l'échelle du sous-continent, le bilan est considéré comme positif puisque ces commissions apparaissent comme « un pas décisif [...] franchi sur le chemin tortueux conduisant à la démocratie consolidée » [voir l'introduction d'A. Martin, directeur de l'ouvrage et maître de conférences en droit à l'université de Bordeaux IV, p. 13], notamment parce qu'à travers les nombreuses expériences menées en Amérique latine « les victimes se [seraient] vu rétablir leur dignité humaine » [p. 14]. Pour celles-ci en effet, les commissions auraient représenté un « dernier recours face à la volonté de laisser le passé sombrer dans l'oubli et s'endormir dans l'indifférence des jeunes générations » [p. 15]. Où qu'elles soient mises en œuvre, par conséquent, « ces commissions ont une fonction de reconstruction humaine » [p. 17].

Si l'objectif du jugement pratique et le regard bienveillant porté sur les commissions de vérité donnent une cohérence à l'ensemble, l'ouvrage est néanmoins très éclectique. À côté des

bilans personnels tirés par ces acteurs majeurs des processus que sont José Luís Cúa Egaña (membre de la Commission Rettig au Chili, considéré comme l'un des plus « proches » du régime militaire) ou Salomón Lerner Febres (président de la commission de vérité et de réconciliation péruvienne), on trouve des analyses scientifiques (par l'anthropologue Alejandro Castillejo Cuéllar) et des contributions d'experts aux tonalités variées (« rapports » dressés par le militant des droits de l'homme Estebán Cuya ou article philosophique d'un membre de la principale organisation internationale promouvant la « justice transitionnelle », l'International Center for Transitional Justice). Sans doute la logique adoptée pour le rassemblement de ces textes – dont rien n'est dit, hélas – explique-t-elle cette diversité. Les textes, en effet, proviennent d'horizons divers : le premier des deux articles d'Estebán Cuya est la traduction d'une communication présentée en octobre 2001 lors des Rencontres internationales organisées à Lima par l'Asociación Paz y Esperanza et accessible sur le site Internet d'une organisation de défense des droits de l'homme ([www.derechos.org/nizkor/doc/articulos/cuya.html](http://www.derechos.org/nizkor/doc/articulos/cuya.html)); le texte de Pablo de Greiff a paru en 2007 dans un ouvrage dirigé notamment par Mark Gibney, *The Age of Apology: Facing Up to the Past* (Philadelphia, University of Pennsylvania Press), ainsi qu'en français dans le numéro 10 de la revue *Raison publique...* Cette logique de



l'emprunt, présente aussi au sein de quelques textes, est regrettable.

En outre, le « bilan positif » des commissions n'est pas un point de vue partagé par l'ensemble des auteurs. Il est construit par composition, entre les plaidoyers *pro domo* raisonnés des acteurs, la conviction fondée en théorie de l'adéquation du travail des commissions aux nécessités du dialogue pluraliste et de la « reconstruction humaine » des victimes [A. Martin] et, enfin, la critique finale par E. Cuya de l'oubli d'un grand nombre des mêmes victimes par les mêmes commissions. La variété des perspectives et des opinions, voire des objets – les « excuses » pour P. de Greiff, le « pardon » pour A. Martin, les politiques de « justice de transition », les commissions de vérité pour la plupart des autres –, la cohabitation d'évocations de cas et de considérations générales ne permettent pas de savoir véritablement sur quoi se fonde ce bilan.

Deux choses manquent tout particulièrement. D'une part, un questionnaire commun aurait été utile sur les catégories habituellement utilisées pour juger l'efficacité des processus de « justice transitionnelle » : par exemple celle de la « convalescence psychothérapeutique » des victimes [E. Cuya, p. 35, et dans d'autres chapitres], dont on sait désormais qu'elle correspond à un point de vue très particulier, opportun pour certains acteurs politiques, sur le rapport d'une société à un passé vio-

lent<sup>1</sup>. La contextualisation des expériences conforterait, d'autre part, l'évaluation : les commissions sont le plus souvent examinées isolément des contextes politiques et sociaux qui, parfois, font diverger leur route (au Chili et au Pérou, par exemple) et qui, souvent, expliquent – autant sinon davantage que le travail des commissions elles-mêmes – l'état du débat public dans un pays donné. Les rapports de force politiques, le renouvellement des agents des systèmes judiciaires et des forces armées ou encore l'ampleur des mobilisations de victimes peuvent difficilement ne pas être pris en compte lorsqu'il s'agit de tirer un bilan.

Aux lecteurs pressés de juger l'efficacité des commissions de vérité et de réconciliation, on conseillera donc plutôt de se tourner vers les efforts de comparaison et les études de cas proposés, dans le même registre d'expertise mais de manière plus homogène, par l'International Center for Transitional Justice. Ceux qui ont davantage de temps pourront s'aventurer dans des descriptions plus denses des processus nationaux dans lesquels s'inscrivent les commissions ou dans la restitution des appropriations académiques et expertes dont celles-ci font l'objet.

**Sandrine Lefranc**  
(Institut des Sciences sociales du Politique,  
CNRS/Université de Paris Ouest  
Nanterre La Défense)

1. Voir, sur ce point, D. Fassin et R. Rechtman, *L'Empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, 2007 ; S. Lefranc et L. Mathieu (dir.), *Mobilisations de victimes*, Rennes, PUR, 2009.



# AUTEURS



**Santiago BASTOS** est docteur en anthropologie sociale du Centre de recherches et d'études supérieures en anthropologie sociale (CIESAS) où il est actuellement enseignant-chercheur. Il est également chercheur associé à la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) au Guatemala. Parmi ses dernières publications : *Entre el mecapal y el cielo : desarrollo del movimiento maya en Guatemala*, avec Manuela Camus, FLACSO, 2003 ; la série *Mayanización y vida cotidiana, la ideología multicultural en la sociedad guatemalteca* (trois vol.) avec Aura Cumes, FLACSO-CIRMA, 2007, et *El movimiento maya en la década despues de La Paz*, coordonné avec Roddy Brett.

**Karen BÄHR CABALLERO** possède un DEA en études du développement et termine actuellement un doctorat en sciences sociales à l'Université Catholique de Louvain. Elle fait partie de l'équipe de chercheurs de l'Institut d'études du développement où elle applique une approche du genre au sein des programmes de recherche sur Pauvreté et développement et Sécurité, espace urbains, dynamiques socio-territoriales et développement. Elle a travaillé comme consultante pour des institutions gouvernementales et non gouvernementales concernant l'approche du genre et la formulation des politiques publiques.

**Jean-Pierre BLAY** est maître de conférences à l'UFR-STAPS de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Membre du laboratoire « Sport et culture », son domaine de recherche porte sur l'émergence des pratiques physiques et la culture matérielle liée aux sports. Membre (élu) à l'Instituto Historico e Geografico Brasileiro (Rio de Janeiro), il a notamment publié des travaux sur l'influence française dans l'urbanisme des villes brésiliennes et la place du sport dans la culture urbaine.

**Carine CHAVAROCLETTE** est anthropologue et historienne, chercheuse associée au MASCIPO-EHESS. Spécialiste du Mexique et du Guatemala, elle enseigne à Paris 8 Vincennes-Saint-Denis et à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine. Sa thèse de doctorat (Université Paris 7) portait sur les conséquences de l'établissement de la frontière Mexique-Guatemala auprès des populations frontalières (indiennes et non-indiennes), notamment sur les conflits agraires et les rituels transfrontaliers. Ses recherches actuelles s'articulent autour de la gestion de l'eau (sociale et symbolique).

**Rodrigo CONTRERAS OSORIO** est docteur en sociologie (EHESS-Paris) et spécialiste de l'Amérique latine. Il est consultant pour le Programme de gestion des transformations sociales, MOST-UNESCO. Il a publié *La dictature de Pinochet en perspective, La Gauche au pouvoir en Amérique latine* (L'Harmattan, 2007) et également à L'Harmattan, en 2009, *Les limites du libéralisme latino-américain*.

**Anne PHILIPPE** est docteur en science politique et chercheure associée au CREDA. Ses travaux portent sur la violence politique et la démocratisation en Amérique centrale, notamment sur les réseaux transnationaux des mouvements armés.

**Véronique MARCHAND** est chargée de recherches au CNRS, rattachée au CLERSÉ-MESHS, Lille. Ses recherches portent sur les marchés, en tant qu'espaces urbains de commerce de détail. Sa thèse, menée à La Paz, s'inscrit en sociologie des mobilisations (*Organisations et Protestations des commerçantes en Bolivie, Cholitas*, Paris, L'Harmattan, coll. « Connaissance des hommes », 2006, 327 p.). Ses travaux se situent aussi à la croisée de la sociologie des relations interethniques et de genre, et de l'anthropologie urbaine : (« L'ethnicité revendiquée : entre union et distinction », in Jean-Pierre LAVAUD, Isabelle DAILLANT, *La catégorisation ethnique en Bolivie, labellisation officielle et sentiment d'appartenance*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 125-150). Elle mène actuellement une étude sur les marchés de Roubaix en France, pour une mise en perspective anthropologique de terrains éloignés géographiquement.

**Benjamin MoALLIC** est membre du Centre de recherches politiques Raymond Aron (CRPRA). Il prépare un doctorat en sociologie politique à l'École des Hautes études en sciences sociales (EHESS) sous la direction de Gilles Bataillon sur *Les reconversions militantes des acteurs politico-militaires au lendemain des guerres internes en Amérique centrale (Nicaragua-El Salvador)*. Il est actuellement chercheur associé au Centre français d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA) et enseigne à l'Université Évangélique de El Salvador (UEES). Outre le thème de sa thèse, ses recherches portent également sur la mise en place de sociétés civiles et des démocraties en Amérique centrale, ainsi que sur la reconfiguration des systèmes et des cultures politiques depuis le début des années 1990 au Nicaragua et au Salvador. Il a déjà publié : « Organización, cohesión y cambio social : Una mirada sociológica sobre el "existir juntos" », *Crea Ciencia*, n° 7, año 4, UEES, diciembre 2007 et « Victoire de révolutionnaires ou ascension d'une nouvelle bureaucratie d'experts ? À propos des élections de 2009 au Salvador », *Problèmes d'Amérique latine* (à paraître été-automne 2010).

**Márcio de OLIVEIRA** est professeur de sociologie à l'Université Fédérale du Paraná (Brésil). Il a publié Brasília. *O mito na trajetória da nação*, Paralelo 15, 2005, *As Ciências Sociais no Paraná*, Protexto, 2006, et *Ensaio de Sociologia e História Intelectual do Paraná*, Ed. UFPR, 2009. Il mène à présent une recherche sur le « Brésil étranger ».

**Vicente ORTELLS CHABRERA** est professeur titulaire et chercheur en géographie à l'Universitat Jaume I de Castellón. Parmi ses nombreuses publications, il a notamment dirigé, avec Joan Feliu Franch et Francisco Javier Soriano Martí, *Caminos encontrados. Itinerarios históricos, culturales y comerciales en América latina* (Castellón, Universitat Jaume I, 2009) et, avec Robert B. Kent et



Francisco Javier Soriano Martí, *Bridging cultural geographies: Europe and Latin America* (Castellón, Universitat Jaume I, 2005)

**Pascual ORTELLS CHABRERA**, assesseur au ministère de l'Éducation (Nicaragua, 1980-1990), consultant au Servicio Mesoamericano de Agricultura Sostenible (SIMAS, 1994-2008), est membre de la Fundación Nimehuatzin, à Managua. Dernièrement il a publié un livre collectif *Por una chingastito, man : factores que incrementan el uso de drogas y la epidemia del VIH en Nicaragua*, Managua, Fundación Nimehuatzin, 2009, et a collaboré avec Vicente Ortells à l'ouvrage *Caminos encontrados : itinerarios históricos, comerciales y culturales en América Latina* (coord. par J. Feliu et al.), Castelló de la Plana, 2009.

**Hugo RANGEL TORRIJO** est enseignant-chercheur à l'université de Guadalajara-CUCI. Il est titulaire d'un Ph. D. de sociologie et d'éducation de l'Université MacGill (Montréal). Il a mené des recherches sur la démocratie, la diversité, les identités collectives, les migrations mais aussi sur les politiques éducatives et l'éducation en prison. Il a enseigné à l'Université de Québec à Montréal dans le cadre d'un post-doc.

**Juan Luís SARIEGO RODRÍGUEZ** est anthropologue et professeur à la Escuela Nacional de Antropología e Historia, Unidad Chihuahua, dépendante de l'Instituto Nacional de Antropología e Historia (INAH) au Mexique. Ses recherches portent sur l'histoire sociale des populations minières ainsi que sur les problèmes du développement des groupes indiens de la Sierra Tarahumara. Il a notamment publié *El Estado y la minería mexicana. Política, trabajo y sociedad durante el siglo XX* (México, FCE, 1988), *Enclaves y Minerales en el norte de México. Historia social de los mineros de Cananea y Nueva Rosita 1900-1970* (México, CISINAH, 1988) et *El indigenismo en la Tarahumara. Identidad, comunidad, relaciones interétnicas y desarrollo en la Sierra de Chihuahua* [México, INAH-INI, 2002].

Achévé d'imprimer: Imprimerie Bobillier

Dépôt légal n°1110

Juin 2010